Alain-G. Gagnon
Mary Beth Montcalm
(1992)

Québec : au-delà de la Révolution tranquille

Un document produit en version numérique par Mme Marcelle Bergeron, bénévole
Professeure à la retraite de l'École Dominique-Racine de Chicoutimi, Québec
et collaboratrice bénévole
Courriel : <mailto:mabergeron@videotron.ca>

Dans le cadre de la bibliothèque numérique: "Les classiques des sciences sociales"
dirigée et fondée par Jean-Marie Tremblay,
professeur de sociologie au Cégep de Chicoutimi
Site web : <http://classiques.ugac.ca/>

Une bibliothèque développée en collaboration avec la Bibliothèque
Paul-Émile-Boulet de l'Université du Québec à Chicoutimi
Site web: <http://bibliotheque.ugac.ca/>

Un document produit en version numérique par Mme Marcelle Bergeron, bénévole, professeure à la retraite de l'École Dominique-Racine de Chicoutimi, Québec. Courriel : <mailto:mabergeron@videotron.ca>

Alain-G. Gagnon et Mary Beth Montcalm.

Québec : au-delà de la Révolution tranquille.

Traduit de l'anglais par Pierre Desruisseaux et révisé par les auteurs. Édition originale : *Quebec Beyond the Quiet Revolution*. Montréal, VLB Éditeur, La collection « Études québécoises », 1992, 333 pp.

M. Alain G. Gagnon, politologue et professeur de science politique à l'UQÀM, nous a autorisé le 16 mars 2006 à diffuser la totalité de ses publications.

Courriel : gagnon.alain@uqam.ca

Polices de caractères utilisés :

Pour le texte : Times, 12 points.

Pour les citations : Times 10 points.

Pour les notes de bas de page : Times, 10 points.

Édition électronique réalisée avec le traitement de textes Microsoft Word 2003 pour Macintosh.

Mise en page sur papier format : LETTRE (US letter), 8.5'' x 11''

Édition complétée le 23 septembre 2006 à Chicoutimi, Ville de Saguenay, Québec.

**Alain-G. Gagnon
Mary Beth Montcalm**

Québec : au-delà de la Révolution tranquille

*Maquette de la couverture : Éric L'Archevêque
En couverture : Basque, Grosse mer à Méchins, huile sur toile, 1983.*

Traduit le l'anglais par Pierre Desruisseaux et révisé par les auteurs. Édition originale : *Quebec Beyond the Quiet Revolution*. Montréal, VLB Éditeur, La collection « Études québécoises », 1992, 333 pp.

Table des matières

[Table des tableaux et des figures.](#)

[Index](#)

[Présentation du livre et des auteurs](#) : texte au verso du livre

[Préface](#)

[PREMIÈRE PARTIE :](#)

L'ÉCONOMIE POLITIQUE DU QUÉBEC

- I. [Internationalisation économique et périphérisation.](#)
- II. [Les changements économiques au Québec.](#)

[DEUXIÈME PARTIE :](#)

LES STRATÉGIES DE L'ÉTAT, DES SYNDICATS ET DU SECTEUR PRIVÉ

- III. [L'État du Québec.](#)
- IV. [Le mouvement syndical au Québec.](#)
- V. [Le secteur privé québécois.](#)

[TROISIÈME PARTIE :](#)

LES RELATIONS INTERCOMMUNAUTAIRES ET LES NÉGOCIATIONS CONSTITUTIONNELLES

- VI. [Les relations Québec-Canada avant 1960.](#)
- VII. [La question constitutionnelle : de Lesage à Bourassa.](#)
- VIII. [La question linguistique.](#)

[Conclusion.](#)

[Chronologie 1960-1988.](#)

[Sources chronologiques.](#)

TABLE DES TABLEAUX ET DES FIGURES

[Retour à la table des matières](#)

Tableau 1	Échanges commerciaux du Canada, années choisies, 1870-1986.
Tableau 2	Valeurs des transactions : Bourse de Montréal (BDM), Bourse de Toronto (BDT), et pourcentage BDM/BDT, années choisies, 1946-1985.
Tableau 3	Migration interprovinciale d'enfants et d'adultes, entrants et sortants, Québec et Ontario, de 1980-1981 à 1985-1986.
Tableau 4	Répartition de la population active dans les secteurs primaire, secondaire et tertiaire.
Tableau 5	Données sur l'agriculture, 1941-1971.
Tableau 6	Toutes les fermes, classées selon leur grandeur, Québec, 1931-1961.
Tableau 7	Taux de chômage saisonnier par rapport au taux de chômage total par région au Canada, 1953-1975 et 1966-1975.
Tableau 8	Production par secteur économique, Québec.
Tableau 9	Répartition de la main-d'œuvre selon les secteurs industriels au Canada et au Québec, années choisies, 1911-1974.
Tableau 10	Répartition en pourcentage du produit national brut du Québec selon les secteurs, 1951-1981.
Tableau 11	Fermes recensées et classées selon la catégorie économique, Québec, 1961, 1966 et 1971.
Tableau 12	Investissements privés par habitant, au Québec et au Canada, 1961-1974 (à l'exclusion de la construction domiciliaire).

<u>Tableau 13</u>	Évolution des effectifs de la fonction publique au Québec, années choisies, 1955-1985.
<u>Tableau 14</u>	Revenus et dépenses du gouvernement du Québec, 1960-1984.
<u>Tableau 15</u>	Québec, produit intérieur brut (PIB) et dépenses des administrations publiques, années choisies, 1961-1984.
<u>Tableau 16</u>	Sociétés d'État d'importance majeure au Québec en 1985.
<u>Tableau 17</u>	Opinions sur la répartition du pouvoir dans la société québécoise, 1977-1983.
<u>Tableau 18</u>	Pourcentage des investissements privés au Québec par rapport au total canadien, 1953-1986.
<u>Tableau 19</u>	Nombre de syndiqués par province, Canada, 1961-1980.
<u>Tableau 20</u>	Effectifs de la Fédération des travailleurs du Québec (FTQ), 1957-1985.
<u>Tableau 21</u>	Effectifs des syndicats catholiques (CTCC-CSN), années choisies, 1919-1983
<u>Tableau 22</u>	Taux de chômage au Québec, années choisies, 1946-1987.
<u>Tableau 23</u>	Effectifs des syndicats et taux de syndicalisation au Québec, 1977-1983.
<u>Tableau 24</u>	Répartition de la main-d'œuvre québécoise par ethnie et par occupation, 1931.
<u>Tableau 25</u>	Comparaison, pour l'ensemble du secteur privé de l'économie, entre les établissements sous contrôle canadien-français, canadien-anglais et étranger quant à la main-d'œuvre employée : hypothèse probable.
<u>Tableau 26</u>	Les grandes entreprises industrielles du Québec, 1969.
<u>Tableau 27</u>	Pourcentage des expéditions dans les divers secteurs de l'industrie sous contrôle québécois francophone, 1961, 1974.
<u>Tableau 28</u>	Les plus grandes sociétés canadiennes réparties selon leurs actifs, 1985.
<u>Tableau 29</u>	Répartition professionnelle des ministres dans les cabinets

d'après-guerre au Québec.

- [Tableau 30](#) Répartition régionale des Québécois anglophones en pourcentage de la population, 1931, 1971 et 1981.
- [Tableau 31](#) Présence francophone au sein du personnel de direction selon le niveau hiérarchique dans les entreprises commerciales anglophones, 1964,1979.
- [Tableau 32](#) Opinion des francophones sur les modifications à la loi 101, 1983.
- [Tableau 33](#) Réaction des francophones et des anglophones à des dispositions spécifiques de la Charte de la langue française, 1979, 1983 et 1985.
- [Tableau 34](#) Degré d'appui chez les francophones à certains droits des anglophones, 1980 et 1983.
- [Figure 1](#) Conseil d'administration du Conseil d'orientation économique du Québec, 1964.
- [Figure 2](#) Réseau des relations du patronat avec le gouvernement du Québec.

INDEX

[Retour à la table des matières](#)

- Accord de l'édifice Langevin
- dispositions se rapportant au Québec
- Accord de libre-échange canado-américain
- oppositions syndicales
- Accord du lac Meech
- Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce (GATT)
- Acte de l'Amérique du Nord britannique (AANB)
- Action française/Action nationale
- Action libérale nationale
- Affaires, Les*
- Alberta
- Alliance des professeurs de Montréal
- Alliance Québec
- Aluminerie Bécancour
- Arnopoulos, Sheila M.
- Association des manufacturiers canadiens
- Balthazar, Louis
- Banque Canadienne Nationale
- Banque d'épargne
- Banque de Montréal
- Banque Laurentienne
- Banque mondiale
- Banque Nationale
- Banque Provinciale du Canada
- Bâtir le Québec*
 - objectifs majeurs de l'énoncé de
 - politique économique du PQ
- Behiels, Michael
- Bélanger, Yves
- Bennett, R. B.
- Bertrand, Jean-Jacques
 - comparaison des administrations Bertrand
 - réforme constitutionnelle
 - relations ouvrières
- Bissonnette, Lise
- Blais, André
- Bloc populaire
- Bombardier
- Expansion
- Bourassa, Henri,
 - vision biculturelle du Canada
- Bourassa, Robert
 - gouvernement
 - réforme constitutionnelle
 - relations ouvrières
 - stratégie étatique
- Bourque, Gilles
- Bourse de Montréal
- Bourse de Toronto
- Brascade Holdings, 84
- Breton, Albert
- Brunelle, Dorval
- Bureau de l'aménagement de l'Est du Québec (BAEQ)
- Bureau de Commerce de Montréal (BCM)
- Burns, Robert
- Caisse de dépôt et de placement
 - création
 - initiatives économiques

- Caisse de retraite des fonctionnaires
Canadian Corporate Elite, The
 Canam-Manac
 Capitalisme d'État
 définition
 ramifications politiques
 secteur privé après 1960
 ses limites
 stratégies capitalistes avant
 1960
 Carroll, William
 Cartier, George-Étienne
 Casavant, Frères
 Castonguay, Claude
 Cégeps (Collèges d'enseignement
 général et professionnel)
 Centrale de l'enseignement du
 Québec (CEQ)
 Centrale des syndicats
 démocratiques (CSD)
 Chambre de commerce de Montréal
 Chambre de commerce du Québec
 Champagne, René
 Charbonneau, Joseph
 Charbonneau, Yvon
 Charte canadienne des droits et
 libertés
 Charte de Victoria
Cité libre
 Clark, Joe
 Clement, Wallace
 Clift, Dominique
 Coleman, William
 Colombie-Britannique
 Commission québécoise de lutte
 contre l'inflation
 Commission royale d'enquête sur le
 bilinguisme et le
 biculturalisme,
 voir Commission Laurendeau-
 Dunton
 Commission royale d'enquête sur
 les problèmes constitutionnels
voir Commission Tremblay
- Commission royale d'enquête sur
 les relations ouvrières dans
 l'industrie de la construction
voir Commission Cliche
 Commission de transport de
 Montréal
 Commissions d'enquête
 Beaudry
 Castonguay
 Cliche,
 Gendron
 Laurendeau-Dunton
 Macdonald
 Parent,
 responsabilités sociales et
 économiques du
 gouvernement
 Pepin-Robarts
 Rowell-Sirois
 Tremblay
 Commission sur l'unité canadienne
voir Commission Pepin-Robarts
 Communauté économique
 européenne (CEE)
 Confédération
 théorie des deux nations
 théorie du pacte
 Confédération des syndicats
 nationaux (CSN)
 condamne l'État employeur
 Conseil de la langue française
 Conseil d'orientation économique
 du Québec (COEQ) réactivé
 par le gouvernement Lesage
 Conseil du patronat du Québec
 Continentalisme économique
 Cook, Ramsay
 Corry, J. A.
 Corvée-Habitation
 Courchene, Thomas
 Cour d'appel du Québec
 Cour suprême du Canada
 Crise de la conscription
 Crise d'octobre
 Cross, James

- Culinar, 171
- Daoust, Fernand
- Desjardins, Alphonse
- Devoir, Le*
- Devoir économique, Le*
- Dofor
- Dominion Textile
- Domtar
- Donohue
- Dorion, Jean-Baptiste-Éric
- DOSCO
- Duplessis, Maurice
 - anti-étatisme
 - et le monde ouvrier
 - opposition à
- Durocher, René
- École des hautes études
 - commerciales (HEC)
- Égalité ou indépendance*
- Église catholique
 - anti-étatisme
 - grève d'Asbestos (1949)
- Émeutes de Saint-Léonard
- Entente Cullen-Couture (1978)
- États-Unis
 - échanges commerciaux avec le Canada depuis
 - entreprises multinationales
 - la Deuxième Guerre mondiale
- Expo 67
- Fédération des travailleurs du Québec (FTQ)
- Filion, Gérard
- Finance*
- Finbow, Robert
- Fonds de solidarité
- Fonds monétaire international (FMI)
- Formule Fulton-Favreau
- Formule Rand
- Fortier, Pierre
- Fournier, Pierre
- Francophonie
- French, Richard
- Front commun
 - comparaison des fronts
 - communs de 1972 et de 1975
- Gaspé Copper Mines
- GATT,
 - voir Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce
- Gaz Métropolitain
- Gérin-Lajoie, Paul
- Gobeil, Paul
- Gouin, Lomer
- Gow, James Ian
- Grande-Bretagne
 - premiers échanges commerciaux avec le
- Grèves Canada
 - Asbestos
 - enseignants du secteur public
 - Murdochville
 - La Presse*, 127
- Groulx, Lionel
- Groupe La Laurentienne
- Guindon, Hubert
- Harney, Jean-Paul
- Hepburn, Mitch
- Héту, Jean-Paul
- Hydro-Ontario
- Hydro-Québec
 - projet de la baie James
 - son rôle dans l'économie québécoise,
- Indépendantisme
- Internationalisation économique
 - effet sur les économies canadienne
 - et américaine
- Interventionnisme de l'État
 - accru
 - le Québec par opposition à l'Ontario

- sous Duplessis
 Iron Ore
 Isbester, Fraser

 Johns-Manville
 et la grève d'Asbestos

 Johnson, Daniel
 comparaison des
 administrations Johnson et
 réformes constitutionnelles
 relations ouvrières
 Johnson, Pierre-Marc
 réforme constitutionnelle

 Keynésianisme
 Kierans, Eric

 Laberge, Louis
 Lamarre, Bernard
 Landry, Bernard
 Langevin, Hector
 Lanphier, C. M.
 Laporte, Pierre
 Laurin, Camille
 Lavalin
 Legaré, Anne
 Léonard, Jacques
 Lesage, Jean
 politique fiscale
 problèmes hérités du régime
 Duplessis
 réforme constitutionnelle
 relations ouvrières
 stratégie étatique
 Lévesque, René,
 création de nouveaux
 ministères
 réforme constitutionnelle
 Linteau, Paul-André
 Lipsig-Mummé, Carla
 Logistec
 Loi constitutionnelle de 1982
 clause dérogatoire
- Loi des mesures de guerre
 Loi du Manitoba
 Loi sur la fonction publique (1965)
 Loranger, T. J. J.
 Lower, A. R. M.

 Macdonald, John A.
 MacKinnon, Ian
 McRoberts, Kenneth
 Madelipèche
 « Maîtres chez nous »
Maîtriser l'avenir
 Manic-Outardes
 Manitoba
 Marchand, Jean
 Marine Industries
 Marois, Pierre
 Martin, Fernand
 Mercier, Honoré
 Métro de Montréal
Minerve, La
 Montréal
 classe d'affaires (après la
 Confédération)
 déclin économique
 Morris, R. N.
 Mouvement Desjardins
 Mowat, Oliver
 Mulroney, Brian

Nationaliste, Le
 Naylor, Tom
 Niosi, Jorge
 Noranda
 Nouveau-Brunswick
 Nouveau Parti démocratique (aile
 québécoise)

 Office de la langue française
 Office de planification du Québec
 Ontario
 Opération solidarité économique
 (OSE)

 Papiers Cascades

Paquet, Gilles	loi 5
Paradis, Pierre	loi 20
Parent, Alphonse-Marie	loi 25
Parizeau, Jacques	loi 37
pour l'intervention de l'État	loi 68
Parti national	loi 70
Parti pris	loi 105
Parti québécois	loi 111
et la classe d'affaires	
francophone	Porter, John
et l'entreprise privée	Power Corporation
et les syndicats du secteur	<i>Presse, La</i>
public	Programme d'assistance publique
législation du travail	du Canada
nationalisme	Provigo
plate-forme originale du parti	expansion
projet d'accord constitutionnel	Provinces de l'Ouest
(1985)	Provinces maritimes
référendum	
réforme constitutionnelle	Québec,
souveraineté-association	allophones
stratégie industrielle	classe d'affaires francophone,
Pearson, Lester	classe des travailleurs
Pelletier, Gérald	industriels
Pepin, Marcel	classe moyenne du secteur
Périphérisation économique	privé
ère Duplessis	classe moyenne du secteur
et le secteur public	public
persistance de la	classe moyenne francophone
Perrault, Charles	classe moyenne technocratique
Pétromont	classe moyenne traditionnelle
Politique d'immigration	classe ouvrière
Politique linguistique	communauté d'affaires
francisation	anglophone
loi 22	développement économique et
loi 57	planification
loi 58	étatisme
loi 63	investissements étrangers
loi 101	ressources naturelles
loi 142	retrait du capital anglophone
loi 178	secteur agricole
projet de loi 1	Québec Téléphone
Politique du travail	Quebecor
décertification	
droit de grève	Radio-Québec

Rapport Paley (É.-U.)	du Québec
Raynald, André	Société de développement de
Régie de la langue française	l'entreprise québécoise
Régime d'épargne-actions du	(SODEQ) dans la stratégie
Québec (REAQ),	étatique
Régime des rentes du Québec	Société de développement industriel
(RRQ)	(SDI)
sa création	Sociétés d'État (provinciales)
querelles fédérales-	Hydro-Québec
provinciales	Société générale de financement
Règlement	(SGF)
Relations fédérales-provinciales	son rôle
conférences des premiers	Société de gestion forestière
ministres	(SOGEFOR)
contrôle des ressources fiscales	Société de montage automobile
crise de la conscription	(SOMA)
désaveu fédéral	Société de placement dans
droit de retrait	l'entreprise (SPEQ)
ententes bilatérales	Société d'habitation du Québec
formule Fulton-Favreau	Société d'investissement Desjardins
histoire,	« Société distincte »
programmes à frais partagés	Société nationale de l'amiante
Régime des rentes du Québec	(SNA)
(RRQ)	Société québécoise d'exploration
Rémillard, Gil	minière (SOQUEM)
Renaud, Marc	son nouveau mandat
Riel, Louis	Société Saint-Jean-Baptiste de
Robert, Jean-Claude	Montréal
Rodrigue, Norbert	Souveraineté-association
Rouillard, Jacques	référendum sur la
Roy, Maurice	« Statut particulier »
Ryerson, Stanley	Stevenson, Garth
	Stratégie étatique
Saint-Germain, Maurice	Bourassa
Saint-Laurent, Louis	Duplessis
Sales, Arnaud	et la classe d'affaires
Saskatchewan	francophone
Sauvé, Paul	Johnson-Bertrand
Savage, Donald	le Québec par opposition à
Scowen, Reed	l'Ontario
Sidérurgie du Québec (SIDBEC)	Lesage
Silver, A. I.	Parti québécois (évolution de
Simard, Jean-Jacques	sa stratégie)
SNC-Lavalin	rôle de la SODEQ dans la
Société de l'assurance automobile	Surveyer, Nenniger et Chênevert

(SNC)
Syndicats
politisation
secteur public
voir aussi Front commun

Tanguay, Brian
Tardivel, Jules-Paul
Taschereau, Louis-Alexandre
Tembec
Toronto
Trudeau, Pierre Elliott
Trust Général du Canada
Unigesco

Union des producteurs agricoles
(UPA)
Université de Montréal
Université Laval

Vertical Mosaic, The
Vidéotron
Virage technologique, Le
à la défense de l'initiative du
secteur privé

Whitaker, Reginald
Winnipeg

TEXTE AU VERSO DU VOLUME

[Retour à la table des matières](#)

Les Québécois ont vécu au cours des trente dernières années une série de transformations qu'on peut qualifier de carrément révolutionnaires. Les auteurs s'interrogent ici sur les lendemains de cette révolution. Ils analysent l'économie politique de la province et les mutations de l'économie continentale et internationale. Ils avancent l'idée que l'intégration de l'économie du Canada à celle des États-Unis s'est faite au prix de la périphérisation de l'économie du Québec et de la fragilisation de ses structures.

Ce livre fait le point sur les transformations qui sont survenues dans les divers secteurs de la vie politique au Québec, au chapitre notamment de la politique linguistique, de la législation ouvrière ainsi que des relations fédérales-provinciales. Les stratégies gouvernementales sont situées dans leur contexte économique et examinées sous l'angle des pressions sociales et politiques exercées tant par le monde syndical que par les milieux d'affaires depuis le début de la Révolution tranquille.

L'idée d'un État québécois interventionniste et dynamique reflétant l'identité québécoise a été supplantée au début des années quatre-vingt par un engouement, partagé par l'État et la communauté des affaires, pour les vertus du marché. Or, en tournant le dos à une intervention étatique, le Québec risque de se priver des moyens mêmes qui lui ont permis d'atteindre son niveau actuel d'épanouissement culturel, économique et social.

Auteur de plusieurs ouvrages portant sur les questions politiques et constitutionnelles au Canada, Alain-G. Gagnon est professeur agrégé au Département de science politique de l'université McGill. De 1982 à 1989, il a enseigné aux universités Queen's et Carleton ; il a aussi été professeur invité aux universités d'Ottawa et de Montréal. Il est le président sortant de la Société québécoise de science politique.

Mary Beth Montcalm est détentrice d'un doctorat en science politique de l'université Carleton. Elle a enseigné aux universités Carleton, de la Saskatchewan et du Manitoba. Elle se spécialise en économie politique et en relations interethniques au Canada et en Europe. Elle a publié plusieurs études sur le libre-échange, les conflits intercommunautaires et le Québec.

PRÉFACE

[Retour à la table des matières](#)

Pour nombre de personnes, la Révolution tranquille est un phénomène qui a surgi presque de nulle part entre les années 1960 et 1966, sans cause apparente si ce n'est le retard social et gouvernemental accumulé par le Québec sous les régimes duplessistes de 1936-1939 et 1944-1959. Bien que le refus obstiné du gouvernement duplessiste de pratiquer l'interventionnisme d'État ait contribué à relâcher des forces politiques pendant les années soixante et soixante-dix, ce facteur ne peut expliquer à lui seul les bouleversements qui ont agité la société québécoise et attiré l'attention des Canadiens au cours des dernières décennies.

Si l'on veut comprendre les transformations spectaculaires subies par le Québec depuis 1960, il faut se tourner vers l'économie politique de la province et les changements de l'économie internationale et continentale, qui ont formé, circonscrit et, de diverses manières, amené des changements profonds dans tous les aspects de la société québécoise.

Nous soutenons tout le long de ce livre que la compréhension des modèles de la vie québécoise — dans le domaine gouvernemental, le secteur privé, les relations de travail, la législation linguistique et les affaires constitutionnelles — ne saurait être exhaustive sans la prise en considération des changements sous-jacents de l'économie continentale et canadienne. Contrastant avec les modèles économiques du passé au Canada, ces changements ont impliqué une forte intégration de l'économie canadienne à celle des États-Unis.

Le continentalisme comprend, entre autres choses, ce que l'on appelle la périphérisation économique du Québec. Entendons par là une diminution de l'importance du Québec au sein du Canada et du capitalisme continental et, conséquemment, l'émergence de problèmes structurels à long terme dans l'économie de la province. D'après nous, les répercussions de la périphérisation économique et les réactions qu'elle a entraînées constituent les principaux facteurs explicatifs permettant de situer la Révolution tranquille et d'expliquer sa nature et son orientation.

Avec la périphérisation économique, les piliers traditionnels de l'économie québécoise — le capital anglo-canadien et américain — abandonnèrent graduellement le Québec, particulièrement en faveur de Toronto qui, dans une économie canadienne fortement intégrée à celle des États-Unis, était devenu le centre dominant au Canada. Compte tenu de cette réalité, les pressions politiques exercées sur les gouvernements québécois successifs afin d'éveiller le leadership qui allait permettre aux Québécois francophones d'accéder à des emplois bien rémunérés et de stimuler l'économie de la province étaient considérables. Depuis l'époque de Lesage, les gouvernements québécois ont mis de l'avant des politiques agressives visant à consolider la place des francophones dans l'économie de la province et à stimuler cette même économie en dépit de forces capitalistes débilantes.

Ironiquement toutefois, plusieurs des engagements des gouvernements québécois durant la Révolution tranquille (qui, avançons-nous, plutôt que de se terminer en 1966, s'est poursuivie jusqu'au début des années quatre-vingt) ont pavé la voie à une désagrégation de l'immobilisme qui a pénétré l'esprit de cette époque. Dans leur volonté de renforcer l'influence francophone au sein du secteur privé, de même que l'économie québécoise dans le capitalisme continental et mondial, les gouvernements québécois tentèrent d'assurer la domination des forces du secteur privé par une approche gouvernementale étatique et interventionniste. Le Québec d'aujourd'hui est traversé par un capitalisme d'entreprise rempli d'optimisme et de foi dans les forces du marché et se méfie de l'intervention gouvernementale. Cet essai vise à montrer comment le succès de l'étatisme dans les années soixante a entraîné son propre déclin.

Plusieurs personnes et organismes ont contribué à la réalisation de cet ouvrage. Nous remercions particulièrement Roger Butt (Secrétariat d'État) et Gregg Legaré (Université Carleton) qui ont aimablement soutenu le projet en ses différentes étapes. Kyle Pearce et Bruce Wise (tous deux de l'Université Carleton) ont prêté leur assistance dans la préparation de la chronologie. Alain Desruisseaux de l'Université McGill a préparé l'index. Nous tenons également à remercier Sandra Burt (Université de Waterloo), Harold Angell (Université Concordia) et Roman March (Université McMaster) qui ont fait une évaluation du manuscrit, ce qui a permis d'en améliorer le contenu. Notre reconnaissance va également aux collègues de l'Université Saint-Paul et du Département de science politique de l'Université du Manitoba, ainsi qu'à Mary Catherine Doyle, c.s.j., qui ont manifesté leur intérêt pour ce projet. Le travail de dactylographie effectué par Lise Faubert, secrétaire administrative, rattachée au Programme d'études sur le Québec de l'Université McGill, doit être souligné. Nous tenons à remercier le Conseil de recherche en sciences humaines du Canada pour l'aide financière accordée à la traduction de l'ouvrage, faite par Pierre DesRuisseaux. Nos remerciements vont aussi à Robert Comeau et à Jacques Lanctôt qui ont choisi d'inclure ce livre dans la collection « Études québécoises ». Dans la préparation de tout ouvrage, il y a un travail qui passe

trop souvent inaperçu : celui de la relecture. Nous sommes surtout redevables à Louiselle Lévesque et à Nicole Raymond qui ont sacrifié de nombreuses heures de loisirs pour se consacrer à ce travail d'attention constante. Leurs suggestions furent toujours aussi insistantes que constructives et ont contribué à donner une meilleure forme à la présente traduction.

PREMIÈRE PARTIE

L'économie politique du Québec

CHAPITRE PREMIER

Internationalisation économique et périphérisation

[Retour à la table des matières](#)

Depuis 1960, le régime répressif et fortement conservateur de l'époque duplessiste a fait place à l'activisme exubérant de la Révolution tranquille, et au nationalisme fervent du Parti québécois ont succédé les orientations carrément économiques d'un Robert Bourassa ressuscité. Ces changements sont clairement reliés à l'évolution de la vie économique et sociale de l'après-guerre au Québec. Depuis 1960, les forces politiques changeantes dans la province ont reflété les transformations de sa structure économique. En fait, ce qui en a découlé politiquement doit être perçu comme une évolution naturelle se situant résolument à l'intérieur des limites marquées par les orientations de la vie économique québécoise, à leur tour influencées par les orientations économiques internationales.

Internationalisation économique et continentalisme

L'insertion du Québec dans l'économie internationale constitue un des changements globaux majeurs depuis la Deuxième Guerre mondiale. Phénomène économique principalement, cette insertion s'est répercutée sur d'autres dimensions de l'organisation sociale. L'univers politique constitue un excellent exemple des variations engendrées essentiellement par des courants économiques issus de la fin des années quarante et cinquante. Les changements économiques ont en fait contribué à modifier les structures politiques de diverses manières et sur plusieurs plans.

À l'époque de l'après-guerre, les économies des États se sont de plus en plus intégrées. Cette intégration découle, du moins en partie, des efforts systématiques des gouvernements pour reconstruire alors l'économie internationale sur des principes libéraux par un commerce plus ouvert, un respect plus grand des lois du marché et un protectionnisme restreint. Cette reconstruction comprenait la création et l'accentuation du rôle d'organisations internationales comme le GATT (Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce), la Communauté économique européenne (CEE), la Banque mondiale, le Fonds monétaire international (FMI¹). De diverses façons, ces institutions soulignent dans quelle mesure l'intégration économique s'est réalisée.

L'intégration économique a cependant amené une modification des structures économiques de nombreux pays, dont le Canada. À l'époque de la Confédération, le but visé était une économie canadienne fondée sur un axe est-ouest et soutenue par des liens économiques importants avec la Grande-Bretagne. La politique nationale de 1878-1879 avait pour but de favoriser une économie canadienne au sein de laquelle les économies provinciales se seraient soutenues mutuellement plutôt que de se faire concurrence. La croyance en une complémentarité des diverses régions et provinces canadiennes se trouvait à l'origine de cette politique et d'autres politiques semblables. Dans le premier demi-siècle de son instauration, la politique nationale d'exemptions tarifaires (pour des entreprises établies principalement dans le centre du Canada) porta ses fruits ; ainsi en fut-il de l'expansion du réseau ferroviaire dans l'Ouest canadien². Au cours des dernières décennies, toutefois, cette perception d'une économie intégrée fondée sur un axe est-ouest s'est quelque peu atténuée.

Depuis la Deuxième Guerre mondiale, les États-Unis ont remplacé la Grande-Bretagne comme point de mire de l'économie canadienne. Ainsi, la dépendance commerciale envers la Grande-Bretagne a diminué considérablement, et ce particulièrement après 1945 ; le caractère de l'économie canadienne a été substantiellement transformé par son intégration accrue dans l'économie américaine. Alors qu'en 1940, le Canada exportait plus de 43 % de ses biens en Grande-Bretagne, en 1986, les États-Unis étaient les principaux importateurs de biens canadiens (avec 77,6 % des exportations) tandis que la Grande-Bretagne recevait moins de 3 % des exportations canadiennes (*voir le tableau 1*). Contrairement à l'objectif de la politique

¹ Pour une vue d'ensemble de la question, voir Frank Stone, *Canada, the GATT and the International Trade System*, Montréal, Institut de recherches politiques, 1984.

² Richard D. French, « The Idea of Industrial Strategy », dans K. J. Rea et Nelson Wiseman (dir.), *Government and Enterprise in Canada*, Toronto, Methuen, 1985, p. 341 ; H. G. J. Aitken, « Defensive Expansion : The State and Economic Growth in Canada », dans W. T. Easterbrook et M. H. Watkins (dir.), *Approaches to Canadian Economic History*, Toronto, McClelland and Stewart, 1967, particulièrement les pages 203 à 210 ; Donald Smiley (dir.), *The Rowell-Sirois Report, Book 1*, Toronto, McClelland and Stewart, 1963, p. 162-163.

nationale, le commerce continental sur une base nord-sud augmente plus rapidement que le commerce est-ouest à l'intérieur du Canada, comme le révèlent des données plus récentes ¹.

La modification des liaisons économiques majeures et de la dynamique de l'économie canadienne est à l'origine d'une restructuration géographique considérable à l'intérieur du pays. L'effet de l'internationalisation économique a été largement perçu comme une continentalisation économique, autrement dit comme une intégration poussée de l'économie du Canada à celle des États-Unis. Le continentalisme économique a amené la transition d'une économie fondée sur un axe est-ouest à une économie basée sur un axe nord-sud. Il a aussi amoindri l'importance des intérêts dont la prééminence dérivait des liaisons est-ouest et a fermement établi Toronto comme centre financier et industriel de l'économie canadienne, érodant du même coup la position de Montréal en tant que métropole canadienne des affaires. L'importance déclinante dans l'économie canadienne de villes telles Montréal et Winnipeg, qui constituaient naguère des liens vitaux dans l'économie est-ouest, illustre l'effet de l'intégration économique continentale.

Au cours de la continentalisation de l'après-guerre, Toronto est devenu le centre économique canadien pour des raisons diverses, la principale étant sa proximité des sièges sociaux de multinationales basées aux États-Unis ; l'ouest de l'Ontario semblait être le lieu d'implantation privilégié des filiales américaines ². Le déplacement vers l'Ouest de l'économie américaine, et donc continentale, constitue une autre raison de l'importance croissante de Toronto ³. Après la Deuxième Guerre mondiale, et particulièrement depuis les années soixante, le centre de l'économie nord-américaine s'est déplacé du nord-est et du haut *midwest* vers le sud et l'ouest des États-Unis ⁴. Dès le début de l'industrialisation, le cœur de l'économie américaine se situait dans le nord-est et le haut *midwest*. Après les années soixante, toutefois, cette région subissait un déclin relatif dans les emplois manufacturiers tandis que le reste de l'économie américaine se développait. En 1970, l'industrie lourde faisait face à des pertes majeures et le centre industriel traditionnel perdait sa prédominance

¹ P. P. Proulx et W. D. Shipman, « Trade Relations Among Quebec, the Atlantic Provinces, and New England », dans W. D. Shipman (dir.), *Trade and Investment Across the North-east Boundary : Quebec, the Atlantic Provinces and New England*, Montréal, Institute for Research on Public Policy, 1986, p. 81.

² H. McA. Pinchin, « A Framework for Assessing the Impact of Free Trade in North America », dans W. D. Shipman (dir.), *Trade and Investment*, op. cit., p. 120, *Rapport du comité consultatif au comité ministériel sur le développement de la région de Montréal*, Ottawa, Ministère des Approvisionnements et Services Canada, 1986, p. 5, 9, 11.

³ Voir Carth Stevenson, « Canadian Regionalism in Continental Perspective », dans *La Revue d'études canadiennes*, vol. XV, n° 2, été 1980, notamment les pages 20 et 21.

⁴ R. D. Norton et J. Rees, « The Product Cycle and the Spatial Decentralization of American Manufacturing », *Regional Studies*, vol. XIII, 1979, p. 141-151

au sein de l'économie américaine¹. De 1966 à 1977, par exemple, les États de New York et du Maryland perdirent respectivement 24 % et 17 % de leurs emplois manufacturiers. Par contre, au cours de la même période, le Nevada et le Nouveau-Mexique virent ces emplois augmenter de 87,7 % et 66,3 % respectivement². Et le mouvement s'est poursuivi dans les années quatre-vingt.

TABLEAU 1
Échanges commerciaux du Canada,
années choisies, 1870-1986 (en pourcentage)

[Retour à la table des tableaux et des figures](#)

Année	Exportations vers			Importations de		
	Grande-Bretagne	États-Unis	Autres pays	Grande-Bretagne	États-Unis	Autre pays
1870	38,1	51,4	10,5	56,1	32,4	11,5
1880	48,3	40,6	11,1	48,3	40,3	11,4
1890	48,7	42,5	8,8	38,8	46,0	15,2
1900	57,1	34,2	8,7	25,7	59,2	15,1
1910	50,0	37,3	12,7	25,8	58,9	15,3
1920	39,5	37,4	23,1	11,9	75,3	12,8
1930	25,1	46,0	28,9	15,2	67,9	16,9
1940	43,1	37,6	19,3	14,9	68,8	16,3
1950	15,1	64,8	20,1	12,7	67,1	20,2
1960	17,4	55,7	26,9	10,7	67,2	22,1
1970	8,9	64,7	26,4	5,3	71,1	23,5
1975	5,4	65,3	26,3	3,5	68,1	28,4
1980	4,3	63,3	32,4	2,8	70,2	27,0
1981	4,0	66,2	29,8	3,0	68,6	28,4
1982	3,2	68,2	28,6	2,8	70,5	26,7
1983	2,8	72,9	24,3	2,4	71,6	26,0
1984	2,2	75,8	22,0	2,5	72,0	25,5
1985	2,0	78,5	19,5	3,0	71,6	25,4
1986	2,3	77,6	20,1	3,3	69,5	27,2

Source : *Annuaire du Canada*.

L'internationalisation économique a entraîné non seulement l'intégration des économies canadienne et américaine, mais aussi la restructuration du capitalisme nord-américain. Plus récemment, elle a concouru à la crise

¹ *Ibid.*, p. 141.

² *Ibid.*, p. 143.

économique qui affecte l'ensemble des pays occidentaux industrialisés, et particulièrement l'économie nord-américaine. Des économies d'Amérique du Nord et d'Europe autrefois fortes fonctionnent au ralenti, tandis que des pays nouvellement industrialisés (PND en bordure du Pacifique sont devenus d'importants centres économiques.

Le continentalisme et la périphérisation du Québec

Le changement économique a laissé le Québec à la périphérie de l'économie continentale ¹. En fait, un renversement de l'importance stratégique du sud de l'Ontario par rapport aux autres régions canadiennes (y compris le Québec) semble peu probable. Exception faite de l'opposition farouche des régimes libéraux ontariens au libre-échange avec les États-Unis, la ratification de l'accord de libre-échange entre le Canada et les États-Unis pourrait encourager une concentration accrue de l'économie canadienne dans le sud de l'Ontario ².

Durant la période qui a suivi la Deuxième Guerre mondiale, les changements substantiels qu'a connus l'économie du continent ont érodé la position de Montréal et son lien avec le reste de l'économie canadienne. L'importance croissante de Toronto et le déclin de Montréal se reflètent sur les marchés boursiers des deux villes (*voir le tableau 2*). Toronto est présentement en tête de l'industrie et de la finance canadiennes ³. En 1985, les actions transigées à la Bourse de Toronto comptaient pour au moins 76,5 % de la valeur totale des actions traitées en bourse au Canada ⁴.

Le déplacement des sièges sociaux de Montréal à Toronto illustre bien aussi le déclin de la métropole. Contrairement à la croyance populaire selon laquelle le déclin économique de Montréal s'explique par la peur de l'indépendantisme de la part de la communauté des affaires anglophone du Québec, le processus de périphérisation de Montréal au sein de l'économie canadienne et continentale s'est amorcé bien avant les premières manifestations du « péril » que représentait la résurgence du nationalisme québécois dans les années soixante et soixante-dix. Une étude révèle que le taux de sièges sociaux à Montréal par rapport à Toronto est passé de 124 % à 62 % entre 1951 et

¹ Voir Alain-G. Gagnon et Mary Beth Montcalm, « Economic Peripheralization and Quebec Unrest », dans *La Revue d'études canadiennes*, vol. XVII, n 2, été 1982, p. 32-42.

² H. McA. Pinchin, « Impact of Free Trade », dans W. D. Shipman (dir.), *Trade and Investment*, *op. cit.*, p. 121.

³ P. Fréchette et al., *L'économie du Québec*, Montréal, Les Éditions HRW, 1975, p. 90-91 ; Maurice Saint-Germain, *Une économie à libérer*, Montréal, Les Presses de l'Université de Montréal, 1973, p. 59-65.

⁴ *The Toronto Star*, 1^{er} janvier 1986.

1972¹. Les données du tableau 2 indiquent en outre que ce déplacement des sièges sociaux constitue un phénomène à long terme.

TABLEAU 2
Valeurs des transactions : Bourse de Montréal (BDM),
Bourse de Toronto (BDT), et pourcentage BDM/BDT,
années choisies, 1946-1985

[Retour à la table des tableaux et des figures](#)

Année	BDT (\$)	BDM (\$)	BDM/BDT (%)
1946	748 742 061	470 122 544	62,8
1949	452 652 332	298 313 007	65,9
1952	1 109 716 542	593 572 963	53,5
1955	2 699 008 896	1 161 746 903	43,0
1958	1 505 862 397	740 908 793	49,2
1961	2 526 349 869	948 508 038	37,5
1964	3 050 578 549	1 122 806 505	36,8
1967	3 521 312 476	1 302 720 377	37,0
1970	3 653 783 248	1 205 025 476	33,0
1973	6 737 076 338	2 173 991 842	32,3
1976	5 093 468 543	1 483 612 859	29,1
1979	18 726 340 429	2 675 411 339	14,3
1982	17 670 332 337	2 773 415 534	16,0
1985	44 200 000 000	10 530 000 000	23,8

Sources : Bourse de Toronto, 1946-1984 : données des services statistiques de la BDT ; données de 1985 : quotidien Toronto Star, 1^{er} janvier 1986. Données de la Bourse de Montréal, 1946-1984 : Montreal Stock Exchange and Montreal Curb Market, Monthly Review, années choisies ; Bourse de Montréal et Bourse canadienne, Revue mensuelle, années choisies, Bourse de Montréal/Montreal. Stock Exchange, Revue mensuelle, années choisies ; données de 1985 : quotidien The Gazette, 2 janvier 1986.

Il est vrai toutefois que le mouvement des sièges sociaux a augmenté après l'arrivée du Parti québécois au pouvoir et que la périphérisation s'est poursuivie après 1976. Dans la période allant de 1976 à 1982, les investissements chutèrent d'environ 3 % annuellement au Québec, tandis qu'ils augmentaient de

¹ J. H. Chung, « La nature du déclin économique de la région de Montréal », *L'Actualité économique*, juillet-septembre 1974, p. 326-341.

près de 2,5 % au Canada ¹. Les tendances du secteur manufacturier indiquent aussi un déclin continu du Québec ². Il serait incorrect cependant d'attribuer ce déclin à la seule réaction du monde des affaires à des changements politiques, comme l'élection du Parti québécois ³. La concentration économique croissante à Toronto et au sud de l'Ontario constitue plutôt une conséquence de la continentalisation de l'économie canadienne et d'un déplacement de l'axe est-ouest qui donnait autrefois la primauté à Montréal.

Tout au long de son histoire, le Québec a été associé économiquement au nord-est des États-Unis, avec les États qui, précisément, ont connu le déclin le plus important à la suite du déplacement du cœur économique américain vers les États du *Sun Belt* du Sud et de l'Ouest. Les exportations du Québec vers les États-Unis comptent pour 60 à 80 % de ses exportations totales ⁴ toutefois 80 % de celles-ci vont vers les États atlantiques du Centre, ceux du Nord-Est central et de la Nouvelle-Angleterre ⁵. Les répercussions du déplacement vers l'Ouest de l'économie américaine, et du déclin subséquent du Nord-Est américain, sur Montréal et sur l'économie québécoise en général ont été substantielles. Comme l'écrit Fernand Martin :

Il ne faut pas oublier en effet que Montréal est situé à l'extrémité est de la « grand'rue », de sorte que Toronto représente ce que les géographes appellent une étape intermédiaire [*urban shadow*]. C'est pourquoi, jusqu'à tout dernièrement, Toronto a profité du mouvement étatsunien vers le Midwest. Cependant Toronto pourrait aussi éventuellement être désavantagé par le mouvement nord-sud ⁶.

La tendance vers une continentalisation économique, la périphérisation de Montréal et la concentration économique à Toronto, ainsi que le déplacement de l'économie continentale vers l'Ouest et le Sud, sont des éléments ayant influencé fortement le système politique québécois. En fait, l'évolution de la politique québécoise de 1960 à 1986 a consisté en des ajustements continuels

¹ Y. Rabeau, *Major Investment in Quebec : 1983 to 1995*, Calgary, Canada West Foundation, 1983, p. 3 ; Gérald Bernier et Robert Boily, *Le Québec en chiffres, de 1850 à nos jours*, Montréal, ACFAS, 1986, p. 181.

² Alain-G. Gagnon et Mary Beth Montcalm, « From Heartland to Periphery : The Effects of Capitalist Restructuring in Quebec », *International Development Studies Bulletin* (Sussex), vol. XVI, n° 2, avril 1985, p. 24.

³ Voir « The Companies Quitting Quebec », *The Globe and Mail*, 28 novembre 1978.

⁴ G. Bernier et R. Boily, *Le Québec en chiffres*, op. cit., p. 100.

⁵ Judith Maxwell et Caroline Pestiau, *Réalités économiques de la Confédération*, Montréal, L'Institut de recherches C. D. Howe, 1980, p. 109-111 ; pour des données sur la poursuite de cette tendance, voir P. P. Proulx et W. D. Shipman, « Trade Relations Among Quebec, the Atlantic Provinces and New England », dans W. D. Shipman (dir.), *Trade and Investment*, op. cit., particulièrement les pages 60 et 61.

⁶ Fernand Martin, *Montréal : Les forces économiques en jeu*, Montréal, L'Institut de recherches C. D. Howe, 1979, p. 15-16.

face à des changements fondamentaux dans l'économie continentale et à leur retentissement sur la province.

Les changements économiques et la vie politique québécoise

La périphérisation de l'économie québécoise au sein du capitalisme continental exigeait des mesures de redressement de la part de l'État. Comme nous le verrons dans les chapitres III et IV, les gouvernements québécois successifs ont utilisé le pouvoir de l'État pour compenser les effets de la périphérisation, contribuant par là à une croissance importante du secteur public québécois. Conséquemment, la classe moyenne de technocrates, la plus favorable aux objectifs nationalistes, s'est trouvée considérablement renforcée. La périphérisation du Québec a eu pour effet de l'inciter à réclamer de nouveaux champs de compétence afin d'en atténuer les conséquences. De fait, la plupart des orientations nationalistes de la politique québécoise, particulièrement dans les années soixante et au début des années soixante-dix, peuvent être perçues comme des initiatives provinciales pour répondre à la marginalisation du Québec au sein de l'économie continentale restructurée. La marginalisation économique a évidemment persisté et préoccupe toujours les gouvernements fédéral et provincial ¹.

La restructuration du capital de l'après-guerre, la périphérisation et la crise économique internationale ont influé grandement sur la vie politique québécoise. Tout au long de la première partie du XX^e siècle, l'influence du monde des affaires anglo-canadien et américain s'est constamment accrue. Comme nous le verrons au chapitre III, la réaction politique initiale des gouvernements québécois face à la domination anglophone de l'économie de la province a été de collaborer et de céder aux intérêts des investisseurs étrangers ². Cependant, dès que le processus de périphérisation économique s'est manifesté au Québec, et dès qu'il a coïncidé notamment avec de l'agitation urbaine (accentuée par des niveaux élevés de chômage), l'intervention politique est devenue inévitable.

La tendance vers un capitalisme d'État c'est-à-dire une intervention étatique accrue dans les limites du système capitaliste) dans l'ensemble du Canada reflétait partiellement les tentatives des pays occidentaux pour s'ajuster à la restructuration internationale du capital. Cet ajustement comprenait, entre autres, une plus grande intervention de l'État dans le but de maintenir de hauts niveaux d'emplois, en dépit de l'intérêt moindre du Canada pour des industries utilisant une main-d'œuvre nombreuse. Les ramifications de la restructuration capitaliste, et particulièrement la situation économique déclinante de l'Amérique du Nord, constituaient de toute évidence un écueil politique sérieux

¹ Voir *Rapport du comité consultatif*, 1986.

² Bernard L. Vigod, *Quebec before Duplessis: The Political Career of Louis-Alexandre Taschereau*, Montréal, McGill-Queen's University Press, 1986.

pour les États et les gouvernements régionaux d'Amérique du Nord, qui utilisèrent tous les moyens d'intervention à leur disposition pour affronter cette conjoncture. Dans l'après-guerre, la plupart des États occidentaux ont eu recours d'emblée à l'interventionnisme de l'État pour contrecarrer les effets négatifs de l'internationalisation économique. Quoique au cours des dernières années cette tendance se soit atténuée, voire inversée, le capitalisme d'État a entraîné une plus grande intervention étatique et encouragé la croissance du secteur public pendant les années soixante et soixante-dix.

Au Québec, le principe interventionniste a été adopté pour la première fois par le Parti libéral de Jean Lesage, élu en 1960. L'appareil gouvernemental québécois s'est accru considérablement au cours des années soixante, et particulièrement durant la période 1960-1966 au cours de laquelle prend place ce qu'on a appelé la Révolution tranquille. L'intervention gouvernementale s'est alors intensifiée et a provoqué une modification des rapports de forces au sein de la province. Une conséquence de l'accroissement étatique de la Révolution tranquille et de l'expansion considérable du secteur gouvernemental, fut le renforcement de la classe moyenne technocratique. Ce nouveau groupe de fonctionnaires de même que les intellectuels de la province allaient jouer un rôle considérable dans l'évolution du Québec. Ainsi, ils influencèrent le développement des politiques linguistique et constitutionnelle québécoises (*voir les chapitres VII et VIII*) et eurent un rôle à jouer dans la première mobilisation du mouvement indépendantiste. Ironiquement, c'est la classe moyenne de technocrates, premiers supporteurs du Parti québécois, qui tourna le dos au parti en 1980, à la suite des tentatives de modération du PQ.

Les effets de la périphérisation économique furent tout d'abord masqués par la croissance massive de l'appareil d'État québécois dans les années soixante et soixante-dix, alors que le gouvernement du Québec prenait de plus en plus d'engagements en vue de consolider l'économie provinciale. De 1960 à 1980, les dépenses publiques du Québec s'accrurent plus rapidement que dans toutes les autres provinces. En 1980, les dépenses à tous les paliers du gouvernement québécois représentaient 48 % du produit provincial brut (PPB) comparativement à 26 % en Alberta et 37 % en Ontario ¹. Les formes que prit l'interventionnisme au Québec, qui a consolidé dans la plupart des cas le pouvoir de la nouvelle classe moyenne de technocrates, étaient aussi variées qu'étendues. Le gouvernement québécois utilisa pleinement les sociétés d'État pour stimuler la croissance économique et restructurer les activités régionales afin d'améliorer la position de la province au sein de l'économie canadienne. Ces entreprises, qui sont étudiées au chapitre III, faisaient clairement partie d'une stratégie économique globale dans laquelle l'État devenait l'acteur principal. Le capitalisme d'État, de même que la participation étatique intensive qu'il supposait, non seulement masquait la périphérisation

¹ Statistique Canada, *Comptes économiques provinciaux*, catalogue 13-213.

économique du Québec, mais donnait plus de pouvoir politique à la nouvelle classe moyenne, par ailleurs marginale.

Bien que les actions gouvernementales fussent censées arrêter ou du moins freiner la périphérisation du Québec, elles n'ont jamais menacé sérieusement l'économie capitaliste. La stratégie du Québec consistait plutôt à maintenir la position économique de la province et à substituer le capital francophone québécois au capital anglo-canadien et américain. En plus de donner de l'expansion au secteur étatique, cette politique a stimulé le développement d'un secteur des affaires québécois (qui a de plus en plus occupé la place laissée vacante à la suite du départ des entreprises anglophones ¹), quoiqu'elle ne pût renverser le processus de périphérisation. De plus, comme la structure économique demeurait capitaliste, l'État avait finalement moins de moyens à sa disposition pour intervenir dans le processus d'accumulation du capital et s'assurer que les forces du marché agiraient à l'avantage du Québec.

Retardant et réduisant les effets de la périphérisation économique de la province, l'intervention étatique massive au Québec a aussi contribué à établir un lien entre le Parti québécois étatiste et ses plus fervents supporteurs : la nouvelle classe moyenne de technocrates et les syndicats des secteurs public et privé. Mais vers le début des années quatre-vingt, on ne pouvait plus ignorer les effets de la crise économique mondiale, combinés au processus de périphérisation du Québec. Il devint de plus en plus évident que le Québec ne pourrait continuer à soutenir un énorme appareil gouvernemental dans un contexte économique en train de s'effriter.

Les limites du capitalisme d'État apparurent vers la fin des années soixante-dix, soulevant des conflits croissants entre le Parti québécois et les secteurs qui, dès le début, avaient été ses plus dévoués partisans. Finalement, les politiques gouvernementales changèrent sensiblement. Du capitalisme d'État émergea une nouvelle classe moyenne du secteur privé dotée de suffisamment de force pour concurrencer la classe moyenne de technocrates.

Répondant à cette nouvelle réalité, le gouvernement du Parti québécois, identifié à une approche économique étatiste, se convertit graduellement à l'idée que le marché constituait le répartiteur le plus efficace des ressources économiques. L'examen des politiques traditionnelles défendues par le PQ, par exemple dans son programme électoral de 1976, montre la place centrale occupée par la planification économique dans sa stratégie globale de développement économique. L'abandon graduel par le PQ d'une approche étatiste en faveur d'un assujettissement au marché devient évident dans les documents gouvernementaux comme *Bâtir le Québec* (1979) et *Le virage technologique* (1982) et illustre la nouvelle foi du gouvernement envers les

¹ Voir le chapitre VIII.

initiatives de l'entreprise privée. Ainsi, dans *Le virage technologique*, on peut lire :

La responsabilité d'assurer un développement suffisant et soutenu repose d'abord sur le secteur privé puisque c'est dans ce secteur qu'on retrouve la très grande majorité des entreprises. Le gouvernement du Québec se préoccupe au premier plan de créer et de maintenir des conditions favorables au développement et au dynamisme des initiatives privées et croit que l'économie de marché doit être, de façon générale, préservée comme le système le plus apte à l'allocation efficace des ressources ¹.

Ainsi, bien que le gouvernement québécois ait mis en place des instruments diversifiés d'une politique de développement fondée sur l'initiative du secteur public, l'acceptation d'un contexte capitaliste limitait inévitablement les possibilités d'une intervention étatique. En 1980, les forces du marché retrouvèrent leur prépondérance passée.

L'affirmation par le gouvernement péquiste de sa confiance envers le secteur privé en tant que moteur de la croissance économique, affirmation qui devint plus nette après sa réélection en 1981, s'accompagna d'une divergence croissante entre les intérêts des péquistes de longue date et des technocrates. Dans les années soixante-dix et quatre-vingt, la nouvelle classe moyenne de technocrates, représentée par les syndicats du secteur public, continua d'exiger des salaires artificiellement élevés, afin de se prémunir contre la dislocation économique portée par la récession (comme le montre le chapitre IV). Compte tenu des limites du capitalisme d'État, le Parti québécois ne pouvait cependant acquiescer continuellement aux exigences de cette nouvelle classe moyenne qui voulait l'expansion du secteur public et de meilleurs salaires. Il devint de plus en plus évident que le gouvernement du Parti québécois, tout comme les gouvernements des autres provinces, allait choisir de restreindre le secteur public pour être en mesure de répondre au besoin du moment qui était de réduire les dépenses et les emprunts au profit de ce secteur. L'écart grandissant entre les intérêts de la classe moyenne de technocrates et ceux du Parti québécois au pouvoir ne constituait qu'un aspect d'une nouvelle période de conflits, de controverses et de relations politiques changeantes engendrés par les tendances économiques sous-jacentes.

Le rôle moins important assumé dorénavant par la communauté des affaires anglophone, combiné aux tentatives de l'État pour encourager les entreprises francophones, renforça graduellement le secteur des affaires d'expression française. Ce dernier groupe exigea que des restrictions soient imposées à la fois à la nouvelle classe moyenne du secteur public et à la politique gouvernementale servant ses intérêts. Ces exigences furent largement

¹ Gouvernement du Québec, *Le virage technologique*, Québec, Développement économique, 1982, p. 21.

satisfaites par le Parti québécois au cours de ses dernières années de pouvoir et se reflétèrent clairement dans les orientations du nouveau gouvernement libéral de Robert Bourassa.

Le nouveau climat politique au Québec

Dans les années quarante et cinquante, la politique québécoise était dominée par la classe moyenne traditionnelle (médecins, avocats, etc., bien que le pouvoir de cette classe fût circonscrit par la prépondérance du secteur des affaires anglophone) et marquée par une contestation croissante de la part de la classe des travailleurs industriels et de la classe moyenne montante des technocrates dans les centres urbains de la province.

Quand les libéraux arrivèrent au pouvoir en 1960, ce fut comme si les éléments de la « modernité » avaient pris les commandes. Les liens de la nouvelle classe moyenne avec le Parti libéral du Québec dans les années soixante, et plus tard avec le Parti québécois, ne font aucun doute. Les gouvernements formés par ces partis reçurent une part disproportionnée de leur appui électoral de cette classe et adoptèrent des politiques qui lui étaient favorables ¹.

Dans les années quatre-vingt toutefois, d'autres classes commencèrent à s'affirmer et à contester la position de la nouvelle classe moyenne de technocrates. Des changements dans la politique générale soulignent l'affaiblissement des alliances qui avaient dominé la politique québécoise tout au long des années soixante et soixante-dix. Un article de Richard French dans *Le Devoir* témoigne de cette évolution :

Cette affirmation francophone était primordiale pour l'idéologie et les intérêts de la bourgeoisie de l'opinion. Elle n'est plus au centre de l'idéologie et des intérêts de la bourgeoisie de marché. [...] Les intérêts de la première sont culturels et linguistiques, ils requièrent la création continue et l'expansion de services publics et de règlements étatiques, avec l'indépendance comme conclusion ; la seconde pense en termes économiques, d'investissements et de marchés pour l'entreprise québécoise ².

Malgré la diminution du rôle du secteur des affaires anglophone en raison de la périphérisation économique (due en partie au déplacement d'éléments de ce secteur hors du Québec), le capitalisme d'État renforça non seulement la nouvelle classe moyenne de technocrates, mais également la classe d'affaires

¹ Maurice Pinard et Richard Hamilton, « The Parti Québécois Comes to Power », *La Revue canadienne de science politique*, vol. XI, n° 4, 1978 ; Albert Breton, « The Economics of Nationalism », *Journal of Political Economy*, Vol. LXXII, 1964.

² Richard French, « Plus qu'un débat entre Québec et Ottawa, une polarisation entre deux bourgeoisies », *Le Devoir*, 28 juin 1984, p. 2.

québécoise et francophone. En bref, tandis que la nouvelle classe moyenne augmentait en nombre et faisait des gains importants, les bénéfices qu'en tirait le secteur des affaires francophone n'étaient pas moins réels (quoique initialement moins évidents, comme nous le verrons au chapitre V).

Les relations de pouvoir se compliquaient en outre par la persistance de formes de production paracapitalistes dans les régions rurales du Québec. Or le mode de production de subsistance résiste aux forces capitalistes. Une version plus évoluée de ce mode de production, qui entretient des liens plus étroits avec la structure capitaliste, se retrouve dans les entreprises communautaires et les coopératives des régions rurales québécoises. Alors que la situation de l'économie québécoise dans un marché élargi devenait problématique, les classes associées au mode de production des petits producteurs se firent de nouveau valoir politiquement en donnant leur appui à l'Union nationale dans les années soixante, un exemple de l'importance persistante des bases de pouvoir locales et régionales dans la constellation des classes au Québec ¹.

Au début des années quatre-vingt, des tensions apparurent entre le gouvernement du Parti québécois et les syndicats du secteur public. En réponse à la crise économique, l'administration du Parti québécois vota une série de lois sévères et répressives qui réduisirent les régimes de retraite des fonctionnaires, dictèrent les règles de la négociation et les salaires, déterminèrent arbitrairement les conditions de travail des employés du secteur public, mirent un terme à la grève des enseignants des cégeps et des institutions d'enseignement publiques, et imposèrent une réduction salariale rétroactive dans le secteur public (lois 68, 70, 105 et 111). La décision du Parti québécois visant à restreindre les activités gouvernementales et à encourager plutôt les initiatives du secteur privé provoqua évidemment l'opposition des syndicats du secteur public, mais amena une meilleure entente avec divers éléments du secteur privé et, finalement, aboutit à une chute du soutien du Parti par la classe moyenne.

L'élection, le 2 décembre 1985, du Parti libéral dirigé par Robert Bourassa illustre les limites du capitalisme d'État établi depuis le début des années soixante. Elle indique aussi combien la restructuration des liens politiques dans la province était associée aux effets du changement macroéconomique. La périphérisation économique a encouragé l'expansion du capitalisme d'État tout en donnant pleins pouvoirs à la fois à la classe moyenne de technocrates et au mouvement nationaliste. La mise en place du capitalisme d'État comporte toutefois d'importantes ramifications politiques. Conçu pour accroître le rôle joué par la communauté d'affaires québécoise au sein du capitalisme continental, le capitalisme d'État a donné naissance à une classe d'affaires

¹ Cette question est développée dans Alain-G. Gagnon, *Développement régional, État et groupes populaires*, Hull, Asticou, 1985.

québécoise et dynamique dans le secteur privé. Initialement, le capitalisme d'État avait permis l'élargissement de la classe moyenne du secteur public et l'avait protégée des atteintes normales du marché ; quand toutefois cette protection devint impraticable dans un contexte capitaliste, des éléments économiques sous-jacents commencèrent à restreindre, et même à renverser, le pouvoir économique et politique de cette classe. Aujourd'hui, le Québec fait face à des conflits et à des alliances changeantes qui impliquent non seulement le parti au pouvoir, la classe moyenne de technocrates et la classe ouvrière, mais également un secteur privé francophone revitalisé. En fait, selon toute vraisemblance, la société québécoise est en train de procéder à un réalignement majeur de sa structure de pouvoir, processus qui se compare aux changements spectaculaires — s'il ne les dépasse pas — qu'a produits la Révolution tranquille.

En dépit d'un climat politique considérablement modifié, d'une confiance soutenue du monde des affaires québécois et d'un rejet apparent de l'intervention de l'État telle qu'elle s'est pratiquée dans les années soixante et soixante-dix, la politique économique de la province subit encore les effets de la périphérisation au sein d'une nouvelle économie internationale et continentale. Nombre d'industries traditionnelles québécoises sont aux prises avec des problèmes structurels chroniques. De fait, le climat économique actuel au Québec se présente comme une combinaison bizarre d'optimisme débridé et de fragilité économique profonde.

La coexistence de ces deux caractéristiques se reflète dans un commentaire formulé en 1988 par Charles Perrault, président de Per-consult ltée, conseiller en gestion à Montréal et à Toronto, et administrateur de plusieurs compagnies québécoises. Il affirme :

Il y a longtemps que je n'ai vu des gens d'affaires aussi optimistes. [...] Des difficultés importantes persistent dans certains secteurs comme la construction navale et l'industrie lourde et les pertes d'emplois ont été sérieuses dans l'est de Montréal, mais il s'agit là de problèmes structurels à plus long terme ¹.

¹ Cité dans Robert Gibbens, « Quebec Business Looks Outward, as Export Sectors Likely to Thrive », *The Globe and Mail*, 1^{er} février 1988, p. C-7.

TABLEAU 3
Migration interprovinciale d'enfants et d'adultes,
entrants et sortants, Québec et Ontario,
de 1980-1981 à 1985-1986

[Retour à la table des tableaux et des figures](#)

Année censitaire		Québec	Ontario
1980-1981	Entrants	22 905	77 090
	Sortants	45 746	110 337
1981-1982	Entrants	21 349	83 619
	Sortants	47 139	89 284
1982-1983	Entrants	20 881	86 885
	Sortants	45 559	63 300
1983-1984	Entrants	23 031	89 002
	Sortants	40 448	52 602
1984-1985	Entrants	32 900	114 102
	Sortants	41 942	76 221
1985-1986	Entrants	33 244	109 561
	Sortants	36 659	75 705

Source : Statistique Canada, La conjoncture démographique : Rapport sur l'état de la population au Canada, 1986, catalogue 91-209F annuel.

En outre, et bien qu'il y ait eu de nombreux discours sur le récent regain de vitalité de l'entrepreneurship, le Québec demeure *périphérisé* (particulièrement par rapport à l'économie ontarienne toujours dominante) et des citoyens quittent encore la province pour des cieux plus cléments, comme le montre le tableau 3.

□

La situation actuelle au Québec est caractérisée par des alliances changeantes et des luttes de classes étendues, ce qui contribue à expliquer non seulement la défaite du Parti québécois et l'élection des libéraux de Robert Bourassa, mais aussi le déclin de la nouvelle classe moyenne, qui constituait un pouvoir dans les années soixante et soixante-dix, et la vitalité du secteur privé francophone de la province.

Les transformations de l'économie mondiale et la restructuration des liens capitalistes amenée par une nouvelle division internationale du travail ont modifié considérablement les alliances de classes au sein de la société québécoise. La périphérisation économique, qui a pris place au Québec dans la

période qui a suivi la Deuxième Guerre mondiale, et la réaction ultérieure, qui fut d'accroître l'intervention de l'État, ont augmenté le pouvoir politique de la classe moyenne de technocrates. Mais dans les années quatre-vingt, la capacité d'intervention du Québec, telle qu'elle fut dans les années soixante, et à un degré moindre, dans les années soixante-dix, s'est considérablement amoindrie.

L'actuel gouvernement libéral doit composer avec une réaffirmation du pouvoir de la part des régions périphériques québécoises, une classe d'affaires francophone fortifiée par des initiatives issues du capitalisme d'État des années soixante et soixante-dix, et des conflits au sein même du secteur privé. L'évolution politique du Québec est intimement associée aux effets des tendances macroéconomiques sur la société québécoise. Dans les années soixante et soixante-dix, la restructuration économique majeure nécessitait une intervention massive du gouvernement ; et c'est là qu'allait émerger dans les années quatre-vingt une puissante classe d'affaires francophone. Cependant, des déficiences structurelles sérieuses continuent de nuire à l'économie du Québec. Avant d'aborder l'évolution politique, constitutionnelle, linguistique et ouvrière du Québec depuis 1960, nous analyserons dans le chapitre suivant les changements majeurs qui ont affecté l'économie québécoise durant cette période.

PREMIÈRE PARTIE

L'économie politique du Québec

CHAPITRE II

Les changements économiques au Québec

[Retour à la table des matières](#)

On peut distinguer quatre périodes dans le développement économique de l'après-guerre au Québec (1945-1960, 1960-1966, 1966-1976 et 1976-1985) qui correspondent aux effets de la périphérisation économique tout autant qu'à des changements dans les politiques de développement des gouvernements provinciaux et dans l'importance relative de divers secteurs économiques. Au cours de ces différentes périodes, l'économie québécoise est passée graduellement d'une dépendance envers les secteurs primaire et secondaire à une structure économique largement tertiarisée.

Au cours de la période de 1945 à 1960, dominée par l'Union nationale idéologiquement conservatrice du premier ministre Maurice Duplessis, l'économie québécoise connut une expansion spectaculaire alors que ses ressources naturelles prenaient une part de plus en plus importante dans l'économie industrielle de l'Amérique du Nord. L'État était alors relativement peu engagé dans l'économie, il y avait peu de francophones au sein de l'élite économique québécoise et une mentalité de survivance régnait parmi les Québécois¹. L'élection du gouvernement de Jean Lesage en 1960 annonçait un changement majeur dans la politique de l'État. En réaction à la marginalisation économique du Québec, l'appareil gouvernemental de la province prit une

¹ John Porter, *The Vertical Mosaic*, Toronto, University of Toronto Press, 1965.

rapide expansion et devint un participant majeur au sein de l'économie ¹. L'objectif premier du gouvernement provincial était de stimuler la croissance du capital contrôlé par les Canadiens français et de favoriser l'accès des francophones aux échelons élevés des grandes entreprises.

Entre 1966 et 1976, les gouvernements d'Union nationale sous Daniel Johnson et Jean-Jacques Bertrand, et l'administration libérale de Robert Bourassa, retinrent plusieurs des réformes de la Révolution tranquille, bien que l'expansion rapide de l'État fût, dans une certaine mesure, restreinte. Les dix années de règne du Parti québécois sous René Lévesque marquent la dernière période importante de changements. Initialement vu comme étant l'héritier authentique de l'idéologie de la Révolution tranquille, le PQ, dès qu'il accéda au pouvoir, subit une métamorphose. D'un parti étatiste et social-démocrate, il se transforma après deux années de règne en une formation qui soutenait ardemment la classe d'affaires francophone au Québec, au moment où des tendances économiques sous-jacentes renforçaient cette classe sur le plan politique. Pendant que les relations du gouvernement du Parti québécois avec le monde des affaires s'amélioraient, celles avec le milieu syndical se détérioraient pour devenir son principal problème. Incapable de poursuivre l'expansion continue de l'État en raison de la crise économique qui affectait tous les gouvernements démocratiques occidentaux, l'administration du Parti québécois en vint graduellement à percevoir le secteur privé comme le moteur de la croissance économique.

1945-1960

Certes, la Deuxième Guerre mondiale marque un point tournant dans l'évolution de la structure économique du Québec, mais l'image répandue d'un Québec d'avant 1945 largement rural, agricole et dominé par l'Église constitue en grande partie un mythe. En effet, dans les années vingt, la province s'était fortement industrialisée, en majeure partie grâce à l'appel aux investisseurs étrangers des gouvernements Taschereau, à l'hydroélectricité peu dispendieuse, à des ressources naturelles inexploitées et abondantes et à une main-d'œuvre bon marché ². Cependant, la Crise des années trente mit un terme à l'expansion

¹ Pour un aperçu de cette période, voir Dale C. Thomson, *Jean Lesage et la Révolution tranquille*, Saint-Laurent, Éditions du Trécarré, 1984.

² Errol Bouchette, *L'indépendance économique du Canada français*, Montréal, Les Éditions La Presse, 1977 ; Albert Faucher et Maurice Lamontagne, « L'histoire du développement industriel au Québec », dans Marcel Rioux et Yves Martin (dir.), *La société canadienne-française*, Montréal, Éditions Hurtubise HMH, 1971, p. 265-277 ; Kenneth McRoberts et Dale Posgate, *Développement et modernisation du Québec*, Montréal, Boréal Express, 1983, p. 54-55.

industrielle, provoqua un chômage généralisé et stimula le mouvement naissant du « retour à la terre ¹ ».

La Deuxième Guerre mondiale et la guerre de Corée restaurèrent la prospérité du Québec puisque ses ressources minières devinrent des matières premières indispensables à la machine de guerre américaine. Comme le souligne Dorval Brunelle, douze des vingt-neuf produits clés énumérés dans le rapport Paley de 1952 du gouvernement américain, considérés comme indispensables à l'effort de guerre, devaient être fournis par le Canada ². Le Québec était, ou serait en peu de temps, un important fournisseur de dix de ces produits : du minerai de fer, du nickel, du cuivre, du plomb, du zinc, du cadmium, du bismuth, de l'aluminium, du titane et de l'amiante ³. Le développement de l'exploitation des ressources minières, largement déterminé par les exigences et les entreprises américaines, assura l'intégration rapide du Québec au sein du système capitaliste nord-américain. Michael Behiels décrit la période d'après-guerre de la façon suivante :

La Deuxième Guerre mondiale constituera un point tournant dans l'histoire du Québec contemporain. La reprise de l'industrialisation et de l'urbanisation à grande échelle assurait la décroissance d'une société agricole fragile, et le déclin d'une vie rurale fortement investie de mythes. L'économie industrielle avec ses usines crachant le feu, ses tendances centralisatrices et monopolisatrices allait désormais jouer un rôle prédominant dans le développement de la province et l'existence de ses habitants ⁴.

D'après la plupart des indicateurs économiques, la période d'après-guerre fut marquée par une prospérité générale. Le revenu par habitant grimpa de 655 \$ en 1946 à 1 492 \$ en 1961, un saut de 134 % ⁵. Tout au long des années quarante et cinquante, le taux de chômage resta faible, en dépit d'une hausse de 3,8 % en 1953 à 9,2 % en 1960 ⁶. Le tableau 4 présente le niveau d'emploi de l'après-guerre au Québec et en Ontario. Un facteur particulièrement significatif est le déclin accéléré de l'emploi dans le secteur primaire, en raison principalement de la productivité accrue dans le secteur agricole. Cependant, le

¹ Alain-G. Gagnon, *Développement régional, État et groupes populaires*, Hull, Asticou, 1985, p. 44-50.

² « President's Materials Policy Commission, Resources for Freedom » (Washington, 1952), dans Dorval Brunelle, *La désillusion tranquille*, Montréal, Hurtubise HMH, 1978, p. 98.

³ Gouvernement du Québec, *Annuaire du Québec, 1966-1967*, ministère de l'Industrie et du Commerce, Bureau de la statistique du Québec, 1967, p. 631, 634-635.

⁴ Michael D. Behiels, *Prelude to Quebec's Quiet Revolution : Liberalism versus Neo-Nationalism*, Montréal, McGill-Queen's University Press, 1985, p. 8.

⁵ Jorge Niosi, « The Rise and Fall of French-Canadian Capitalism », dans Alain-G. Gagnon (dir.), *Quebec : State and Society*, Toronto, Methuen, 1984, p. 186.

⁶ Gérard Bergeron, « Les transformations socio-économiques entre 1945 et 1960 », dans Gérard Bergeron et Réjean Pelletier (dir.), *L'État du Québec en devenir*, Montréal, Boréal Express, 1980, p. 32.

taux de production dans le secteur primaire montre un déclin similaire dans l'après-guerre, passant de 13,4 % à 6,7 % de la valeur totale de la production entre 1946 et 1966 ¹.

Ces tendances furent toutefois contrebalancées par l'expansion rapide d'industries d'extraction minière et de transformation primaire. La valeur de la production minérale passa de 99 millions à 455 millions de dollars entre 1941 et 1961, avec une prédominance de la production d'amiante et de minerai de fer. Bien que l'amiante ait longtemps constitué un élément essentiel de l'industrie minière québécoise, les vastes gisements de minerai de fer de l'arrière-pays commencèrent à être exploités au milieu des années cinquante afin d'approvisionner les aciéries américaines des Grands Lacs. Dans l'après-guerre, les mines de cuivre, d'or et de zinc du Québec en vinrent également à prendre une grande importance ².

Comme l'a indiqué André Raynauld, en dépit d'une croissance économique impressionnante fondée sur les ressources minérales, des faiblesses profondes affectaient le secteur primaire québécois au début de la Révolution tranquille. Tandis qu'en 1949, 93 % de la production minérale du Québec était exportée à l'état brut, en 1960, la situation avait peu évolué, avec 90 % du minerai de fer et 96 % de l'amiante expédiés sous forme de matière première ³. Ce fait déplorable était largement attribuable à l'absence de capitaux privés québécois dans l'industrie minière.

Les industries basées sur l'exploitation des ressources au Québec ne présentaient pas toutes un faible niveau de transformation. Contrastant avec le secteur minéralier, une importante industrie de pâtes et papier s'était développée au Québec au début du siècle, grâce en grande partie à l'intervention des gouvernements fédéral et provincial. En 1949, seulement 7 % des arbres abattus au Québec étaient exportés à l'état brut ⁴. Cependant, la propriété américaine écrasante dans cette industrie orientait cette production en fonction des besoins américains en papier journal et en pâte à papier, freinant du même coup le développement d'une industrie de papiers fins.

¹ Gilles Lebel, *Horizon 1980, une étude sur l'évolution de l'économie du Québec de 1946 à 1968, et sur ses perspectives d'avenir*, Québec, Ministère de l'Industrie et du Commerce, 1970, tableau 8,1, p. 161, 170, cité dans M. D. Behiels, *Prelude, op. cit.*, p. 9.

² K. McRoberts et D. Posgate, *Développement et modernisation du Québec, op. cit.*, p. 54-57.

³ Les données d'André Raynauld sont analysées dans William D. Coleman, *The Independence Movement in Quebec, 1945-1980*, Toronto, University of Toronto Press, 1984, p. 39-40.

⁴ André Raynauld, *Croissance et structures économiques de la province de Québec*, Québec, Ministère de l'Industrie et du Commerce, 1961 ; le tableau 10 est analysé dans W. D. Coleman, *Independence, op. cit.*, p. 40. 14. G. Lebel, *Horizon*, p. 161-185, cité dans M. D. Behiels, *Prelude, op. cit.*, p. 10.

TABLEAU 4
Répartition de la population active dans les secteurs primaire, secondaire et tertiaire
 (en milliers et en pourcentage)

[Retour à la table des tableaux et des figures](#)

Industries	Québec					Ontario				
	1951	1961	1971	1981	1986	1951	1961	1971	1981	1991
<i>Primaire</i>										
Agriculture	192,0	128,9	73,0	76,8	78,5	200,2	165,7	129,9	141,6	137,7
Forêt	45,0	42,4	21,9	24,1	26,5	23,0	17,9	8,5	14,4	17,1
Pêche et piégeage	5,1	3,0	1,8	2,5	3,9	2,3	2,2	1,4	2,4	2,5
Mines	19,8	25,6	25,3	30,3	22,9	30,5	42,2	40,5	41,9	31,8
Total	261,9	199,9	122,0	133,7	131,8	256,0	228,0	180,3	200,3	189,1
%	18,8	12,1	6,5	5,0	5,0	13,7	9,7	5,4	4,6	18,8
<i>Secondaire</i>										
Industries manufacturières	429,9	465,0	501,8	642,0	597,3	600,0	640,0	819,3	1032,0	1047,4
Bâtiment	93,5	128,7	119,6	149,9	160,4	119,3	156,9	205,8	246,1	268,5
Total	523,4	593,7	621,4	791,9	757,7	719,3	796,9	1025,1	1278,1	1315,9
%	37,6	35,9	33,2	29,5	27,4	38,6	34,0	30,7	29,5	27,9
<i>Tertiaire</i>										
Transport et communications	135,6	163,9	171,8	234,5	228,6	177,1	198,0	222,0	311,4	329,2
Commerce	141,9	186,4	204,4	288,1	305,0	276,1	373,8	497,6	730,2	797,4
Finances et affaires immobilières	38,9	62,2	90,6	146,3	155,6	61,7	98,5	155,5	255,0	285,5
Services	236,7	351,1	521,5	876,3	968,6	267,4	467,6	787,3	1256,7	1476,7
Secteur public.	55,0	96,6	140,0	217,3	221,7	106,6	178,5	247,5	304,3	329,1
Total	608,1	860,2	1128,3	1762,5	1879,5	888,9	1316,4	2131,9	2857,6	3217,9
%	43,6	52,0	60,3	65,6	67,9	47,7	56,2	63,9	65,9	68,1

Source : Statistique Canada, Dimensions : Tendances au niveau de l'industrie 1951-1986, catalogue 93-152, Ottawa, Ministère des Approvisionnements et Services Canada, 1988, p. 1-3, 1-4.

Tout comme le secteur primaire, le secteur secondaire a maintenu un niveau substantiel de croissance à l'époque de l'après-guerre. Entre 1946 et 1966, quelque deux cent mille emplois manufacturiers furent créés, pendant que la valeur de la production augmentait rapidement, passant de 1,2 million à 5,1 millions de dollars ¹. Le secteur secondaire ne parvint pas toutefois à suivre la croissance du secteur tertiaire et, tout comme pour le secteur primaire, sa position relative déclina de façon marquante dans l'économie québécoise. Alors que 36 % de la main-d'œuvre québécoise était employée dans le secteur manufacturier en 1946, ce taux n'était plus que de 32 % en 1966 ².

Non seulement le secteur secondaire de l'économie déclina en valeur relative mais, avec l'effet de la périphérisation économique, il souffrit de plusieurs des maux structurels qui affligèrent le secteur primaire à l'époque de l'après-guerre. Maurice Saint-Germain a indiqué par exemple que près de 60 % des travailleurs industriels québécois en 1955 se trouvaient dans les industries de transformation des ressources primaires et des produits non durables, comparativement à 40 % en Ontario ³. De plus, alors que l'industrie lourde (produits d'acier et de fer et matériel de transport) comptait pour 30 % de la production manufacturière ontarienne en 1955, seulement 13 % de la production du Québec était affectée à ce secteur ⁴.

TABLEAU 5
Données sur l'agriculture, 1941-1971

[Retour à la table des tableaux et des figures](#)

	1941	1951	1961	1971
Nombre de fermes	154 699	134 366	95 777	61 257
Pourcentage de la population vivant sur des fermes	25,2	19,5	11,1	5,6
Nombre de tracteurs	5 869	31 971	70 697	80 878
Pourcentage des terres cultivées	5,4	5,0	4,2	3,2

Source : Kenneth McRoberts et Dale Posgate, Développement et modernisation du Québec, Montréal, Boréal Express, 1983, p. 57.

¹ G. Lebel, *Horizon*, p. 161-185, cité dans M.D. Behiels, *Prelude*, op.cit., p. 10.

² Maurice Saint-Germain, *Une économie à libérer : Le Québec analysé dans ses structures économiques*, Montréal, Les Presses de l'Université de Montréal, 1973, p. 87.

³ *Ibid.*, p. 11.

⁴ M. D. Behiels, *Prelude*, op. cit., p. 11.

Une autre déficience de l'économie québécoise à cette époque était attribuable à la prédominance du capital anglo-canadien et américain à la fois dans les secteurs primaire et secondaire. Se basant sur des données de 1961, André Raynauld estime que seulement 47 % des travailleurs québécois étaient employés par des firmes appartenant à des francophones. Plus étonnant est le fait que, dans le secteur manufacturier, seulement 15 % de la valeur ajoutée provenait de ces entreprises. Les entreprises anglo-canadiennes et étrangères contrôlaient respectivement 43 % et 42 % du secteur manufacturier ¹. Parmi les autres problèmes de l'économie québécoise, notons sa situation géographique — à la périphérie de l'économie nord-américaine — et son climat rigoureux, cause d'un important chômage saisonnier et d'un secteur agricole faible ².

Durant cette période, l'agriculture enregistra son plus sérieux déclin. Des milliers de Québécois abandonnèrent la ferme pour se mettre en quête d'un travail plus payant, comme le montre le tableau 5. En 1961, seulement 11 % des Québécois vivaient sur la ferme, comparativement à 25 % vingt ans auparavant. Durant les années quarante, plus de 60 % des gens qui quittaient la ferme s'établissaient dans des villes dont l'économie dépendait de l'exploitation des ressources ; dans les années cinquante, par ailleurs, un grand nombre de migrants se dirigèrent vers les grands centres urbains de Montréal et de Québec ³.

Behiels souligne quelques-uns des principaux facteurs associés à l'exode rural :

Cette dépopulation rurale massive fut déclenchée par un brusque déclin de la demande pour les produits agricoles, des salaires et des bénéfices attrayants dans les secteurs industriels et des services, et le mode de vie urbain axé sur la consommation, comme le représentaient la télévision et la radio, ainsi que les grands quotidiens des villes, qui mettent l'accent sur la publicité ⁴.

Comme l'illustre le tableau 6, la ferme familiale de moins de cinquante acres devint rapidement un anachronisme. Dans les années cinquante, il y eut un accroissement rapide du nombre de fermes comptant deux cents acres et plus, ainsi que de celles qui nécessitaient de vastes investissements en matériel aratoire. Or cette tendance porta un coup fatal à l'ère de l'agriculture traditionnelle.

¹ M. Saint-Germain, *Une économie à libérer*, op. cit., p. 123.

² M. D. Behiels, *Prelude*, op. cit., p. 10.

³ *Ibid.*, p. 11-12.

⁴ *Ibid.*, p. 12.

TABLEAU 6
Toutes les fermes, classées selon leur grandeur,
Québec, 1931-1961 (en pourcentage)

[Retour à la table des tableaux et des figures](#)

	1931	1941	1951	1961
1-50 acres	17,4	15,0	12,1	8,2
50-200 acres	68,2	73,3	74,4	72,9
200 acres et plus	14,4	11,7	13,5	18,9
	100%	100%	100%	100%

Source : Dorval Brunelle, La désillusion tranquille, Montréal, Hurtubise HMH, 1978, p. 54.

Les succès connus par la structure économique de l'après-guerre au Québec s'expliquent par l'émergence d'un secteur tertiaire comprenant le transport, les communications, la finance et les industries de services, et qui comptait pour 51 % de l'emploi en 1961, en comparaison de 38 % en 1941¹. De plus, 55 % de la valeur de la production provenait de ce secteur en 1966, comparativement à 41 % en 1946². Le secteur tertiaire fut en outre à l'origine des plus hauts gains en capital enregistrés au Québec dans les années d'après-guerre. Le succès de ce secteur est toutefois en partie attribuable à la capacité limitée du secteur québécois des affaires à se lancer dans des travaux de recherche et de développement coûteux dans le domaine de l'industrie lourde³.

Jorge Niosi attribue l'expansion des institutions bancaires et fiduciaires, des sociétés d'assurances et de placements, à la croissance rapide du revenu par habitant dans le Québec d'après-guerre. Le mouvement coopératif constitue ici un élément clé de cette expansion. Sous l'influence du Mouvement Desjardins, qui naquit en 1900, des coopératives se répandirent, surtout au cours de la période de l'après-guerre, dans les secteurs de l'épargne, du crédit et de l'assurance, offrant aux Québécois une option face aux grandes banques anglo-canadiennes⁴.

¹ Mario Dumais, « L'évolution québécoise contemporaine », dans Rodrigue Tremblay (dir.), *L'économie québécoise*, Québec, Les Presses de l'Université du Québec, 1976, tableau 1, p. 112.

² G. Lebel, *Horizon*, p. 161, cité dans M. D. Behiels, *Prelude, op. cit.*, p. 11.

³ J. Niosi, *Rise and Fall, op. cit.*, p. 199.

⁴ *Ibid.*, p. 207.

Inspiré par une vision expansionniste de l'économie, le Québec connut une importante croissance au cours de la période 1945-1960. Cependant, des faiblesses sérieuses persistaient, la moindre n'étant pas la situation désavantageuse du capital québécois dans au moins deux des trois secteurs économiques.

Par exemple, les statistiques sur l'exportation en 1961 révèlent que, même si les entreprises étrangères au Québec exportaient 60 % de leur production et si les firmes canadiennes-anglaises écoulaient 49 % de la leur à l'étranger, les compagnies francophones n'exportaient que 22 % de leur production, soit 5 % de la production totale du Québec ¹. De plus, le déclin des secteurs primaire et manufacturier accentuait la « désindustrialisation » du Québec. Au même moment, cependant, le déclin de l'agriculture et l'essor simultané du secteur des services aux mains de la nouvelle classe d'affaires au Québec traçaient la voie aux transformations économiques et sociales à venir ².

1960-1966

La mort de Maurice Duplessis en 1959 et l'élection du Parti libéral de Jean Lesage en 1960 marquent un point tournant dans la transformation sociale et politique du Québec et auront des conséquences majeures sur l'évolution de sa structure économique. Partie intégrante de la stratégie gouvernementale visant à encourager l'économie québécoise, le slogan « maîtres chez nous » devint le cri de ralliement d'une génération qui désirait contrecarrer la faible présence des entrepreneurs québécois aux échelons supérieurs de l'économie. McRoberts caractérise ce changement de la manière suivante :

Ce traditionalisme fut définitivement abandonné au cours des années 1960. Désormais, on souhaitait ouvertement le développement économique et social ; plutôt que de le voir comme un phénomène qui menaçait l'intégrité de la nation, on y voyait la possibilité de nouvelles réalisations. [...] On se proposa donc d'effectuer un rattrapage, afin d'atteindre le niveau du développement économique et social des sociétés avancées ³.

Pour contrecarrer les effets de la marginalisation, le gouvernement Lesage adopta une stratégie en deux volets : d'une part, augmenter la dimension, le nombre et l'influence des sociétés d'État et, d'autre part, accroître l'aide aux

¹ D. Brunelle, *La désillusion*, op. cit., p. 101.

² Alain-G. Gagnon et Khayyam Z. Paltiel, « Devenir « maîtres chez nous » : émergence d'une bourgeoisie balzacienne au Québec », dans Alain-G. Gagnon et Brian Tanguay (dir.), *La juste démocratie : Mélanges en l'honneur de Khayyam Zev Paltiel*, Ottawa, Carleton University Press, 1992, p. 318-339 ; Yves Bélanger et Pierre Fournier, *L'entreprise québécoise : développement historique et dynamique contemporaine*, Montréal, Hurtubise HMH, 1987.

³ K. McRoberts et D. Posgate, *Développement et modernisation du Québec*, op. cit., p. 116.

entreprises francophones par le biais, par exemple, de la Caisse de dépôt et placement du Québec (CDPQ) et de la Société générale de financement (SGF). L'étatisme du gouvernement Lesage resta en grande partie intact durant le règne des gouvernements québécois subséquents — particulièrement la première administration du Parti québécois — et renforça finalement la classe d'affaires montante du Québec qui, dans certains secteurs, parvint à se substituer aux capitalistes anglo-canadiens et américains.

Ce qui est révélateur toutefois, c'est que le changement économique anticipé ne s'est pas matérialisé durant la première partie des années soixante et que l'économie provinciale est restée marginale au sein du capitalisme continental. Malgré une chute du taux de chômage de 9,1 % en 1960 à 5,4 % en 1965 (voir le tableau 22, chapitre IV) et une augmentation du produit provincial brut, l'élite économique ne s'était guère modifiée au moment où Daniel Johnson succéda à Lesage comme premier ministre en 1966. L'étude de Raynald de 1967, pour le compte de la Commission royale d'enquête sur le bilinguisme et le biculturalisme, corroborait ses constatations de 1961 selon lesquelles les Canadiens français ne contrôlaient que 15 % de l'industrie manufacturière de la province et les entreprises canadiennes-françaises se concentraient dans des secteurs traditionnels peu rentables et exigeant une main-d'œuvre nombreuse, comme ceux de la transformation du cuir et de l'exploitation forestière ¹. Et les effets de la périphérisation se poursuivaient. Entre 1959 et 1969, par exemple, le Québec enregistra une diminution du nombre d'entreprises dix fois plus grande que l'Ontario (une perte de 1 118 entreprises comparativement à 110), tandis que l'augmentation du niveau d'emploi dans cette dernière province était plus de deux fois supérieure à celle du Québec (207 716 par rapport à 97 790 au Québec ²). En fait, d'après de nombreux indicateurs économiques, le Québec présentait à ce moment plus d'affinités avec les provinces maritimes qu'avec l'Ontario (voir le tableau 7).

¹ André Raynald, « La propriété et la performance des entreprises au Québec », rapport inédit rédigé pour la Commission royale d'enquête sur le bilinguisme et le biculturalisme (mai 1967, p. 110), cité dans Pierre Fournier, *Le patronat québécois au pouvoir : 1970-1976*, La Salle, Hurtubise HMH, 1979, p. 46.

² D. Brunelle, *La désillusion*, op. cit., p. 100.

TABLEAU 7
Taux de chômage saisonnier par rapport
au taux de chômage total par région
au Canada, 1953-1975 et 1966-1975

[Retour à la table des tableaux et des figures](#)

	1953- 1975		1966-1975	
	Chômage total	Chômage saisonnier	Pourcentage de chômage saisonnier par rapport au chômage total	Pourcentage de chômage saisonnier par rapport au chômage total
Région atlantique	8,6	3,4	40	33
Québec	7,0	2,1	30	23
Ontario	3,9	1,0	26	21
Région des Prairies	3,3	1,6	48	33
Colombie-Britannique	6,0	1,6	27	21
Canada	5,3	1,6	30	24

Source : Conseil économique du Canada, Vivre ensemble, une étude des disparités régionales au Canada, Ottawa, ministère des Approvisionnements et Services Canada, 1977, p. 53.

D'une façon générale, l'évolution sectorielle de l'économie québécoise au début des années soixante suivait le modèle établi au moment de l'après-guerre. D'une façon relative, les secteurs primaire et secondaire continuèrent de perdre du terrain en faveur d'un secteur tertiaire en pleine croissance, bien que celle-ci devint encore plus spectaculaire après 1966, comme l'illustre le tableau 8. Les tendances du marché de l'emploi révèlent une orientation similaire, de même que l'évolution des salaires au cours des années soixante. De plus, la tertiarisation de l'économie québécoise s'intensifia tout au long des années soixante-dix et quatre-vingt¹. Des tendances virtuellement identiques sont constatées dans l'ensemble du Canada, ce qui indique que le Québec ne s'est guère comporté différemment sous ce rapport (*voir le tableau 9*). Les conséquences de cette évolution, c'est-à-dire de l'accroissement du taux de chômage au Canada au cours des vingt dernières années en raison du déclin des industries manufacturières et des industries de transformation des

¹ Alfred Cossette, *La tertiarisation de l'économie québécoise*, Chicoutimi, Gaëtan Morin éditeur, 1982, p. XIX.

ressources exigeant une main-d'œuvre abondante, se firent de plus en plus sentir à la fin des années quatre-vingt.

La période 1960-1966 est généralement considérée comme celle des grandes transformations dans la vie sociale, intellectuelle et politique du Québec¹. Le dépeuplement rural, l'expansion des centres urbains (particulièrement de la région de Montréal), la tertiarisation et la désindustrialisation entraînèrent l'accentuation de la dichotomie urbain/rural et nord/sud dans la province².

TABLEAU 8
Production par secteur économique, Québec
(en pourcentage)

[Retour à la table des tableaux et des figures](#)

	Primaire	Secondaire	Tertiaire
1961	6,4	37,1	56,5
1966	6,3	36,4	57,3
1971	4,5	31,6	63,9
1979	4,8	29,4	65,8

Source : Alfred Cossette, La tertiarisation de l'économie québécoise, Chicoutimi, Gaëtan Morin éditeur, 1982, p. 25.

1966-1976

L'élection de l'Union nationale dirigée par Daniel Johnson, puis par Jean-Jacques Bertrand en 1968, n'a guère mis fin aux réformes de la Révolution tranquille, tandis que les dépenses gouvernementales et le secteur public continuaient de croître³. Le premier gouvernement Bourassa, élu en 1970, adopta une approche plus relâchée de la politique économique, bien que durant ses dernières années au pouvoir, il augmenta son appui aux entreprises québécoises, une mesure qui s'inscrivait dans la foulée de la Révolution tranquille.

¹ Stephen Brooks et Alain-G. Gagnon, *Les spécialistes des sciences sociales et la politique au Canada : Entre l'ordre des clercs et l'avant-garde*, Montréal, Boréal, à paraître, chapitres 1 et 2.

² Gouvernement du Québec, *Le Québec statistique, édition 1985-1986*, Québec, Bibliothèque nationale du Québec, 1986, p. 54.

³ Peter D. Hopkins, « The Quiet Revolution : Daniel Johnson of Quebec », mémoire de maîtrise présenté au Département de science politique, Université Simon Fraser, 1977.

Il fallut attendre la fin apparente de la Révolution tranquille pour commencer à voir les fruits des initiatives gouvernementales en faveur des entrepreneurs québécois. Des programmes comme ceux qui furent proposés par la SGF et la Caisse de dépôt et de placement et qui avaient été largement inefficaces jusqu'au milieu des années soixante, n'ayant pu stimuler l'investissement francophone, ne donnèrent des résultats qu'au début des années soixante-dix. Ces nouvelles sources de capital amenèrent vers le milieu des années soixante-dix un accroissement notable des investissements francophones dans plusieurs secteurs de l'économie. S'appuyant sur des données de 1974, Arnaud Sales souligne que les Canadiens français ont fait des gains importants dans le domaine des métaux primaires, des produits métalliques et des industries de matériel de transport, s'accaparant respectivement 30,3 %, 38,7 % et 44,5 % de ces secteurs alors qu'ils n'en contrôlaient que 12,2 %, 27,2 % et 7,2 % auparavant ¹. Malgré ces gains et la diminution constante de la population anglophone au Québec (de 15 % en 1931 à 13 % en 1976), la domination anglophone restait un élément persistant dans l'économie québécoise ².

En 1978, il y eut une faible augmentation de la transformation dans divers segments du secteur primaire. Dix ans après que la société d'État québécoise SIDBEC eut pris le contrôle de DOSCO, le Québec comptait pour 10 % de la valeur ajoutée dans l'industrie sidérurgique canadienne, en comparaison de 8 % en 1968 ³. Les exportations de minerai de fer non transformé ont décliné de 98 % en 1976 à 90 % en 1978, ce qui représentait un gain modeste de 4 % par rapport à 1957 ⁴. Et le déclin rapide dans le secteur primaire se poursuivit alors que le pourcentage de Québécois qui y travaillaient chutait de 11,4 % en 1961 à moins de 6 % en 1974 (*voir le tableau 9*). De plus, la part de ce secteur dans l'économie tomba de 13,2 % en 1951 à 6 % en 1971 (*voir le tableau 10*).

L'agriculture avait continué à décliner rapidement puisqu'elle ne représentait plus en 1971 que 3,1 % du produit provincial brut (PPB) (*voir le tableau 10*). Le tableau 11 illustre la dure réalité que sous-tendent de telles données. En 1971, moins de 6 % des fermes tiraient plus de 25 000 \$ de revenus annuels de la vente de produits agricoles, alors que 33 % d'entre elles en tiraient moins de 2 500 \$. Pour ce qui est de la superficie totale des terres cultivées au Québec, qui a chuté de plus de 25 % durant les années soixante et soixante-dix, il apparaît clairement que l'augmentation de la superficie

¹ Arnaud Sales, *La bourgeoisie industrielle du Québec*, Montréal, Les Presses de l'Université de Montréal, 1979, p. 183.

² Réjean Lachapelle et Jacques Henripin, *La situation démographique au Canada : évolution passée et prospective*, Montréal, Institut de recherches politiques, 1980, p. 36-37.

³ Statistique Canada, *Sidérurgie*, catalogue 41-203, cité dans W. D. Coleman, *Independence*, *op. cit.*, p. 125.

⁴ Statistique Canada, *Minerai de fer*, catalogue 26-005, cité dans W. D. Coleman, *Independence*, *op. cit.*, p. 113.

moyenne des fermes n'a pas réussi à compenser la baisse du nombre de celles-ci ¹.

¹ Gouvernement du Québec, *Le Québec statistique*, Québec, Bureau de la statistique, p. 52.

TABLEAU 9
Répartition de la main-d'œuvre selon les secteurs
industriels au Canada et au Québec, années choisies,
1911-1974 (en milliers et en pourcentage)

[Retour à la table des tableaux et des figures](#)

	1911	1921	1931	1941	1951	1961	1971	1974
<i>Industries primaires</i>								
Canada	1074,2	1161,8	1297,8	1374,7	1075,1	886,1	720,0	779,0
%	39,4	36,6	33,0	31,4	20,8	13,9	8,3	8,3
Québec	225,9	240,7	261,0	311,1	234,7	202,5	121,8	149,0
%	34,6	32,6	26,8	26,5	18,0	1,4	5,6	5,9
<i>Industries secondaires</i>								
Canada	739,4	840,4	999,1	1211,8	1750,8	1883,8	2245,5	2711,0
%	27,1	26,5	25,3	28,9	33,8	29,6	26,0	28,8
Québec	209,7	210,7	288,5	410,8	568,3	610,3	621,4	790,0
%	32,1	28,6	29,7	35,0	38,6	34,5	30,6	31,4
<i>Industries tertiaires</i>								
Canada	910,0	1170,9	1460,0	1618,3	2287,5	3435,5	4980,1	5909,0
%	33,4	36,8	37,2	38,6	44,2	54,0	57,5	62,7
Québec	217,6	285,6	422,2	610,8	904,0	1218,0	1219,5	1560,0
%	3,3	38,7	43,4	38,4	41,5	51,1	56,2	62,9
<i>Total</i>								
Canada	2723,6	3164,3	3921,8	4196,6	5179,0	6359,5	8626,6	9399,0
Québec	653,2	737,0	972,7	1172,2	1413,8	1768,0	2169,1	2599,0

Source : Rodrigue Tremblay (dir.), *L'économie québécoise*, Montréal, Les Presses de l'Université du Québec, 1976, p. 476.

Subissant les effets de la périphérisation, le secteur secondaire éprouva un déclin identique au cours de cette période, passant de 34,5 % à 31,4 % de l'emploi total entre 1961 et 1974 (voir le tableau 9). En 1975, l'Ontario offrait près de deux cent mille emplois de plus que le Québec dans le secteur industriel ¹.

¹ Ibid., p. 767.

TABEAU 10
Répartition en pourcentage du produit national brut
du Québec selon les secteurs, 1951-1981

[Retour à la table des tableaux et des figures](#)

Secteur	1951	1961	1971	1981
<i>Primaire</i>	13,2	6,6	5,7	5,0
Agriculture, forêt, pêche	9,8	3,8	3,1	2,8
Mines et carrières	3,4	2,8	2,6	2,2
<i>Secondaire</i>	41,6	37,2	33,6	29,2
Fabrication	36,7	31,0	28,1	24,1
Construction	4,9	6,3	5,5	5,1
<i>Tertiaire</i>	45,2	56,1	60,7	66,0
Infrastructure	12,2	13,1	12,6	11,4
Transport	7,8	7,1	6,7	5,2
Entreposage	0,3	0,3	0,2	0,2
Communication	1,9	2,6	2,8	2,6
Énergie électrique, eau, gaz	2,2	3,1	2,9	3,4
Commerce	10,5	12,2	12,3	11,4
De gros	3,8	4,5	4,7	5,1
De détail	6,7	7,7	7,6	6,3
Finance, assurance et affaires immobilières	8,6	12,2	11,1	11,0
Administration publique	4,3	5,1	5,6	8,3
Services	9,6	13,5	19,1	23,9
Total	100%	100%	100%	100%

Sources : Pour les années 1951-1971 : Rodrigue Tremblay (dir.), L'économie québécoise, Montréal, Les Presses de l'Université du Québec, 1976, p. 480 ; pour Les données de 1981 : Bureau de la statistique du Québec, Comptes économiques, Québec 1961-1982, Éditeur officiel du Québec, 1984, tableau 28.

En outre, l'Ontario produisait alors plus de 50 % de la valeur des produits manufacturés contre 27 % pour le Québec ¹. En 1974, un rapport d'un groupe d'économistes du ministère de l'Industrie et du Commerce du Québec disait du secteur manufacturier provincial qu'il était sous-développé, qu'il devait être modernisé et qu'il était anémié par un niveau très faible d'investissements

¹ Ibid., p. 768.

privés ¹. Cette vision est illustrée par le tableau 12, qui montre le faible taux d'investissements privés au Québec comparativement aux autres régions du pays (entre 1967 et 1973, le Québec avait le plus bas taux d'investissements privés de toutes les régions canadiennes).

TABLEAU 11
Fermes recensées et classées selon la catégorie
économique (chiffres absolus et pourcentage), Québec,
1961, 1966 et 1971

[Retour à la table des tableaux et des figures](#)

	1961		1966		1971	
	Nombre de fermes	%	Nombre de fermes	%	Nombre de fermes	%
Nombre total de fermes	95 777	100	80 294	100	61 257	100
Valeur des produits agricoles vendus :						
10 000\$ et plus	3 871	4,1	7 943	9,9	15 356	25,1
50 000\$ et plus					902	1,5
35 000\$- 49 999\$	550	0,6	799	1,0	837	1,4
25 000\$- 34 999\$			643	0,8	1 625	2,7
15 000\$- 24 999\$	952	1,0	2 345	2,9	5 094	8,3
10 000\$- 14 999\$	2 369	2,5	4 156	5,2	6 898	11,2
5 000\$- 9 999\$	11 851	12,4	14 405	17,9	14 257	23,3
2 500\$- 4 999\$	23 205	24,2	19 613	24,4	11 319	18,4
Moins de 2 500\$	56 655	59,1	38 185	47,6	20 222	33,0

Source : Dorval Brunelle, La désillusion tranquille, Montréal, Hurtubise HMH, 1978, p. 68.

Le secteur tertiaire continua de s'accaparer une part de plus en plus importante de l'économie québécoise, se haussant à 62,9 % de l'emploi total en 1974, une augmentation de 7 % par rapport à 1971 et de 12 % par rapport à 1961 (voir le tableau 9). Il n'y a rien d'étonnant à ce que le taux de chômage ait augmenté au cours des années qui ont suivi la Révolution tranquille, de 5,4 % en 1965 à 8,8 % en 1975 (voir le tableau 22, chapitre IV), une indication que

¹ Gouvernement du Québec, *Une politique économique québécoise*, Québec, ministère de l'Industrie et du Commerce, 1974.

l'expansion du secteur étatique pour compenser la marginalisation du Québec par les forces du marché ne constituait pas une solution parfaite. Cependant, la croissance de l'économie québécoise fut rapide au cours de cette période ; en effet, le produit provincial brut et le taux d'exportation firent plus que doubler entre 1966 et 1974 ¹. C'est ainsi qu'une croissance acceptable d'après certains indicateurs économiques réussit à masquer des faiblesses structurelles qui persistèrent au cours de la période 1966-1976.

TABLEAU 12
Investissements privés par habitant, au Québec et au
Canada, 1961-1974 (à l'exclusion de la
construction domiciliaire), en dollars

[Retour à la table des tableaux et des figures](#)

Année	Québec	Canada*	Région atlantique	Ontario	Région des Prairies	Colombie- Britannique
1961	265,4	265,4	177,5	255,1	364,3	318,5
1962	230,6	271,0	210,5	272,3	346,2	319,0
1963	240,7	291,8	202,9	283,6	418,7	343,5
1964	296,6	346,5	238,1	334,9	451,7	470,0
1965	335,9	409,9	264,8	396,5	528,9	624,6
1966	384,9	488,7	355,2	475,9	634,3	728,2
1967	335,9	476,4	373,4	457,0	675,4	721,9
1968	312,7	450,1	343,1	430,1	689,1	620,7
1969	308,5	480,3	414,7	490,0	664,5	692,1
1970	313,2	523,4	516,9	574,8	653,6	721,0
1971	355,2	556,8	576,0	568,2	644,4	904,5
1972	449,4	601,8	507,6	600,2	770,3	832,4
1973	548,5	706,1	579,6	682,2	943,5	943,9
1974	715,5	888,9	686,8	862,9	1205,5	1149,9

* Incluant le Yukon et les Territoires du Nord-Ouest.

Source : Rodrigue Tremblay (dir.), L'économie québécoise, Montréal, Les Presses de l'Université du Québec, 1976, p. 482.

¹ R. Tremblay (dir.), *L'économie québécoise, op. cit.*, tableau 12, p. 481.

1976-1985

Le triomphe inattendu du Parti québécois en novembre 1976 assena un coup majeur à l'élite économique tant anglophone que francophone du Québec, qualifiée par Niosi de « fédéraliste et ardemment libérale »¹ ; ses craintes se révélèrent cependant pour une grande part non fondées. Malgré un langage coloré (« On ne fait pas d'omelette sans casser des œufs ! »), particulièrement à propos des dispositions linguistiques contenues dans la loi 101, et en dépit de son idéologie sociale-démocrate des premières années, le Parti québécois adoptait dès 1979 une politique économique largement inspirée par des impératifs capitalistes alors qu'étaient atteintes les limites du capitalisme d'État au sein d'une économie périphérique. Même si les objectifs sociaux et économiques du slogan « maîtres chez nous » occupaient une place centrale, leur poursuite s'en trouva grandement restreinte. Reginald Whitaker cerne dans son analyse les conséquences économiques de l'approche du Parti québécois :

En ce qui concerne sa stratégie de développement économique, le PQ représente rien de moins qu'un recul par rapport à la Révolution tranquille. [...] En fait, sa stratégie de développement suivait largement celle des Libéraux de Bourassa : une forte dépendance envers les investissements privés en provenance des multinationales, s'appuyant sur la disponibilité des ressources naturelles et énergétiques, sur des entreprises d'État pouvant faciliter la voie à l'entreprise privée et une réduction du contrôle sur le commerce. Le seul secteur où il s'est démarqué des Libéraux se situe dans le vaste programme d'assistance et d'encouragement à la petite et moyenne entreprise².

Cependant, comme le souligne Richard French, le Parti québécois, du moins au cours de ses deux premières années de pouvoir, a démontré une fidélité marquée envers sa « classe moyenne aux opinions tranchées » et ses électeurs de la classe ouvrière, et s'est souvent engagé dans des affrontements importants avec la communauté d'affaires anglophone³. L'orientation étatiste et sociale-démocrate du Parti québécois allait cependant faire place à une stratégie de développement davantage axée sur les affaires, définie tout d'abord dans *Bâtir le Québec* (1979), puis dans *Le virage technologique* (1982). Comme le montre le chapitre III, la stratégie de développement élaborée par le Parti québécois a été grandement influencée par la crise fiscale qui, vers la fin des années soixante-dix, annonçait que la croissance économique et le développement futurs du Québec se feraient par le biais du secteur privé. Le

¹ J. Niosi, *Rise and Fall*, op. cit., p. 197.

² Reginald Whitaker, « The Quebec Cauldron : A Recent Account », dans A.-G. Gagnon (dir.), *Quebec : State and Society*, op. cit., p. 82.

³ Richard D. French, « Government Without Business : The Parti Québécois in Power », dans V. V. Murray (dir.), *Theories of Business Government Relations*, Toronto, Trans-Canada Press, 1985, p. 162.

secteur privé francophone du Québec, plus actif dans les petites et moyennes entreprises, se trouvait particulièrement favorisé par cette approche.

La faiblesse chronique du secteur secondaire se situe dans la prédominance persistante des industries de biens non durables. En 1982, les industries employant le plus de main-d'œuvre étaient celles du vêtement (47 512 employés), de l'alimentation et des boissons (36 262 employés) et des pâtes et papier (32 174 employés). Ensuite venaient les secteurs de l'industrie lourde, comme l'industrie des produits métalliques (25 801 employés) et les usines de matériel de transport (25 083 employés ¹).

Suivant en cela son rôle peu marqué au sein du capitalisme canadien, le rendement du Québec par rapport au Canada dans son ensemble ne fut pas particulièrement fort tout au long de cette période. Entre 1971 et 1982, l'emploi, les salaires et les exportations du secteur manufacturier furent légèrement plus faibles au Québec que dans le reste du pays (bien que le rendement de l'Ontario dans ces secteurs ait été momentanément encore plus faible, tandis que la région des Prairies, grâce à ses richesses pétrolières, atteignait des taux élevés de croissance ²). Après la récession de 1982 toutefois, le secteur manufacturier québécois reprit un peu de vigueur. La valeur des immobilisations dans ce secteur atteignit le montant record de 2 milliards 882 millions de dollars en 1984, la part du Québec dans le secteur manufacturier canadien étant à la hausse, passant de 25 % qu'elle était en 1975 à 31 % en 1984. Celle de l'Ontario, par contre, subit une baisse, passant de 52 % à 44 % au cours de la même période ³. Ces chiffres illustrent le dynamisme de la « nouvelle classe d'affaires » québécoise, dont il sera question au chapitre V. Comme le note Whitaker, « de plus en plus d'indices permettent de croire que les francophones ont de moins en moins raison de se plaindre de ne pas avoir d'avenir dans le secteur privé à mesure que le capital s'ajuste permettant de réaliser des profits aussi bien en français qu'en anglais ⁴ ».

Au cours des années 1976 à 1985, le secteur primaire semble avoir mis un terme à son déclin rapide de l'après-guerre dans les domaines de l'emploi, du produit provincial brut et des investissements, et ce même s'il occupe une place secondaire dans l'économie québécoise. Si les emplois agricoles ont dégringolé de quatre-vingt-cinq mille à soixante-dix-huit mille entre 1974 et 1980, ils sont restés relativement stables tout au long des années quatre-vingt ⁵. L'industrie minière a toutefois subi une baisse significative de l'emploi, avec cinq mille travailleurs de moins en 1982 qu'en 1975. Ce secteur a connu un autre coup dur

¹ Gouvernement du Québec, *Le Québec statistique*, op. cit., p. 762.

² *Ibid.*, p. 761.

³ *Ibid.*, p. 769.

⁴ R. Whitaker, « The Quebec Cauldron », op. cit., p. 88.

⁵ Gouvernement du Québec, *Commerce international du Québec*, Québec, Bureau de la statistique, 1985, tableau 6,2, p. 116.

avec le déclin de l'industrie de l'extraction du fer, qui s'est retrouvée en deuxième place, derrière l'or, pour ce qui est de la valeur de la production minérale. De fait, la part du minerai de fer dans la valeur totale de la production est passée de 25 % en 1979 à 18 % en 1984 ¹.

Les difficultés de l'industrie de l'amiante ressemblent beaucoup à celles de l'industrie du fer. Elle aussi a périclité depuis 1979 pour diverses raisons, notamment l'arrivée sur le marché de substituts, des problèmes économiques et une publicité négative du produit ². C'est ainsi qu'en 1986, deux piliers de l'industrie minière québécoise subissaient une chute sérieuse ; mises à pied et fermetures de mines, comme celles de Schefferville en 1982-1983 et de Gagnonville en 1984, devinrent une réalité des années quatre-vingt. La périphérisation de l'économie québécoise dans le contexte nord-américain est nettement liée à cette évolution. La fermeture temporaire des mines de cuivre de Murdochville en 1987 illustre davantage les difficultés ressenties dans le secteur des ressources.

Le secteur tertiaire a poursuivi son expansion au point qu'en 1982, il représentait 70 % du PPB. Il ne fait aucun doute que les jeunes loups de l'École des hautes études commerciales (HEC), par exemple, ont exercé une influence déterminante dans ce développement spectaculaire. Il faut dire cependant que l'entrepreneurship québécois a évolué dans tous les secteurs. Des firmes de consultants, des sociétés d'assurances et des entreprises immobilières ont été à l'avant-scène de la Révolution tranquille ; vingt-neuf mille petites entreprises ont été incorporées au cours de l'année financière se terminant en mars 1985, surpassant en cela l'Ontario ³. Les secteurs primaire et secondaire contribuèrent aussi à cette expansion puisque les exportations vers les États-Unis augmentèrent de 25 % entre 1983 et 1984, pour atteindre 13 milliards de dollars ⁴.

La structure économique du Québec bénéficie aujourd'hui des transformations conçues et amorcées dans les années de la Révolution tranquille, et du slogan « maîtres chez nous ». Plus de vingt ans après la défaite du gouvernement Lesage toutefois, le but ultime de cette « révolution » n'est pas encore atteint étant donné l'empreinte laissée par les multinationales (« ces attrayants gigolos de la métropole en expansion ⁵ ») sur le développement et

¹ Gouvernement du Québec, *Le Québec statistique*, op cit., p. 700.

² A. Brian Tanguay, « Quebec's Asbestos : A Preliminary Assessment », *Analyse de politiques/Canadian Public Policy*, vol. XI, n° 2, 1985, p. 227-240.

³ Michael Clugston, « Going Flat Out », *Canadian Business*, mai 1986, p. 23.

⁴ *Idem*.

⁵ David Alexander, « Development and Dependence in Newfoundland, 1880-1970 », dans Eric W. Sager, Lewis R. Fischer et Stuart O. Pierson (dir.), *Atlantic Canada and Confed-*

les importants problèmes structurels toujours perceptibles au sein de l'économie de la province. La tendance marquée de l'après-guerre vers une désindustrialisation des États en périphérie, comme celui du Québec, nous amène à nous demander si le regain économique et la politique de laisser-faire prévalant au début de la deuxième administration Bourassa vont être suffisants pour restructurer l'économie du Québec et mettre un frein au processus de périphérisation. Au chapitre suivant, nous parlerons de la manière dont les gouvernements, depuis l'administration Lesage, ont tenté de contrecarrer les effets de la périphérisation sur l'économie de la province.

DEUXIÈME PARTIE

Les stratégies de l'État, des syndicats et du secteur privé

CHAPITRE III

L'État du Québec

[Retour à la table des matières](#)

Les changements économiques majeurs dont il a été question dans les précédents chapitres coïncidaient avec une effervescence politique et sociale intense au Québec. À plusieurs égards, les effets politiques de la continentalisation et de la périphérisation économiques ont été accentués par des changements fondamentaux simultanés dans la province. Le Québec passait d'une période d'antiétatisme traditionnel à une phase d'intervention active de l'État, correspondant à la Révolution tranquille ; il était affecté par une industrialisation et une urbanisation rapides, de même que par une certaine tradition de non-intervention gouvernementale ; bref, il effectuait un passage du traditionalisme à la modernité.

On a tendance à croire que la Révolution tranquille (ainsi désignée par un journaliste du quotidien *The Globe and Mail* en 1960) s'étend de 1960 à 1966, et parfois sur toute la décennie. D'une façon plus large, toutefois, cette période de l'histoire québécoise commence avec le bref règne de Paul Sauvé, devenu premier ministre après la mort de Maurice Duplessis en 1959, et se poursuit tout au long des années soixante et soixante-dix, jusque dans les années quatre-vingt. Cette période donna lieu à des transformations de la vie politique, sociale et économique et s'accompagna d'une activité sans précédent de l'État. Quoique les années 1960-1966 marquent un point tournant, l'esprit de la Révolution tranquille a imprégné toutes les actions gouvernementales entre

1960 et 1985. Durant ces années, les administrations dirigées par Jean Lesage (Parti libéral, 1960-1966), Daniel Johnson (Union nationale, 1966-1968), Jean-Jacques Bertrand (Union nationale, 1968-1970), Robert Bourassa (Parti libéral, 1970-1976) et René Lévesque (Parti québécois, 1976-1985) avaient toutes une orientation commune, malgré une intensité variable et des différences partisans évidentes. Toute l'ampleur du changement et la rupture d'avec le passé que représentait la Révolution tranquille doivent être évaluées à la lumière des expériences antérieures.

Du laisser-faire à l'interventionnisme étatique

[Retour à la table des matières](#)

Traditionnellement, les gouvernements québécois se sont opposés à l'intervention de l'État, particulièrement dans les sphères économique et sociale, et ce pour plusieurs raisons. De la conquête britannique à la Révolution tranquille, l'économie québécoise a été dominée par la communauté d'affaires anglophone, et l'attitude des politiciens canadiens-français concernant la régulation économique et l'intervention de l'État était dans une large mesure celle d'un peuple colonisé. Durant le XX^e siècle, au moment où de grandes multinationales américaines et anglo-canadiennes intensifiaient l'exploitation des importantes richesses naturelles de la province, l'État québécois considérait, d'une part, que son rôle en était un d'accommodement ou de compensation ¹ et que, d'autre part, le domaine social devait être confié aux initiatives individuelles et familiales. La question de la charité publique était perçue comme étant du ressort d'institutions philanthropiques, en grande partie sous la gouverne de l'Église catholique.

Diverses forces se combinaient pour encourager cette tradition antiétatique au Québec : la force de la doctrine sociale de l'Église catholique — méfiante face au pouvoir de l'État —, l'asservissement de la majorité francophone du Québec, la force économique et sociale de la minorité anglophone de la province et, finalement, les gouvernements successifs qui, par opportunisme politique et conservatisme, s'opposèrent à l'action de l'État, même si elle était nécessaire. Avant la Révolution tranquille, les gouvernements québécois conservèrent une attitude antiétatique reflétant une vision étroite du rôle de l'État et un laisser-faire au chapitre des politiques gouvernementales.

¹ William D. Coleman, *The Independence Movement in Quebec, 1945-1980*, Toronto, University of Toronto Press, 1984, p. 62. Cela contraste fortement avec la nature de l'interventionnisme en Ontario. Voir H. V. Nelles, « The Private Property in Peril : Ontario Businessmen and the Federal System, 1898-1911 », dans Glenn Porter et Robert Cuff (dir.), *Enterprise and National Development*, Toronto, Hakkert, 1973.

Maurice Duplessis, comme premier ministre (1936-1939, 1944-1959), incarne cette persistance de l'anti-étatisme¹. Durant l'administration duplessiste, l'Union nationale poursuivit et étendit les politiques des gouvernements libéraux précédents, tels ceux de Lomer Gouin (1905-1920) et Louis-Alexandre Taschereau (1920-1936²). L'intervention étatique dans l'économie ne s'inspirait d'aucune politique d'ensemble et, dans la mesure où elle existait, elle se limitait aux secteurs traditionnels d'activités gouvernementales, tels la voie maritime, le chemin de fer et la construction de routes, ainsi que la mise sur pied d'un programme d'électrification rurale. D'après Gilles Bourque et Anne Légaré, en 1955, l'Union nationale alloua 37,4 % de son budget à des dépenses associées au transport, aux communications et aux ressources naturelles ; en 1969, seulement 13,7 % du budget alla à ces secteurs d'activité³.

Comme nous le verrons au chapitre suivant, quand le gouvernement de Duplessis intervint, ce fut pour contenir les demandes croissantes de la classe ouvrière. Les multinationales étrangères, quant à elles, étaient libres d'exploiter les richesses naturelles. L'étendue de la dilapidation des ressources dans les années cinquante est révélée dans l'entente conclue avec la compagnie Iron Ore à la suite d'une convention intervenue en 1946. Comme l'écrit Michael Behiels :

En 1957, la compagnie produisait plus de dix millions de tonnes de minerai annuellement. Il a été prouvé que le gouvernement recevait des redevances d'environ onze cents la tonne en comparaison de redevances de cinquante-deux cents la tonne demandées par l'État du Minnesota. En comptant toutes les taxes et les gratifications, la population québécoise recevait trente cents la tonne en comparaison d'environ un dollar vingt-cinq exigé par l'État du Minnesota⁴ !

Tout comme les administrations précédentes, le gouvernement de Duplessis s'accrochait à l'idée que l'action gouvernementale devait être évitée où et quand cela était possible, abstraction faite des initiatives que nécessitait l'accession du Québec à l'âge industriel. Malgré l'agitation syndicale que soulevait l'exploitation des ressources par des multinationales, et en dépit des difficultés sociales et économiques inhérentes aux sociétés industrielles, le gouvernement de Duplessis soutenait que les solutions aux problèmes économiques et sociaux constituaient des questions de nature privée plutôt que publique.

¹ Conrad Black, *Duplessis, Le pouvoir*, Montréal, Les Éditions de l'Homme, 1977 et Duplessis, *L'Ascension*, Montréal, Les Éditions de l'Homme, 1977.

² Bernard L. Vigod, *Quebec Before Duplessis : The Political Career of Louis-Alexandre Taschereau*, Montréal, McGill-Queen's University Press, 1986.

³ Gilles Bourque et Anne Légaré, *Le Québec : la question nationale*, Paris, Maspéro, 1979, p. 145, 153.

⁴ Michael D. Behiels, *Prelude to Quebec's Quiet Revolution : Liberalism versus Neo-Nationalism*, Montréal, McGill-Queen's University Press, 1985, p. 113.

L'attitude de Duplessis concernant les dépenses sociales était timorée et conservatrice. Quoique d'autres gouvernements occidentaux de l'après-guerre eussent adopté l'approche keynésienne et appliqué graduellement des mesures d'assistance sociale, le gouvernement Duplessis rejetait cette forme d'intervention économique et sociale, la qualifiant de socialiste. Quand, après la Deuxième Guerre mondiale, le gouvernement fédéral étendit sa sphère d'influence, il rencontra une vive opposition du côté du gouvernement québécois. Cette opposition se fondait non seulement sur l'idée que les initiatives fédérales constituaient une intrusion dans un champ de compétence provinciale (une position légitime), mais aussi sur une profonde aversion contre l'approche dynamique de l'État. Cette antipathie s'exprima éloquemment dans le rapport de la Commission royale d'enquête sur les problèmes constitutionnels (la commission Tremblay), instituée en 1953 pour étudier l'ensemble des arrangements constitutionnels entre le Québec et le gouvernement fédéral. Dans son rapport de 1956, la Commission critiqua l'adoption de mesures pourtant modérées d'assistance sociale au Canada anglais, les qualifiant de « socialistes ¹ », et, citant l'enseignement traditionnel de l'Église, proposa de continuer à faire confiance aux agents sociaux et aux organismes privés. D'après le rapport Tremblay, le rôle de l'État devrait se restreindre à organiser et à réglementer plutôt qu'à intervenir directement ².

Sous Duplessis, les dépenses liées au financement du déficit étaient perçues comme dangereuses. Même dans les années quarante et cinquante, au moment où l'industrialisation et l'urbanisation se combinaient à une demande croissante de main-d'œuvre industrielle, Duplessis conserva une attitude de laisser-faire. Les besoins grandissants en hôpitaux, écoles et universités furent largement ignorés, et le déficit accumulé de la province diminua, entre 1945 et 1960, de 341 millions à 305 millions de dollars ³. Il y eut cependant un certain accroissement de l'activité étatique en raison d'une augmentation inévitable des besoins pour des services de base, mais, avant 1960, il n'existait aucune politique d'ensemble permettant d'affronter les problèmes économiques, sociaux et politiques croissants. En 1959, moins de cinquante spécialistes des sciences humaines et sociales (incluant les économistes, les planificateurs urbains et les travailleurs sociaux) étaient au service du gouvernement provincial et près du tiers de tous les employés du secteur public avaient moins de cinq ans de scolarité ⁴. En 1960, tout comme en 1944, plus de la moitié des

¹ Le rapport de la Commission royale d'enquête sur les problèmes constitutionnels (le rapport Tremblay), Québec, Éditeur officiel, 1956, t. 1, p. 180-202.

² *Ibid.*, t. 2, p. 210-233.

³ Paul-André Linteau *et al.*, *Histoire du Québec contemporain. Le Québec depuis 1930*, Montréal, Boréal Compact, 1989, p. 275-276.

⁴ Stephen Brooks et Alain-G. Gagnon, *Les spécialistes des sciences sociales et la politique au Canada : Entre l'ordre des clercs et l'avant-garde*, Montréal, Boréal, à paraître.

employés du secteur public travaillaient dans l'administration de la justice, la voirie, les travaux publics, Hydro-Québec ou la Commission des liqueurs ¹.

Durant les années cinquante, les changements économiques et structurels abordés au chapitre II furent accompagnés d'une intense agitation sociale au Québec. La politique de non-intervention et le conservatisme fiscal du régime duplessiste suscitèrent l'opposition de secteurs de plus en plus importants de la société québécoise. Cette décennie agitée se caractérisa 1) par la montée d'une nouvelle élite instruite issue de la consolidation des facultés de sciences sociales de l'Université Laval et de l'Université de Montréal, 2) par les pressions de plus en plus fortes en faveur d'une intervention du monde des affaires canadien-français (qui se reflètent dans la création d'un conseil économique dans la région du Bas-Saint-Laurent en 1956, et de la Gaspésie en 1958), 3) par une agitation ouvrière généralisée (qu'illustrent des grèves majeures comme celles d'Asbestos [1948-1949], de Louiseville [1952], de Murdochville [1957], et de Radio-Canada [1958]), et 4) par des problèmes sociaux et économiques incontournables, aggravés par l'attentisme du gouvernement Duplessis.

Le mouvement d'opposition à l'antiétatisme du gouvernement Duplessis a été diversement interprété. Certains observateurs (y compris Hubert Guindon ²) voient la source de cette opposition dans la montée de la « nouvelle classe moyenne », terme s'appliquant aux employés de la fonction publique, enseignants, artistes, écrivains et professionnels c'est-à-dire avocats et médecins) — ou comme l'affirme Niosi « les salariés et les petits producteurs de services qui vivent de l'exercice de la parole ³ ». Mais d'autres, comme William Coleman, rejettent cette vision, arguant plutôt que l'opposition était menée non pas par la nouvelle classe moyenne, mais par une coalition de forces comprenant la classe ouvrière organisée, la classe d'affaires francophone, la classe moyenne traditionnelle et l'intelligentsia ⁴.

Nonobstant les divergences d'opinions, on s'entend généralement pour dire que les années cinquante constituèrent une période d'intenses débats intellectuels sur la fonction propre de l'État, la place des Canadiens français dans la société canadienne et le besoin pressant de modernisation. Ironiquement, les intellectuels nouvellement influents paraissaient s'entendre sur peu de choses sauf sur l'opposition à Duplessis et la nécessité d'une

¹ P.-A. Linteau et al., *Histoire du Québec contemporain*, op. cit., p. 373-374.

² Hubert Guindon, *Tradition, modernité et aspiration nationale de la société québécoise*, Montréal, Les Éditions Saint-Martin, 1990, p. 35-73.

³ Jorge Niosi, *La bourgeoisie canadienne : la formation et le développement d'une classe dominante*, Montréal, Boréal Express, 1980, p. 85.

⁴ W. D. Coleman, *Independence*, op. cit., p. 92.

modernisation sociale et politique¹. Comme l'a dit Behiels, même si des groupes intellectuels rivaux différaient sur les objectifs que devait poursuivre l'État québécois, ils s'entendaient pour affirmer qu'il devait jouer un rôle actif et interventionniste². Ce consensus était apparemment partagé par divers groupes sociaux. Au milieu des années cinquante, par exemple, la Société Saint-Jean-Baptiste de Montréal exigea qu'un ministère fût institué pour coordonner l'exploitation des ressources naturelles de la province. De la même façon, la chambre de commerce de la province proposa d'établir une banque d'investissements québécoise³.

Après la Deuxième Guerre mondiale, il y eut rejet croissant du conservatisme profond du *Chef* et de son gouvernement. De nombreux opposants au gouvernement s'inspiraient des courants intellectuels de l'après-guerre ; nombre d'entre eux avaient fait leurs études aux États-Unis ou à l'étranger, et assimilé des notions de sciences sociales contemporaines et les principes de l'interventionnisme keynésien de l'État. D'autres manifestaient simplement l'évolution économique et sociale, que les gouvernements ne pouvaient se permettre d'ignorer.

De plus, la continentalisation graduelle de l'économie menait à la périphérisation et à la restructuration économique du Québec. La périphérisation conjuguée à la modernisation accélérée, à la croissance des aspirations matérielles et à l'absence d'intervention gouvernementale, qui était devenue une politique inacceptable, créaient une atmosphère politiquement dangereuse. Le laisser-faire traditionnel du gouvernement québécois dans les domaines social et économique avait conduit à de sérieux problèmes sociaux, économiques et politiques, qui se devaient d'être réglés.

Vers la fin des années cinquante, un engagement gouvernemental accru était considéré par la plupart comme essentiel, n'étant rejeté que par certains éléments de l'Union nationale au pouvoir et sa « classe-appui⁴ » rurale. Plus important encore, la strate sociale d'influence émergeant au Québec — la nouvelle classe moyenne — croyait fermement en l'importance d'améliorer la situation de la majorité francophone et d'élargir le rôle de l'État. Ces forces influentes professaient l'opinion que le gouvernement fédéral ne représentait pas — et ne défendait pas — les intérêts des Québécois ; en conséquence, il

¹ Pour un examen plus approfondi des courants intellectuels de cette période, voir M. D. Behiels, *Prelude, op. cit.*, et S. Brooks et A.-G. Gagnon, *Les spécialistes des sciences sociales et la politique au Canada, op. cit.*, chapitres 1 et 2.

² M. D. Behiels, *Prelude, op. cit.*, p. 97.

³ W. D. Coleman, *Independence, op. cit.*, p. 95.

⁴ On doit le terme « classe-appui » à G. Bourque et A. Légaré, *Le Québec : la question nationale, op. cit.*, p. 144.

fallait que l'État québécois intervienne en faveur des droits des francophones sur le continent nord-américain ¹.

La caractéristique la plus notable de la politique québécoise en 1960 est l'écart important qui sépare la stratégie étatique du gouvernement de Jean Lesage et les orientations politiques des précédents gouvernements québécois ². Blais et McRoberts mettent l'accent sur les emprunts publics sans précédent de la province, les données indiquant que l'avance traditionnelle de l'Ontario sur le Québec relativement aux dépenses publiques avait été perdue au cours des dernières décennies ³. Cet éloignement d'avec la frugalité de l'ère duplessiste altéra les relations du Québec avec le gouvernement fédéral (*voir le chapitre VII*) et, de façon plus significative, traça la voie à une évolution spectaculaire des rapports de forces au sein même de la province. La scène politique des années cinquante, marquée par l'impatience et l'agitation face à l'inactivité persistante du gouvernement duplessiste, fit place à un tout nouveau scénario après 1960.

Quand les libéraux de Lesage prirent le pouvoir en 1960 (au milieu d'une récession économique), ils durent faire face à des problèmes accumulés. La récession de 1957 à 1961 augmenta les pressions sur le gouvernement pour qu'il abandonne sa position de non-intervention. En plus des faiblesses structurelles créées par la périphérisation du Québec, le nouveau gouvernement affronta une série de difficultés accentuées, sinon causées, par l'attentisme des gouvernements précédents, dont un retard important dans des secteurs névralgiques de l'État moderne. C'est ainsi qu'il dut faire face à de forts taux de chômage chronique (concentré dans plusieurs régions rurales), à une urbanisation accélérée, à une pauvreté urbaine généralisée (négligée par les services gouvernementaux), à une foule de jeunes ouvriers peu qualifiés sur le marché urbain du travail et à des problèmes persistants dans l'éducation, ce qui empêchait le Québec de répondre aux besoins en main-d'œuvre professionnelle créés par l'industrialisation.

¹ Voir Michel Brunet, « Canadians and Canadiens », dans *Études sur l'histoire et la pensée des deux Canadas*, Montréal, Éditions Fides, 1954, p. 17-32.

² Tous les observateurs ne s'accordent pas sur cette question. Voir notamment Gary Caldwell et B. Dan Czarnocki, « Un rattrapage raté : le changement social dans le Québec d'après-guerre, 1950-1974 », *Recherches sociographiques*, vol. XVIII, n° 1, 1977, et Daniel Latouche, « La vraie nature de la Révolution tranquille », *La Revue canadienne de science politique*, vol. VII, n° 3, septembre 1974, p. 525-536. Ces auteurs soutiennent qu'il n'y a pas eu de « révolution » mais bien un ajustement à la hausse des dépenses du Québec. Hélène David (« L'état des rapports de classe au Québec de 1945 à 1967 », *Sociologie et Société*, vol. VII, n° 2, novembre 1975, p. 33-66) met l'accent sur les changements entraînés par la revalorisation de l'appareil gouvernemental (voir particulièrement les pages 37, 62).

³ André Blais et Kenneth McRoberts, « Public Expenditure in Ontario and Quebec, 1950-1980 : Explaining the Differences », *La Revue d'études canadiennes*, vol. XVIII, n° 1, printemps 1983, p. 30 (tableau 2) et 36.

Le gouvernement Lesage dut aussi affronter une communauté francophone possédant moins de pouvoir politique ou économique que ne le commandait sa situation majoritaire. Les traditionnels « coupeurs de bois et porteurs d'eau » s'intégraient de plus en plus au prolétariat urbain, mais l'économie québécoise restait contrôlée par des représentants de la minorité anglophone. L'ancien modèle de domination économique selon lequel la majorité impuissante s'adonnait en grande partie à des activités agraires et ignorait les vastes réseaux de pouvoir au sein de l'économie fit place à une modernisation sociale et économique. Les ouvriers de la ville, entre autres, devinrent conscients de ce qui a été appelé la « division culturelle du travail » au Québec, division qui accordait aux anglophones une part anormalement élevée des postes de direction alors que les francophones avaient tendance à se confiner dans des emplois moins rémunérateurs ¹. Ainsi, en 1960, le Québec était confronté à des problèmes économiques et sociaux complexes et intimement liés, pendant que grandissait la conviction qu'un changement social et politique était depuis longtemps indispensable. Dès 1936, la chambre de commerce du Québec avait commencé à exiger une meilleure planification économique de la part du gouvernement afin de favoriser l'exploitation des ressources naturelles de la province pour le bénéfice de sa population ².

La Révolution tranquille marque l'arrivée de l'État-architecte. Quoique le terme « révolution » soit un peu exagéré, l'approche de Lesage différerait considérablement de celle des premiers ministres précédents. Son gouvernement élaborait des politiques économiques et sociales, et devint aussi étatiste que ses prédécesseurs avaient été anti-étatistes ; le Québec passait d'une attitude hostile face à l'intervention de l'État à une confiance dans le gouvernement en tant que chef de file, innovateur et symbole de l'identité québécoise ³. L'État québécois allait stimuler l'épanouissement des Québécois

¹ Voir Marcel Rioux, « Conscience ethnique et conscience de classe au Québec », *Recherches sociographiques*, vol. VI, n° 1, 1965, p. 22-32. Pour un point de vue comparatif, voir Michael Hechter, *Internal Colonialism*, Berkeley, University of California Press, 1975 ; Kenneth McRoberts, « Internal Colonialism : The Case of Quebec », *Ethnic and Racial Studies*, vol. II, n° 3, 1979, p. 293-315 ; Mary Beth Montcalm, « Class in Ethnic Nationalism : Quebec Nationalism in Comparative Perspective », dissertation de doctorat, science politique, Université Carleton, 1983.

² Dorval Brunelle, *La désillusion tranquille*, Montréal, Hurtubise HMH, 1978, p. 103. En fait, l'idée d'instituer un Conseil d'orientation économique s'inspire du programme de 1935 de l'Action libérale nationale. Elle fit de nouveau surface en 1939, quand les libéraux du Québec infligèrent la défaite au premier gouvernement Duplessis, et elle fut mise en pratique en 1943. Au cours du deuxième mandat de Duplessis, amorcé en 1944, les mandats des représentants au Conseil ne furent pas renouvelés.

³ David Kwavnick, « The Roots of French-Canadian Discontent », *Canadian Journal of Economics and Political Science*, vol. XXXI, novembre 1965, p. 509-523 ; Louis Balthazar, *Bilan du nationalisme au Québec*, Montréal, l'Hexagone, 1986, p. 123-148.

et faciliter le rattrapage (social et économique¹) indispensable pour la province. Le slogan libéral d'avant l'élection du 22 juin 1960 est révélateur à cet égard : « C'est le temps que ça change ! »

La stratégie étatique de la Révolution tranquille

[Retour à la table des matières](#)

Pour concrétiser ses aspirations, le gouvernement conçoit une nouvelle stratégie étatique comportant deux grands volets. En premier lieu, le gouvernement du Québec entreprend d'utiliser les pouvoirs de l'État pour assurer la croissance économique de la province ; en deuxième lieu, il fut décidé que les fruits de l'activité économique profiteraient aux Québécois en améliorant leur situation économique. Jacques Parizeau, ministre des Finances dans le gouvernement de René Lévesque et plus tard chef du Parti québécois, parle de cette période dans les termes suivants :

La récession qui commence en 1957 marque la fin du globalisme, le début des politiques régionales, et pour ce qui est du Québec, le début des politiques économiques d'abord axées sur ses besoins propres. [...] Il s'agit là d'une dimension essentielle de la Révolution tranquille. [...] Mais il faut voir dans l'échec des politiques globales poursuivies jusqu'alors par le gouvernement fédéral, une sorte de légitimité, en tout cas de justification profonde, du réveil du gouvernement du Québec. Sur le plan des politiques économiques, il cherche, pour la première fois à corriger, modifier, relancer l'activité économique².

La nouvelle orientation de la stratégie étatique se reflétait dans la détermination du gouvernement Lesage d'utiliser les pouvoirs gouvernementaux pour favoriser une croissance économique accélérée, s'assurer que l'activité économique profiterait aux Québécois et encourager le contrôle des Canadiens français sur l'économie³. Ces objectifs exigeaient du gouvernement Lesage et de ses successeurs des politiques dans des secteurs aussi divers que l'expansion et la réorganisation gouvernementales, l'assistance sociale, l'éducation, les relations industrielles, les relations de travail et les relations fédérales-provinciales. Des politiques gouvernementales ambitieuses de modernisation de l'économie requéraient de meilleures structures

¹ Léon Dion, « La polarité des idéologies : conservatisme et progressisme », dans F. Dumont et J. P. Montminy (dir.), *Le pouvoir dans la société canadienne-française*, Québec, Les Presses de l'Université Laval, 1966, p. 25-35.

² Jacques Parizeau, « L'intervention de l'État dans l'économie », dans G. Boismenu, L. Mailhot et J. Rouillard (dir.), *Le Québec en textes : Anthologie 1940-1986*, Montréal, Boréal Express, 1986, p. 198-199.

³ Pour une étude détaillée du sujet, voir Dale Thomson, *Jean Lesage et la Révolution tranquille*, Saint-Laurent, Les Éditions du Trécarré, 1984, p. 247-292.

gouvernementales, en plus de mesures sociales et de bien-être pouvant répondre aux besoins du capitalisme industriel avancé. La mise en œuvre de ces politiques conduisit rapidement à des affrontements entre le gouvernement fédéral et le Québec concernant les demandes de la province pour de nouveaux champs de compétence. Malgré leur importance dans le contexte général de la Révolution tranquille, ces politiques étaient secondaires par rapport aux objectifs spécifiquement économiques de la nouvelle orientation politique, qui exigeait de l'État québécois qu'il amorce des changements structuraux et politiques au sein du gouvernement, dans les sphères sociales et dans les relations fédérales-provinciales.

L'exercice du leadership de l'État impliquait plusieurs changements dont l'expansion des structures du gouvernement, l'augmentation de sa capacité de planification, la croissance de ses dépenses et le recours fréquent aux sociétés d'État. L'ampleur des changements de l'appareil gouvernemental (particulièrement au cours des premières années de la Révolution tranquille) constitue en soi un fait remarquable. Nombre de ministères furent créés : des Ressources naturelles (1961), des Affaires culturelles (1961), du Revenu (1961), des Affaires fédérales-provinciales (1961), de l'Éducation (1964), de l'Industrie et du Commerce (1968), des Affaires intergouvernementales (1968), des Institutions financières, Compagnies et Coopératives (1968), de l'Immigration (1968), de la Fonction publique (1969), des Communications (1969), de l'Énergie (1977), de la Condition féminine (1979), de l'Environnement (1979), des Communautés culturelles et de l'Immigration (1981), de la Science et de la Technologie (1983), et du Commerce extérieur et du Développement technologique (1986¹).

En plus de la création de plusieurs ministères, des ministères existants furent restructurés et réorganisés afin de faciliter l'élaboration d'une politique d'ensemble. En 1976, René Lévesque créa la fonction de ministre d'État pour coordonner les initiatives des services dans divers secteurs. Robert Burns, Camille Laurin, Pierre Marois, Jacques Léonard et Bernard Landry furent nommés respectivement ministre d'État à la Réforme parlementaire, au Développement culturel, au Développement social, à l'Aménagement, et au Développement économique. Cependant, des conflits entre les « super-ministères » et les ministères sectoriels forcèrent Lévesque à abandonner ces nouvelles structures au début de son deuxième mandat.

¹ *Répertoire des parlementaires québécois, 1867-1978*, Québec, 1980, et *Le répertoire parlementaire canadien*, Ottawa, Boréal, diverses années.

TABEAU 13
Évolution des effectifs de la fonction publique
au Québec, années choisies, 1955-1985

[Retour à la table des tableaux et des figures](#)

Année	Administration et régies	Entreprises publiques	Total	Employés par 1 000 habitants
1955	22 262	6 044	28 302	6,20
1960	29 298	7 460	36 766	7,13
1965	41 847	14 411	56 258	9,94
1970	53 700	16 366	70 066	11,65
1975	85 465	27 047	112 512	18,20
1980	102 750	32 326	135 076	21,40
1985	108 503	41 830	150 333	22,80

Source : Gérald Bernier et Robert Boily, Le Québec en chiffres, de 1850 à nos jours, Montréal, ACFAS, 1986, p. 373.

Comme il a été rapporté au tableau 13, le nouvel accent mis sur des structures gouvernementales modernes entraîna une croissance spectaculaire du secteur public. Dans les années soixante, la fonction publique provinciale augmenta de plus du double, avec une croissance accélérée entre 1966 et 1968¹. D'après les calculs d'Iain Gow, le nombre de bureaucrates et d'employés dans les ministères et les organismes provinciaux passa de trente-deux mille à soixante-dix mille au cours des années soixante².

Les gouvernements du Québec se sont en outre efforcés de coordonner l'élaboration des politiques à partir d'un cadre d'ensemble. Entre 1960 et 1978 seulement, cent soixante-seize commissions d'étude furent mises sur pied au Québec³. De nouvelles structures décisionnelles parlementaires furent élaborées et on eut massivement recours à la recherche et à la planification afin de systématiser l'intervention gouvernementale. Jean-Jacques Simard décrit comme suit le changement d'orientation de l'État québécois vers une plus grande planification et une meilleure coordination d'ensemble :

La Révolution tranquille visait pour l'essentiel à ériger en ce pays un modèle de société fonctionnelle et techniquement parfaite, conforme aux impératifs du capitalisme avancé. [...] Grâce à elle, certains membres des classes moyennes

¹ P.-A. Linteau et al., *Histoire du Québec contemporain*, op. cit., p. 691-692

² James Iain Gow, « La modernisation et l'administration publique », dans Edmond Orban (dir.), *La modernisation politique du Québec*, Sillery, Boréal Express, 1976, p. 167.

³ P.-A. Linteau et al., *Histoire du Québec contemporain*, op. cit., p. 693-694.

s'ouvrent à l'accès à la gestion de l'économie contemporaine, laquelle ne saurait se comprendre dans le seul cadre restreint des usines et de l'échange des marchandises, mais implique l'intégration délibérée à l'appareil productif de plusieurs domaines d'activité sociale comme l'éducation, la recherche, ou les politiques sociales, hier encore considérées négligeables aux fins économiques mais aujourd'hui de plus en plus imbriqués aux déterminants de la croissance et de l'exploitation maximale des forces physiques et intellectuelles du travail ¹.

En 1961, pour donner suite à son intention de mettre davantage l'accent sur la planification, le gouvernement libéral réactiva le Conseil d'orientation économique du Québec (COEQ) qui, comme promis lors de la campagne électorale de 1960, allait devenir l'organe consultatif du gouvernement québécois quant à la stratégie économique globale. L'article 10 du programme libéral de 1960 précise le rôle du Conseil :

Article 10 – Création d'un Conseil d'orientation économique de la Province de Québec ayant en particulier sous sa juridiction :

- a) Un Bureau de recherches économiques et scientifiques ;
- b) Un Bureau du développement industriel.

Commentaire – Le Conseil, composé de techniciens, de statisticiens, de sociologues, d'économistes, de syndicalistes, d'industriels, etc., serait en quelque sorte le grand planificateur de notre vie économique et industrielle. Il serait le conseiller de la politique administrative, l'enquêteur perpétuel, le surveillant des tendances. Il serait l'expert qu'on appelle en consultation. C'est de lui que dépendrait en grande part la planification à long terme nécessaire à l'équilibre de notre province ².

Comme l'affirme Dorval Brunelle, le COEQ représentait une fusion du capital industriel et financier dans laquelle le Mouvement Desjardins jouait un rôle majeur ³. Le COEQ représentait toutefois d'autres intérêts. Selon son mandat, le groupe encourageait la participation de divers secteurs économiques tels que l'industrie, l'agriculture, la finance, etc. et insistait sur l'importance d'une représentation régionale. À un noyau de quinze membres le gouvernement provincial ajouta quelques sous-ministres. La figure 1 illustre la diversité des représentants siégeant à son conseil d'administration.

¹ Jean-Jacques Simard, *La longue marche des technocrates*, Montréal, Albert Saint-Martin, 1979, p. 13.

² Jean-Louis Roy, *Les programmes électoraux du Québec*, Montréal, Leméac, 1971, t. 2, p. 379-380.

³ D. Brunelle, *La désillusion*, op. cit., p. 110.

FIGURE 1
Conseil d'administration du Conseil d'orientation
économique du Québec, 1964

[Retour à la table des tableaux et des figures](#)

Source : Conseil d'orientation économique du Québec.

TABLEAU 14
Revenus et dépenses du gouvernement du Québec,
1960-1984 (en millions de dollars)

[Retour à la table des tableaux et des figures](#)

Année	Revenus bruts	Dépenses brutes
1960-1961	744,5	860,2
1961-1962	947,3	1 059,4
1962-1963	1 092,5	1 222,8
1963-1964	1 204,0	1 386,3
1964-1965	1 556,2	1 778,4
1965-1966	1 779,4	2 049,4
1966-1967	2 117,2	2 346,4
1967-1968	2 534,3	2 725,2
1968-1969	2 884,0	2 995,3
1969-1970	3 209,3	3 442,4
1970-1971	3 807,0	3 928,9
1971-1972	4 226,9	4 575,8
1972-1973	4 732,5	5 055,1
1973-1974	5 440,4	5 698,1
1974-1975	6 921,5	7 028,6
1975-1976	7 917,7	8 791,1
1976-1977	9 217,3	10 208,4
1977-1978	11 168,3	12 052,4
1978-1979	11 923,5	13 398,0
1979-1980	13 306,7	15 123,2
1980-1981	14 681,4	17 558,7
1981-1982	17 471,6	20 359,8
1982-1983	19 210,3	22 259,3
1983-1984	21 411,0	24 523,5

Source : Paul-André Linteau et al., Histoire du Québec contemporain : Le Québec depuis 1930, Montréal, Boréal Compact, 1989, p. 698.

À la mise sur pied du COEQ s'ajouta la création d'autres organismes, incluant un comité de planification ministérielle, un comité permanent de l'aménagement des ressources (CPAR), des conseils économiques régionaux (CER), qui devinrent finalement des conseils régionaux de développement (CRD). Un projet pilote de développement régional dans l'est du Québec, constitué autour du Bureau d'aménagement de l'Est du Québec, (BAEQ) fut également élaboré ¹.

Les dépenses du gouvernement du Québec augmentèrent considérablement, comme l'indique le tableau 14. Entre 1959-1960 et 1969-1970, période au cours de laquelle le revenu par habitant augmenta de 1,9 fois, les dépenses par habitant du gouvernement s'accrurent de 4 fois et demie ². Alors qu'en 1961, les dépenses provinciales pour les produits et services constituaient seulement 17 % du produit provincial brut, elles représentaient 26 % du PPB en 1983 ³.

TABLEAU 15
Québec, produit intérieur brut (PIB) et dépenses
des administrations publiques, années choisies,
1961-1984 (en millions de dollars)

[Retour à la table des tableaux et des figures](#)

Année	PIB	Dépenses des administrations publiques du Canada*	Dépenses des administrations publiques du Québec/PIB (%)
1961	10 576,1	2 821	26,7
1965	14 690,6	4 223	28,7
1970	21 930,8	7 781	35,5
1975	39 761,9	17 818	44,8
1980	70 312,0	34 034	48,4
1984	97 631,0	51 820	53,1

* Comprend les dépenses des trois ordres de gouvernement

Source : Gérald Bernier et Robert Boily, Le Québec en chiffres, de 1850 à nos jours, Montréal, ACFAS, 1986, p. 357.

¹ Marc Romulus et Christian Deblock, « État, politique et développement industriel du Québec », *Interventions économiques*, n^{os} 14-15, printemps 1985, p. 198.

² J. I. Gow, « La modernisation », *loc. cit.*, p. 167.

³ P.-A. Linteau *et al.*, *Histoire du Québec contemporain*, *op. cit.*, p. 459.

Comme l'illustre le tableau 15, la croissance des dépenses gouvernementales s'est poursuivie après le début des années soixante. Afin de financer des projets de plus en plus nombreux, le gouvernement du Québec dut recourir durant les dernières décennies à d'importants emprunts publics. Alors que la dette provinciale était de 300 millions de dollars en 1960, en 1984, elle s'élevait à 18 milliards de dollars, en excluant la dette substantielle d'Hydro-Québec¹. Dans la perspective d'une stratégie interventionniste, les gouvernements québécois ont continué d'investir fortement dans les infrastructures : routes, hôpitaux, écoles, travaux publics extraordinaires comme l'Expo 67, le métro de Montréal, le projet Manic-Outardes, les installations olympiques de 1976 et, en 1982, un programme d'habitation connu sous le nom de Corvée-Habitation.

La volonté politique d'assurer une croissance économique accélérée et une richesse accrue à la province incita le gouvernement à mettre en œuvre des politiques sociales susceptibles de favoriser les Québécois francophones dans l'exercice de nouvelles fonctions portées par une société capitaliste avancée. Marc Renaud affirme que l'expansion des activités de l'État, quoique apparemment « révolutionnaire » dans le contexte historique québécois, représentait davantage une évolution économique normale dans d'autres provinces canadiennes.

Dans l'ensemble, toutefois, pour toutes les provinces hormis le Québec, cette croissance ne signifia pas plus qu'un changement de l'organisation de l'économie lié à une transformation mondiale du capitalisme en son état « postindustriel » ou « avancé ». L'État employait beaucoup plus de personnel, les politiques d'assistance sociale étaient beaucoup plus étendues et progressistes, des politiques économiques keynésiennes furent appliquées à grande échelle, l'organisation étatique fut modernisée, et les pouvoirs coercitifs légaux et fiscaux des gouvernements furent étendus. Mais, somme toute, cette expansion n'altéra pas profondément la matrice fondamentale des relations de classes et de groupes d'intérêts au sein de chaque province. De sorte que cela n'eut pas l'air « révolutionnaire », comme au Québec².

Afin de soutenir la croissance économique, l'État québécois devait mettre en place un filet de sécurité sociale, indispensable dans toute société capitaliste avancée. En outre, il devait encourager un système d'éducation laïque apte à répondre aux besoins d'une société technologique moderne. Le gouvernement libéral de Lesage intervint en force dans les domaines sociaux et de la santé, introduisant, par exemple, une législation sociale destinée à actualiser la politique du travail et modifiant substantiellement plusieurs lois relatives à ce

¹ *Ibid.*, p. 699.

² Marc Renaud, « Quebec : New Middle Class in Search of Social Hegemony », dans Alain-G. Gagnon (dir.), *Quebec : State and Society*, Toronto, Methuen, 1984, p. 152.

secteur. En 1964, après des négociations intenses avec le gouvernement fédéral, le gouvernement Lesage mit sur pied la Régie des rentes du Québec (RRQ), qui offrait un programme de retraite étendu en même temps qu'elle contribuait directement au développement économique. Comme la Régie des rentes du Québec était administrée par la province plutôt que par le gouvernement fédéral, les actifs constitués en vertu du programme étaient disponibles aux fins d'investissements au Québec. Les fonds de la Régie des rentes du Québec furent en grande partie investis par la Caisse de dépôt et placement du Québec (CDPQ), créée en juillet 1965, en tenant compte des objectifs économiques de la Révolution tranquille. En 1965, le gouvernement adopta en outre un nouveau Code du travail (*voir le chapitre IV*), qui étendait les droits de négociation des fonctionnaires et établissait des lois interdisant le congédiement de travailleurs du seul fait de leur participation à des activités syndicales.

En novembre 1966, le gouvernement du Québec institua une commission d'enquête sur la santé et le bien-être (la commission Castonguay). C'était là un premier pas vers l'établissement d'un programme d'assurance-maladie, qui fut mis en œuvre par Claude Castonguay après qu'il eut rejoint le premier cabinet Bourassa en 1970¹. La réglementation gouvernementale s'étendit donc aux domaines de la santé et du bien-être, jadis occupés par le clergé. Au cours de son deuxième mandat (1962-1966), le gouvernement Lesage confirma son engagement dans ces domaines en y assignant des ministres clés comme René Lévesque à la Famille et à la Sécurité sociale et Eric Kierans à la Santé.

Plus significative toutefois fut l'intervention gouvernementale dans l'éducation, qui aboutit à une complète réorganisation de tout le système scolaire. Aux collèges classiques devaient succéder les cégeps (collèges d'enseignement général et professionnel²). En 1964, après des affrontements parfois violents avec les autorités ecclésiastiques, le gouvernement, en réponse à la commission Parent créée en 1961, institua le premier ministère de l'Éducation de la province depuis 1873. Ce faisant, il mettait le domaine clé de l'éducation sous le contrôle de l'État. Ce changement était significatif puisque non seulement il facilitait la réforme de l'éducation, mais il concrétisait le passage d'un pouvoir clérical à un pouvoir étatique³. Dans une tentative pour neutraliser la colère du clergé, le gouvernement nomma Mgr Alphonse-Marie Parent, vice-recteur de l'Université Laval, au poste de président de la

¹ Voir Gilbert Renaud, *À l'ombre du rationalisme : la société québécoise de la dépendance à la quotidienneté*, Montréal, Albert Saint-Martin, 1984, p. 75-94.

² Ces collèges offrent deux ans d'enseignement pré-universitaire ou un programme d'enseignement professionnel de trois ans. Pour un aperçu critique du système d'enseignement au Québec, voir Roger Magnusson, *A Brief History of Quebec Education : From New France to Parti Québécois*, Montréal, Harvest House, 1980, particulièrement les pages 102-123.

³ Léon Dion, *Le Bill 60 et la société québécoise*, Montréal, HMH, 1967.

commission Parent, et Gérard Filion, qui allait plus tard diriger la SGF (Société générale de financement), à celui de vice-président. De plus, l'État augmenta son soutien à la formation technique et commerciale que nécessitait le capitalisme avancé. Entre 1960-1961 et 1970-1971, les dépenses du ministère de l'Éducation montèrent en flèche, passant de 200 millions à plus de 1 milliard de dollars ¹.

La redéfinition des responsabilités sociales et économiques du gouvernement constituait un élément essentiel de l'action étatique, comme l'exprime ce passage du rapport de la commission Parent :

C'est particulièrement à l'État que l'on demande de prendre une part de responsabilité plus grande que naguère dans l'organisation, le financement et la direction de l'enseignement. L'État présente en effet cette double particularité d'être responsable du bien commun le plus étendu, celui de la société dans sa totalité, et en même temps d'être le protecteur et le garant des droits et privilèges de chaque citoyen. C'est pourquoi il lui incombe d'assurer le progrès économique et social, de pourvoir au bien-être général, de protéger la collectivité, de corriger les injustices, d'assister les faibles. Dans cette perspective, on peut dire que l'État moderne ne peut plus laisser dans l'ignorance une partie de la population sans mettre en danger le progrès et la paix de la société et sans se faire le complice des injustices qu'il a mission de corriger. Il a donc l'obligation de pourvoir, directement ou indirectement, à l'éducation de tous : c'est là une de ses fonctions essentielles, qu'il ne pourra plus jamais se dispenser de remplir ².

En plus de l'expansion gouvernementale et des changements dans la sécurité sociale, la santé et l'éducation, la quête d'une économie gérée par des Québécois mena à l'instauration de deux politiques économiques majeures : la consolidation d'entreprises francophones et la création de sociétés d'État. En fait, ces deux objectifs étaient intimement liés puisqu'un des mandats des entreprises étatiques consistait à favoriser le développement économique des entreprises francophones. Depuis les années soixante, les gouvernements québécois ont systématiquement mis sur pied des sociétés d'État afin de renforcer le pouvoir économique des francophones dans la province.

De sérieux problèmes structurels empêchaient cependant les Québécois francophones de contrôler le développement économique. Le capital provincial, peu important et concentré dans les secteurs moins dynamiques, ne

¹ Paul R. Bélanger et Louis Maheu, « Pratique politique étudiante au Québec », *Recherches sociographiques*, vol. XIII, n° 3, septembre-octobre 1972, p. 311.

² *Rapport de la Commission royale d'enquête sur l'enseignement dans la province de Québec*, troisième partie : « L'administration de l'enseignement, A-Diversité religieuse, culturelle, et unité de l'administration », Québec, Gouvernement du Québec, 1966, p. 16.

pouvait être utilisé comme fer de lance de la restructuration économique ¹. C'est donc presque par défaut que l'État dut se faire le meneur dans la quête d'une vitalité économique pour le Québec et d'une situation économique plus enviable pour les Québécois francophones. Le motif sous-jacent de cette politique gouvernementale, qui persista dans les années soixante-dix, se retrouve dans une remarque formulée en 1970 par Jacques Parizeau qui devint ministre des Finances après l'élection du PQ en 1976 :

Au Québec, il faut faire intervenir l'État, C'est inévitable. [...] Si nous avons au Québec 25 entreprises Bombardier et si nous avons des banques très importantes, la situation serait peut-être différente. Nous n'avons pas de grosses institutions il faut donc les créer ².

Louis Balthazar émet une opinion semblable lorsqu'il affirme que « [...] le seul grand capitaliste francophone capable tant soit peu de rivaliser avec les grandes entreprises anglophones d'Amérique du Nord, c'était l'État québécois ³ ».

À partir de 1960, le gouvernement québécois a pris diverses initiatives pour appuyer les industries québécoises, encourager l'exploitation des abondantes richesses naturelles du Québec et en stimuler la transformation. Pour ce faire, il a pris à sa charge la majorité des coûts d'investissement par le biais d'une injection directe de capitaux publics dans des industries stagnantes et d'une intervention accrue des sociétés d'État, qui étaient conçues d'une manière ou d'une autre pour soutenir et accroître la vitalité du secteur privé. L'État a donc fourni le capital essentiel à la modernisation des industries nécessitant des transformations technologiques et qui n'avaient guère accès aux capitaux privés.

En juillet 1962, cherchant à stimuler l'économie provinciale, le gouvernement du Québec créa une agence de développement économique, la Société générale de financement (SGF). La SGF concrétisait les politiques économiques du gouvernement au sens où, en dépit d'investissements majeurs dans les années soixante, le succès de ses entreprises ne s'était matérialisé que beaucoup plus tard. N'ayant reçu au départ qu'un financement limité de la part du gouvernement, la SGF s'attira le soutien des coopératives financières (le Mouvement Desjardins), canalisant de la sorte l'épargne vers des entreprises établies au Québec. De plus, la SGF créa plusieurs sociétés de portefeuille dans

¹ Pierre Fournier, Yves Bélanger et Claude Painchaud, « Le capital québécois : perspective de développement », dans Pierre Fournier (dir.), *Capitalisme et politique au Québec*, Montréal, Albert Saint-Martin, 1981, p. 25.

² Cité dans M. Romulus et C. Deblock, « État, politique et développement industriel du Québec », *op. cit.*, p. 194.

³ Louis Balthazar, « Le dynamisme du nationalisme québécois », dans Gérard Bergeron et Réjean Pelletier (dir.), *L'État du Québec en devenir*, Montréal, Boréal Express, 1980, p. 46.

des secteurs importants de l'économie et stimula la transformation industrielle de l'économie québécoise en offrant du capital pour des projets industriels provinciaux. Son but premier était de venir en aide aux entreprises francophones de la province, et elle se porta acquéreur, en tout ou en partie, d'un certain nombre d'industries secondaires familiales établies au Québec et ayant besoin de capitaux d'immobilisation et de liquidités. Parmi elles figurait Marine Industries, établie à Sorel ; cette compagnie, qui avait subi des revers économiques et éprouvait des problèmes de marché, bénéficia de l'injection de 12,5 millions de dollars au moment où la SGF acquit 60 % de ses actions en 1965 ¹.

En dépit de ses objectifs louables, la SGF eut un succès mitigé dans les années soixante, devenant une sorte de bouée de sauvetage pour des industries déficitaires. Dans le cours de ses investissements massifs, la SGF acquit des entreprises qui avaient un grand potentiel. En 1973, la loi régissant la SGF fut amendée pour en faire une société d'État à part entière. De nouveaux capitaux y furent injectés, les entreprises déficitaires furent abandonnées, et la SGF fut transformée essentiellement en une société de contrôle (*holding*) qui, conjointement à d'autres sociétés d'État, continue encore aujourd'hui à jouer un rôle utile en stimulant l'économie québécoise. En outre, après 1973, la SGF coopéra plus activement avec le secteur privé québécois ². En 1986, ses actifs dépassaient le milliard de dollars et elle possédait des intérêts dans des compagnies comme l'aluminerie de Bécancour, Dofor, Cégélec Industrie, Tembec, Domtar, Donohue, Marine Industries et Pétromont, toutes des industries majeures au sein de l'économie canadienne ³.

Dans le cadre de son programme de revitalisation des secteurs clés de l'économie québécoise, le gouvernement créa des entreprises d'État dans la plupart des secteurs industriels, mais surtout dans ceux qui étaient liés aux ressources ⁴. Par le biais de la SGF il créa la Société de gestion forestière (SOGEFOR), une société de gestion spécialisée dans les pâtes et papier qui cherchait à développer un secteur industriel autour des ressources forestières du Québec. Tout comme la SGF, SOGEFOR se porta acquéreur à ses débuts de petites entreprises familiales déficitaires, dans lesquelles elle injecta des capitaux. Dans le secteur manufacturier, on créa la Société de montage

¹ D. Thomson, *Jean Lesage, op. cit.*, p. 267. Pour d'autres références sur ce sujet, voir P. Fournier, *Capitalisme et politique au Québec, op. cit.*, particulièrement les pages 34 et suivantes.

² W. D. Coleman, *Independence, op. cit.*, p. 105-106.

³ W. T. Stanbury, *Business-Government Relations in Canada*, Toronto, Methuen, 1986, p. 70-71. Conseil économique du Canada, *L'État entrepreneur*, Ottawa, ministère des Approvisionnements et Services Canada, 1986, p. 95-99.

⁴ Voir notamment, Office de planification et de développement du Québec, *Filières de production et développement régional*, Québec, OPDQ, 1977 ; on y propose une politique de développement fondée sur les secteurs aérospatial et économique.

automobile (SOMA). Financée entièrement par la SGF, SOMA tenta de promouvoir l'assemblage de véhicules au Québec en s'associant à des firmes françaises.

La nouvelle politique interventionniste impliquait en outre la création de sociétés d'État dans d'autres secteurs. Même si elle devint finalement un canard boiteux, la Sidérurgie du Québec (SIDBEC), une aciérie d'État, fut créée en 1964 afin de jeter les bases d'une industrie lourde. Dans le secteur minier, le gouvernement créa en 1965 la Société québécoise d'exploration minière (SOQUEM). À l'époque, l'exploration minière représentait une priorité gouvernementale, compte tenu qu'au début des années soixante, la proportion de valeur ajoutée dans l'industrie minière québécoise par des entreprises canadiennes-françaises n'était que d'un peu plus de 2 % ¹. Le mandat de la SOQUEM fut modifié deux fois au cours des années quatre-vingt. Tout d'abord, le gouvernement du Parti québécois lui demanda en 1980 de viser la rentabilité (par rapport à son mandat original qui mettait l'accent sur l'exploration et l'exploitation des ressources minérales, sans souci de rentabilité ². À la suite de l'élection de Bourassa en 1985, SOQUEM subit une privatisation partielle avec la mise sur pied de Cambior qui excluait SOQUEM du secteur de l'exploration minière ³.

En 1963, le gouvernement nationalisa des compagnies privées d'hydro-électricité, qu'il fusionna à Hydro-Québec, société d'État qui existait depuis 1944. Ce geste est significatif à plusieurs égards. Tout comme la création du ministère de l'Éducation en 1964 illustre le déclin du pouvoir clérical au profit du pouvoir gouvernemental, la soi-disant nationalisation de l'hydro-électricité consacrait les nouvelles aspirations économiques de la majorité francophone du Québec, qui allaient bouleverser le monde des affaires. Facteur déterminant de l'économie québécoise, le contrôle gouvernemental des ressources hydro-électriques devint un élément prédominant de la politique économique québécoise ⁴. Et Hydro-Québec devint le pivot de cette politique, acquérant en peu de temps le statut d'entreprise d'importance majeure et de promoteur des intérêts francophones au sein de l'économie. Hydro-Québec fit du français la langue de travail dans ce secteur, de sorte que des postes clés s'ouvrirent à des francophones ⁵. La société d'État accorda une préférence d'achat aux entreprises établies au Québec et devint un élément important de la politique de

¹ André Raynauld, *La propriété des entreprises au Québec, les années 60*, Montréal, Les Presses de l'Université de Montréal, 1974.

² Conseil économique du Canada, *L'État entrepreneur*, op. cit., p. 114-115.

³ Albert Juneau, « La privatisation de SOQUEM », *Le Devoir*, 1^{er} mai 1986, p. 8.

⁴ Pour un excellent compte rendu du lien entre le développement hydro-électrique et la croissance industrielle au Québec, voir John Dales, *Hydroelectricity and Industrial Development*, Cambridge (Mass.), Harvard University Press, 1957.

⁵ Albert Breton, « The Economics of Nationalism », *Journal of Political Economy*, vol. LXXII, n° 4, 1964.

développement régional du gouvernement ¹. De plus, elle contribua à une stabilisation du marché, à l'expansion de nouvelles industries, à l'exportation de la connaissance technique et à la création d'emplois ². Hydro-Québec devint la première entreprise majeure sous contrôle francophone ³ et l'élément central de la stratégie qui visait à utiliser l'abondance des richesses naturelles pour accroître le développement industriel sous contrôle francophone dans la province ⁴. Entre 1944 et 1984, ses actifs passèrent de 196 millions à plus de 25 milliards de dollars ⁵. Aujourd'hui, Hydro-Québec est la deuxième plus grande société d'État au pays (un peu moins importante qu'Hydro-Ontario), et elle joue un rôle prépondérant à la fois dans le cadre de la politique industrielle du Québec et dans la promotion des francophones au sein de l'économie québécoise.

En 1965, le gouvernement Lesage créa la Caisse de dépôt et placement. La Caisse constituait un autre élément important de la politique gouvernementale du développement des ressources sous régie québécoise puisque, tout comme la SGF, elle avait pour mandat d'injecter des capitaux dans des entreprises québécoises. Ayant accès à d'importants fonds publics (notamment les fonds de la Régie des rentes du Québec, de la Caisse de retraite des fonctionnaires et, plus tard, de la Société de l'assurance automobile du Québec), la Caisse devint un acheteur empressé d'obligations d'épargne du Québec ⁶, et acquit des actions dans diverses sociétés établies au Québec.

En 1979, la Caisse en vint à la conclusion qu'elle devait « consacrer de plus en plus ses ressources au développement économique du Québec ⁷ ». Elle en vint graduellement à favoriser une politique de gestion plutôt que de contrôle de portefeuille, comme cela avait prévalu depuis sa création. Au début des années soixante-dix, la Caisse contribua au financement du projet hydro-électrique de la baie James. À la fin de la décennie, cependant, et alors que les problèmes économiques augmentaient, la Caisse mit de l'avant une stratégie

¹ Roland Parenteau, *Hydro-Québec : Les relations entre l'État et son entreprise*, Ottawa, Conseil économique du Canada, 1986, p. 42. Aussi Carol Jobin, *Les enjeux économiques de la nationalisation de l'électricité*, Montréal, Albert Saint-Martin, 1978.

² R. Parenteau, *Hydro-Québec, op. cit.*, p.v. ; Johanne Bergeron et Philippe Faucher, *Hydro-Québec : la société de l'heure de pointe*, Montréal, Les Presses de l'Université de Montréal, 1986.

³ L. Balthazar, « Le dynamisme du nationalisme québécois », *op. cit.*, p. 46.

⁴ La nationalisation controversée de l'hydro-électricité impliqua en fait l'intégration de onze compagnies hydro-électriques par Hydro-Québec, qui était déjà une société publique.

⁵ R. Parenteau, *Hydro-Québec, op. cit.*, p. 1.

⁶ Pierre Fournier, « Les sociétés d'État au Québec », *Interventions économiques*, vol. 18, automne 1987, p.183. Voir aussi Diane Francis, *Controlling Interest : Who Owns Canada?*, Toronto, McClelland-Bantam, 1987, p. 248. Reed Scowen, « La politisation de la Caisse », *Le Devoir*, 29 juillet 1980, p. 13.

⁷ Wendy Kerr, « Policy Shift Revives Row over Caisse's Role », *The Globe and Mail*, 11 avril 1981, p. B-1.

économique visant à protéger les intérêts francophones. Par une série de transactions, elle acquit des actions importantes dans le Trust Général du Canada, et les entreprises Noranda et Domtar qui menaçaient de quitter le Québec ou de tomber sous contrôle anglophone¹. Ces transactions ne furent pas ignorées et ne se firent pas sans opposition. En 1980, notamment, dans un geste qui visait à embarrasser le gouvernement du Québec, Eric Kierans, ex-ministre des cabinets fédéral et provincial, quitta son poste de directeur de la Caisse en l'accusant de mal gérer les fonds et de se porter au secours du gouvernement québécois en renflouant sans cesse ses déficits.

Conformément à son rôle de stimulateur économique, la Caisse tenta en 1982 d'acquérir un plus grand nombre d'actions dans les Entreprises Canadien Pacifique. Réagissant à ce geste, qui inquiétait fort le Canada anglais, le gouvernement fédéral déposa un projet de loi destiné à empêcher la transaction. Le projet de loi S-31 visait à limiter la propriété provinciale dans les sociétés de transport ayant des activités au-delà des frontières provinciales ou canadiennes à moins de 10 % des actions avec droit de vote. La loi ne reçut jamais la sanction royale, mais le message était clair². À nouveau en novembre 1987, le gouvernement québécois demanda à la Caisse de venir en aide aux petites et moyennes entreprises qui, à la suite de fluctuations sur les marchés internationaux, rencontraient des difficultés à amasser des capitaux par le biais d'offres publiques d'actions dans le cadre du Régime d'épargne-actions du Québec³. C'était la première fois que la Caisse acceptait de faire l'acquisition de ces titres depuis la création du régime par Jacques Parizeau en 1979.

Tout comme la SGF, la Caisse n'enregistra dans l'ensemble qu'un succès mitigé jusqu'au milieu des années soixante-dix, alors qu'il devint évident que des sociétés d'État comme la SGF et la Caisse jouaient un rôle clé dans la formation d'une classe capitaliste québécoise francophone. C'est alors que ces deux institutions, qui avaient d'abord investi dans des petites entreprises québécoises avec un assez haut niveau de risque, se mirent à engager des fonds dans des compagnies plus importantes. Dans les années quatre-vingt, les deux sociétés assumèrent un rôle encore plus grand relativement à la promotion de grandes entreprises canadiennes-françaises. En 1984, la Caisse contrôlait des entreprises comme Provigo (28 %), Dominion Textile (16 %), Casavant Frères (30 %) et Unigesco (qui était contrôlé à 50 % par Casavant Frères), étant de plus actionnaire majoritaire de sociétés comme Brascade Holdings (30 %), Vidéotron (30 %), Logistec (14 %), la Corporation financière Power (15 %),

¹ K. J. Huffman *et al.*, « L'entreprise d'État et le fédéralisme au Canada », dans Richard Simeon (dir.), *Les relations intergouvernementales*, Ottawa, Ministère des Approvisionnement et Services Canada, 1986, p. 159-164.

² Pour un très bon compte rendu, voir Allan Tupper, *Bill S-31 and Federalism of State Capitalism*, Kingston, Institute of Intergovernmental Relations, 1983.

³ Michel van de Walle, « La Caisse de dépôt au secours du REA », *Le Devoir*, 14 novembre 1987, p. A-1, A-10.

Québec Téléphone (14 %), la Société d'investissement Desjardins (14 %), le Trust Général du Canada (19 %) et Domtar (15 % ¹). La Caisse investit en outre dans Hydro-Québec environ 1 milliard de dollars par année ².

La Caisse n'a guère hésité non plus à utiliser sa force économique pour promouvoir les intérêts francophones. Comme l'affirme William Coleman : « À la fin de la décennie [les années soixante-dix], la Caisse détenait des actions dans cent soixante-dix-neuf entreprises, en majorité dans de grandes sociétés canadiennes. La Caisse utilisa sa position pour promouvoir l'accession de Canadiens français aux conseils d'administration de ces entreprises ³. » De même, tout au long des années soixante-dix et quatre-vingt, les entreprises québécoises soutenues par la Caisse sont devenues des acteurs de plus en plus importants au sein de l'économie continentale.

Une révolution qui se poursuit

[Retour à la table des matières](#)

Certains observateurs considèrent que l'année 1966 marque la fin de la politique de croissance étatique et économique du gouvernement Lesage. Kenneth McRoberts, notamment, considère que les administrations Johnson et Bertrand n'ont pas réussi à poursuivre la Révolution tranquille avec le dynamisme de l'administration Lesage, affirmant que la période 1966-1970 « en fut une de déception pour ceux qui avaient commencé à compter sur un gouvernement fort et actif ⁴ ». En dépit de différences indéniables dans l'orientation de ces deux régimes, leur écart ne semble pas être exagéré. L'Union nationale affronta une situation financière encore plus difficile lors du ralentissement économique qui suivit l'Expo 67, ralentissement qui avait commencé dans les dernières années du régime Lesage. Le gouvernement ne pouvait tout simplement pas continuer à investir au même rythme qu'au début des années soixante. En outre, l'horizon des gouvernements Johnson et Bertrand était assombri par l'hostilité fédérale croissante (reflétant l'influence marquée de Pierre Trudeau, même avant qu'il n'accède au poste de premier ministre en 1968) relativement à toute expansion des sphères politiques du Québec.

¹ Conseil économique du Canada, *L'État entrepreneur*, op. cit., p. 92-94. Statistique Canada, *Liens de parenté entre corporations*, Ottawa, Ministère des Approvisionnements et Services Canada, 1984, catalogue 61-517.

² D. Thomson, *Jean Lesage*, op. cit., p. 246.

³ W. D. Coleman, *Independence*, op. cit., p. 107.

⁴ Kenneth McRoberts et Dale Posgate, *Développement et modernisation du Québec*, Montréal, Boréal Express, 1983, p. 177.

D'autres observateurs de la scène québécoise mettent toutefois l'accent sur le dynamisme avec lequel la Révolution tranquille se poursuivit sous Johnson et Bourassa¹. Bien que, comparativement à leurs prédécesseurs libéraux, les gouvernements d'Union nationale sous Daniel Johnson et son successeur, Jean-Jacques Bertrand, n'étaient pas aussi engagés dans le processus d'expansion étatique, l'utilisation de la pleine capacité des pouvoirs du gouvernement, ou la croissance des dépenses gouvernementales, il serait faux de croire qu'ils abandonnèrent entièrement l'approche étatiste. De fait, les gouvernements Johnson et Bertrand poursuivirent et mirent en œuvre plusieurs initiatives libérales, particulièrement celles qui touchaient à la croissance économique et à la modernisation sociale, éléments saillants des années 1960 à 1966. L'Union nationale créa la Société d'habitation du Québec (dont la mise sur pied avait été annoncée par les libéraux), un office de crédit industriel, et institua de nouveaux ministères afin de répondre aux besoins du secteur privé (ministère des Institutions financières, Compagnies et Coopératives, ministère du Travail et de la Main-d'œuvre, ministère de l'Immigration, ministère de la Fonction publique et ministère des Communications).

De plus, l'Union nationale institua l'Office de planification du Québec, qui allait devenir plus tard l'Office de planification et de développement du Québec, la Société québécoise d'initiatives pétrolières (une entreprise d'exploration pétrolière et gazière) et REXFOR dans le secteur forestier ; elle donna de l'expansion à SIDBEC² l'aciérie d'État, et mit en place un régime public d'assurance-maladie³. En outre, elle créa un régime d'assurance-récolte et d'allocations familiales et modernisa le système d'éducation en créant un réseau universitaire à l'échelle de la province et un grand nombre de cégeps (trente en 1970⁴), ainsi que le réseau de l'Université du Québec. En 1968, le gouvernement instaura un programme d'encouragement pour les entreprises de haute technologie s'établissant ou se développant au Québec et accorda aux entreprises concernées des subventions qui pouvaient atteindre jusqu'à 5 millions de dollars⁵. Sous l'Union nationale également, les symboles nationaux furent mis en évidence, un réseau de télévision provincial, Radio-Québec, fut créé, le conseil législatif aboli et l'Assemblée législative prit le nom d'Assemblée nationale.

Il est sans doute vrai que, même si l'Union nationale n'abandonna pas les objectifs d'ensemble de la Révolution tranquille, sa façon de voir l'interventionnisme étatique dans l'économie était moins ambitieuse que chez ses prédécesseurs libéraux. Les engagements relatifs à la planification gouvernementale et à une politique économique claire s'estompèrent davantage

¹ P.-A. Linteau et al., *Histoire du Québec contemporain*, op. cit., p. 721-722.

² K. McRoberts et D. Posgate, *Développement et modernisation du Québec*, op. cit., p. 176.

³ D. Brunelle, *La désillusion*, op. cit., p. 177-207.

⁴ K. McRoberts et D. Posgate, *Développement et modernisation du Québec*, op. cit., p. 176.

⁵ A. Tupper, *Bill S-31*, op. cit., p. 29.

sous le gouvernement de Robert Bourassa, qui choisit l'hydroélectricité comme pierre angulaire de la politique industrielle du Québec. En 1970, la sympathie des électeurs pour Bourassa était fondée en grande partie sur sa réputation d'économiste astucieux possédant le savoir-faire indispensable pour aiguillonner l'économie québécoise et revitaliser le secteur privé. L'État demeura un dispensateur de largesses, mais sa « planification incitative » s'essouffla. Ce changement n'était pas particulier au gouvernement Bourassa. Les pressions économiques des années soixante-dix, comme la crise du pétrole, forcèrent d'autres gouvernements à délaisser les politiques à long terme pour se résigner à gérer la crise. En même temps, toutefois, le gouvernement Bourassa continuait dans certains domaines sur la même voie que ses prédécesseurs : il étendit les champs d'intervention étatique, multiplia les programmes sociaux, créa de nouvelles sociétés d'État et accentua le caractère technocratique de l'appareil gouvernemental ¹. Fidèle à sa politique, le gouvernement Bourassa tenta de stimuler le développement économique et de rationaliser les tendances macroéconomiques du secteur privé ². Ainsi, en même temps qu'elle continuait à promouvoir l'économie québécoise et les intérêts économiques de la province, la politique économique de Bourassa mettait l'accent sur le développement du secteur privé. En 1972, le gouvernement mit sur pied des commissariats industriels destinés à stimuler et à coordonner la croissance économique dans des régions précises ; pour ce faire, il encouragea les fusions, l'expansion des sociétés et la Création de nouvelles entreprises.

Sous le régime Bourassa, la stratégie du gouvernement du Québec en était moins une de leadership que d'interventionnisme keynésien traditionnel. Les sociétés d'État, devenues des éléments importants de l'économie québécoise, étaient davantage considérées comme des auxiliaires des sociétés privées que comme des entreprises concurrentes au sens propre du terme. Certaines de ces sociétés d'État furent réorganisées. L'action de l'État se porta sur le financement de projets créateurs d'emplois, l'octroi de subventions, le soutien technique et la recherche et l'élaboration de programmes fiscaux favorables à l'entreprise privée. Malgré une tendance vers moins de coordination et de planification, le gouvernement Bourassa était quand même engagé dans une politique de croissance économique par le biais d'une intervention marquée du secteur public. Au cours de ses deux premiers mandats, il mit l'accent sur les questions économiques et tenta de stimuler l'économie en amorçant de vastes projets de travaux publics, comme la construction d'autoroutes et d'édifices publics, l'élaboration du projet de 15 milliards de dollars de la baie James (estimé initialement à 6 milliards de dollars) et la construction des installations olympiques.

¹ P.-A. Linteau *et al.*, *Histoire du Québec contemporain*, *op. cit.*, p. 427-428. G. Renaud, *À l'ombre du rationalisme*, *op. cit.*, p. 75-95.

² Pour un exposé plus complet, voir Réjean Pelletier, « Les partis politiques et l'État », dans G. Bergeron et R. Pelletier (dir.) *L'État du Québec en devenir*, *op. cit.*, p. 253-258.

Instituée sous Bourassa en 1971, la Société de développement industriel (SDI) symbolisait l'engagement continu du Québec dans le soutien du secteur privé provincial. Ayant pour mission de promouvoir la croissance économique par des mesures d'incitation financières, la SDI fut autorisée à acquérir jusqu'à 30 % du capital-actions d'une entreprise et jusqu'à 10 % du total de ses actifs ¹. Au début, la SDI investit majoritairement dans de grandes sociétés et parfois dans des entreprises sous contrôle étranger. Après 1973 cependant, elle mit l'accent sur l'aide aux petites et moyennes entreprises établies au Québec et offrit plus spécifiquement son soutien à la fois aux compagnies sous contrôle francophone et aux gens d'affaires francophones ².

La SDI joua un rôle considérable tout au long des années soixante-dix. En 1974, elle établit un programme d'assistance financière pour les entreprises québécoises engagées dans l'exportation de produits manufacturiers. En 1977, elle amorça deux programmes (dans le cadre de l'Opération solidarité économique, ou OSE) de financement de petites entreprises et d'entreprises engagées dans des secteurs traditionnels (vêtement, meuble, chaussure, etc.). En 1979, sous le régime du Parti québécois, la Société instaura un programme d'assistance pour les entreprises à forte croissance et étendit son programme destiné à l'exportation. En 1979-1980, elle mit sur pied un programme de prêts et de subventions pour les entreprises engagées dans le secteur touristique ³. Dans la seule période 1971-1980, la SDI distribua 641 millions de dollars en aide cumulative à des entreprises privées, en plus de 52 millions de dollars en garanties d'emprunts (un critère majeur de la SDI était l'effet qu'aurait l'entreprise sur l'économie du Québec ⁴). Finalement, en 1985, la SDI mit sur pied la Société de placements dans l'entreprise (Speq). À la fin de 1987, cent soixante-six de ces sociétés d'investissements avaient été créées, comprenant deux mille sept cent soixante-quatre actionnaires et 34,5 millions de dollars de capitaux pour venir en aide aux petites et moyennes entreprises du Québec ⁵.

Étant donné qu'au début des années soixante-dix l'incidence économique des investissements de la SGF et de la Caisse s'était peu fait sentir, la Chambre de commerce du Québec demanda au gouvernement de créer des institutions qui pourraient offrir du capital de risque aux petites et moyennes entreprises, ce qui aboutit en juin 1976 à la mise sur pied de sociétés d'État axées sur la création d'entreprises dans toutes les régions. La Société de développement de l'entreprise québécoise (SODEQ) offrait de l'aide à la gestion, des exemptions

¹ W. D. Coleman, *Independence*, op. cit., p. 110.

² *Idem*.

³ P. Davenport et al., *Industrial Policy in Ontario and Quebec*, Toronto, Ontario Economic Council, 1982, p. 22.

⁴ *Ibid.*, p. 21-22.

⁵ Marie-Agnès Thellier, « La formule de la SPEQ on la reprendrait », *Les Affaires*, 28 novembre 1987, p. 15.

fiscales et des capitaux aux entreprises visées. D'après William Coleman, le lien entre l'action de la SODEQ et la politique gouvernementale de promotion de la classe d'affaires québécoise laisse présager l'intégration de cette classe au capitalisme canadien et continental :

Parmi les conditions définies pour la création des SODEQ, il y avait divers critères annonçant un plus grand dynamisme dans la promotion d'une classe capitaliste québécoise. Les investissements étaient réservés aux entreprises manufacturières dont la production était concentrée majoritairement au Québec. Si l'entreprise appartenait à une seule personne, celle-ci devait résider au Québec ; dans le cas d'une société, les partenaires détenant une majorité des actions devaient résider au Québec ; s'il s'agissait d'une compagnie, une majorité de ses actions votantes devaient être détenues par des résidents du Québec. La manière directe d'aborder la création d'une classe capitaliste québécoise était issue de l'insatisfaction de l'approche mixte privé-public mise de l'avant au début des années soixante ainsi que de l'idée qu'une telle classe ne devait pas être conçue pour concurrencer les factions capitalistes dominantes mais pour en devenir les compléments ¹.

Le gouvernement Bourassa (1970-1976) s'immisça en outre fortement dans les domaines de la culture et de la sécurité sociale. Des programmes centralisés de santé et de services sociaux furent institués, ainsi que la Cour des petites créances et l'Aide juridique, les services de protection du consommateur et de l'environnement furent étendus, et pour ce qui est de la langue, on promulgua la loi 22. La politique de Bourassa mettait nettement l'accent sur le développement du secteur privé — une tendance qui souleva des conflits entre son gouvernement et le monde syndical (*voir le chapitre IV*) et qui favorisa la montée d'une classe d'affaires francophone dans la foulée des interventions libérales et unionistes des années soixante. La continuité des tentatives gouvernementales pour stimuler l'économie québécoise (que ce soit par une intervention directe des sociétés d'État ou une association de celles-ci avec l'entreprise) est illustrée au tableau 16.

Étudiant de façon systématique les politiques gouvernementales à la fois au Québec et en Ontario, de 1960 à 1980, Robert Finbow note l'accent continu — en fait, accru — mis sur la croissance au Québec, par opposition à l'Ontario :

Le Québec semblait plus enclin à stimuler de nouvelles entreprises industrielles ou à encourager une plus grande efficacité des entreprises existantes. Il est intéressant de noter que l'option interventionniste du gouvernement québécois se raffermît apparemment avec le temps [...] particulièrement lorsqu'il encouragea la création ou la fusion de petites et moyennes entreprises afin de développer un secteur secondaire viable sous

¹ W. D. Coleman, *Independence, op. cit.*, p. 103. Pour une description complète de la loi créant la Sodeq, voir *Lois du Québec*, chapitre 33, Loi concernant les sociétés de développement de l'entreprise québécoise et modifiant la Loi sur les impôts, 1976.

contrôle québécois. Un modèle identique apparut dans le champ financier, avec des politiques qui visaient à contenir la fuite des capitaux et à renforcer les institutions québécoises telles que les caisses populaires ¹.

L'engagement de l'État à dynamiser le secteur privé et à stimuler ainsi la croissance d'une classe d'affaires francophone marque un écart important par rapport aux politiques antérieures. Comme l'affirme Jorge Niosi : « Jusqu'en 1960, l'État québécois n'a pas joué un rôle de promoteur d'une bourgeoisie canadienne-française ; il n'en avait pas le projet politique, et ne s'en était pas donné les moyens ². » En mettant sur pied des agences de financement gouvernementales et des organismes de planification économique, le Québec se donna les moyens d'atteindre précisément cet objectif.

TABEAU 16
Sociétés d'État d'importance majeure au Québec en 1985

[Retour à la table des tableaux et des figures](#)

Nom	Année de création
Société des alcools	1921
Hydro-Québec	1944
Société générale de financement (SGF)	1962
Sidérurgie du Québec (SIDBEC)	1964
Société québécoise d'exploration minière (SOQUEM)	1965
Caisse de dépôt et placement du Québec (CDPQ)	1965
Société d'habitation du Québec (SHQ)	1967
Société d'exploitation des loteries et courses (LOTO-QUÉBEC)	1969
Société de récupération, d'exploitation et de développement forestier REXFOR	1969
Société québécoise d'initiatives pétrolières (SOQUIP)	1969
Société d'énergie de la baie James (SEBJ)	1971
Société de développement de la baie James (SDBJ)	1971
Société de développement industriel (SDI)	1971
Société québécoise d'initiatives agro-alimentaire (SOQUIA)	1975
Société nationale de l'amiante (SNA)	1978
Madelipèche	1978
Société québécoise du transport (SQT) et Québécoir	1983

¹ Robert Finbow, « The State Agenda in Quebec and Ontario, 1960-1980 », *La Revue d'études canadiennes*, vol. XVIII, n° 1, printemps 1983, p. 126.

² Jorge Niosi, « La nouvelle bourgeoisie canadienne-française », *Les Cahiers du socialisme*, vol. 1, printemps 1978, p. 8 ; voir aussi « La bourgeoisie et ses choix politiques », dans G. Boismenu et al., *Le Québec en textes*, Montréal, Boréal Express, 1986, p. 261-274.

La détermination du Québec à atteindre la réussite économique, et particulièrement une croissance économique contrôlée par des francophones, fut à l'origine d'un différend fédéral-provincial durant les années soixante et au-delà. Afin de promouvoir une croissance économique provinciale dirigée par des Québécois, plusieurs gouvernements tentèrent de tirer le maximum de rendement du levier fiscal. Au début des années soixante, ils se mirent résolument en quête de revenus additionnels au détriment du gouvernement fédéral, allant jusqu'à éclipser le régime des rentes fédéral par la création en 1964 d'une régie des rentes provinciale. Non seulement cela renforça les prétentions historiques du gouvernement du Québec de se situer à l'avant-garde dans le domaine de la sécurité sociale, mais lui permit plutôt qu'à son homologue fédéral, d'administrer les fonds importants canalisés par la Régie des rentes du Québec (RRQ). En fait, la lutte pour l'administration de la RRQ traduit les tentatives systématiques du gouvernement québécois pour étendre la compétence provinciale au profit de l'économie québécoise. En établissant un régime administré par le Québec, le gouvernement générerait des fonds qui répondraient aux besoins économiques particuliers de la province plutôt qu'à ceux du pays tout entier. Et les fonds mis à la disposition du gouvernement par le biais de la Régie furent investis de façon stratégique par la Caisse de dépôt et placement.

Un énoncé politique de 1967 du Parti libéral du Québec illustre l'opposition implicite qui existe entre la politique étatiste du Québec et les intérêts fédéraux. De même, il fait ressortir la similitude des politiques d'organisation étatique chez les principaux partis politiques du Québec (le premier ministre en titre, Daniel Johnson, avait à l'époque publié une monographie intitulée *Égalité ou indépendance* et le Parti québécois, qui allait être formé peu de temps après, mettait de l'avant un régime constitutionnel de souveraineté-association). Cet énoncé politique montre finalement la vaste gamme des responsabilités revendiquées par le Québec dans le cadre de ses aspirations économiques globales :

Les responsabilités qu'assume et qu'assuma l'État du Québec exigent qu'il ait des pouvoirs plus étendus pour ce qui a trait à l'orientation de son développement économique. Celui-ci influence tellement l'activité étatique et le développement complet d'une collectivité et, d'autre part, est conditionné à tel point par l'éducation, la main-d'œuvre, le travail, la sécurité sociale, la politique fiscale, les investissements publics, qu'il est impensable que l'État du Québec n'ait aucun rôle dans des matières comme la monnaie, le crédit ou la politique tarifaire. Cela n'implique pas que le Québec ait sa propre monnaie ou établisse ses propres douanes, mais il doit, de toute nécessité, participer directement à l'élaboration de la politique monétaire et tarifaire. Il s'agit là d'un

instrument trop important dans l'organisation du développement collectif pour qu'il en soit écarté ¹.

Lors de sa fondation en 1968, le Parti québécois avait l'allure d'un parti social-démocrate ². Les éléments centraux des programmes électoraux du parti, particulièrement entre 1973 et 1981, mettaient l'accent sur l'État en tant que planificateur économique par excellence. Bien que n'attaquant jamais directement la position du secteur privé, le Parti québécois opta pour une approche étatiste de la planification économique, se qualifiant de progressiste en matières économiques et sociales. Il se présentait comme un parti qui entretenait un « préjugé favorable » à l'égard de la classe ouvrière. Durant ses premières années au pouvoir, son programme se résumait à trois points : 1) la quête de la social-démocratie, 2) un rôle accru de l'État et 3) la promotion des forces économiques du Québec ³.

La plupart des observateurs de la scène politique québécoise considèrent cependant que la politique du Parti québécois a évolué au cours de ses neuf années au pouvoir. Richard French affirme que, en ce qui concerne sa politique économique, le Parti québécois a passé par trois phases au cours de ses deux mandats. Dans la première phase, de 1976 à 1979 environ, la relation entre le parti et le monde des affaires en a été une d'affrontement. L'accent mis constamment sur l'intervention étatique, la loi 101 (dont les clauses étaient considérées comme discriminatoires par plusieurs membres de la communauté d'affaires anglophone) et des propos peu favorables au milieu des affaires de la part de partisans du Parti québécois et de ministres créèrent, d'après French, une « atmosphère assez aigre ». Contrastant avec celle-ci, la période 1979-1982 se caractérisa par la coexistence entre le parti et le monde des affaires. French dit de la troisième et dernière phase, qui s'étend de la crise économique de 1982 à la défaite du Parti québécois en 1985, qu'elle se caractérise par une tentative de cooptation. S'il est permis de contester cette division, et French admet lui-même qu'elle est assez floue, il faut dire qu'il relève avec justesse le glissement de la politique du Parti québécois vers la droite et l'acceptation par le parti des objectifs du secteur privé pour l'économie québécoise. Il considère que la période 1982-1985 reflète le lien intime qui unissait le Parti québécois et les intérêts économiques, affirmant que « dans cette phase, le développement économique devant être réalisé par un secteur privé soutenu à tout moment par

¹ Cité en anglais par Raymond Hudon, « Quebec, the Economy and the Constitution », dans Richard Simeon et Keith Banting (dir.), *And No One Cheered*, Toronto, Methuen, 1983, p. 143. Tiré de Paul-Gérin Lajoie, « Rapport du comité des affaires constitutionnelles de la Fédération libérale du Québec », *La Revue d'études canadiennes*, vol. II, n° 4, novembre 1967, p. 45.

² John Saywell, *The Rise of the Parti Québécois to Power*, Toronto, University of Toronto Press, 1977, p. 140.

³ Yves Bélanger, « L'État québécois : un État hybride », *Interventions économiques*, vol. XVII, hiver 1987, p. 118.

la politique gouvernementale, était devenu l'objectif premier par lequel le gouvernement cherchait à restaurer sa popularité chancelante ¹ ».

Dès le début de son mandat, le gouvernement Lévesque chercha, par une politique de « concertation » impliquant la tenue de plusieurs sommets économiques, à remplacer les relations conflictuelles qui s'étaient établies entre les employés et les patrons durant les années Bourassa par la coopération et une planification rationnelle ². De 1976 à 1979 environ, le Parti québécois conçut un rôle marquant pour l'État par le biais d'une action concertée, et ce, en ne sacrifiant pas la prépondérance du secteur privé. Cette période se caractérise par une tentative de raviver l'ardeur de la Révolution tranquille et de réaffirmer le rôle du secteur public ³. Malgré un sentiment de rejet de la part du monde des affaires, le Parti québécois, même au cours de son premier mandat, insista fortement sur le soutien au secteur privé.

Durant son premier mandat, le gouvernement péquiste dépensa bien davantage que tout autre gouvernement provincial aux chapitres de l'industrie et du commerce ⁴. Dans la sphère sociale et en matière de bien-être, il institua un régime d'assurance-automobile, amenda des éléments de politiques d'assistance sociale et de protection du consommateur, fit voter la loi 101 et adopta des mesures pour améliorer la condition féminine. Sur le plan économique, il tenta d'harmoniser les activités des sociétés d'État avec les politiques gouvernementales ; il créa en outre de nouvelles sociétés d'État, comme la Société nationale de l'amiante (SNA), et offrit son soutien à des entreprises telles que Provigo, Pétromont, Marine Industries et le Trust Général. Il haussa le salaire minimum et fit voter une loi anti-briseurs de grève. Il adopta par ailleurs une politique de développement visant à renforcer des secteurs économiques clés tels les télécommunications, la pétrochimie, la biotechnologie, la foresterie, le transport, la finance, l'alimentation et l'acier ⁵.

Malgré les relations difficiles entre le monde des affaires et le gouvernement, la Caisse de dépôt et placement, par exemple, fut davantage

¹ Richard D. French, « Governing Without Business : The Parti Québécois in Power » dans V.V. Murray (dir.), *Theories of Business-Government Relations*, Toronto, Trans-Canada Press, 1985, p. 167.

² Pour un traitement plus approfondi de la question, voir A. Brian Tanguay, « The Parti Québécois and the Politics of Concerted Action : A New Corporatism ? », mémoire de maîtrise, Université Carleton, 1980, et « Concerted Action in Quebec 1976-1983 », dans Alain-G. Gagnon (dir.), *Quebec : State and Society*, op. cit., p. 365-385.

³ M. Romulus et C. Deblock, « État, politique et développement industriel du Québec », op. cit., p. 203.

⁴ Michael Jenkin, *Le défi de la coopération*, Ottawa, Conseil des sciences du Canada, 1983, p. 89.

⁵ M. Romulus et C. Deblock, « État, politique et développement industriel du Québec », op. cit., p. 203.

mise à contribution pour stimuler le capitalisme québécois¹. Parmi les exemples mieux connus, mentionnons Vidéotron, Canam-Manac, Gaz Métropolitain, Provigo, Domtar et Papiers Cascades. Donnant suite à d'autres aspects de sa politique, le gouvernement du Parti québécois s'efforça, en tant que client important, d'améliorer la situation des entreprises québécoises. Ainsi, en 1977, la politique d'achat du Québec favorisait les entreprises installées au Québec. Dans plusieurs cas, seules les entreprises québécoises étaient invitées à soumissionner. Pour les contrats excédant 500 000 \$, un avantage pouvant aller jusqu'à 10 % était donné aux soumissions ayant un contenu québécois, et tous les soumissionnaires devaient indiquer le pourcentage de contenus québécois, canadien et étranger². La politique d'achat du gouvernement n'était nullement exceptionnelle puisqu'elle s'imbriquait dans la politique gouvernementale d'ensemble — énoncée d'abord par le gouvernement Lesage, et poursuivie ensuite par toutes les autres administrations — visant à stimuler la croissance économique au Québec.

En 1979, au sommet socio-économique de Montebello, un changement d'attitude était perceptible dans la déclaration du premier ministre Lévesque dans laquelle il affirmait que son « gouvernement reconnaissait la nécessité et la légitimité du profit, et se rangeait à l'idée que le rôle clé du développement économique au Québec allait devoir être joué par le secteur privé³ ». Le Parti québécois délaissa ses pratiques de gestion et de planification économiques pour coopérer davantage avec l'entreprise privée et contenir les revendications ouvrières. Ce changement s'est manifesté entre autres dans la façon dont le gouvernement a entamé les négociations avec les employés du secteur public réunis en Front commun (*voir le chapitre IV*). Ce changement d'attitude du Parti québécois se remarque en outre dans l'énoncé de politique économique de 1979, intitulé *Bâtir le Québec*, premier de deux documents majeurs donnant un aperçu de la politique industrielle québécoise au cours des années quatre-vingt. *Bâtir le Québec* présentait la politique la plus articulée formulée jusqu'à ce jour au Canada. L'énoncé visait cinq objectifs majeurs :

- 1) affermir le lien entre les ressources et les secteurs manufacturiers en les intégrant tous deux dans une politique de développement industriel ;
- 2) étendre l'aide aux petites et moyennes entreprises ;
- 3) protéger les secteurs économiques faibles ;
- 4) continuer à utiliser le secteur public, y compris les sociétés d'État, pour atteindre de grands objectifs économiques ;

¹ W. D. Coleman, *Independence, op. cit.*, p. 106.

² Voir P. Davenport, *Industrial Policy, op. cit.*, p. 19, qui cite *Securing the Canadian Economic Union in the Constitution*, Ottawa, Ministère des Approvisionnements et Services Canada, p. 35-60.

³ A. B. Tanguay, « The Parti Québécois and the Politics of Concentration : A New Corporatism? », *loc. cit.*, p. 99.

5) accroître la recherche et le développement dans le secteur privé.¹

Comme l'indiquent ces objectifs, l'énoncé soulignait une nouvelle attitude du cabinet du gouvernement du Parti québécois envers le secteur privé, lui accordant une position prépondérante au sein de l'économie québécoise². *Bâtir le Québec* se démarquait de la politique du Parti québécois sur les questions du soutien financier à accorder au secteur privé et de l'aide devant être dispensée par les sociétés d'État pour atteindre les objectifs visés.

En 1979, le ministre des Finances, Jacques Parizeau, créa le Régime d'épargne-actions du Québec (REAQ) qui a constitué un important soutien au secteur financier québécois. Le régime, qui offrait des déductions d'impôt de l'ordre de 100 %, et parfois jusqu'à 150 %, aux contribuables québécois qui investissaient dans des entreprises québécoises, a été un moyen très efficace de stimuler l'investissement dans des entreprises d'ici. En vertu de ce programme, les actions inscrites s'élevaient à 279 millions de dollars en 1979 et atteignaient 1,3 milliard de dollars en 1986³. Comme le souligne Thomas Courchene : « Suivant l'effet de la déduction d'impôt sur le coût des actions, le REAQ offre une aide substantielle, que ce soit en faveur de l'entreprise émettrice ou de l'investisseur⁴. »

La volonté croissante du Parti québécois de répondre aux demandes du monde des affaires devient évidente dans son deuxième énoncé majeur de politique industrielle intitulé *Le virage technologique*⁵ (1982), qui place d'emblée le secteur privé aux commandes de l'économie provinciale. On peut y lire :

La philosophie du gouvernement du Québec en matière de développement économique, énoncée en 1979 [dans *Bâtir le Québec*], n'a pas changé. La stratégie de croissance et de développement dans une économie de marché repose avant tout sur le dynamisme de l'entreprise. Les décisions d'entreprendre, d'investir, d'ouvrir de nouveaux marchés dépendent principalement de l'entreprise. Par voie de conséquence, le soutien des initiatives prises par l'entreprise et l'incitation à l'amélioration des fonctions de gestion, de production, de mise en marché et d'innovation constituent dans une économie ouverte et décentralisée comme celle du Québec, un élément majeur de la politique économique.

¹ M. Jenkin, *Le défi de la coopération*, op. cit., p. 83.

² Y. Bélanger, « L'État québécois : un État hybride », op. cit., p. 119.

³ Gérard Bérubé, « La valeur des émissions inscrites au REAQ devrait atteindre le cap du \$1,3 milliard cette année », *Finance*, 11 août 1986, p. 25.

⁴ Thomas J. Courchene, « Market Nationalism », *Options politiques*, vol. VII, n° 8, octobre 1986, p. 8.

⁵ Gouvernement du Québec, *Bâtir le Québec*, Québec, Éditeur officiel du Québec, 1979, et *Le virage technologique*, Québec, Éditeur officiel du Québec, 1982.

La responsabilité d'assurer un développement suffisant et soutenu repose d'abord sur le secteur privé puisque c'est dans ce secteur qu'on retrouve la très grande majorité des entreprises. Le gouvernement du Québec se préoccupe au premier plan de créer et de maintenir des conditions favorables au développement et au dynamisme des initiatives privées et croit que l'économie de marché doit être, de façon générale, préservée comme le système le plus apte à l'allocation efficace des ressources ¹.

¹ Gouvernement du Québec, *Le virage technologique, op. cit.*, p. 21.

TABLEAU 17
Opinions sur la répartition du pouvoir dans la société
québécoise, 1977-1983 (en pourcentage)

[Retour à la table des tableaux et des figures](#)

Question : Dans la société québécoise contemporaine, pensez-vous que les organismes suivants ont trop, assez ou pas assez de pouvoir ?

	1977	1979	1981	1982	1983
Gouvernement					
Trop	24	23	25	36	40
Assez	38	36	35	32	38
Pas assez	30	22	27	21	13
Autre	8	19	13	11	9
Syndicats					
Trop	54	56	55	59	62
Assez	28	20	22	22	23
Pas assez	10	10	9	10	8
Autre	9	14	13	9	7
Entreprise privée					
Trop	17	12	11	12	8
Assez	40	31	28	32	30
Pas assez	35	33	42	40	49
Autre	9	24	19	16	13
Échantillonnage total (N)	613	620	624	699	706

Source : Conseil du patronat du Québec, Bulletin sur les relations du travail 14 décembre 1983, p. 9. Les données de 1977 sont tirées d'un sondage précédent publié dans la même série de publications. Sondages CROP. Cité dans Richard French, « Governing Without Business », dans Victor V. Murray (dir.), Theories of Business-Government Relations, Toronto, Trans-Canada Press, 1984, P. 169.

Ce document marquait un virage majeur au sens où tous les secteurs de l'entreprise privée devinrent admissibles à l'octroi de fonds gouvernementaux, que ce soit en vertu de leur potentiel de croissance ou de leur besoin de financement. Bien qu'aucun des deux énoncés de politique industrielle de 1979

ou de 1982 ne divulgue le coût du programme, le ministre responsable, Bernard Landry, l'estimait à environ 1 milliard de dollars annuellement ¹.

Après sa victoire électorale de 1981, le Parti québécois fit face à d'énormes difficultés. À la suite de la défaite référendaire, la notion de souveraineté-association fut abandonnée en tant qu'objectif premier du gouvernement du Parti québécois. Nombre d'observateurs, incluant Thomas Courchene, disent que la victoire du « non » a transformé un nationalisme *politique* en un nationalisme *économique* : en d'autres termes, l'impossibilité d'accéder à l'indépendance politique a stimulé les efforts du Parti québécois pour atteindre l'indépendance économique ². Le nationalisme économique cherchait à accorder une aide maximale aux entreprises québécoises, se substituant efficacement au nationalisme politique et à l'expansion du secteur gouvernemental, deux thèmes majeurs depuis le début des années soixante.

D'autres facteurs contribuèrent de même à ce virage politique vers des valeurs économiques. Dans les années quatre-vingt, l'opinion politique de l'ensemble du monde occidental avait abandonné l'idée d'un soutien inconditionnel à l'intervention gouvernementale, si populaire dans les années soixante. Le PQ n'était nullement imperméable à ce changement de l'opinion publique. Le tableau 17 montre la croissance de la confiance envers le secteur des affaires et le scepticisme en hausse pour ce qui est de l'intervention gouvernementale au Québec. Ce phénomène est confirmé par un sondage d'opinion réalisé par CROP-CPQ en décembre 1986, dans lequel 41 % des personnes interrogées affirmaient que les syndicats, les gouvernements et les médias possédaient tous trop de pouvoir alors que 48 % croyaient qu'il fallait accorder plus de pouvoir aux gens d'affaires dans le cadre de la réforme du code du travail. D'après ce sondage, les gens d'affaires inspiraient autant de confiance que les chefs religieux ³.

De plus, la récession de 1981-1982 réduisit les ressources du gouvernement tout en augmentant ses responsabilités, restreignant ainsi grandement ses possibilités de répondre aux demandes des syndicats du secteur public. En 1982, l'économie québécoise était en baisse. Les changements dans l'économie continentale avaient rendu la province vulnérable, et les gens d'affaires ne tardèrent pas à affirmer que l'agitation nationaliste et un appareil d'État imposant drainaient une bonne partie du dynamisme économique du Québec. Le taux de satisfaction du public envers le gouvernement chuta. Comme le montre le tableau 18, la part du Québec dans les investissements canadiens

¹ Bernard Bonin, « U.S.-Quebec Economic Relations », dans Alfred O. Hero Jr. et Marcel Daneau (dir.), *Problems and Opportunities in U.S.-Canada Relations*, Boulder, Westview Press, 1984, p. 32.

² T. J. Courchene, « Market Nationalism », *op. cit.*, p. 7-12.

³ Laurier Cloutier, « Les patrons sont maintenant aussi populaires que les chefs religieux », *La Presse*, 4 décembre 1986, p. D-1.

déclina également à cette époque. D'autres indicateurs économiques soulignent en outre la position fragile de l'économie québécoise au cours de ces années ¹. La garde montante de la classe capitaliste francophone, soutenue sans cesse par la politique gouvernementale à compter de 1960, commença à exercer une influence politique. Une stratégie gouvernementale révisée mettant l'accent sur l'économie de marché fut largement adoptée et, de plus en plus, les résultats des sondages d'opinion reflétaient le soutien restreint de la population à une politique étatique, sans compter l'hégémonie grandissante des intérêts du secteur privé (*voir le tableau 17*).

TABLEAU 18
Pourcentage des investissements privés au Québec
par rapport au total canadien, 1953-1986

[Retour à la table des tableaux et des figures](#)

Année	%	Année	%
1953	23	1970	19
1954	24	1971	19
1955	24	1972	21
1956	24	1973	21
1957	23	1974	22
1958	24	1975	23
1959	24	1976	21
1960	24	1977	20
1961	25	1978	18
1962	25	1979	17
1963	24	1980	17
1964	24	1981	16
1965	23	1982	16
1966	23	1983	17
1967	21	1984	19
1968	21	1985	20
1969	20	1986	20

Source : Données tirées de Statistique Canada, catalogue 61-205, 61-206. Les investissements privés pour le Canada et le Québec ont été calculés selon la formule : $IP = T - (M + I_i + S)$, où IP = Investissement privé, I = Investissement total, M = Investissement des ministères, I_i = Investissement des institutions (par exemple, Églises, universités), S = Investissement des services publics (par exemple, hydroélectricité, aqueducs, routes, etc.)

¹ Voir notamment le *Rapport du comité consultatif au comité ministériel sur le développement de la région de Montréal*, Ottawa, Ministère des Approvisionnements et Services Canada, 1986, *passim*.

Comme le note Yves Bélanger, la réaction du Parti québécois à ces événements se traduisit par une politique en trois points ; le gouvernement chercha 1) à réduire ses dépenses, 2) à encourager la création de nouveaux emplois, et 3) à accroître son soutien à l'entrepreneurs¹. La transformation du Parti québécois par rapport à son image radicale des années soixante-dix fut spectaculaire ; en fait, French parle d'un virage à 180 degrés². Comme le souligne le chapitre IV, le gouvernement préféra de plus en plus la contrainte à la recherche d'un consensus, surtout quand il devait affronter les syndicats du secteur public.

Courchene attribue la résurgence actuelle des affaires au Québec (*voir le chapitre V*) à des politiques économiques innovatrices instituées par le Parti québécois, qui ont entraîné la création d'institutions financières de classe internationale, établi les bases d'une équité corporative, augmenté l'efficacité des programmes sociaux et créé une atmosphère favorable aux entreprises³. En plus de la création du très populaire Régime d'épargne-actions (qui ne s'adressait qu'aux compagnies québécoises), on attribue généralement au Parti québécois d'avoir encouragé l'esprit d'entreprise dans la province par le biais notamment d'une vaste déréglementation financière, de généreuses déductions fiscales pour les entreprises, d'une action énergique de la part de la Caisse de dépôt et de placement afin de stimuler le secteur privé provincial, et par une façon nouvelle d'aborder les réformes dans le domaine de la sécurité sociale⁴. Considérant que le virage à droite du gouvernement a commencé en 1981, Courchene affirme que « de tous les gouvernements canadiens, celui du Parti québécois devint après le référendum le plus favorable aux affaires et aux forces du marché⁵ ».

Durant la campagne électorale provinciale de décembre 1985, les programmes électoraux du Parti québécois et de l'opposition libérale, sous la direction d'un « nouveau » Robert Bourassa, se ressemblaient énormément. Les deux partis cherchaient activement à s'adjoindre des candidats du monde des affaires, et leurs campagnes étaient axées sur des idées favorables au milieu des affaires. La victoire des libéraux confirma le nouveau pouvoir de la classe d'affaires francophone qui, historiquement, avait eu tendance à appuyer les libéraux, et rarement l'option indépendantiste du Parti québécois. L'élection des libéraux de Bourassa et les mesures prises subséquentement par leur gouvernement ont balayé les derniers doutes quant aux liens intimes qui

¹ Y. Bélanger, « L'État québécois : un État hybride », *op. cit.*, p. 120.

² R. D. French, « Governing Without Business », *op. cit.*, p. 167.

³ T. J. Courchene, « Market Nationalism », *op. cit.*, p. 7. Voir aussi A.-G. Gagnon et K. Z. Paltiel, « Devenir « maîtres chez nous » : émergence d'une bourgeoisie balzacienne au Québec », dans A.-G. Gagnon et B. Tanguay, *La juste démocratie : Mélanges en l'honneur de Khayyam Zev Paltiel*, Ottawa, Carleton University Press, 1992, p. 318-339.

⁴ T. J. Courchene (*ibid.*) cite le Livre blanc sur la fiscalité des particuliers, Québec, 1984.

⁵ T. J. Courchene, « Market Nationalism », *op. cit.*, p. 7.

unissent l'État et la nouvelle classe d'affaires. Le nouveau premier ministre déclarait à ce moment : « La présence d'entreprises québécoises fortes, dynamiques et bien établies assure un pouvoir économique entre des mains québécoises. Mais au lieu d'être aux mains de l'État, il sera dirigé par des gens d'affaires du Québec ¹. » La réaction du monde des affaires a été aussi immédiate : la cote de crédit de la province, qui avait chuté à A1 en 1982, fut haussée par Moody à AA3.

Comme le montre le chapitre V, la composition du nouveau cabinet Bourassa attestait du pouvoir du monde des affaires. La foi du gouvernement envers l'entreprise privée s'exprima par la création de trois comités gouvernementaux (sur la privatisation, la déréglementation et la réorganisation gouvernementale), tous dirigés par des gens d'affaires. On trouve parmi leurs recommandations la vente de dix sociétés d'État (SGE SOQUIP, SOQUEM, SIDBEC, SNA, SOQUIA, Madelipêche, REXFOR, SEPAQ, SQT), des compressions massives dans les dépenses gouvernementales, l'abolition de 24 % des postes dans la haute fonction publique provinciale, l'ajout au revenu imposable des 2 000 premiers dollars de frais médicaux et le renvoi au secteur privé de certains établissements de santé et de services médicaux. Il était dans l'intention de l'administration Bourassa de soutenir des institutions financières québécoises comme le Mouvement Desjardins, la Banque Nationale, la Laurentienne, etc., comme le démontrent les propositions de réformes des institutions financières du 14 octobre 1987, et de leur permettre de devenir concurrentielles à l'échelle internationale. Les propositions gouvernementales allaient éliminer les restrictions imposées à ces institutions et autoriser l'acquisition d'intérêts commerciaux ou d'actions dans des groupes commerciaux ².

Il serait intéressant de dresser la liste des secteurs de la société québécoise qui profitèrent de la stratégie économique gouvernementale de 1960 à 1985, et des intérêts qui composèrent le mieux avec la réussite économique du Québec et de la communauté francophone. Bien que le mythe de l'État neutre soit plus adapté au contexte d'un gouvernement attentiste, l'avènement en 1960 d'un gouvernement dynamique et interventionniste au Québec nous incite à considérer de plus près les effets des politiques et des interventions gouvernementales.

¹ Cité par Anthony Wilson-Smith et Bruce Wallace, « Quebec's New Entrepreneurs », *MacLean's*, 4 août 1986, p. 25.

² Bernard Descôteaux, « Québec veut créer des mammoths financiers : la « garde montante » a besoin d'aide face à l'étranger », *Le Devoir*, 15 octobre 1987, p. 1, 12. Serge Truffaut, « Le Mouvement Desjardins prend la part du lion de la réforme Fortier », *Le Devoir*, 15 octobre 1987, p. 7.

La vaste restructuration sociale amorcée avec la Révolution tranquille ne fut nullement gratuite ni dénuée d'intentions. Tout d'abord, la politique gouvernementale servait les intérêts de la bourgeoisie francophone montante. Deuxièmement, et particulièrement à ses débuts, cette politique favorisait les aspirations de la nouvelle classe moyenne québécoise. Mais dès que des conflits d'intérêts opposèrent la nouvelle classe moyenne associée à l'État et la nouvelle classe d'affaires, le gouvernement s'empessa de mettre la première au pas.

La transformation de l'économie québécoise amorcée en 1960 constitue une étape normale de l'évolution du capitalisme au Québec. Plutôt que de faire obstacle aux intérêts capitalistes anglo-canadiens et américains, la Révolution tranquille opta pour une orientation « moderniste », d'ailleurs rendue nécessaire par la tendance monopolisatrice du capitalisme nord-américain. Au cours des vingt-cinq dernières années, l'économie nord-américaine a subi d'importantes transformations ; fusions, concentrations et redéploiement ont fini par constituer les traits caractéristiques de la restructuration du capital en Amérique du Nord. La Révolution tranquille visait à favoriser l'émergence d'une classe capitaliste québécoise qui, pour une grande part, s'est liée à d'autres secteurs du capitalisme canadien et continental c'est-à-dire Bombardier, Unigesco, Lavalin, SNC, etc.). Un document gouvernemental décrit cette période comme suit :

Dans les années 1960, on voulait doter le Québec d'une infrastructure économique et managériale pour lui permettre d'occuper la place qui lui revenait dans l'espace économique nord-américain. La présence gouvernementale se substituait aux carences d'un secteur privé où les Québécois francophones étaient sous-représentés. Aujourd'hui, la réalité est différente ¹.

On a affirmé que les réformes initiales de la nouvelle stratégie gouvernementale avaient été instituées pour répondre aux exigences de la bourgeoisie « canadienne-française ». Cette allégation est fortement contestée, et des observateurs crédibles (entre autres, Jacques Parizeau, Gilles Paquet, Pierre Fournier et Dorval Brunelle) ont affirmé qu'en 1960, la bourgeoisie québécoise n'avait pas assez d'influence pour exiger des réformes de l'ordre de celles qui étaient annoncées dans la nouvelle politique gouvernementale. Les changements apportés ont quand même été appuyés sans conteste par la classe d'affaires québécoise, comme en témoigne, par exemple, le rôle joué par ses membres au sein du Conseil d'orientation économique du Québec.

¹ Gouvernement du Québec, ministre délégué à la Privatisation, *Privatisation de Sociétés d'État : orientations et perspectives*, Québec, ministère des Finances, 1^{er} trimestre 1986, p. 11.

Initialement, le financement d'entreprises québécoises non rentables donna peu de résultats encourageants. La SGF et la Caisse, notamment, eurent au début un succès médiocre (de fait, au cours des premières années de la stratégie gouvernementale, seule Hydro-Québec pouvait être considérée comme une réussite économique). Durant les années soixante-dix et quatre-vingt toutefois, la politique adoptée par les différents gouvernements du Québec a renforcé considérablement ce qui, en 1960, n'était qu'un petit groupe de gens d'affaires francophones luttant pour leur survie. Aujourd'hui, malgré la fragilité persistante de l'économie du Québec, les entreprises québécoises et la classe d'affaires francophone sont devenues des partenaires importants au sein du capitalisme nord-américain et international. De plus, des sociétés comme Bombardier, Lavalin*, Unigesco et Power Corporation sont devenues des acteurs très influents dans la définition du programme politique. À l'heure actuelle, on poursuit activement au Québec la privatisation, la déréglementation, la « rationalisation » du régime de sécurité sociale et les compressions budgétaires, résultats directs du récent pouvoir de la classe d'affaires, qui voit dans certaines initiatives gouvernementales des obstacles à ses nouvelles ambitions pancanadiennes, continentales et internationales. Ne comptant guère sur l'injection de capitaux ni sur la protection gouvernementale, cette classe d'affaires exige un marché de plus en plus libre et moins d'intervention gouvernementale. Elle insiste également pour que les exigences de la nouvelle classe moyenne de technocrates, qui donnent l'apparence d'étouffer les intérêts de la classe d'affaires, soient mieux contrôlées, sinon mises au pas, par le gouvernement.

Durant plusieurs années, le lien entre la politique gouvernementale québécoise et les intérêts de la classe d'affaires a été masqué, d'abord par le rôle plus important joué par la nouvelle classe moyenne au sein de l'appareil gouvernemental, et ensuite par l'image sociale-démocrate du Parti québécois. Dans les années quatre-vingt, les liens solides unissant la politique gouvernementale et l'orientation propre au monde des affaires francophone furent très bien mis en évidence. L'État québécois est fortement engagé dans la « stimulation économique » par le biais d'une infrastructure de base, de l'octroi de subsides, de déductions fiscales, de cessions à bail ou de permis gouvernementaux ainsi que par le biais d'une assistance technique et d'un encouragement à la recherche. Comparant le modèle québécois à celui de l'Ontario, Finbow affirme :

D'après les données, le Québec était beaucoup plus dynamique. [...] Ces mesures [de stimulation économique] couvraient virtuellement toutes les formes concevables d'aide gouvernementale. Quoique soutenant les activités de tous les éléments de la bourgeoisie, y compris l'élite anglophone, et les

* En 1991, à la suite de difficultés financières, Lavalin a fusionné avec sa concurrente SNC pour former SNC – Lavalin. (N.D.A.)

intérêts de la bourgeoisie américaine, le gouvernement québécois a surtout cherché à stimuler la croissance des entreprises francophones afin de concentrer le pouvoir économique entre les mains de la majorité francophone. [...] Les tentatives de stimulation économique visaient divers intérêts, dont des entreprises financières et commerciales. Mais des secteurs industriels nécessitant une importante main-d'œuvre ou une technologie avancée, et qui s'étaient trouvés désavantagés par la périphérisation du Québec au sein des économies canadienne et continentale, ont été les premiers bénéficiaires des largesses gouvernementales. Une autre priorité fut l'exploitation des richesses naturelles, un secteur lucratif aux possibilités immenses, qui est à la base de la croissance économique ¹.

Durant les années soixante et soixante-dix, la croissance de l'appareil gouvernemental entraîna l'expansion de la nouvelle classe moyenne de technocrates, lui offrant une certaine autonomie, à l'abri des humeurs du capitalisme. Au milieu des années soixante-dix, cependant, ce modèle avait atteint son apogée. Réagissant aux demandes grandissantes de la nouvelle classe moyenne, qui s'opposaient finalement aux exigences et aux besoins de la classe d'affaires québécoise et aux impératifs du système capitaliste international, le gouvernement du Parti québécois fit voter, entre 1982 et 1983, une série de lois minant le pouvoir des syndicats du secteur public et éloignant du même coup le Parti québécois de ses assises sociales-démocrates et de ses plus fervents partisans (*voir chapitre IV*).

Aujourd'hui, le Québec est fortement engagé dans le système capitaliste international et, tout comme dans d'autres régions, sa classe d'affaires est devenue prééminente. Les problèmes engendrés par sa situation périphérique au sein du capitalisme international persistent tout de même, et différentes classes sociales subissent à des degrés divers les effets de son intégration au capitalisme continental et international. Ainsi, quoique le gouvernement québécois et la classe d'affaires acceptent avec enthousiasme le libre-échange, la classe ouvrière, quant à elle, perçoit cette tendance à l'intégration avec une grande appréhension. Et la nouvelle classe moyenne de technocrates continue de livrer un combat d'arrière-garde aux ajustements économiques actuels du capitalisme contemporain (ajustements qui affectent également la classe ouvrière québécoise et le secteur paracapitaliste). Malgré l'effervescence actuelle de l'esprit d'entreprise au Québec, l'adaptation variable des diverses classes à l'intégration — et à la périphérisation — du Québec au sein du capitalisme international explique l'instabilité persistante dans les relations de pouvoir au Québec.

¹ R. Finbow, « The State Agenda in Quebec and Ontario », *op. cit.*, p. 131.

DEUXIÈME PARTIE

Les stratégies de l'État, des syndicats et du secteur privé

CHAPITRE IV

Le mouvement syndical au Québec

[Retour à la table des matières](#)

Depuis la Deuxième Guerre mondiale, les relations de travail au Québec sont passées de paisibles à conflictuelles. Les syndicats ont été soit courtisés par l'État par le biais d'une législation ouvrière et sociale progressiste, soit forcés de se soumettre à des lois du travail parmi les plus sévères en Amérique du Nord. Au cours des quarante dernières années, le mouvement syndical est passé d'un réformisme feutré à un socialisme radical pour revenir à sa position initiale. Ces variations dans le climat des relations de travail doivent être considérées dans le contexte de l'évolution de la structure économique du Québec et de son rôle dans l'économie politique internationale.

Comme nous l'avons vu au premier chapitre, la périphérisation du Québec d'après-guerre dans l'économie nord-américaine donna naissance à l'État interventionniste de la Révolution tranquille, à une classe moyenne technocratique et à des relations ouvrières relativement bonnes. Au cours des dernières années cependant, l'adoption d'une politique gouvernementale axée sur les forces du marché et une orientation économique carrément continentaliste ont considérablement modifié les relations de travail. Le climat politique et économique a parfois permis d'unifier les grandes centrales syndicales québécoises afin de combattre ce qui était perçu comme des injustices. À d'autres moments, les syndicats des secteurs privé et public poursuivaient des buts divergents et étaient fortement divisés.

Cinq périodes distinctes, abordées à tour de rôle dans ce chapitre, se dégagent de l'histoire des relations ouvrières d'après-guerre et correspondent pour une grande part aux changements intervenus dans la structure économique et dans la politique gouvernementale québécoise, qui découlent de l'internationalisation de l'économie du Québec. L'ère duplessiste (1944-1959) reste la pierre angulaire de toute discussion sur les lois ouvrières répressives, car c'est à cette époque que germa le radicalisme du mouvement ouvrier. La deuxième période, qui comprend les années proprement dites de la Révolution tranquille, soit de 1960 à 1966, fut marquée par des réformes profondes qui ont conduit à l'élaboration de l'une des législations ouvrières les plus progressistes du monde occidental ¹. La période 1966-1976 se distingue par la montée et le déclin d'un discours syndical radical et par la première véritable tentative de création d'une solidarité au sein de la classe ouvrière. En 1971, les trois grandes centrales syndicales du Québec, la Fédération des travailleurs du Québec (FTQ), la Confédération des syndicats nationaux (CSN) et la Centrale de l'enseignement du Québec (CEQ) formèrent un front commun afin d'entreprendre en 1972 la ronde de négociations des secteurs public et parapublic.

La quatrième période des relations ouvrières, celle du règne du Parti québécois (1976-1985), se caractérise par un changement fondamental et spectaculaire, d'un programme social-démocrate à une philosophie et à des politiques inspirées du libéralisme économique. La dernière période, qui s'amorce avec l'accession au pouvoir des libéraux de Robert Bourassa en 1985, met de l'avant une philosophie de libre marché et d'entreprise privée et oblige le mouvement ouvrier, affaibli, à livrer un combat d'arrière-garde pour sauvegarder ses droits acquis.

Le « chef » et le monde ouvrier

[Retour à la table des matières](#)

La période qui suivit immédiatement la guerre fut particulièrement agitée au chapitre des relations ouvrières au Québec. Le gouvernement de Maurice Duplessis (1936-1939 et 1944-1959) acquit sa notoriété autant pour ses pratiques carrément antisyndicales que pour son attentisme économique. C'est ainsi qu'il s'attira les foudres des organisations ouvrières et favorisa une expansion rapide des syndicats dans la province.

¹ Comités d'éducation, Confédération des syndicats nationaux (CSN) et Centrale de l'enseignement du Québec (CEQ), *Histoire du mouvement ouvrier au Québec*, Québec, Service des communications de la CEQ, 1979.

Deux événements illustrent le climat des relations de travail sous Duplessis : les grèves d'Asbestos et de Thetford Mines, en 1949, et de Murdochville, en 1957. Véritables douches froides dans l'histoire récente de la province, ces grèves provoquèrent une remise en question depuis longtemps attendue des structures sociale et économique, et révélèrent les dessous peu reluisants de la cour éhontée à laquelle se livrait le gouvernement Duplessis auprès des capitalistes américains et anglo-canadiens qui occupaient une place dominante dans l'économie québécoise. Ces grèves annonçaient l'étatisme économique qui allait chercher à rendre les Québécois « maîtres chez eux ».

Durant la grève d'Asbestos de 1949, les cinq mille membres de la Fédération nationale des syndicats de l'amianté affrontèrent la multinationale Johns-Manville. Les syndiqués demandaient des salaires plus élevés, des programmes de santé et de sécurité au travail, un fonds de sécurité sociale et un fonds de vacances. Le syndicat cherchait en outre à introduire la formule Rand, soit le prélèvement des cotisations syndicales sur les salaires de tous les travailleurs, syndiqués ou pas, étant donné que tous profitaient des avantages de la convention collective négociée par le syndicat. Cette grève reflétait en outre le mécontentement des organisations ouvrières au sujet du nouveau code du travail proposé par le gouvernement (la loi 5). La loi, qui fut abandonnée lorsque l'Église manifesta son opposition, aurait interdit les grèves d'appui et les ralentissements de travail, rendu l'arbitrage obligatoire dans les négociations avec les enseignants, les policiers et les pompiers, et permis d'enlever leur accréditation à des syndicats dont les dirigeants appartenaient à de prétendues organisations communistes ¹.

Tout au long de la grève de six mois, le gouvernement de Duplessis fut de connivence avec la Johns-Manville, déclarant la grève illégale et assurant une protection policière aux briseurs de grève, ce qui provoqua des affrontements violents avec les grévistes. La grève et la réaction du gouvernement en vinrent à être perçues comme « une manifestation d'un plus grand malaise social et économique » dans la province ². Les déclarations pro-syndicales de l'archevêque de Montréal, Mgr Joseph Charbonneau (contrastant avec la docilité légendaire de l'Église, reflétée dans l'expression maintes fois répétée de Duplessis : « Les évêques mangent dans ma main ³ »), ainsi que le soutien d'intellectuels et de journalistes comme Pierre Elliott Trudeau et Gérard

¹ Herbert F. Quinn, *The Union Nationale : A Study in Quebec Nationalism*, Toronto, University of Toronto Press, 1963, p. 93.

² Fraser Isbester, « Asbestos, 1949 », dans Irving Abella (dir.), *On Strike : Six Key Labour Struggles in Canada*, Toronto, James Lewis and Samuel, 1974, p. 76.

³ Cité dans Conrad Black, *Duplessis : Le pouvoir*, Montréal, Les Éditions de l'Homme, 1977, p. 305.

Pelletier, donnèrent une légitimité sans précédent au mouvement ouvrier québécois ¹.

Le conflit fut finalement résolu lorsque l'archevêque de Québec, Mgr Maurice Roy, accepta de jouer le rôle de médiateur. Même si les gains ouvriers furent relativement minimes (c'est-à-dire une hausse salariale de dix cents l'heure et la création d'un comité syndical chargé d'étudier les problèmes de sécurité sociale), le règlement du conflit fut qualifié de « victoire psychologique » importante. Comme le dit Fraser Isbester,

Non seulement le mouvement catholique ouvrier enterra à jamais sa réputation de retenue et de prises de position équivoques, mais il rallia en sa faveur le reste du mouvement ouvrier. Il mobilisa à ses côtés la communauté intellectuelle canadienne-française, obligea l'Église à prendre position en faveur de la grève, et il exposa à l'attention internationale les aspects peu reluisants du gouvernement de Duplessis ².

Mais Duplessis fut peu intimidé, comme le démontre éloquemment le ton répressif de deux nouvelles lois du travail adoptées en 1954. La loi 19, qui ressemblait fort à la législation non sanctionnée de 1949, permettait à la Commission des relations du travail de retirer l'accréditation d'un syndicat qui tolérait dans ses rangs des personnes soupçonnées d'appartenance communiste, tandis que la loi 20 amendait la loi régissant les différends entre les services publics et leurs salariés, afin que l'on puisse retirer l'accréditation d'un syndicat engagé dans une grève ou qui incitait à déclencher une grève dans tout service public ³. De plus, comme cette dernière loi avait un effet rétroactif sur une période de dix ans, le gouvernement pouvait ainsi mater les contrevenants qui s'étaient manifestés durant cette période.

En 1957, l'entreprise Gaspé Copper Mines de Murdochville, qui mit fin à une partie importante de ses activités en juin 1987, fut le théâtre du plus grave conflit ouvrier depuis la grève d'Asbestos qui avait eu lieu presque dix ans plus tôt. Les Travailleurs unis de l'acier d'Amérique s'opposèrent, sans succès, aux recours judiciaires de la compagnie pour empêcher l'accréditation du syndicat, malgré le fait que 85 % des travailleurs y avaient adhéré ⁴. Le gouvernement refusa d'intervenir en faveur du syndicat et dépêcha la police provinciale contre les grévistes, ce qui souleva de sérieux doutes sur l'étendue des libertés ouvrières au Québec. La grève atteignit son point culminant avec la célèbre « marche sur Québec » de cinq mille travailleurs, venus de tous les coins de la

¹ *Ibid.* Au chapitre 9, on aborde en détail cette période, de la page 493 à 549.

² F. Isbester, « Asbestos », *op. cit.*, p. 188.

³ H. A. Logan, *State Intervention and Assistance in Collective Bargaining : The Canadian Experience, 1943-1954*, Toronto, University of Toronto Press, 1956, p. 72.

⁴ Émile Gosselin, « La marche sur Murdochville », *Relations industrielles*, vol. II, n° 4, 1957, p. 382.

province, éveillant une solidarité sans précédent dans le monde ouvrier et galvanisant le sentiment anti-duplessiste.

De tels conflits masquaient les conséquences les plus néfastes de la domination économique par le capital étranger et la dure vérité que le gouvernement québécois prenait somme toute la part des patrons contre les ouvriers. En outre, le régime Duplessis démontra une ferme opposition à toute modification du *statu quo*, permettant l'exploitation des travailleurs québécois par le capital étranger. C'est ainsi que pour les organisations syndicales, le slogan « maîtres chez nous » allait devenir dorénavant un élément fondamental du nouveau credo.

La Révolution tranquille du mouvement ouvrier

[Retour à la table des matières](#)

La Révolution tranquille s'étendit tout autant au secteur des relations de travail qu'aux sphères politique et économique. Amorçant un programme ambitieux d'expansion gouvernementale, qui visait indirectement à redresser la situation déclinante du Québec au sein de l'économie nord-américaine, le gouvernement Lesage réalisa plusieurs des objectifs poursuivis de longue date par le mouvement ouvrier québécois. Alors que l'État prenait la relève de l'Église dans les secteurs de l'éducation et des soins de santé, et qu'il créait plusieurs nouvelles sociétés d'État, les rangs des syndicats du secteur public grossissaient. Entre 1961 et 1970, le taux de syndicalisation passa de 30,5 % à 39,3 % de l'effectif, et l'État devint le plus grand employeur de travailleurs syndiqués¹. Comme le montre le tableau 19, les adhésions syndicales au Québec augmentèrent en moyenne de 6,3 % entre 1961 et 1971, comparativement à 4,4 % à l'échelle du Canada.

Deux importantes centrales syndicales, la Confédération des syndicats nationaux (CSN) et la Fédération des travailleurs du Québec (FTQ), étaient en mesure de profiter de la nouvelle conjoncture. La FTQ demeura la plus grande centrale syndicale québécoise tout au long de la Révolution tranquille et le nombre de ses membres passa de quelque cent quatre mille à deux cent quinze mille entre 1962 et 1968 (*voir le tableau 20*), en raison surtout du recrutement effectué auprès des syndicats indépendants du secteur privé.

¹ Jacques Rouillard, « Les syndicats face au gouvernement du Québec (1960-1985) », dans Gérard Boismenu, Laurent Mailhot et Jacques Rouillard (dir.), *Le Québec en textes : Anthologie, 1940-1986*, 2e éd., Montréal, Boréal, 1986, p. 485.

Formée principalement de filiales québécoises de syndicats pancanadiens et internationaux, la FTQ n'exprimait pas au début la même ferveur nationaliste que la CSN, bien qu'elle soutînt généralement l'orientation idéologique de la Révolution tranquille. La plupart des travailleurs des secteurs public et parapublic, cependant, préféraient adhérer aux syndicats affiliés à la CSN, dont le nombre de membres était passé de soixante-seize mille en 1962 à près de cent quatre-vingt-six mille en 1970 ¹ (voir le tableau 21). L'anti-duplessisme résolu de la CSN tout au long des années cinquante, sa position ferme en faveur de l'intervention gouvernementale dans l'économie et son caractère indéniablement québécois la rapprochaient des objectifs nationaliste et étatiste du gouvernement Lesage. La troisième plus grande centrale syndicale, la Corporation des instituteurs et des institutrices catholiques — qui devint en 1967 la Centrale de l'enseignement du Québec (CEQ) — se composait principalement de syndicats d'enseignants du Québec. Ses effectifs passèrent de douze mille à soixante-huit mille entre 1960 et 1966 ².

TABLEAU 19
Nombre de syndiqués par province, Canada, 1961-1980

[Retour à la table des tableaux et des figures](#)

Province	Nombre de syndiqués (en milliers)				Pourcentage de travailleurs non agricoles			Variation moyenne annuelle			
	1980	1961	1971	1977	1961	1971	1977	1961- 1977	1961- 1971	1967- 1977	1971- 1977
Ensemble des provinces	—	1446,9	2231,2	3095,3	30,6	33,1	37,6	4,9	4,4	4,9	5,6
Terre-Neuve	64	32,0	29,9	63,5	43,4	27,9	48,9	4,4	-0,7	10,5	13,4
Île-du-Prince-Édouard	10	1,8	3,2	9,9	10,2	13,3	33,9	11,2	5,9	13,1	20,7
Nouvelle-Écosse	94	44,3	70,0	93,5	27,0	33,8	38,5	4,8	4,7	5,4	4,9
Nouveau-Brunswick	81	26,1	52,0	80,7	21,0	31,4	42,4	7,3	7,1	7,5	7,6
Québec	853	353,3	653,7	853,2	27,1	36,2	40,3	5,7	6,3	4,1	4,5
Ontario	1128	550,0	878,9	1127,9	28,9	32,1	34,2	4,6	4,8	4,6	4,2
Manitoba	131	61,6	90,8	131,3	27,2	30,2	37,9	4,8	4,0	6,5	6,3
Saskatchewan	91	43,0	53,3	91,1	27,0	27,2	36,2	4,8	2,2	6,2	9,3
Alberta	199	60,5	115,9	199,2	19,8	23,6	28,0	7,7	6,7	9,8	9,4
Colombie-											

¹ William D. Coleman, *The Independence Movement in Quebec, 1945-1980*, Toronto, University of Toronto Press, 1984, p. 53.

² Henry Milner, *Politics in the New Quebec*, Toronto, McClelland and Stewart, 1978, p. 177.

Britannique	438	191,5	280,1	438,4	44,8	40,8	49,2	5,3	3,9	6,2	7,7
--------------------	-----	-------	-------	-------	------	------	------	-----	-----	-----	-----

Source : Gerald Phillips, Labour Relations and the Collective Bargaining Process, 2^e éd., Toronto, Butterworths, 1981, p. 55

TABLEAU 20
Effectifs de la Fédération des travailleurs du Québec
(FTQ), 1957-1985

[Retour à la table des tableaux et des figures](#)

Année	Effectifs	Année	Effectifs
1957	91 954	1972	233 000
1958	71 797	1973	n.d.
1959	98 079	1974	275 000
1960	99 422	1975	n.d.
1961	101 181	1976	285 000
1962	103 580	1977	n.d.
1963	113 419	1978	300 000
1964	111 192	1979	320 000
1965	149 048	1980	n.d.
1966	140 620	1981	n.d.
1967	206 752	1982	261 665
1968	215 026	1983	282 419
1969	n.d.	1984	n.d.
1970	225 000	1985	288 952
1971	225 000		

Sources : De 1957 à 1968 : Hélène David, « L'État et les rapports de classe au Québec, de 1945 à 1967 », Sociologie et sociétés, vol. VII, n° 2, novembre 1975, p. 63 ; de 1970 à 1979 : Fernand Harvey (dir.), Le mouvement ouvrier au Québec, Montréal, Boréal Express, 1980, p. 287 ; Gérald Bernier et Robert Boily, Le Québec en chiffres, de 1850 à nos jours, Montréal, ACFAS, 1986, p. 319.

Pendant une courte période au début des années soixante, le mouvement ouvrier québécois a entretenu des liens harmonieux avec l'État. Les centrales syndicales furent invitées à siéger dans des organismes consultatifs, tel le Conseil supérieur du travail qui conseillait le gouvernement en matière de politiques économique, sociale et éducationnelle. La CSN et la FTQ favorisaient un meilleur contrôle et un accroissement de la planification économique, la nationalisation de certaines industries et une réforme de la fonction publique afin d'éliminer le favoritisme¹. C'est la CSN qui, à cette époque, accéda à un statut et une position privilégiés, aidée en cela par les liens personnels qui unissaient le dirigeant syndical Jean Marchand et le premier ministre Lesage. Comme le souligne Lipsig-Mummé : « [...] au début des

¹ J. Rouillard, « Les syndicats », *op. cit.*, p. 487.

années soixante, la CSN fonctionnait comme l'extension syndicale d'un État à parti unique ¹. »

TABEAU 21
Effectifs des syndicats catholiques (CTCC-CSN),
années choisies, 1919-1983

[Retour à la table des tableaux et des figures](#)

Année	(1)	(2)
1919	9 633	55/83
1925	7 747	49/96
1930	13 922	76/108
1935	11 725	89/140
1940	39 717	178/305
1945	68 205	n.d. /310
1951	86 184	n.d. /440
1955	99 801	n.d. /445
1959	97 092	n.d. /459
1965	121 387	540
1970	185 614	1 066
1975	152 214	1 085
1980	178 175	1 432
1983	190 718	1 541

1) Effectifs des syndicats ayant publié un rapport ; les statistiques des adhésions depuis 1965 sont complètes.

2) Nombre de syndicats ayant rapporté leurs effectifs par rapport à l'ensemble des syndicats affiliés ; de 1962 à aujourd'hui, tous les syndicats affiliés sont recensés.

Sources : *Statistique Canada, Le rapport Calura, catalogues 61-210 et 71-202, 1962-1983 ; Labour Organizations in Canada, 1919-1961 ; Gérald Bernier et Robert Boily, Le Québec en chiffres, de 1850 à nos jours, Montréal, ACFAS, 1986, p. 316.*

Aidée par une remontée économique partielle, cette entente ouvrière-étatique sur des questions fondamentales amena des réformes significatives. Bien que les centrales syndicales en eussent rejeté violemment les versions antérieures, le Code du travail de 1964 suivi de la Loi sur la fonction publique de 1965 donnèrent sans doute au Québec une des législations du travail les plus progressistes du pays. Ces lois accordaient à tous les travailleurs des droits

¹ Carla Lipsig-Mummé, « The Web of Dependence : Quebec Unions in Politics Before 1976 », dans Alain-G. Gagnon (dir.), *Quebec : State and Society*, Toronto, Methuen, 1984, p. 300.

d'association et de négociation collective et — exception faite des pompiers et des gardiens de prison — le droit de grève. De même, des mécanismes de protection des syndicats nouvellement constitués, un système de prélèvement volontaire révocable des cotisations et une formule simplifiée de conciliation furent mis en place ¹. Le gouvernement augmenta en outre le salaire minimum, ce qui assura une certaine sécurité aux travailleurs non syndiqués. Comme l'affirme Brian Tanguay, ces réformes transposaient en fait le modèle de relations industrielles du secteur privé dans le secteur public ².

Pour plusieurs raisons cependant, l'harmonie entre le mouvement ouvrier et le gouvernement se rompit rapidement. Vers la fin de son second mandat, alors qu'une inflation galopante et un chômage croissant faisaient obstacle aux demandes syndicales, le gouvernement Lesage durcit sa position dans ses négociations avec les travailleurs syndiqués. Les syndicats du secteur public affiliés à la CSN, dont les rangs avaient depuis peu grossi, réagirent par un mouvement de grève, augmentant ainsi le nombre de jours de travail perdus pour cause de conflits ouvriers (de 401 710 en 1964 à 1 926 890 en 1966 ³).

Dans une certaine mesure, la fin de l'entente entre les travailleurs et le gouvernement était inévitable en raison de la contradiction inhérente à ce consensus ainsi que des limites évidentes à l'expansion de l'État. On pouvait collaborer avec le gouvernement pour faire avancer la cause nationaliste, mais c'était tout autre chose que de négocier avec l'État employeur. Ayant lié son sort à celui du gouvernement provincial dans la foulée de la Révolution tranquille, la CSN était très vulnérable aux effets du ralentissement économique.

L'impossibilité pour le gouvernement Lesage de renverser le processus de périphérisation aboutit finalement à la désillusion du mouvement ouvrier. Comme le note Reginald Whitaker :

[...] « Maîtres chez nous » devint une formule creuse quand elle fut confrontée au pouvoir impérieux du capital étranger, qui était à même de prendre les décisions qui comptaient vraiment dans le développement du Québec. La Révolution tranquille ne contenta finalement ni la nouvelle élite de classe moyenne d'allégeance fortement nationaliste, ni la classe ouvrière qui commença à percevoir l'État québécois comme l'allié de leurs ennemis et, dans certains cas, comme l'ennemi lui-même ⁴.

¹ *Code du travail ; les relations du travail*, Québec, Éditeur officiel du Québec, 1964.

² Brian Tanguay, « Business, Labour and the State in the « New Quebec », *The American Review of Canadian Studies*, vol. XVII, n° 4, hiver 1987-1988, p. 396-397.

³ Henry Milner et Sheila Hodgins Milner, *The Decolonization of Quebec : An Analysis of Left Wing Nationalism*, Toronto, McClelland and Stewart, 1973, p. 188.

⁴ Reginald Whitaker, « The Quebec Cauldron : A Recent Account », dans A.-G. Gagnon (dir.), *Quebec : State and Society*, op. cit., p. 78.

Abandonnant sa stratégie de conciliation, la CSN mena une offensive visant à orienter le mouvement syndical vers une position ouvertement socialiste. En 1966, la Confédération publia une série de documents de critique sociale exigeant la démocratisation des entreprises et une plus grande participation des travailleurs dans leur gestion ¹. Au congrès de la CSN de 1966, son dirigeant, Marcel Pepin, condamna l'État employeur, affirmant qu'il était « souvent aussi dur que l'entreprise privée » et il s'en prit aux pouvoirs énormes des grandes sociétés ². Ces thèmes allaient prendre de l'importance dans les années à venir, tandis que le mouvement syndical abandonnait graduellement sa foi dans le capitalisme monopoliste d'État ³.

Les relations ouvrières et la montée du nationalisme

[Retour à la table des matières](#)

La défaite en 1966 des libéraux de Lesage par l'Union nationale dirigée par Daniel Johnson prit tout le monde par surprise. En tant qu'héritier du credo de la Révolution tranquille, le gouvernement unioniste maintint et, dans une certaine mesure, étendit l'interventionnisme étatique dans l'économie, faisant taire les craintes de ceux qui anticipaient un retour au duplessisme. Le gouvernement fit cependant clairement entendre que le mouvement ouvrier n'occuperait plus désormais une position privilégiée. De fait, le pouvoir de la classe ouvrière s'effrita sous les régimes de Johnson, Bertrand et Bourassa, alors que les trois chefs faisaient des brèches dans les gains syndicaux en même temps qu'ils augmentaient les pouvoirs de l'État dans les relations industrielles ⁴. Les conséquences furent un militantisme ouvrier et une solidarité des travailleurs sans précédent depuis l'ère Duplessis.

La position du gouvernement dans ses négociations avec les syndicats se confirma dans une série de lois obligeant le retour au travail des employés. En février 1967, l'adoption de la loi 25 força le retour au travail de quinze mille enseignants en grève en imposant des conditions de travail jusqu'au 30 juin 1968 ⁵. Douze dirigeants syndicaux furent incarcérés pour refus d'obtempérer.

¹ Joseph Smucker, *Industrialization in Canada*, Toronto, Prentice-Hall, 1980, p. 231.

² Marcel Pepin, *Une société bâtie pour l'homme*, rapport moral du président, congrès 1966, Montréal, 1970, p. 26-27.

³ Marc Raboy, *Libérer la communication : médias et mouvements sociaux au Québec, 1960-1980*, Montréal, Nouvelle Optique, 1983, p. 19.

⁴ C. Lipsig-Mummé, « Web of Dependence », *op. cit.*, p. 304.

⁵ J. Rouillard, « Les syndicats », *op. cit.*, p. 489.

Une loi semblable déposée plus tard dans la même année obligea les travailleurs de la Commission de transport de Montréal à retourner au travail. Le droit de grève, qui avait constitué un gain majeur de la Révolution tranquille, était devenu de toute évidence un droit discrétionnaire.

L'élément central de la politique ouvrière du gouvernement de l'Union nationale fut la mise sur pied en 1968 d'une table provinciale de négociation dans les secteurs public et parapublic.

D'abord imposée aux syndicats d'enseignants en réponse à la grève de 1967, cette approche visait à établir une échelle salariale uniforme, limitant ainsi les demandes syndicales croissantes qui découlaient, aux yeux du gouvernement, d'une négociation décentralisée¹. La stratégie gouvernementale visait en outre à réduire l'autonomie des syndicats affiliés.

Ces développements donnèrent un caractère d'urgence à la politisation des centrales syndicales québécoises, amorcée depuis les débuts de l'ère Lesage. En 1967, la CSN créa des comités d'action politique afin de donner aux travailleurs un instrument politique indépendant. Une nouvelle structure, les Conseils confédéraux, fut instituée pour prendre des décisions politiques entre les congrès. Cette structure joua un rôle clé en orientant le mouvement ouvrier, alors préoccupé de questions professionnelles, vers des réalités politiques². Ces tentatives se consolidèrent dans la stratégie du « deuxième front » annoncée par le dirigeant Marcel Pepin en octobre 1968. Les préoccupations syndicales traditionnelles, comme les salaires et les conditions de travail, firent place à une critique radicale de l'État et du système économique, ainsi qu'à un engagement actif dans la lutte contre un gouvernement hostile³.

Les relations de travail dans le secteur privé furent aussi affectées par l'effervescence idéologique et sociale qui prévalait à la fin des années soixante. Des conflits de travail majeurs éclatèrent aux usines Dominion Textiles, aux papeteries Domtar et dans les mines de fer du nord du Québec, haussant le nombre de jours de travail perdus en raison de conflits ouvriers dans les années 1966-1970 à trois fois ce qu'il avait été au cours des cinq années précédentes⁴. L'élection de Louis Laberge à la présidence de la FTQ en 1964 apporta une orientation politique plus radicale à cette centrale⁵.

La première action importante du front commun syndical fut déclenchée à la suite d'une insatisfaction généralisée parmi les organisations syndicales

¹ *Idem.*

² H. Milner, *Politics in the New Quebec*, op. cit., p. 179.

³ Paul-André Linteau et al., *Histoire du Québec contemporain : Le Québec depuis 1930*, Montréal, Boréal Compact, 1989, p. 574.

⁴ J. Rouillard, « Les syndicats », op. cit., p. 490.

⁵ H. Milner, *Politics in the New Quebec*, op. cit., p. 179.

concernant l'infériorité économique des francophones et le peu d'empressement du gouvernement provincial à corriger la situation. En 1969, le gouvernement de Jean-Jacques Bertrand fit voter la loi 63 qui donnait aux parents le libre choix de la langue d'enseignement pour leurs enfants. Cette loi, qui mettait apparemment les écoles françaises (et par conséquent, la langue française) en péril au Québec, choqua nationalistes et syndiqués et eut pour effet d'amener pour la première fois la CSN, la FTQ et la CEQ à agir de manière concertée en organisant des manifestations ¹.

L'élection du gouvernement libéral de Robert Bourassa en 1970 compléta la polarisation de l'État et du mouvement syndical, amorcée à la fin de l'administration Lesage. L'engagement ferme du gouvernement Bourassa en faveur du secteur privé opposa ce dernier au mouvement ouvrier en plein renouvellement idéologique.

La promulgation par le gouvernement fédéral de la Loi des mesures de guerre (avec l'appui du gouvernement québécois), le 16 octobre 1970, à la suite de l'enlèvement du ministre québécois du Travail, Pierre Laporte, et du diplomate britannique James Cross élargit encore le fossé. Le spectre de l'arrestation et de la détention sans jugement de centaines de Québécois, y compris de nombreux activistes du mouvement ouvrier, provoqua l'ire des syndicats, du Parti québécois et de nombreux citoyens éminents. Le 21 octobre 1970, les trois centrales syndicales demandèrent le retrait de la loi et le rétablissement des droits démocratiques ².

La solidarité née durant la Crise d'octobre prit tout son sens durant le conflit de 1971 à *La Presse*, point tournant de l'histoire ouvrière québécoise. Le licenciement massif de trois cent vingt et un pressiers, compositeurs, photographes et typographes soulevait la question de la sécurité d'emploi face aux changements technologiques ³. Plus le conflit se prolongeait, plus il symbolisait pour le mouvement syndical nombre des maux qui affectaient la société québécoise, un peu comme l'avait fait la grève d'Asbestos vingt ans auparavant. La multinationale Power Corporation, propriétaire de *La Presse*, tenta de mater les syndicats avec l'aide du gouvernement Bourassa. Certains indices permettent de croire que la direction voyait le lock-out comme un moyen de congédier les journalistes et les rédacteurs qui refusaient de franchir les piquets de grève, et d'augmenter du même coup son emprise sur le contenu du journal (ainsi que de refréner certains journalistes enclins à la critique sociale ⁴).

¹ *Ibid.*, p. 180.

² CSN-CEQ, *Histoire du mouvement ouvrier au Québec, 1825-1976*, op. cit., p. 147.

³ Louis Le Borgne, *La CSN et la question nationale depuis 1960*, Montréal, Albert Saint-Martin, 1976, p. 137.

⁴ Robert Chodos et Nick Auf der Maur, *Quebec : A Chronicle, 1968-1972*, Last Post Special, Toronto, James Lewis and Samuel, 1972, p. 91-107.

Le conflit culmina avec la manifestation du 29 octobre, où quinze mille manifestants défilèrent, précédés des chefs syndicaux, soit Louis Laberge (FTQ), Marcel Pepin (CSN), et Yvon Charbonneau (CEQ). La manifestation provoqua un des plus violents affrontements avec la police de l'histoire du Québec, causa la mort d'une femme, fit des centaines de blessés et laissa dans son sillage un mouvement ouvrier uni, militant et fermement décidé à renverser le système capitaliste.

Les syndicats agirent rapidement afin de tirer profit du mouvement de solidarité amorcé par la manifestation de *La Presse*. Le 2 novembre, un rassemblement politique au Forum de Montréal donnait naissance au *Front commun* des trois centrales syndicales ; lors des négociations contractuelles de 1972, le gouvernement allait donc faire face à une force de deux cent mille travailleurs des secteurs public et parapublic¹. Dans les mois qui suivirent la mise sur pied du Front commun, le mouvement ouvrier s'enfonça dans le dogmatisme et la rhétorique de gauche et émit de virulentes critiques au sujet de la collusion présumée du gouvernement Bourassa avec les grands intérêts financiers. Chacune des centrales publia son manifeste radical : *L'État, rouage de notre exploitation* (FTQ, 1971), *Ne comptons que sur nos propres moyens* (CSN, 1971) et *Les écoles au service de la classe dominante* (CEQ, 1972). Les trois manifestes mettaient l'accent sur l'état de dépendance du Québec au sein de l'économie nord-américaine ainsi que sur l'échec de la Révolution tranquille relativement au bénéfice qu'aurait pu en tirer la classe ouvrière, et demandaient un changement en profondeur du système capitaliste.

L'occasion de traduire ces objectifs en gains tangibles se présenta lors des négociations de 1972. Pour contrecarrer le Front commun, le gouvernement vota la loi 46, qui créait une structure de négociation et édictait les principes qui allaient régir la prochaine ronde². À la suite d'une impasse dans les négociations, un débrayage de vingt-quatre heures de deux cent mille travailleurs des secteurs public et parapublic fut déclenché en mars 1972, suivi d'une grève générale au début d'avril. Le gouvernement rétorqua sur-le-champ par des injonctions contre les travailleurs du milieu hospitalier et d'Hydro-Québec et, deux semaines plus tard, promulgua la loi 19 qui mettait fin à la grève. Une certaine forme de négociation collective reprit son cours, mais seulement après que les trois dirigeants du Front commun eurent été condamnés à un an de prison pour avoir défié les injonctions forçant le retour au travail³.

¹ Nick Auf der Maur, « Quebec Labour Turns Left », *Last Post*, décembre 1971, p. 11, cité dans H. Milner et S. H. Milner, *The Decolonization of Quebec*, op. cit., p. 20.

² Jean Boivin, *The Evolution of Bargaining Power in the Province of Quebec Public Sector*, Québec, Département des relations industrielles, Université Laval, 1975, p. 248.

³ H. Milner, *Politics in the New Quebec*, op. cit., p. 183.

Le Front commun émergea du conflit de 1972 divisé à la fois sur le plan de l'idéologie et sur celui de la pratique. À la veille de la grève générale en avril, les membres de l'Alliance des professeurs de Montréal votaient à 53 % en faveur des offres du gouvernement et se dissociaient du Front commun ¹. Mais plus grave encore, en juin, trois membres dissidents du comité exécutif de la CSN démissionnèrent pour former la Centrale des syndicats démocratiques (CSD ²). Reniant le militantisme radical, la CSD prônait un retour au syndicalisme apolitique et conservateur. À l'automne de 1972, les liens unissant la CSN et la FTQ se détériorèrent rapidement alors que chacune tentait de gagner l'appui des syndicats de la construction affiliés à la centrale adverse. Ce conflit entraîna la création de la Commission royale d'enquête sur les relations industrielles et l'industrie de la construction, connue sous le nom de commission Cliche ³.

Les centrales restèrent toutefois unies dans leur mépris du gouvernement Bourassa et militèrent en faveur de sa défaite lors de la campagne électorale de 1973. Bien qu'aucune des centrales syndicales n'eût déclaré son soutien au Parti québécois (la FTQ n'allait le faire qu'en 1975), le mouvement ouvrier se dirigeait de toute évidence dans cette direction. Dans un sondage effectué auprès de délégués de la FTQ réunis au congrès qui se tint un mois après l'élection, 83 % d'entre eux déclarèrent soutenir le Parti québécois ⁴. Quant à Bourassa, il calomnia les chefs syndicaux et mit en relief l'action de son gouvernement pour faire régner la loi et l'ordre, notamment au cours de la grève du Front commun ⁵. Prônant l'indépendance, le programme électoral du Parti québécois domina la campagne, mais les libéraux furent tout de même reportés au pouvoir avec 102 sièges sur 110. Quoique le Parti québécois eût réussi à rafler 30 % de l'appui populaire, il n'obtint que six sièges.

Le deuxième mandat de Bourassa fut marqué par une détérioration de la situation économique et un climat explosif dans les relations de travail. Le gouvernement poursuivit pourtant une politique économique non interventionniste visant à créer un climat favorable aux investissements privés. Les syndicats furent donc forcés d'abandonner certaines idées utopiques concernant le maintien des salaires et des conditions de travail. Les relations de travail se dégradèrent à tel point au cours du deuxième mandat que, dans les

¹ Jean-Marc Pottle, *Le syndicalisme au Québec depuis 1960*, Montréal, Albert Saint-Martin, 1977, p. 78.

² Kenneth McRoberts et Dale Posgate, *Développement et modernisation du Québec*, Montréal, Boréal Express, 1983, p. 161-162.

³ C. Lipsig-Mummé, « Web of Dependence », *op. cit.*, p. 306.

⁴ « Le profil des délégués », *Québec-Presse*, novembre 1973, p. 11.

⁵ *The Toronto Star*, 6 octobre 1973, cité dans K. McRoberts et D. Posgate, *Développement et modernisation du Québec*, *op. cit.*, p. 194.

années 1975-1976, le Québec comptait 41 % de toutes les grèves déclenchées au Canada ¹.

À l'expiration des conventions collectives des employés de la fonction publique, un deuxième Front commun fut formé, le 30 juin 1975. L'unité et la solidarité qu'il engendra n'eurent pas l'ampleur du Front commun de 1972. La négociation était désormais décentralisée et les arrêts de travail s'étendant sur de longues périodes n'avaient pas la portée d'une grève générale. De plus, le deuxième Front commun n'était pas perçu par ses participants sous le même angle idéologique que celui de 1972. La découverte par la commission Cliche que des dirigeants de la FTQ s'étaient assuré l'appui du gouvernement dans leur quête de nouveaux membres aux dépens de la CSN affaiblit davantage les liens unissant les deux centrales ².

En 1976, les simples syndiqués avaient pour une grande part abandonné la perspective syndicale révolutionnaire. Soulignant ce changement, le président de la CSN, Marcel Pepin, faisait observer dans un discours prononcé au congrès de sa centrale en juin 1976, que « la CSN n'est pas là pour renverser le gouvernement ³ ». Cela n'indiquait pas pour autant un rapprochement avec Bourassa puisque, comme le note Jacques Rouillard à propos de cette relation, « les ponts sont à toutes fins utiles, rompus ⁴ ».

L'élection du 15 novembre 1976 fut l'occasion pour le mouvement ouvrier insatisfait d'utiliser des moyens extraordinaires pour se défaire du gouvernement Bourassa. Tandis que la FTQ optait officiellement pour le Parti québécois, la direction de la CEQ et celle de la CSN rejetaient le programme péquiste, le qualifiant de « nationaliste-bourgeois ⁵ ». Les simples syndiqués penchaient pourtant largement pour le camp péquiste, attirés qu'ils étaient par son orientation social-démocrate fortement publicisée et la possibilité d'une action plus efficace du syndicalisme ouvrier dans un Québec indépendant.

La victoire éclatante du Parti québécois (avec 71 sièges contre 26 pour les libéraux) fut généralement applaudie par tout le mouvement ouvrier. Mais la perspective d'un retour à un gouvernement de consensus rouvrit de vieilles plaies et les centrales syndicales prirent soin d'élaborer diverses stratégies afin de faire face au nouveau gouvernement. La FTQ entretenait des liens étroits avec le gouvernement (ce qu'elle avait négligé de faire au début des années

¹ John Saywell, *The Rise of the Parti Québécois, 1967-76*, Toronto, University of Toronto Press, 1977, p. 123.

² K. McRoberts et D. Posgate, *Développement et modernisation du Québec*, op. cit., p. 162-163.

³ Marcel Pepin, *Prenons notre pouvoir*, 47^e congrès de la CSN, Québec, juin 1976.

⁴ J. Rouillard, « Les syndicats », op. cit., p. 493.

⁵ Jacques Bélanger et al., *La syndicalisation dans le secteur privé au Canada*, Québec, Les Presses de l'Université Laval, 1983, p. 64.

soixante), offrant de soutenir des politiques favorables à la classe ouvrière. Par contre, la CSN, forte de son expérience de la Révolution tranquille, prit ses distances face au gouvernement. Son président, Norbert Rodrigue, affirmait à la suite de la victoire du Parti québécois : « Le 15 novembre n'a pas mis fin à la crise, il nous procure un avantage stratégique momentané ¹... » La CEQ resta partagée quant à son lien avec le PQ.

Le Parti québécois au pouvoir

[Retour à la table des matières](#)

Le Parti québécois hérita d'une province qui tirait de l'arrière par rapport à l'Ontario selon la plupart des indicateurs socio-économiques, notamment aux chapitres du taux de chômage, qui était de 8,7 % comparativement à 6,2 % en Ontario, et du nombre de jours de travail perdus annuellement en raison de conflits ouvriers, qui s'élevait à 6,5 millions au Québec alors qu'il était de 1,5 million en Ontario ². Renouant avec l'esprit de la Révolution tranquille, le gouvernement du Parti québécois souhaitait accroître le rôle de l'État au sein de l'économie (dans les limites du système capitaliste) ; il mit donc en place des mesures de réformes sociales telles un salaire annuel garanti, des logements à loyer modique, une hausse du salaire minimum et des politiques progressistes dans les relations de travail. Le Parti québécois ne se percevait pas comme un parti ouvrier, mais plutôt comme une formation politique qui conciliait des intérêts divergents. On chercha à établir une action concertée entre les partenaires économiques et sociaux en vue de réduire les conflits, d'engendrer un meilleur partage de la responsabilité économique et d'accroître la prospérité ³. L'objectif de concilier des intérêts divergents par une action concertée était considéré comme favorable au développement d'un capitalisme québécois francophone.

Le gouvernement agit rapidement afin de démontrer sa volonté de procéder à des réformes sociales. Il annula les amendes imposées lors des grèves du Front commun de 1975-1976, abolit la Commission québécoise de lutte contre l'inflation et augmenta le salaire minimum à trois dollars l'heure ⁴. De plus, il adopta la Charte de la langue française (loi 101), établit de nouvelles règles de

¹ Louis Favreau et Pierre L'Heureux, *Le projet de société de la CSN, de 1966 à aujourd'hui*, Montréal, Centre de formation populaire, Vie ouvrière, 1984, p. 126.

² Gouvernement du Québec, *Grèves et lock-out au Québec*, 1976, Québec, ministère du Travail, de la Main-d'œuvre et de la Sécurité du revenu, 1976.

³ Leo Panitch, « The Development of Corporatism in Liberal Democracies », *Comparative Political Studies*, avril 1977, p. 66.

⁴ Raymond Hudon, « Polarization and Depolarization of Quebec Political Parties » dans A.-G. Gagnon (dir.), *Quebec : State and Society*, op. cit., p. 320.

financement des partis politiques et entreprit la nationalisation d'Asbestos Corporation ¹.

La mesure la plus attendue par les syndicats était cependant la réforme du Code du travail, qui se concrétisa par l'adoption de la loi 45 en décembre 1977. Législation progressiste, cette loi modifiait substantiellement le rapport de forces entre patrons et ouvriers au Québec. D'abord, elle interdisait l'embauche de briseurs de grève dans le cas d'une grève légale, une mesure qui se retrouve dans peu de législations du travail à travers le monde. Ensuite, elle accordait aux grévistes le droit de retourner au travail, sauf si l'employeur pouvait justifier le congédiement par des motifs valables. En troisième lieu, elle simplifiait les formalités d'accréditation en permettant le vote secret à la condition qu'entre 35 et 50 % des travailleurs adhèrent à une unité de négociation. Et quatrième, la formule Rand était instituée, permettant aux syndicats de prélever directement les cotisations syndicales de tous les membres d'une unité de négociation. D'autres mesures favorisaient la démocratie syndicale ². Comme on pouvait le prévoir, la communauté des affaires dénonça cette législation, notamment les aspects touchant les briseurs de grève et la formule Rand. Le plus surprenant fut que la CSN et la CEQ (contrairement à la FTQ) s'opposèrent également à la loi, affirmant que la clause anti-briseurs de grève n'était pas assez contraignante puisqu'elle permettait aux employeurs de « prendre toutes les mesures nécessaires » pour maintenir les services essentiels et protéger la propriété ³.

Les tentatives gouvernementales en vue d'une action concertée avec le monde ouvrier et la communauté des affaires, particulièrement par une série de sommets économiques importants, en 1977, 1979 et 1982, reçurent une réponse mitigée de la part du milieu syndical. Le premier sommet, tenu à Pointeau-Pic les 24, 25 et 26 mai 1977, définit de vastes objectifs telles la détermination de buts économiques clairs pour la province et de moyens pour les atteindre et l'implantation d'une structure d'échange permanente entre les principaux intervenants économiques ⁴. Le secteur privé et la CSD participèrent avec enthousiasme à ce sommet ainsi qu'à ceux qui suivirent, malgré leur rejet de l'idée de l'action concertée. La CEQ et la CSN, quant à elles, gardaient une attitude critique face à l'objectif de consensus social, craignant une trop grande familiarité avec l'État employeur. Dans son allocution d'ouverture au premier sommet économique, le président de la CSN, Norbert Rodrigue, prit ses distances face au gouvernement en affirmant :

¹ J. Rouillard, « Les syndicats », *op. cit.*, p. 495.

² Brian Tanguay, « Recasting Labour Relations in Quebec, 1976-1985 : Towards the Disciplinary State? », communication présentée au congrès annuel de l'Association canadienne de science politique, 6-9 juin 1986, p. 12-15.

³ *Ibid.*, p. 15.

⁴ Gouvernement du Québec, *Rapport, Le Sommet économique*, Pointeau-Pic, mai 1977, p. 12-20.

« Nous avons une idée assez claire de vos objectifs, ce ne sont pas les nôtres, votre politique n'est pas la nôtre, et les moyens que vous employez ne sont pas les nôtres ¹. »

Le deuxième sommet tripartite majeur de Montebello, tenu les 14, 15 et 16 mars 1979, illustre mieux l'évolution des alliances. La CEQ décida de ne pas y participer tandis que la CSN s'y présenta avec une attitude prudente ². Quant à la FTQ, elle entretenait de bonnes relations avec le gouvernement en dépit, ou peut-être en raison d'un changement récent de politique gouvernementale substituant à la croissance économique dirigée par l'État l'acceptation des lois du marché ³. Dépendante en grande partie du secteur privé, la FTQ était bien placée pour profiter de l'expansion de ce secteur. Cet intérêt commun du secteur privé et des syndicats qui y évoluaient allait mener à la création, lors du dernier sommet, celui de 1982, du programme Corvée-Habitation et du Fonds de solidarité, dont il sera question dans le présent chapitre ⁴.

Au cours du premier mandat du gouvernement Lévesque, les relations de travail dans les secteurs public et parapublic furent moins agitées qu'au cours des années précédentes. Généralement favorables aux objectifs constitutionnels du Parti québécois, les syndicats n'avaient guère tendance à s'opposer fortement au gouvernement. Vers la fin du premier mandat du Parti québécois toutefois, au cours des négociations contractuelles de 1978-1980, les positions se durcirent. Les syndicats ressuscitèrent le Front commun et déclenchèrent des grèves tournantes ⁵. Le 12 novembre 1979, l'Assemblée nationale vota la loi 62, qui interdisait les grèves dans le secteur public jusqu'au 29 novembre et obligeait les syndicats à soumettre les offres finales du gouvernement au vote secret de leurs membres ⁶. Même si certains secteurs ne conclurent une entente qu'en octobre 1980, les syndicats obtinrent de généreuses concessions aux chapitres des salaires et des conditions de travail, manifestement en prévision du référendum à venir.

Après un délai de quatre ans, le gouvernement fixa au 20 mai 1980 la date du référendum sur la souveraineté-association. Les positions syndicales divergeaient sur le sujet. La FTQ exprima un soutien inconditionnel au « oui », confirmé par l'appui de plus de 90 % des délégués à un congrès extraordinaire

¹ *Ibid.*, p. 28.

² *Le Devoir*, 3 mars 1979, p. 8.

³ Gouvernement du Québec, *Rapport, Conférence au sommet de Montebello*, 14,15 et 16 mars 1979, p. 147.

⁴ B. Tanguay, « Recasting Labour Relations », *op. cit.*, p. 16.

⁵ Douglas A. Smith, « Strikes in the Canadian Public Sector », dans Mark Thompson et Gene Swimmer (dir.), *Conflict or Compromise : The Future of Public Sector Industrial Relations*, Montréal, Institut de recherches politiques, 1984, p. 247.

⁶ *Ibid.*

tenu en avril 1980 ¹. La CSN accorda son appui à une proposition selon laquelle le référendum constituait la première étape dans la transition vers un État socialiste. Craignant une scission dans ses rangs, la CEQ, quant à elle, s'abstint de participer directement au débat référendaire. Les enseignants optèrent cependant en grande partie pour le « oui » ². La défaite de l'option gouvernementale lors du vote référendaire (59,6 % des votes en faveur du « non ») n'affecta guère les résultats de l'élection provinciale d'avril 1981. Un appui du mouvement syndical (la FTQ en faveur du PQ, la CEQ et la CSN gardant leur neutralité) contribua à la victoire du Parti québécois qui obtint un nombre accru de sièges.

TABLEAU 22
Taux de chômage au Québec,
années choisies, 1946-1987

[Retour à la table des tableaux et des figures](#)

Année	Taux annuel moyen de chômage
1946	4,0
1950	4,4
1955	6,2
1960	9,1
1965	5,4
1970	7,9
1975	8,8
1980	9,9
1981	10,4
1982	13,8
1983	14,0
1984	12,7
1985	11,8
1986	11,0
1987	10,3

Source : Statistique Canada, La population active, Ottawa, ministère des Approvisionnements et Services, années choisies, catalogue 71-001.

Durant son deuxième mandat, le Parti québécois adopta une approche tout à fait différente alors qu'il se trouvait face à une crise économique et constitutionnelle majeure. Parmi les indices de cette crise, on retrouvait le déficit croissant, la baisse de la cote de crédit de la province et une récession qui fit augmenter le taux de chômage au Québec de 10,4 % à 13,8 % entre

¹ J. Rouillard, « Les syndicats », *op. cit.*, p. 498.

² *Idem.*

1981 et 1982 (voir le tableau 22). Comptant 26,2 % de la population canadienne, le Québec se retrouvait avec 40,2 % du chômage total ¹. Dans les mois qui suivirent sa réélection, le Parti québécois fit une des plus remarquables volte-face de l'histoire québécoise et canadienne. Passant d'une rhétorique et de politiques sociales-démocrates à un credo économique libéral, discernable dans le document de 1979, *Bâtir le Québec*, le virage devint explicite après 1981. Ce changement spectaculaire ébranla le mouvement ouvrier.

Le gouvernement dévoila sa nouvelle orientation lors du troisième et dernier grand sommet économique, tenu à Québec en avril 1982. Invoquant la situation fiscale et économique catastrophique de la province, le gouvernement exigea que les syndicats renoncent aux augmentations salariales prévues dans leurs ententes respectives, notamment l'indexation au coût de la vie, prévues pour le 1^{er} juillet, le 1^{er} octobre et le 1^{er} décembre 1982 ². Voyant qu'ils servaient de boucs émissaires dans la réforme fiscale du gouvernement, les syndicats réagirent avec colère et le sommet s'acheva en cul-de-sac. Dans les mois qui suivirent, le gouvernement mit en place toute une série de mesures anti-ouvrières visant à réduire à la fois le déficit budgétaire et la disparité salariale existant entre les secteurs public et privé. Déposé en juin, le projet de loi 68 réduisait le fonds de retraite des employés de la fonction publique en modifiant leur régime ³. Le projet de loi 72, quant à lui, restreignait le droit de grève des employés du secteur public (Services de transport en commun, réseau hydro-électrique et services municipaux ⁴). Les dernières illusions concernant le « préjugé favorable envers les travailleurs » du Parti québécois s'évanouirent avec le dépôt des projets de loi 70 et 105 en décembre 1982, à la suite de l'impasse des négociations des secteurs public et parapublic. Ces lois abolissaient le droit de grève dans les secteurs public et parapublic, imposaient des conditions de travail et de salaire jusqu'à la fin de 1985 et réduisaient les salaires des employés du secteur public de 18, 8 % en moyenne pour la période s'étendant du 1^{er} janvier au 31 mars 1983 ⁵.

Les chefs syndicaux et de nombreux éditorialistes furent outrés de la sévérité des mesures gouvernementales. Alors rédactrice en chef de l'influent quotidien montréalais *Le Devoir*, Lise Bissonnette qualifia la loi 105 de « la plus énorme et la plus odieuse loi spéciale qu'ait jamais adoptée l'Assemblée nationale ⁶ ». Les syndicats faisant partie du Front commun répondirent par une escalade de grèves illégales qui s'amorça par une manifestation monstre

¹ J. Bélanger et al., *La syndicalisation*, op. cit., p. 39.

² Paule des Rivières, « La CSN et la CEQ déçues et discrètes », *Le Devoir*, 8 avril 1982, p. 3.

³ L. Favreau et P. L'Heureux, *Le projet de société*, op. cit., p. 269.

⁴ J. Rouillard, « Les syndicats », op. cit., p. 499.

⁵ L. Favreau et P. L'Heureux, *Le projet de société*, op. cit., p. 269.

⁶ Lise Bissonnette, « La sérénité du castor », *Le Devoir*, 11 décembre 1982, p. 18.

réunissant trente-cinq mille personnes à Québec le 29 janvier¹. Le gouvernement réagit en adoucissant la loi 105 à l'endroit du personnel infirmier et des bas salariés du secteur public, faisant ainsi une brèche dans le Front commun. Les enseignants poursuivirent leur grève pendant trois autres semaines, mais furent finalement matés par la loi 111, une législation encore plus sévère qui obligeait les enseignants à reprendre le travail sous peine de renvoi, de pertes de salaire et d'ancienneté. La loi 111 suspendait en outre l'application des chartes des droits et libertés fédérale et québécoise². Dans les circonstances, les enseignants choisirent d'obtempérer à la loi.

Le gouvernement du Parti québécois s'empessa de mettre un baume sur ces mesures en créant en mars 1984 la commission Beaudry, chargée de formuler des recommandations sur les changements à apporter au Code du travail. Cette mesure n'empêcha pas l'adoption d'autres dispositions allant à l'encontre des intérêts des travailleurs comme la loi 37, votée en 1985, qui restreignait fortement le droit de grève dans les hôpitaux et les établissements de santé et ramenait les négociations du secteur public à l'échelle locale³. Une coalition de trois cent soixante mille membres de divers syndicats organisèrent une campagne d'information pour tenter, mais en vain, d'empêcher l'adoption de la loi⁴.

Les événements de 1982-1983 et les gestes ultérieurs du gouvernement laissèrent le mouvement ouvrier dans un état anémique. Le taux de syndicalisation passa de 29,3 % en 1979 à 27,8 % en 1983⁵ (voir le tableau 23). S'étant découvert un intérêt pour l'économie libérale, le gouvernement Lévesque tenta de court-circuiter les syndicats et de courtiser les quelque 73 % de travailleurs non syndiqués. Par ailleurs, les syndicats donnèrent des signes qu'ils n'étaient plus à l'avant-garde du changement social. Comme le prétend le président de la CSD, Claude Hétu, en 1982, « [le mouvement syndical traditionnel a perdu son leadership en ce qui touche les problèmes majeurs tels que la pauvreté, la situation des femmes et les personnes handicapées, ainsi que les nouveaux mouvements sociaux et le gouvernement⁶ ».

Au milieu des années quatre-vingt, le mouvement ouvrier avait été maté et était devenu « l'un des chats domestiques de la famille nationale⁷ ». Les

¹ *Le Devoir*, 31 janvier 1983, p. 2.

² *Loi assurant la reprise des services dans les collèges et les écoles du secteur public*, Assemblée nationale du Québec, 32^e législature, 3^e session, sanctionnée le 17 février 1983.

³ *Provincial Pulse*, vol. II, n^o 37, 21 juillet 1985, p. 463.

⁴ J. Rouillard, « Les syndicats », *op. cit.*, p. 501.

⁵ Gouvernement du Québec, *Le Québec statistique, édition 1985-1986*, Québec, Bibliothèque nationale du Québec, 1985, p. 526.

⁶ *Labour Scene*, vol. IV, n^o 5, août 1982, p. 38.

⁷ Hal Draper, *Karl Marx's Theory of Revolution*, t. 2, New York, Monthly Review Press, 1978, p. 108, cité par L. V. Panitch et D. Swartz, « From Free Collective Bargaining to

goureux des années quatre-vingt au Québec provenaient de la nouvelle classe francophone d'entrepreneurs prospères. Dès le déclenchement des élections en décembre 1985, toute trace de lien entre le Parti québécois et les travailleurs avait disparu. Geste ultime de défi, la FTQ, en dépit des appels de son chef, Louis Laberge, se joignit aux autres centrales en proclamant sa neutralité, ce qui mettait un terme à son long soutien politique au Parti québécois. Avec l'élection des libéraux de Robert Bourassa, le mouvement ouvrier se prépara à subir le choc d'un gouvernement qui prenait carrément et explicitement parti pour les forces du marché.

TABEAU 23
Effectifs des syndicats et taux de syndicalisation
au Québec, 1977-1983

[Retour à la table des tableaux et des figures](#)

	Effectifs des syndicats	Total des salariés en milliers	Taux de syndicalisation par rapport	
			au nombre de salariés %	à la main- d'œuvre active %
1977	778 736	2 270	34,3	28,2
1978	815 882	2 311	35,3	28,7
1979	849 318	2 389	35,6	29,3
1980	868 666	2 459	35,3	29,1
1981	880 199	2 485	35,4	29,0
1982	830 003 ^(a)	2 334	35,6	27,7
1983	852 517 ^(a)	2 390	35,7	27,8

^(a) Ne comprend que les salariés couverts par une convention collective

Sources : Statistique Canada, Loi sur les déclarations des corporations et des syndicats ouvriers, partie II — Syndicats ouvriers, catalogue 71-202 ; Ministère du Travail du Québec ; Statistique Canada, Moyennes annuelles de la population active 1975-1983, catalogue 71-529 ; Bureau de la statistique du Québec, Le Québec statistique, 1985-1986, Québec, 1985, p. 526, tableau 21.

Le retour de Bourassa

[Retour à la table des matières](#)

Permanent Exceptionalism », dans M. Thompson et G. Swimmer (dir.), *Conflict or Compromise*, op. cit., p. 409.

La nouvelle orientation idéologique du gouvernement libéral soutenait bien la classe d'affaires montante dans son rejet explicite du rôle prédominant de l'État au sein de l'économie. Ironiquement, l'application du programme politique de Bourassa (la privatisation, la déréglementation, la décroissance de l'État, le marché commun) tendait à éliminer les instruments mêmes qui avaient assuré le succès de cette classe d'affaires.

Il devint évident que le gouvernement prenait à cœur son programme politique quand, en janvier 1986, il créa trois groupes de travail présidés par des ministres libéraux et chargés de conseiller le gouvernement sur la privatisation de sociétés d'État (groupe présidé par Pierre Fortier), sur la réorganisation gouvernementale (groupe présidé par Paul Gobeil) et sur la déréglementation (groupe présidé par Reed Scowen ¹). Dominés par de grands dirigeants d'entreprise, ces groupes ne comptaient dans leur rang aucun représentant syndical même si leurs recommandations risquaient d'entraîner un retrait important de l'État des domaines économique et social. Rendus publics en juillet 1986, les rapports des trois groupes recommandaient, entre autres choses, de mettre en vente dix sociétés d'État dont les actifs s'élevaient à 3 milliards de dollars et qui procuraient de l'emploi à dix-sept mille travailleurs, d'adoucir la loi anti-briseurs de grève et celle ayant pour effet de limiter la sous-traitance afin de les uniformiser avec les lois ontariennes, de réduire de 25 % le nombre de hauts fonctionnaires et de professionnels de la fonction publique, de démanteler ou de modifier plus de cent organismes gouvernementaux, d'adoucir la réglementation sur la santé et la sécurité au travail et d'apporter des changements majeurs au programme d'assurance-maladie, notamment par l'ajout des deux mille premiers dollars de frais médicaux au revenu imposable et la privatisation de certains hôpitaux ². Les chefs syndicaux ne tardèrent pas à exprimer leur colère. Le secrétaire général de la FTQ, Fernand Daoust, qualifia les recommandations des groupes de travail de « retour aux lois de la jungle ³ ».

Le gouvernement Bourassa s'abstint de mettre en application les recommandations avec le zèle que les organisations ouvrières avaient tout d'abord craint ⁴. Un peu comme les conservateurs fédéraux de Brian Mulroney,

¹ Pierre Fortier, *De la Révolution tranquille à l'an deux mille*, Québec, Gouvernement du Québec, 1986 ; Paul Gobeil, *Rapports*, Groupe de travail sur la révision des fonctions et des organisations gouvernementales, Québec, Gouvernement du Québec, 1986 ; Reed Scowen, *Réglementer moins et mieux*, rapport final du groupe de travail sur la déréglementation, Québec, Gouvernement du Québec, 1986.

² Gilles Lesage, « Alléger les normes de la CSST et de la loi anti-briseurs de grève », *Le Devoir*, 5 juillet 1986, p. A-1, A-8 ; aussi « Tax First 2 000 \$ of Health Care-Task Force », *The Gazette*, 8 juillet 1986, p. A-1, A-5 ; et « Sell 10 Crown Corporations, Quebec Urged », *The Gazette*, 3 juillet 1986, p. A-1, A-2.

³ G. Lesage, « Alléger les normes », *op. cit.*, p. A-1, A-8.

⁴ B. Tanguay, « Business, Labour and the State », *op. cit.*, p. 404.

le gouvernement libéral québécois se révéla dans un premier temps d'aspect plus terrifiant que dangereux. Au cours de la première année du mandat du gouvernement, la perspective « affairiste » était bien discernable dans la loi de retour au travail imposée aux infirmières, cols bleus et travailleurs de la construction en grève. De plus, les libéraux détenaient clairement l'initiative en 1986, lors de la ronde de négociations du secteur public, assujettissant les discussions sur les salaires et les conditions de travail à la nécessité d'une réduction du déficit au détriment de grands objectifs sociaux ¹. L'adoption par le gouvernement du Parti québécois de la loi 37, qui décentralisait les négociations et limitait le droit de grève, avait rendu plus difficile le développement de liens de solidarité, de sorte que, pour la première fois depuis quinze ans, la CSN, la CEQ et la FTQ furent incapables de former un Front commun ².

Le gouvernement hésita en outre à mettre en branle sa réforme attendue du Code du travail en réponse au rapport de la commission Beaudry, rendu public en janvier 1986. Le rapport recommandait une modification de la législation du travail, incluant la mise sur pied d'une Commission des relations du travail ainsi que d'autres mesures préconisées par les syndicats québécois ³. L'élite économique québécoise, elle aussi, faisait pression en faveur d'une réforme du Code du travail, perçue par elle comme carrément pro-syndical ⁴. De fait, un sondage réalisé en 1984 par le Conseil du patronat du Québec auprès de ses membres indiquait qu'entre 82 et 89 % des employeurs s'opposaient au droit de grève dans plusieurs services publics et que 54 % d'entre eux s'opposaient au droit de grève dans le secteur privé ⁵.

Finalement, en novembre 1987, le ministre du Travail, Pierre Paradis, déposa le projet de loi 30, comprenant les amendements proposés par le gouvernement au Code du travail. Présenté comme une réforme administrative qui allait être suivie de modifications plus fondamentales pour certains secteurs, le projet de loi proposait de remplacer une série d'organismes (Bureau des commissaires du travail, Tribunal du travail, Commissariat de la construction et Conseil des services essentiels) par une seule agence : la Commission des relations du travail ⁶. Même si les centrales syndicales exprimèrent leur appui de principe à la formation d'une telle commission, elles critiquèrent le peu de cas que faisait le projet de loi de certains aspects majeurs de la question, dont celui du champ limité de la Commission et de l'absence de

¹ Jennifer Robinson, « Stick to Main Issues in Contract Talks : Gobeil » *The Gazette*, 28 janvier 1986, p. A-4, A-5.

² B. Tanguay, « Business, Labour and the State », *op. cit.*, p. 404-405.

³ Sheila McGovern, « Report Calls for Faster Labor-law Settlements », *The Gazette*, 22 janvier 1986, p. 1-2.

⁴ B. Tanguay, « Business, Labour and the State », *op. cit.*, p. 403-404.

⁵ Cité dans B. Tanguay, *Ibid.*, p. 404.

⁶ *Le Devoir*, 6 novembre 1987, p. 1.

tout mécanisme d'appel quant à ses décisions ¹. Privé en outre du soutien du milieu des affaires (le Conseil du patronat exigeait cinquante amendements au projet de loi 30), Pierre Paradis déclara au début de décembre qu'il s'apprêtait à laisser tomber le projet de loi ² qui, malgré tout, fut adopté le 19 décembre 1987.

Affaibli par la récession et les luttes idéologiques intestines, le mouvement ouvrier des années quatre-vingt n'a pas su profiter des tendances des derniers gouvernements québécois et de la faiblesse de leurs politiques économiques. Le taux de syndicalisation dans la province diminua de 2,6 % entre 1981 et 1986 ³, décroissance qui fut inégale entre les centrales. Au cours de cette même période, le nombre de membres de la CSN diminua de 3,7 %, alors que celui des membres de la CSD, concentrés dans le secteur de la petite industrie, chutait de 19,8 %. La FTQ, elle, augmenta le nombre de ses membres de 9,7 % durant cette période, grâce à l'adhésion de syndicats indépendants ⁴.

En fait, la FTQ a su s'adapter à la situation changeante. Son chef, Louis Laberge, qui a collaboré activement tant avec les gouvernements du Parti québécois qu'avec les gouvernements libéraux, a été qualifié par Robert Bourassa de « grand serviteur de l'État ⁵ ». Ayant depuis longtemps abandonné son radicalisme, la FTQ a élaboré deux importants projets visant à stimuler la création d'emplois par le biais d'une collaboration active avec des partenaires économiques et l'État. Depuis sa mise en place en 1982, le programme Corvée-Habitation a permis la création de quelque quarante mille emplois. Le fleuron de la FTQ reste cependant le Fonds de solidarité du Québec, un fonds d'investissement syndical visant à sauvegarder et à créer des emplois grâce à une participation conjointe avec l'entreprise privée et des sociétés d'État, telle la Caisse de dépôt et placement. Institué en février 1984, le Fonds a joui d'une expansion phénoménale, créant ou sauvegardant environ treize mille cinq cents emplois ⁶. Entre l'été 1986 et l'hiver 1989, son avoir en actions passa de 50 millions à 230 millions de dollars ⁷. Le fait que la FTQ se soit jointe à des entreprises québécoises pour recruter des gestionnaires à l'École des hautes études commerciales (HEC) témoigne de la paix sociale qui s'est établie. En 1987, le nombre de jours de travail perdus en raison de conflits ouvriers est passé à 1,7 million alors qu'il était de plus de 2,2 millions en 1986 ⁸.

¹ *Idem.*

² *Le Devoir*, 10 décembre 1987, p. 1.

³ D'après des données relatives aux conventions collectives.

⁴ *Les Affaires*, 31 janvier 1987, p. S-22.

⁵ Normand Rhéaume, « Le ministre des travailleurs », *L'Actualité*, 10 octobre 1987, p. 48.

⁶ *La Presse*, 12 février 1989, p. A-1, A-2.

⁷ *Ibid.* et *Les Affaires*, 6 février 1988, p. 8.

⁸ *La Presse*, 25 février 1988, p. D-3.

Quoique le mouvement ouvrier québécois n'ait pas su dans les dernières années proposer une solution de remplacement cohérente à ce qui était offert par le gouvernement de la province, des indices permettent de croire que l'on a atteint un point tournant. Craignant des pertes d'emplois en raison du libre-échange avec les États-Unis, particulièrement dans le secteur de la petite industrie, la CEQ, la CSN, la FTQ et l'Union des producteurs agricoles (UPA) ont formé la Coalition d'opposition au libre-échange afin d'exprimer leur opposition au traité de libre-échange, qui a été signé en octobre 1987 et a pris effet à la suite d'une loi votée à la Chambre des communes en décembre 1988. Dans les milieux syndicaux, le libre-échange est devenu synonyme de renoncement aux moyens mis de l'avant par les gouvernements successifs depuis la Révolution tranquille pour contrecarrer les ravages de la périphérisation de l'économie québécoise. Dans la mesure où ils ont su conserver leur autonomie face aux syndicats internationaux (américains), les syndicats québécois ont joué un rôle prépondérant dans cette bataille.

Au Québec, les relations ouvrières de l'après-guerre ont été déterminées par la réaction de l'État à la périphérisation de la province au sein de l'économie nord-américaine. La stratégie gouvernementale est passée du libéralisme économique à l'interventionnisme des gouvernements Lesage et Lévesque. En s'adaptant à la nouvelle conjoncture, les syndicats ont su trouver l'espace voulu pour manœuvrer. Les circonstances ont parfois permis aux gouvernements de diviser les syndicats, mais souvent aussi, la politique gouvernementale a créé une cohésion entre les organisations syndicales et un haut niveau de solidarité et de militantisme.

Le mouvement ouvrier québécois fait face présentement à son plus grand défi. L'intégration continentale inexorable des économies nord-américaines, alliée au récent traité de libre-échange, menace d'accentuer la périphérisation d'après-guerre du Québec et d'autres régions. Croyant fermement au jeu libre des forces du marché, le gouvernement actuel ne veut pas recourir aux pouvoirs de l'État pour soutenir l'économie provinciale. Le mouvement ouvrier, quoique peu actif ces derniers temps, reste le principal tenant d'une vision différente, celle d'un État-architecte et catalyseur agissant en harmonie avec les syndicats pour sauvegarder les emplois, compenser les injustices d'un capitalisme débridé et préserver la « société distincte ». Mais comme nous le verrons dans le prochain chapitre, le secteur privé francophone, encouragé par la stratégie gouvernementale, semble mieux placé pour agir sur l'économie provinciale que ne l'est le mouvement ouvrier.

DEUXIÈME PARTIE

Les stratégies de l'État, des syndicats et du secteur privé

CHAPITRE V

Le secteur privé québécois

[Retour à la table des matières](#)

Au Québec, le secteur privé subit des transformations spectaculaires entre 1960 et 1988 alors que les gouvernements tentèrent de stimuler le secteur francophone des affaires afin de contenir les tendances macroéconomiques qui marginalisaient la province. Durant cette période, les changements dans l'économie québécoise furent d'une certaine manière plus importants que ceux qui touchèrent la vie politique de la province. L'arrivée et le succès politique d'un parti indépendantiste au Québec, la tenue du référendum et l'exclusion du Québec de l'accord constitutionnel de 1982, quoique éminemment significatifs, suivaient le cours de l'histoire et de l'évolution de la province : l'indépendantisme ne constitue pas un phénomène récent, et les dures batailles que se livrent le gouvernement fédéral et le Québec ne datent pas d'hier (comme on le verra au chapitre VI). Ce qui en ressort sur le plan politique est d'une importance et d'une portée sans précédent, mais le phénomène n'est guère nouveau.

C'est en mettant en lumière les formes changeantes de l'économie québécoise que l'on peut mieux comprendre les transformations politiques dans la province. Au cours des dernières années, le lien qui unissait le capitalisme québécois aux autres secteurs de la société s'est modifié ; les rapports entre le secteur privé québécois et les gouvernements du Québec et du Canada ont changé du tout au tout, de la même façon que ceux qui unissaient le secteur des

affaires québécois et les communautés d'affaires canadienne et internationale. Même la dynamique entre le capitalisme privé et la société québécoise dans son ensemble s'est transformée. Le secteur privé nouvellement vivifié du Québec et sa communauté d'affaires francophone exercent maintenant une influence déterminante sur le cours de la vie politique québécoise, ce qui expliquerait, par exemple, l'affaiblissement du mouvement ouvrier et l'abandon de l'étatisme. Pour aborder la question de l'étatisme des années soixante et soixante-dix, il faut tenir compte de la périphérisation économique du Québec, du statut précaire de la communauté d'affaires de la province et des besoins structurels de l'économie québécoise. De la même manière, on ne pourra comprendre les événements politiques actuels au Québec que si l'on considère son nouveau secteur dynamique des affaires. Pour apprécier pleinement le rôle actuel de la classe d'affaires québécoise et les relations de classes au sein de la province, ainsi que le nouveau pouvoir de cette classe d'affaires, il est utile de brosser un tableau de son évolution historique.

Les stratégies capitalistes avant 1960

[Retour à la table des matières](#)

Bien que les historiens aient des opinions différentes quant à l'existence d'une bourgeoisie francophone à l'époque de la Conquête, il ne fait pas de doute que l'économie québécoise a été dominée par une classe d'affaires anglophone depuis la Conquête jusqu'au milieu du XX^e siècle¹. Aux yeux de cette classe d'affaires, Montréal occupait une position stratégique pour lancer des entreprises d'envergure et représentait un élément clé pour l'édification du Canada. En ce sens, la Confédération apportait en partie une réponse aux besoins du capitalisme canadien au sein duquel le secteur privé anglophone de Montréal constituait un acteur central. D'après Stanley Ryerson, « Macdonald et Galt représentaient les intérêts généraux des milieux d'affaires canadiens-anglais, qui étaient étroitement liés à Londres et au Grand Trunk et dont le quartier général se trouvait à Montréal² ». Jorge Niosi explique ce fait de la

¹ Voir Gerald Tulchinsky, « The Montreal Business Community, 1837-1853 », dans David S. Macmillan (dir.), *Canadian Business History*, Toronto, McClelland and Stewart, 1972, p. 125-143 ; Wallace Clement, *The Canadian Corporate Elite*, Toronto, McClelland and Stewart, 1975, p. 52 ; D. Miquelon (dir.), *Conquest and Society : The Debate on the Bourgeoisie and Social Change in French Canada, 1700-1850*, Toronto, Copp Clark, 1977. Pour une vue d'ensemble des diverses interprétations sur le sujet, voir D. A. Muise (dir.), *A Reader's Guide to Canadian History : Beginnings to Confederation*, Toronto, University of Toronto Press, 1982, p. 47 et suiv.

² Stanley Ryerson, *Capitalisme et confédération*, Montréal, Les Éditions Parti pris, 1978, p. 262 ; Garth Stevenson, *Unfulfilled Union*, éd. revue, Toronto, Gage, 1982, p. 24-28. Tom Naylor met également l'accent sur le désir, notamment de la Banque de Montréal, de voir

manière suivante : « Montréal fut la métropole indiscutée du Canada de 1867 à 1914 à cause de son port : être riche au Canada voulait dire participer aux profits dérivés du commerce, du transport et/ou du financement du commerce de grains, de bois, de fourrures ou d'autres matières premières en direction de la Grande-Bretagne ¹. » En réalité, on a fait largement état du rôle joué par la communauté d'affaires montréalaise dans le développement économique à partir de 1867. William Carroll note d'ailleurs que :

[...] la période de 1870 à 1910 se caractérise par une accumulation très rapide de capital financier et industriel marquée en 1881 par la réalisation, aux mains de la plus grande institution financière au pays, la Banque de Montréal, de sa plus vaste entreprise industrielle, le chemin de fer du Canadien Pacifique. Les liens financiers et administratifs intimes associant ces trois monopoles majeurs allaient constituer l'axe central d'un groupement financier de sociétés et de capitalistes qu'on pourrait décrire comme le fondement du capital financier canadien ².

Jusqu'à récemment, une grande partie des entreprises canadiennes était située à Montréal, alors que le secteur des affaires montréalais n'était ni francophone ni particulièrement soucieux du sort de l'économie provinciale. Montréal ne constituait qu'un lieu stratégique pour des intérêts d'affaires dont les perspectives étaient canadiennes et internationales. De plus, aussi longtemps qu'elles dominèrent l'économie québécoise, les entreprises anglophones montréalaises ignorèrent pour une grande part le caractère français de la province. Une commission royale d'enquête connue sous le nom de commission Gendron, instituée en décembre 1968, illustre à quel point le contrôle anglophone de l'économie faisait pression sur les travailleurs francophones pour qu'ils utilisent l'anglais. Jusque dans les années soixante, les possibilités de promotion sur le marché du travail québécois étaient liées à l'aptitude à communiquer en anglais ³. Il est donc peu étonnant que dès que les conditions macro-économiques favorisèrent la participation de Toronto au capitalisme international, nombre de gens d'affaires firent sans difficulté la transition de Montréal à la Ville reine, apparemment sans trop se soucier du sort économique du Québec ⁴.

naître la Confédération, dans *The History of Canadian Business, 1867-1914*, Toronto, Lorimer, 1975, t. 1, p. 32.

¹ Jorge Niosi, *La bourgeoisie canadienne*, Montréal, Boréal Express, 1980, p. 36.

² William K. Carroll, « Dependency, Imperialism and the Capitalist State in Canada », dans Robert J. Brym (dir.), *The Structure of the Canadian Capitalist Class*, Toronto, Garamond, 1985, p. 34.

³ Gouvernement du Québec, *Rapport de la Commission d'enquête sur la situation de la langue française et sur les droits linguistiques au Québec*, Québec, décembre 1972. Voir particulièrement le livre 1 (« La langue de travail »), chapitres 1 et 2.

⁴ Voir Alain-G. Gagnon et Mary Beth Montcalm, « Peripheralization and Quebec Unrest », *La Revue d'études canadiennes*, vol. XVII, n° 2, été 1982, p. 32-42.

Le statut de la classe d'affaires anglophone du Québec dépendait d'un compromis qu'elle avait réalisé avec les dirigeants de la communauté francophone. De la Conquête jusque bien au-delà du milieu du XX^e siècle, le Québec comptait deux sociétés distinctes dotées de structures de classes symbiotiques et asymétriques¹. Les liens politiques se caractérisaient par l'influence du secteur des affaires anglophone (qu'illustre l'importance de la Banque de Montréal²), une classe moyenne traditionnelle francophone se composant principalement d'avocats, de médecins et de notaires, et le rôle prépondérant joué par l'Église catholique, particulièrement après 1840³. Traditionnellement, les Canadiens français étaient des paysans engagés dans l'agriculture de subsistance ou la fabrication de menus articles. (En fait, l'agriculture de subsistance continue d'influer sur la vie politique québécoise⁴.) Maurice Duplessis, premier ministre avant la Révolution tranquille, entretenait des liens étroits avec les agriculteurs⁵. Dans la mesure où il existait un secteur des affaires francophone au début du XX^e siècle, celui-ci était malingre et subordonné à la classe d'affaires anglophone.

Le haut clergé et la classe moyenne francophone traditionnelle servaient de pont entre les communautés francophone et anglophone. C'est le « découpage » du Québec, avec son secteur économique laissé en entier aux anglophones et les domaines « spirituel » et « culturel » laissés aux mains de l'Église catholique, alors que les responsabilités politiques et gouvernementales étaient confiées à la classe moyenne francophone qui, jusqu'à un certain point, a permis de maintenir la paix sociale jusqu'au cœur du XX^e siècle⁶. Les deux communautés entretenaient cependant des liens inégaux qui ne servaient dans l'ensemble qu'à maintenir l'emprise de la minorité anglophone. L'évolution politique était subordonnée aux puissants intérêts financiers sous contrôle canadien-anglais et, plus tard, à ceux de sociétés américaines.

Jusqu'en 1930, seulement 5 % des directeurs de grandes sociétés canadiennes étaient francophones, tandis que les banques francophones ne

¹ Denis Monière, *Le développement des idéologies au Québec : des origines à nos jours*, Montréal, Québec/Amérique, 1977, p. 116.

² W. Clement, *The Canadian Corporate Elite*, op. cit., p. 53.

³ R. Durocher et P.-A. Linteau (dir.), *Le « retard » du Québec et l'infériorité économique des Canadiens français*, Trois-Rivières, Boréal Express, 1971, p. 83.

⁴ Cette question est abordée en détail dans Alain-G. Gagnon, *Développement régional, État et groupes populaires*, Hull, Asticou, 1985.

⁵ Herbert F. Quinn, *The Union Nationale*, Toronto, University of Toronto Press, 1963, p. 80 et suiv., p. 101-102.

⁶ Voir Richard F. Desrosiers, « La question de la non-participation des Canadiens français au développement industriel au-delà du XX^e siècle », dans Rodrigue Tremblay (dir.), *L'économie québécoise*, Montréal, Les Presses de l'Université du Québec, 1976, p. 123-131.

contrôlaient qu'entre 6 et 7 % des avoirs bancaires canadiens¹. Comme l'indique le tableau 24, la participation des Québécois francophones dans le secteur privé en 1931 se limitait largement à fournir de la main-d'œuvre non qualifiée, en plus d'être mal organisée et docile². Même si un petit nombre de francophones servaient d'intermédiaires entre les grands intérêts anglophones (qui dirigeaient les multinationales anglo-canadiennes et américaines) et la vaste majorité de la population francophone, peu d'entreprises canadiennes-françaises avaient acquis l'importance économique à laquelle elles devaient normalement pouvoir aspirer.

TABLEAU 24
Répartition de la main-d'œuvre québécoise par ethnie
et par occupation, 1931 (en pourcentage)

[Retour à la table des tableaux et des figures](#)

Division	Français	Britanniques	Juifs	Italiens	Autres
professionnelle					
Administration et professions libérales	9,2	14,7	7,9	3,0	2,6
Commerce	8,9	10,0	35,1	10,1	7,2
Employés de bureau	20,0	27,2	13,1	28,1	30,9
Agriculture et industries primaires	29,5	15,0	0,4	4,0	13,2
Ouvriers	29,6	30,6	42,1	46,1	35,0
Autres	2,8	2,5	1,4	8,7	11,1
Total	100	100	100	100	100

Source : Gérald Bernier et Robert Boily, Le Québec en chiffres, de 1850 à nos jours, Montréal, ACFAS, 1986, p. 208.

Comme l'ont montré nos propos du chapitre III sur la politique gouvernementale d'avant la Révolution tranquille, le laisser-faire caractérisant l'environnement économique québécois contrastait avec la situation qui régnait dans plusieurs autres provinces ayant atteint un même degré d'industrialisation

¹ P.-A. Linteau, R. Durocher et J.-C. Robert, *Histoire du Québec contemporain : de la Confédération à la crise (1867-1930)*, Montréal, Boréal Compact, 1989, p. 523, 526. Pour la répartition selon les banques, voir le tableau 2, p. 466.

² Pour des données sur les conflits ouvriers, voir Gérald Bernier et Robert Boily, *Le Québec en chiffres : de 1850 à nos jours*, Montréal, ACFAS, 1986, p. 325.

et d'urbanisation. L'Ontario, notamment, s'engagea bien avant le Québec dans l'hydro-électricité et, avant 1960, le gouvernement ontarien intervenait de manière beaucoup plus active dans l'économie que son vis-à-vis québécois ¹. Du début jusqu'au milieu du XX^e siècle, les gouvernements québécois restèrent opposés à l'intervention étatique (bien que l'on amorçât au début des années quarante la nationalisation de l'électricité ²). Les régimes Gouin, Taschereau et Duplessis étaient en outre intimement liés aux grands patrons et aux petits industriels. Dans la mesure où il y eut interventions gouvernementales, celles-ci se caractérisaient par des actions visant à empêcher la classe des travailleurs industriels, en pleine croissance, à intervenir dans les activités souvent très lucratives des sociétés anglo-canadiennes et américaines. Bien que certaines entreprises sous contrôle francophone se soient développées au Québec, elles étaient d'envergure relativement modeste et d'importance économique secondaire, en plus d'être concentrées dans des secteurs à main-d'œuvre abondante comme l'industrie textile ³.

À mesure que le XX^e siècle progressait, la grande entreprise au Canada, affiliée au capitalisme britannique, s'imbriquait au capitalisme américain. Comme on le souligne au premier chapitre, alors que les échanges commerciaux initiaux avec l'étranger étaient dominés par les liens économiques avec la Grande-Bretagne, des tendances plus récentes, particulièrement depuis la Deuxième Guerre mondiale, ont renforcé les liens avec les États-Unis et affaibli ceux que le Canada entretenait avec la Grande-Bretagne. Au début, ce changement n'a guère eu de répercussions sur le climat politique dans la province. Les liens unissant la grande entreprise et les dirigeants de la classe moyenne au service du gouvernement du Québec ne furent pas affectés. Le régime Duplessis maintenait sa politique de laisser-faire et encourageait sans restriction les investissements étrangers et anglo-canadiens. Il prit tous les moyens à sa disposition pour assurer la docilité de la main-d'œuvre, en dépit d'un évident besoin de changements politiques pour assurer de meilleures conditions aux travailleurs québécois. Lors de conflits ouvriers — situation inévitable dans toute société industrielle — les leaders politiques traditionnels du Québec conservèrent leurs liens symbiotiques avec les capitalistes anglophones et s'opposèrent vigoureusement aux luttes des travailleurs qui voulaient faire respecter leurs droits, allant même jusqu'à déclarer illégale toute activité syndicale. Comme Ramsay Cook l'observe

¹ Pour un aperçu de l'interventionnisme ontarien, voir Christopher Armstrong, *The Politics of Federalism*, Toronto, University of Toronto Press, 1981, et H. V. Nelles, *The Politics of Development*, Toronto, Macmillan, 1974.

² Kenneth McRoberts et Dale Posgate, *Développement et modernisation du Québec*, Montréal, Boréal Express, 1983, p. 95-96 ; Carol Jobin, *Les enjeux de la nationalisation de l'électricité*, Montréal, Albert Saint-Martin, 1978 ; John H. Dales, *Hydro-Electricity and Industrial Development : Quebec 1898-1940*, Cambridge, Harvard University Press, 1957.

³ P.-A. Linteau et al., *Histoire du Québec contemporain : Le Québec depuis 1930*, Montréal, Boréal Compact, 1989, p. 293-306.

justement, le gouvernement unioniste de Duplessis refusa de mettre en place « le type de politiques sociales qui rend la société industrielle moderne acceptable à la grande majorité de la population, qui y vit sans en posséder une part importante ¹ ».

Au cours des années quarante et cinquante, le Québec, tout comme le reste du Canada, fut entraîné dans la sphère d'influence américaine. Les liens commerciaux entre le Canada et les États-Unis devinrent prépondérants au sein de l'économie canadienne. Comme l'ont illustré les chapitres précédents, l'entrée dans l'orbite économique américaine a eu des incidences sur le rôle traditionnel joué par l'économie québécoise. La périphérisation du Québec au sein d'une économie canadienne continentalisée a été exacerbée par deux tendances majeures. Tout d'abord, pendant la première moitié des années soixante, la domination américaine du monde capitaliste montra des signes d'essoufflement ². En deuxième lieu, de nombreuses ressources naturelles peu coûteuses sur lesquelles l'économie québécoise s'appuyait pouvaient être exploitées à moindre coût dans les pays du tiers monde. Ces changements modifièrent forcément les stratégies économiques de la communauté d'affaires québécoise.

Le secteur privé après 1960

[Retour à la table des matières](#)

Pour plusieurs raisons, l'année 1960 a jeté une douche froide sur le Québec. D'une part, les liens changèrent entre le gouvernement et le secteur privé. Après 1960, le gouvernement québécois s'engagea tout autant sur la voie de l'étatisme qu'il avait jadis pratiqué le laisser-faire ; en d'autres mots, l'État devint un acteur économique de première importance.

Les liens entre la politique gouvernementale et le capital après 1960 au Québec ont été différemment interprétés. Albert Breton souligne jusqu'à quel point le nouvel interventionnisme d'État (notamment la nationalisation, en 1963, des dernières compagnies hydro-électriques) coïncidait avec les intérêts d'une nouvelle classe moyenne francophone montante ³. Les types d'emplois

¹ Ramsay Cook, *Canada and the French Canadian Question*, Toronto, Macmillan, 1966, p. 12.

² Voir Jorge Niosi et Philippe Faucher, « The Decline of North American Industry », *International Development Studies Bulletin*, vol. XVI, n° 2, avril 1985, p. 12-22, particulièrement la première partie.

³ Albert Breton, « The Economics of Nationalism », *Journal of Political Economy*, vol. LXXII n° 4, 1964, p. 376-386. Voir aussi Marc Renaud, « Quebec New Middle Class in Search of Social Hegemony », dans Alain-G. Gagnon (dir.), *Québec : State and Society*, Toronto, Methuen, 1984, p. 150-185.

créés par la nationalisation et la francisation subséquente d'Hydro-Québec s'adressaient en grande partie à cette classe. Hubert Guindon discerne en outre un lien entre la stratégie étatiste des années soixante et soixante-dix et les intérêts de classe de ce qu'on a appelé la « nouvelle classe moyenne » du Québec ¹. De fait, tout au long de cette période, cette classe a profité largement de la stratégie étatiste ainsi que de la croissance du secteur gouvernemental résultant de l'interventionnisme vigoureux de l'État ².

Une autre interprétation de l'étatisme des années soixante voit dans les initiatives du secteur public une réponse aux intérêts du capital privé ³. Dorval Brunelle, entre autres, affirme que la restructuration économique des années soixante fut amorcée par la classe d'affaires francophone — et qu'elle était à son service ⁴. L'auteur souligne les pressions croissantes des gens d'affaires à partir de la fin des années cinquante en faveur d'une planification gouvernementale et le fait que les organismes de planification des années soixante, par exemple le Conseil d'orientation économique du Québec (COEQ), constituaient des initiatives conjointes du gouvernement et de l'entreprise privée ⁵. En somme, la restructuration des forces économiques, plutôt que de s'amorcer en 1960, prenait racine dans le réaménagement économique engagé au cours de la période d'après-guerre et évolua à partir de ce moment-là ⁶.

Pendant les années soixante, des représentants du capitalisme francophone se faisaient plus pressants dans leur demande de changement des structures des entreprises canadiennes-françaises ⁷. Ainsi que le remarque Michael Behiels, à la fin des années cinquante :

Les gens d'affaires canadiens-français, qui souffraient de la forte concurrence d'entreprises anglophones et américaines plus grandes et plus dynamiques, s'associèrent de plus en plus aux demandes formulées par la nouvelle classe moyenne de professionnels en faveur d'un État dynamique, séculier et favorable aux francophones ⁸.

¹ Hubert Guindon, *Tradition, modernité et aspiration nationale de la société québécoise*, Montréal, Les Éditions Saint-Martin, 1990, p. 35-73.

² Mary Beth Montcalm, « Class in Ethnic Nationalism : Quebec Nationalism in Comparative Perspective », dissertation de doctorat, science politique, Université Carleton, 1983.

³ Gilles Bourque et Nicole Laurin-Frenette, « Classes sociales et idéologies nationalistes au Québec (1760-1970) », *Socialisme québécois*, n 20, avril-mai-juin 1970, p. 13-55.

⁴ Dorval Brunelle, *La désillusion tranquille*, Montréal, Hurtubise HMH, 1978, voir particulièrement le chapitre 2.

⁵ *Ibid.*, p. 105.

⁶ Voir A.-G. Gagnon, *Développement régional*, op. cit., p. 50 et suiv.

⁷ William D. Coleman, *The Independence Movement in Québec, 1945-1980*, Toronto, University of Toronto Press, 1984, p. 95.

⁸ Michael D. Behiels, *Prelude to Quebec's Quiet Revolution : Liberalism versus Neo-Nationalism, 1945-1960*, Montréal, McGill-Queen's University Press, 1985, p. 17.

Il ne faut pas croire toutefois que la stratégie étatiste fut mise en place à la demande d'un secteur privé francophone déjà dominant. Plutôt que de dicter le cours des réformes de la Révolution tranquille, le milieu des affaires francophone, encore relativement fragile au début des années soixante, s'inscrivait simplement dans le mouvement général favorisant l'intervention de l'État. Kenneth McRoberts rejette carrément la vision d'après lui exagérée du rôle de la classe d'affaires francophone au Québec, affirmant que certaines des principales initiatives économiques du gouvernement allaient en fait à l'encontre des intérêts francophones ¹.

Il serait plus juste d'interpréter la réponse du gouvernement aux conditions économiques de 1960 comme une action en faveur de l'entreprise plutôt que déterminée par elle ². Dans les années soixante et soixante-dix, les gouvernements à travers le monde accrurent leurs interventions en raison des exigences structurelles du capital ³. De plus en plus absorbé par le capitalisme mondial, le Québec non seulement devait suivre cette voie, mais aussi faire du « rattrapage » et compenser les effets néfastes de ce changement macroéconomique sur son économie. Bien que les principaux intervenants du secteur privé québécois cautionnèrent la politique d'intervention économique d'après 1960, et sans doute influèrent sur elle, il est permis de douter qu'ils furent à l'origine de ce changement. Des innovations politiques majeures furent introduites parce qu'elles étaient essentielles à une participation effective du Québec dans le système économique international ⁴. Et comme l'économie nord-américaine est de nature capitaliste, il n'est pas étonnant que des changements de politique au Québec aient favorisé les intérêts du secteur privé.

Cela ne veut pas dire que le changement fut imposé par le secteur privé, et particulièrement par la communauté d'affaires francophone relativement faible. Seules quelques familles francophones, dont les Brillant, Dubuc, Rolland et Simard, réussirent à percer dans l'élite économique du pays avant 1960 ⁵. Quoi

¹ Kenneth McRoberts, *Quebec : Social Change and Political Crisis*, 3^e ed., Toronto, McClelland and Stewart, 1988, p. 162-163.

² Leo Panitch, « The Role and Nature of the Canadian State », dans Leo Panitch (dir.), *The Canadian State*, Toronto, University of Toronto Press, 1979, p. 2.

³ Voir Peter Flora et Arnold J. Heidenheimer (dir.), *The Development of Welfare States in Europe and America*, New Brunswick (N.-J.), Transaction Books, 1981, et Ian Gough, *The Political Economy of the Welfare State*, London, Macmillan Press, 1979.

⁴ Gérard Bernier est de ceux qui soutiennent que la Révolution tranquille constitue une adaptation à la réalité du capitalisme monopoliste ; voir « Le cas québécois et les théories du développement politique et de la dépendance », dans Edmond Orban (dir.), *La modernisation politique du Québec*, Sillery, Boréal Express, 1976, p. 19-54.

⁵ Pour un traitement plus étendu de la question, voir Alain-G. Gagnon et Khayyam Z. Paltiel, « Devenir « maîtres chez nous » : émergence d'une bourgeoisie balzacienne au Québec », dans Alain-G. Gagnon et Brian Tanguay (dir.), *La juste démocratie : Mélanges en l'honneur de Khayyam Zev Paltiel*, Ottawa, Carleton University Press, p. 319-327.

qu'il en soit, les changements politiques visaient, à compter des années soixante, à encourager la croissance d'une classe d'affaires francophone.

Le passage, dans l'après-guerre, d'une dépendance économique canadienne envers la Grande-Bretagne à une meilleure intégration au sein de l'économie nord-américaine et la périphérisation subséquente de l'économie québécoise au sein du capitalisme nord-américain exigeaient une intervention gouvernementale pour accroître la richesse dans la province, à défaut de quoi on assisterait à une instabilité politique due à un taux élevé de chômage. Tout gouvernement optant pour l'inaction s'acheminait vers une défaite électorale.

De plus, même si les grands intérêts anglophones étaient de moins en moins concentrés au Québec, la communauté d'affaires francophone dépendait encore trop des secteurs économiques traditionnels pour constituer une source importante de vitalité économique. Malgré un niveau élevé d'épargne dans la province (plus de 2 milliards de dollars en 1956¹), ce groupe se voyait incapable de financer la mise en valeur et l'expansion des leviers économiques nécessaires à son entrée dans l'ère du capital monopoliste². De là, l'intervention économique du gouvernement québécois qui, comme nous l'avons indiqué au chapitre III dans nos propos sur la stratégie étatiste, concevait le renforcement et la vivification des entreprises francophones québécoises comme un élément indispensable de stimulation de l'économie du Québec.

Au début des années soixante, le secteur privé québécois était dominé par des producteurs traditionnels peu concurrentiels de biens non durables³. La participation francophone sur le plan décisionnel dans les segments dynamiques du secteur privé était faible, et la plupart des entreprises appartenant à des francophones, ou contrôlées par eux, étaient de type familial et de petite taille⁴. Ces entreprises étaient surtout concentrées dans les secteurs les moins dynamiques de l'économie et étaient moins productives que des entreprises du même type sous contrôle canadien-anglais ou étranger⁵. André Raynauld a pu démontrer, par exemple, qu'en 1961, les entreprises minières

¹ M. D. Behiels, *Prélude*, op. cit., p. 103.

² Voir André Ryba, « L'intermédiation financière au Québec », dans R. Tremblay (dir.), *L'économie québécoise*, op. cit., p. 454 et suiv. et François Moreau, *Le capital financier québécois*, Montréal, Albert SaintMartin/Centrale de l'enseignement du Québec, 1981, p. 64 et suiv.

³ G. Bélanger et L. Bronsard, « Structure et fonctionnement de l'économie québécoise », dans R. Tremblay, *L'économie québécoise*, op. cit., p. 317.

⁴ André Raynauld, *La propriété des entreprises au Québec*, Montréal, Les Presses de l'Université de Montréal, 1974, particulièrement le chapitre 2 ; et Maurice Saint-Germain, *Une économie à libérer*, Montréal, Les Presses de l'Université de Montréal, 1973, p. 103 et suiv.

⁵ Voir A. Raynauld, *La propriété*, op. cit., p. 94 ; voir aussi Mario Dumais, « L'économie québécoise contemporaine », dans R. Tremblay, *L'économie québécoise*, op. cit., p. 113.

contrôlées par des Canadiens français ne contribuaient que pour 2,2 % de la valeur totale de ce secteur¹, et que seulement 11 % des établissements financiers étaient contrôlés par des Canadiens français². De plus, les liens unissant les secteurs sous contrôle francophone et les grands courants du capitalisme continental étaient ténus. Les entreprises canadiennes-françaises ne comptaient que pour 4,5 % du total des exportations de la province en provenance du secteur manufacturier en 1961³ et n'exerçaient un contrôle que sur 17,7 % de l'industrie provinciale, alors que les Canadiens anglais en contrôlaient 46,5 % et les étrangers 35,8 %⁴.

À cette époque s'amorçait au Québec une substantielle, bien que discrète, réorganisation du milieu d'affaires francophone. Afin d'aider les entreprises à devenir plus concurrentielles, le gouvernement encouragea la création de plus grandes entreprises. Comme l'a évoqué Dorval Brunelle, ce phénomène reflétait la restructuration de la classe d'affaires francophone au sein de la province.

Les années 1961-1963 furent ainsi consacrées à la mise sur pied d'une réorganisation des alliances au sein de la bourgeoisie, réorganisation qui devait consolider les liens entre le capital financier et le capital industriel au détriment des entreprises — petites, moyennes ou grosses, peu importait — relevant de propriétaires individuels. Il s'agissait d'accélérer le processus de la destruction des rapports capitalistes de production moins développés⁵.

Le type de restructuration économique qui a stimulé la classe d'affaires francophone québécoise ne constitue pas non plus un phénomène isolé. Le développement de liens étroits entre les intérêts du milieu des affaires et les économies provinciales constituait une tendance générale durant les années soixante et soixante-dix ; le Québec fut à cet égard une des premières provinces à élaborer des politiques de promotion des intérêts de ses gens d'affaires. Jorge Niosi affirme ceci au sujet de la période 1940-1970, alors que le capital canadien se trouvait de plus en plus concentré à Toronto :

L'Ontario est devenue le centre de l'investissement étranger au Canada et le pôle d'attraction du capital local. En même temps, et sous la prospérité générale, des bourgeoisies régionales (notamment au Québec, en Alberta et en Colombie-Britannique) se sont développées. Ces bourgeoisies régionales, épaulées par les gouvernements provinciaux, commenceront à résister (au Québec depuis 1960, en Alberta depuis 1971, en Colombie-Britannique depuis

¹ A. Raynauld, *La propriété*, op. cit., p. 45-46 ; voir aussi J. Y. Desrosiers et L.-N. Tellier, *Qui décide au Québec ?*, Montréal, Les Quinze éditeur, 1978, p. 14.

² A. Raynauld, *La propriété*, op. cit., p. 59.

³ *Ibid.*, p. 107.

⁴ Le Parti québécois, *Qui contrôle l'économie du Québec ?*, Montréal, Les Éditions du Parti québécois, 1972, p. 23.

⁵ D. Brunelle, *La désillusion*, op. cit., p. 109.

1975) au processus concentrationnaire qui délocalise l'industrie canadienne au profit de l'Ontario ¹.

Comme l'indiquent nos propos du chapitre II, au début des années soixante, l'économie québécoise se partageait en trois secteurs principaux : les industries rattachées au secteur des ressources, les industries légères et les industries lourdes. On peut voir au tableau 25 l'importance de ces secteurs, ainsi que la concentration des entreprises francophones dans les secteurs traditionnels à forte main-d'œuvre. Le tableau indique la faible participation des compagnies francophones dans des secteurs économiques majeurs tels la finance, l'industrie minière et le commerce de gros. Le tableau révèle également la faiblesse de la classe d'affaires francophone québécoise et la relative prépondérance des francophones dans l'agriculture, l'industrie de la construction, le transport et les communications. On notera la concentration des francophones dans des domaines comme le transport et les communications, même à cette époque, ce qui présage d'une certaine façon des développements à venir.

L'étude des exportations par rapport à la répartition de la propriété révèle la fragile position du secteur des affaires francophone au sein du capitalisme continental. À l'époque, seul le secteur des ressources naturelles (qui, d'après le tableau 25, était bien contrôlé par des entreprises canadiennes-anglaises et étrangères) était axé sur les exportations vers les États-Unis. En 1961, 41 % de la production de ce secteur était exportée. Les entreprises canadiennes-françaises qui, comme on l'a noté, entretenaient des liens étroits avec le marché local, comptaient alors pour moins de 5 % des exportations manufacturières, se concentrant dans des secteurs traditionnels tels que les produits forestiers, le meuble et les produits du cuir ².

En plus d'une répartition de la propriété alarmante, et du peu d'importance des francophones dans l'économie provinciale, des problèmes structurels sérieux apparurent dans les années soixante. Le secteur de l'industrie légère — par exemple l'industrie du textile — déclinait depuis les années trente, mais dans les années soixante tant l'industrie légère que l'industrie lourde étaient devenues très dépendantes du marché intérieur, n'exportant respectivement que 3 et 9 % de leur production ³. De plus, les investissements américains diminuèrent, se déplaçant vers le secteur des services, particulièrement dans le domaine de la distribution, une situation inquiétante pour les petits et moyens manufacturiers de moins en moins capables de pénétrer les réseaux de distribution ⁴.

¹ J. Niosi, *La bourgeoisie canadienne*, op. cit., p. 44.

² A. Raynauld, *La propriété*, op. cit., p. 108.

³ M. Dumais, « L'économie québécoise contemporaine », op. cit., p. 115.

⁴ Gouvernement du Québec, ministère de l'Industrie et du Commerce, « Faiblesse structurelle de l'économie québécoise », dans R. Tremblay (dir.), *L'économie québécoise*, op. cit., p. 334.

À la fin des années soixante, la politique gouvernementale d'aide à la croissance d'entreprises sous contrôle francophone obtenait un succès mitigé. En outre, malgré une restructuration du secteur privé à la fin de la décennie, les industries importantes étaient encore solidement contrôlées par des intérêts américains et anglo-canadiens, comme le montre le tableau 26. Le même tableau révèle cependant qu'au moins une compagnie francophone, Bombardier, avait accédé au rang des grandes entreprises au Québec.

TABLEAU 25
Comparaison, pour l'ensemble du secteur privé de l'économie, entre les
établissements sous contrôle canadien-français, canadien-anglais et
étranger quant à la main-d'œuvre employée : hypothèse probable
(en milliers de personnes)

[Retour à la table des tableaux et des figures](#)

Secteur	Établissements sous contrôle			main- d'œuvre totale du recensement
	canadien- français	canadien- anglais	étranger	
Agriculture	119 800	11 400	n.d.	131 200
Mines	1 700	13 700	10 400	25 800
Fabrication	101 400	220 300	146 400	468 200
Construction	64 100	44 500	17 700	126 400
Transports et communications				
secteur privé	38 400	50 600	13 400	102 400
Commerce de gros	23 700	32 700	12 900	69 300
Commerce de détail	101 400	63 900	13 400	178 700
Institutions financières	16 100	33 000	13 100	62 200
Services	249 900	10 100	n.d.	62 200
Total, tous les secteurs	716 500	571 100	227 300	1 515 100

Source : André Raynauld, La propriété des entreprises au Québec, Montréal, Les Presses de l'Université de Montréal, 1974, tableau II-17A, p. 63.

Dans les années soixante-dix, les francophones commencèrent à jouer un rôle plus important au sein de l'économie québécoise. Des données qui remontent à 1974 illustrent la poussée économique croissante des francophones. Contrairement à ce que l'étude d'André Raynauld indiquait pour le début des années soixante, c'est-à-dire que le milieu francophone des affaires ne comptait que pour 15,4 % de la valeur ajoutée dans le secteur manufacturier (en comparaison de 42,8 % pour le secteur anglophone et 41,8 % pour le capital étranger), des études ultérieures démontrent qu'en 1974 ce niveau atteignait 21,5 % de la valeur ajoutée (tandis que chez les Canadiens hors Québec, il était de 38,9 % et de 39,6 % pour le capital étranger investi dans ce

secteur) et, en 1978, 22,3 % (en comparaison de 37,1 % pour les entreprises anglophones et de 40,6 % pour les entreprises à propriété étrangère ¹).

Le pouvoir croissant de l'entreprise francophone se reflète dans divers secteurs. Entre 1950 et 1974, la part de marché des compagnies de fiducie et d'assurances québécoises passa de 15 à 30 % alors que la part contrôlée par les grandes sociétés pancanadiennes chutait de 39 à 34 %, et de 33 à 20 % pour les intérêts américains et britanniques ². Un article paru dans le *New York Times* en 1977 décrit cette tendance comme suit : « [...] des institutions canadiennes-françaises, y compris les caisses populaires, ont en grande partie occupé la place laissée vacante par les institutions financières anglo-canadiennes qui ont commencé à quitter le Québec bien avant l'arrivée au pouvoir du gouvernement indépendantiste ³. »

Malgré ces tendances, on ne peut minimiser l'importance de l'expansion du contrôle économique exercé par les Canadiens français dans les années soixante et soixante-dix. Comme le souligne Wallace Clement dans *The Canadian Corporate Elite*, à compter de 1972 la représentation des Canadiens français au sein de l'élite économique du pays s'était peu améliorée depuis l'époque 1940-1960 alors qu'ils étaient fortement sous-représentés (ce qui est corroboré par John Porter dans son important essai : *The Vertical Mosaic* ⁴). Tandis que l'étude de Porter établit que les Canadiens français comptaient pour 6,7 % de l'élite économique canadienne, cette proportion n'atteignait que 8,4 % vingt ans plus tard ⁵. Et en 1974, seulement 5 % des entreprises industrielles québécoises possédant des actifs de plus de 50 millions de dollars appartenaient à des Canadiens français, tandis que les banques sous contrôle francophone représentaient moins de 10 % des actifs bancaires canadiens ⁶. Quoi qu'il en soit, les entreprises sous contrôle francophone progressèrent lentement et, comme l'indique le tableau 27, cette expansion se fit davantage sentir dans des secteurs comme ceux du matériel de transport, de l'impression et de l'édition, et des minéraux non métalliques.

¹ Données contenues dans G. Bernier et R. Boily, *Le Québec en chiffres*, op. cit., p. 150-152.

² F. Moreau, *Le capital financier québécois*, op. cit., p. 99.

³ Roderick Oram, *New York Times*, 19 juin 1977, cité dans F. Moreau, *ibid.*, p. 105.

⁴ John Porter, *The Vertical Mosaic*, Toronto, University of Toronto Press, 1965.

⁵ W. Clement, *The Canadian Corporate Elite*, op. cit., p. 233.

⁶ Arnaud Sales, « Système mondial et mouvements nationaux dans les pays industrialisés », *Sociologie et Sociétés*, vol. XI, no 2, 1979, p. 88.

TABLEAU 26
Les grandes entreprises industrielles du Québec, 1969

[Retour à la table des tableaux et des figures](#)

Entreprise	Nombre d'employés	Secteur	Contrôle
Northern Electric	13 500	Électronique	Anglo-canadien
Alcan	12 200	Aluminium	Anglo-canadien et américain
Dominion Textile	10 500	Textile	Anglo-canadien
Canadian International Paper	9 800	Papier	Américain
Domtar	9 500	Papier	Anglo-canadien
Consolidated Bathurst	8 000	Papier	Anglo-canadien
Noranda	8 000	Mines	Anglo-canadien
Canadair	8 000	Aéronautique	Américain
Price	5 800	Papier	Anglo-canadien et britannique
United Aircraft	5 500	Aéronautique	Américain
Bombardier	4 000	Machinerie	Canadien-français

Sources : Comité de documentation du Parti québécois, La souveraineté et l'économie, Montréal, Éditions du Jour, 1970, p. 18 ; Maurice Saint-Germain, Une économie à libérer, Montréal, Les Presses de l'Université de Montréal, 1973, tableau XX, p. 110.

À la fin de 1975, les Canadiens français ne contrôlaient que 12 % des 136 plus grandes entreprises canadiennes. Plusieurs des entreprises québécoises qui avaient joint ce club sélect étaient nées depuis peu. Certaines, comme Power Corporation, avaient vu le jour à la suite de la prise de contrôle de sociétés, tandis que d'autres (par exemple le Trust Général du Canada, la Banque Canadienne Nationale, la Banque Provinciale du Canada et la Banque d'épargne^{*}) étaient des entreprises bien établies, contrôlées depuis toujours par des francophones. On note que nombre de compagnies appartenant à ce groupe de puissantes entreprises (auxquelles se joignit Provigo en 1977) différaient des entreprises francophones d'autrefois par l'envergure continentale et pancanadienne de leurs intérêts économiques. C'est à cette époque que l'expansion des entreprises sous contrôle francophone s'accrut tant à l'échelle canadienne qu'à l'échelle internationale¹.

À la fin des années soixante-dix et au début des années quatre-vingt, cette expansion s'accéléra. Il n'est pas difficile de trouver des exemples d'entreprises reflétant la puissance économique croissante de la classe d'affaires francophone

^{*} Devenue depuis la Banque Laurentienne. (N. D.T.)

¹ Jorge Niosi, « La multinationalisation des firmes canadiennes-françaises », *Recherches sociographiques*, vol. XXIV, n° 1, janvier-avril 1983, p. 39.

québécoise. Ainsi, Provigo, créée en 1969 par la fusion de trois compagnies d'alimentation de gros sous contrôle québécois francophone¹, prit de l'expansion tout au long des années soixante-dix en se portant acquéreur d'entreprises québécoises de distribution d'aliments surgelés et de fruits et de légumes sur le marché montréalais, et en absorbant finalement de petites compagnies d'alimentation de détail. En 1977, Provigo était en mesure de prendre le contrôle d'une entreprise plus grosse qu'elle, la M. Loeb Ltd. d'Ottawa, augmentant ainsi substantiellement sa taille et son pouvoir (particulièrement en raison du contrôle de Loeb sur des entreprises américaines et pancanadiennes). Par ces acquisitions, Provigo portait ses actifs consolidés à près de 300 millions de dollars². En 1981, l'entreprise acquit 100 % des actions de National Drug Limited et au cours de la même année, elle achetait pour un peu plus de 95 millions de dollars presque toutes les actions de Dominion Stores Limited au Québec³. Au milieu des années quatre-vingt, grâce à ses acquisitions et à la restructuration de l'entreprise, Provigo devenait un *holding* de premier plan — engagé dans la vente d'aliments, de produits pharmaceutiques, d'articles de sport et de produits divers au gros et au détail, non seulement au Québec mais à travers le Canada. Elle s'engagea dans la vente au détail de produits pétroliers et dans les secteurs de l'investissement immobilier et de la gestion d'immeubles liés à ses entreprises de vente⁴. Provigo devenait ainsi la deuxième plus grande entreprise canadienne de distribution alimentaire et le plus important grossiste en produits pharmaceutiques du pays ; mais loin de se limiter au marché canadien, elle se lança dans une offensive expansionniste aux États-Unis⁵. À l'été 1985, Provigo acquit, pour 36,3 millions de dollars, 46 % des actions avec droit de vote de Distribution aux Consommateurs. En 1985, ses ventes annuelles s'élevaient à 47 milliards de dollars ; l'augmentation de la valeur des ventes dépassait dans ses principales succursales l'indice des prix à la consommation⁶. En 1986, Provigo se situait parmi les cent entreprises canadiennes les plus rentables, avec des actifs⁷ de plus de 863 millions de dollars, et elle accélérât son expansion sur le marché américain⁸.

¹ *Ibid.*, p. 66.

² Jorge Niosi, « La nouvelle bourgeoisie canadienne-française », *Les Cahiers du socialisme*, n° 1, printemps 1978, p. 15.

³ *The Financial Post Corporation Service*, Provigo Inc., 19 mars 1985, p. 4.

⁴ *Ibid.*, p. 1.

⁵ « Provigo Looks to U.S. With Expansion Plans », *The Globe and Mail*, 27 mai 1986, p. B-5.

⁶ Jennifer Henderson, « Provigo Shows Strength », *The Financial Post*, 26 avril 1986, p. 26.

⁷ « Ranking Corporate Performance in Canada », *Report on Business Magazine*, juillet 1986, p. 172.

⁸ En 1980 et 1981, Provigo réalisait déjà 17 % de ses ventes aux États-Unis.

TABEAU 27
Pourcentage des expéditions dans les divers secteurs de l'industrie sous
contrôle québécois francophone, 1961,1974

[Retour à la table des tableaux et des figures](#)

Secteur	1961	1974	Variation
Aliments	34,8	34,5 ^(a)	
Boissons	5,3	n.d.	
Tabac	0,9	0,0	– 0,9
Caoutchouc	6,3	15,2	+ 8,9
Cuir	49,9	31,9	– 18,0
Textile	2,0	7,3	+ 5,3
Bonneterie	24,6	12,3	– 12,3
Vêtement	7,3	13,0	+ 5,7
Bois	84,9	72,4	– 12,5
Meuble	38,8	45,5	+ 6,7
Pâte et papier	5,2	6,2	
Produits du papier	21,8	n.d.	
Imprimerie-édition	28,2	46,2	+ 18,0
Fer et acier	8,4	25,6 ^(b)	
Métaux non ferreux	6,9	n.d.	
Produits métalliques	23,4	24,8 ^(c)	+ 1,4
Machinerie	13,3	13,6	+ 0,3
Matériel de transport	5,1	34,2	+ 29,1
Appareils électriques	6,6	3,0	– 3,6
Produits minéraux non métalliques	15,8	29,2	+ 13,4
Pétrole et houille	0,0	0,2	+ 0,2
Produits chimiques	6,5	6,1	– 0,4
Instruments de précision	3,4	n.d.	
Autres	25,4	21,9	– 3,5
Total ^(d)	16,4	21,5	+5,1

(a) Aliments et boissons

(b) Métaux primaires

(c) Transformation du métal

(d) Exportations exprimées en pourcentage des exportations totales pour les établissements sous contrôle francophone.

Sources : André Raynauld, La propriété des entreprises au Québec, Montréal, Les Presses de l'Université de Montréal, 1974, tableau A-8, p. 132 ; Gouvernement du Québec, Bâtir le Québec, Québec, Éditeur officiel du Québec, 1979, p. 37.

Bien que Provigo compte parmi l'une des entreprises québécoises les plus prospères, sa réussite est loin d'être unique. Bombardier est un autre exemple d'entreprise francophone à croissance rapide. Quoique cette compagnie fût fondée au début du siècle, elle prit une expansion considérable après la mise en marché de la motoneige en 1959-1960. Mieux connue pour ses motoneiges (seul produit fabriqué par Bombardier, il y a vingt ans), cette entreprise s'est grandement diversifiée et possède un important potentiel de croissance dans le marché lucratif du transport public aux États-Unis. Contrôlée à 66 % par la famille Bombardier¹, elle devenait la première industrie multinationale québécoise francophone en 1969. Le fait que, dès 1977, plus de 72 % de ses ventes étaient réalisées à l'extérieur du Québec témoigne de sa croissance rapide². Tout au long des années soixante-dix, Bombardier accrut sa gamme de produits en diversifiant sa production de matériel de transport et, grâce à un contrat de construction de wagons pour le métro de Montréal en 1974, elle entra dans le marché du transport public. De nos jours, cette compagnie domine le secteur des transports en Amérique du Nord et prend de l'expansion sur d'autres continents. En 1985, 19 % des ventes de Bombardier se faisaient aux États-Unis et 8 % en Europe³. L'entreprise possède des usines au Canada, aux États-Unis et en Australie et vend ses produits dans plus de cinquante pays ; en 1985, les ventes de motoneiges ne représentaient que 20 % de son chiffre d'affaires. Entre 1980 et 1982, l'État du New Jersey et les villes de Chicago et de Portland ont passé des commandes de 200 millions de dollars (US) avec Bombardier pour la construction de wagons de trains de banlieue et intercités. En 1981, la compagnie décrocha un contrat de fabrication de cent quatre-vingt wagons pour le métro de Mexico et, en 1982, un contrat de fabrication de huit cent vingt-cinq wagons de métro pour la ville de New York (c'était, à l'époque, le plus important contrat d'exportation de l'histoire commerciale canadienne⁴).

En 1985, d'après le *Financial Times of Canada*, Bombardier faisait partie des cent cinquante-cinq plus grandes firmes canadiennes, avec des profits nets de 10,1 millions et des actifs de 427 millions de dollars⁵. Elle élargit son champ d'activité avec l'acquisition de Canadair Limitée. Grâce à un réseau d'entreprises de fabrication et de vente de matériel de transport, de véhicules récréatifs, de moteurs diesel, de locomotives et d'avions, Bombardier est devenue la plus importante multinationale québécoise⁶. Son dynamisme et sa

¹ Alan D. Gray, « Bombardier's Pioneering Ways », *Financial Times of Canada*, 24 février 1986, p. 3, 26.

² J. Niosi, « La multinationalisation », *op. cit.*, p. 65.

³ *The Financial Post Corporation Service*, Bombardier Inc., 6 janvier 1986, p. 2.

⁴ *Québec économique internationale*, vol. II, n° 3, automne 1984, p. 11.

⁵ A. D. Gray, « Bombardier's Pioneering Ways », *op. cit.*, p. 3.

⁶ *Québec économique internationale*, *op. cit.*, p. 11.

vitalité sur le plan international sont constamment mis en relief dans les politiques économiques internationales du Québec et du Canada. Ainsi, le gouvernement canadien a cherché à faire de la réduction des barrières tarifaires et non tarifaires sur la vente de matériel de transport un élément central des discussions du GATT (Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce) dans le cadre de l'Uruguay Round.

La croissance de la firme d'ingénieurs-conseils Lavalin a constitué un autre exemple de l'évolution tranquille d'un géant québécois au cours des vingt-cinq dernières années. Jusqu'au début des années soixante, cette compagnie, fondée cinquante ans auparavant, était une modeste entreprise vivant de contrats. Sa croissance s'amorça après l'arrivée au pouvoir des libéraux de Lesage en 1960, et coïncida avec les réformes de la Révolution tranquille. Sous la direction de Bernard Lamarre, la croissance de Lavalin, particulièrement au cours des quinze dernières années, a été déterminée en partie par l'acquisition de petites compagnies. En 1985, Lavalin comprenait plus de soixante sociétés commerciales et gérait des projets dans au-delà de quatre-vingt-dix pays. Ses contrats à l'étranger comptaient pour 45 % de son chiffre d'affaires. Exemple typique de la nouvelle génération d'entreprises québécoises, Lavalin a bénéficié de subsides et d'octrois incitatifs du gouvernement dans sa politique étatique d'après 1960, et ce par le biais de la Caisse de dépôt et de placement.

Parmi les autres grandes sociétés francophones comparables à Provigo, Bombardier et Lavalin¹, on compte Power Corporation, Quebecor et Unigesco. Il existe, en outre, plusieurs petites et moyennes entreprises — la plupart d'entre elles créées depuis la guerre — dont le dynamisme s'exprime sur les marchés québécois, canadien et étranger. De fait et parallèlement à la croissance de grandes sociétés, le dynamisme des petites et moyennes entreprises québécoises est constamment désigné comme la source majeure du regain de vitalité du secteur privé de la province.

Des entreprises québécoises de toutes catégories ont pris une rapide expansion sur le marché international et s'orientent davantage vers l'exportation. Les exportations québécoises vers l'étranger se sont accrues de manière fulgurante, passant de 4,4 milliards de dollars en 1973 à 16 milliards de dollars en 1981. Après avoir connu une baisse en 1982, elles remontèrent à 15 milliards de dollars en 1983. Ainsi, entre 1983 et 1984, les exportations vers les États-Unis ont augmenté de 25 % pour s'établir à 13 milliards de dollars². Par exemple, les exportations de produits laitiers, d'amiante et de matériel de télécommunication vers des pays comme le Nigeria, la Côte-d'Ivoire, le

¹ Pour des données plus élaborées sur la croissance de Lavalin, voir Robert Parent, « Les multinationales québécoises de l'ingénierie », *Recherches sociographiques*, vol. XXIV, n° 1, janvier-avril 1983, p. 88-90 ; La corporation professionnelle de CMA, *Guerriers de l'émergence*, Montréal, Québec/Amérique, 1986.

² Michael Clugston, « Going Flat Out », *Canadian Business*, vol. LVIII, n 5, mai 1986, p. 23.

Cameroun et le Gabon ont augmenté considérablement au cours des dernières années, et les exportations québécoises vers l'Afrique francophone ont atteint une valeur de près de 300 millions de dollars en 1985 ¹. D'après Ian MacKinnon, président de Decima Research, les sondages de l'époque décrivaient les Québécois comme « plus sûrs d'eux-mêmes, plus dynamiques et plus internationalistes que le reste de la population canadienne ² ».

Nombre d'interventions étatiques des années soixante et soixante-dix visant le développement du secteur privé québécois ont manifestement porté fruit dans les années quatre-vingt. Aujourd'hui, quelques-unes des plus grandes entreprises d'ingénierie au monde sont établies au Québec ^{*}. Exerçant leurs activités à travers le monde et particulièrement dans le tiers monde, les firmes d'ingénierie québécoises comme Lavalin et SNC (Surveyer, Nenniger et Chênevert ³) ont conquis leur part de marché et acquis leur compétence initiale grâce à de grands travaux publics tels Manic-Outardes, Expo 67 et la Baie James — tous réalisés sous l'égide de gouvernements québécois dans les années soixante et soixante-dix. Ainsi, le savoir-faire acquis dans le projet de la Baie James financé par des fonds publics a été utilisé en 1984 au Pérou par BG Checo International qui a décroché un important contrat d'électrification rurale ⁴. De plus en plus, les entreprises québécoises augmentent leurs compétences dans la production d'énergie, les télécommunications, le transport, les procédés industriels ainsi que dans l'exploitation et la transformation des ressources naturelles ⁵. Dans de nombreux cas, l'acquisition de ce savoir-faire n'aurait pas été possible sans la stratégie gouvernementale ambitieuse des années soixante et soixante-dix. La force des entreprises québécoises francophones s'exprime aussi dans les titres en portefeuille. Ainsi, le groupe La Laurentienne, dirigé par l'ex-ministre des Affaires sociales, Claude Castonguay, contrôlait des actifs pour près de 10 milliards de dollars en 1987 ⁶, ce qui faisait de cette institution la troisième société de portefeuille en importance au Canada, après Trilon et Power Corporation.

Le milieu coopératif constitue un autre élément du secteur privé qui joue aujourd'hui un rôle vital au sein de la société québécoise. Tout comme certaines provinces de l'Ouest, dont la Saskatchewan, le Québec s'est

¹ Jennifer Henderson, « Quebec Entrepreneurs Keen on Trade with French Africa », *Financial Post*, 31 mai 1986, p. 43.

² Cité dans Graham Fraser, « Mandarin's Appointment Veils Quebec Trade Stance », *The Globe and Mail*, 22 mars 1986, p. A-8.

^{*} Depuis 1991, la firme francophone SNC – Lavalin est la plus importante du Canada.

³ Pour un examen de la croissance de telles entreprises, voir R. Parent, « Les multinationales québécoises de l'ingénierie », *op. cit.*, p. 75-94.

⁴ « Quebec Technology Tackles the Andes of Peru », *Québec économique international*, vol. 1, n° 2, hiver 1983-1984, p. 6-7.

⁵ F. Moreau, *Le capital financier québécois*, *op. cit.*, p. 142.

⁶ « Le Groupe La Laurentienne contrôlera bientôt 10 milliards \$ d'actifs », *Les Affaires*, 10 janvier 1987, p. 3.

traditionnellement enorgueilli de posséder un important secteur coopératif dont les caisses populaires sont la clé de voûte. Constituée au début du XX^e siècle, la puissance économique des coopératives québécoises s'est accrue grandement dans les années soixante-dix et quatre-vingt. Le plus important pilier du mouvement coopératif se situe encore manifestement dans les caisses populaires, que l'on désigne sous le nom de *Mouvement Desjardins*, créées au tournant du siècle par Alphonse Desjardins. En 1986, le Mouvement Desjardins possédait près de mille cinq cents caisses populaires à travers le Québec, et ses actifs s'élevaient à plus de 30 milliards de dollars ¹. Ensemble, les caisses administrent des fonds d'épargne colossaux, davantage en général que toute autre institution financière installée au Québec.

Dans les années soixante-dix, ces fonds étaient de plus en plus investis dans des entreprises établies au Québec. Les coopératives financières étaient d'ailleurs le principal bailleur de fonds des entreprises francophones implantées à l'extérieur des villes de Montréal et de Québec. La Caisse d'entraide économique, par exemple, stimula grandement l'économie québécoise dans les années où le retrait du capital anglophone se faisait le plus sentir au Québec ². En 1985, les Caisses populaires contrôlaient la moitié du marché hypothécaire résidentiel et 40 % de celui des emprunts au Québec ³. Plus récemment, le Mouvement Desjardins a pris avantage de la déréglementation québécoise pour amorcer son expansion à l'extérieur de la province. Les activités des coopératives financières reflètent en général la récente tendance expansionniste du capital québécois. Comme le montre le tableau 28, le montant des actifs reflète l'importance des principaux acteurs au sein de l'économie canadienne. En 1979, par exemple, Culinar, dont la majorité des actions appartenaient au Mouvement Desjardins, se porta acquéreur de la compagnie américaine Orchard Hill Farms ⁴, un signe de la tendance du capital québécois à acquérir des entreprises américaines.

Malgré leurs différences structurales par rapport aux entreprises privées, les coopératives ont progressivement basculé dans l'orbite capitaliste et leurs prises de décision se sont graduellement centralisées ⁵. Bien que la classe d'affaires francophone traditionnelle ait assuré une présence timide aux conseils d'administration des coopératives, celles-ci restent essentiellement assujetties à la classe moyenne québécoise alors que la classe d'affaires montante n'a pas réussi à y faire une percée ⁶. Quoi qu'il en soit, les

¹ « Caisses populaires : Claude Béland succède à Raymond Blais », *Les Affaires*, 24 janvier 1987, p. 8.

² F. Moreau, *Le capital financier québécois*, op. cit., p. 75 et suiv.

³ Diane Francis, *Controlling Interest*, Toronto, Macmillan of Canada, 1986, p. 204.

⁴ F. Moreau, *Le capital financier québécois*, op. cit., p. 71.

⁵ Pierre Fournier (dir.), *Capitalisme et politique au Québec*, Montréal, Albert Saint-Martin, 1981, p. 40 ; D. Francis, *Controlling Interest*, op. cit., p. 204-205.

⁶ J. Niosi, *La bourgeoisie canadienne*, op. cit., p. 52-53.

coopératives participent au réalignement actuel des forces allant dans le sens d'un renforcement des intérêts du secteur privé au détriment de ceux qui sont le plus intimement liés à l'État ou au secteur public.

Les politiques adoptées à la fin des années soixante-dix par le gouvernement du Parti québécois pour stimuler la croissance de la PME (petite et moyenne entreprise) continuèrent de porter fruit dans les années quatre-vingt. En 1986 seulement, vingt-neuf mille petites entreprises furent incorporées au Québec, surpassant le nombre d'incorporations en Ontario. C'est la petite et moyenne entreprise qui a contribué en grande partie à l'essor renouvelé du secteur privé québécois. Nombre de leurs gestionnaires attribuent ce succès à la politique d'aide gouvernementale instituée par des régimes comme celui du gouvernement du Parti québécois, visant d'abord la survivance et ensuite, la croissance. Comme l'affirmait le dirigeant d'une de ces entreprises : « Une entreprise de notre taille n'aurait pu obtenir de financement public nulle part ailleurs en Amérique du Nord ¹. »

De cette nouvelle ère de l'économie québécoise, Dominique Clift affirme ceci :

L'accession à l'unité intérieure, l'adoption de valeurs individualistes et l'affirmation d'un nouvel esprit d'entreprise encouragent toutes l'expansionnisme économique. [...] On se retrouve devant une situation inédite ².

Le changement en faveur d'un climat d'entrepreneurship au Québec se manifeste dans divers secteurs. Des revues de critique sociale comme *Cité libre* et *Parti pris* ont été remplacées par *Finance* en 1979 (qui a fusionné avec le journal *Les Affaires* en 1990) et *Le Devoir économique* en 1985, témoignant d'une société en transition. Une autre importante revue économique, *Les Affaires* (fondée en 1928), a plus que doublé son tirage au cours des dernières années, atteignant quatre-vingt-dix mille exemplaires en 1987. D'après Richard French, l'hégémonie des technocrates, des nationalistes, des sociologues et de l'intelligentsia littéraire québécois a été érodée par la montée d'une nouvelle bourgeoisie d'affaires ³.

¹ *Canadian Business*, vol. LVIII, n° 5, mai 1986, p. 27.

² Dominique Clift, *Le déclin du nationalisme au Québec*, Montréal, Libre Expression, 1981, p. 186-187.

³ Richard French, « La crise d'une hégémonie », *Le Devoir*, 16 décembre 1982, p. VII.

TABLEAU 28
Les plus grandes sociétés canadiennes réparties
selon leurs actifs, 1985

[Retour à la table des tableaux et des figures](#)

Rang	Société	Actifs	Rang d'après les profits
1	Banque Royale	96 016 863 000	3
2	Banque de Montréal	82 419 701 000	8
3	Banque Canadienne Impériale de Commerce	75 834 339	7
4	Banque de la Nouvelle-Écosse	61 068 795	12
5	Banque Toronto-Dominion	50 218 294	5
6	Hydro-Ontario	29 320 000	—
7	Hydro-Québec	29 183 000	—
8	Genstar ^(a)	25 370 085	21
9	Banque Nationale ^(b)	23 339 787	26
10	Caisse de dépôt et placement	22 543 379	2
11	Desjardins	22 532 191	—
12	Canadien Pacifique	21 445 926	15
13	Les entreprises Bell Canada	20 583 400	1
14	Trilon ^(c)	15 136 000	44

^(a) Incluant les actifs de Canada Trustco.

^(b) Excluant les actifs de la Banque Mercantile.

^(c) Incluant les actifs de Royal Trustco.

Sources : Report on Business Magazine, juillet 1986, p. 197 ; Report on Business 1000, été 1986, p. 248

L'essor du secteur privé québécois est plus perceptible à Montréal, qui constitue encore le cœur économique de la province. Thomas Courchene note qu'« il y a environ une décennie, il aurait été facile d'éliminer Montréal en tant que centre financier [...] mais Montréal fait actuellement un retour remarquable ¹ ». La Bourse de Montréal, qui a si longtemps stagné à l'ombre de la Bourse de Toronto (TSE), a repris de la vigueur, changement souvent attribué aux politiques innovatrices du gouvernement du Parti québécois, et notamment au Régime d'épargne-actions (REA), institué en 1979. Bien que la Bourse de Toronto occupe toujours une situation prépondérante au sein de

¹ Thomas J. Courchene, « Market Nationalism », *Options politiques*, vol. VII, n° 8, octobre 1986, p. 7.

l'économie canadienne (des cinq bourses canadiennes en 1985, elle s'accaparaît 76,5 % des actions transigées ¹, la part de la Bourse de Montréal s'est accrue au cours de la première moitié des années quatre-vingt. En 1986, la Bourse de Montréal avait augmenté sa part de la valeur combinée des actions transigées à Montréal et à Toronto de 13 % en 1980 à 20 % ². En 1986, les actions de cent soixante-dix-sept nouvelles compagnies étaient inscrites pour la première fois à la Bourse de Montréal, constituant l'un des nombreux records établis par la Bourse cette année-là ³. En 1986, les actions émises dans le cadre du REA comptaient pour 9,2 % de la valeur totale des actions transigées sur le parquet de la Bourse de Montréal ⁴.

Il ne faudrait toutefois pas exagérer l'ampleur du nouvel essor économique montréalais ; hormis l'optimisme économique qui règne dans la province, rien n'indique un renversement du mouvement de périphérisation du Québec. Ainsi, de 1977 à 1987, la population de Montréal s'est accrue de 4 % pendant que celle de Toronto augmentait de 22 %. En octobre 1987, le taux de chômage à Montréal s'établissait à 8,9 %, soit le double de celui de Toronto ⁵. Bien qu'elle jouisse d'une croissance modérée et d'une classe d'affaires francophone revigorée, l'économie québécoise reste fragile et marginalisée.

La scène politique et la transformation du secteur privé

[Retour à la table des matières](#)

Les changements touchant le secteur privé québécois ont modifié considérablement les liens entre l'État et le monde des affaires. Le pouvoir accru des associations patronales francophones dans l'économie québécoise les a amenées à maintenir des contacts réguliers avec le gouvernement. Un nombre croissant d'organismes comptaient dans leurs rangs des gens d'affaires francophones : le chapitre québécois de l'Association des manufacturiers canadiens, la Chambre de commerce de Montréal et le Bureau de commerce de Montréal. Le Centre des dirigeants d'entreprise, association créée en 1943 et représentant des gens d'affaires engagés dans environ quatre cents entreprises (à 90 % francophone d'après les estimations), amorça, à la fin des années soixante et au début des années soixante-dix, une réorganisation des intérêts du monde des affaires qui entraîna la création du Conseil du patronat du Québec. Institué en 1969, cet organisme devint un acteur important sur la scène

¹ Alan D. Gray, « Born-again Montreal », *Financial Times of Canada*, 12 mai 1986, p. 3.

² Robert Gibbens, « ME Increases its Stake Value of Shares on ME, TSE Over Year », *The Globe and Mail*, 1^{er} janvier 1987, p. B-2.

³ *Idem.*

⁴ *Idem.*

⁵ Bruno Riverin, « Libre opinion », *Le Devoir*, 2 décembre 1987, p. 11. 92..

politique québécoise, prenant position sur des questions comme la législation du travail et le fédéralisme, et se portant à la défense de la libre entreprise. Il exerça en outre une influence déterminante sur le régime pro-économique de Robert Bourassa de 1970-1976. Pierre Fournier décrit le Conseil du patronat du début des années soixante-dix comme « l'interlocuteur le plus autorisé des dirigeants d'entreprise auprès du gouvernement et de la population du Québec¹ ». Et comme le faisait observer le président du conseil d'administration d'une importante compagnie : « Dans tout ce qui se fait au Québec, le Conseil du patronat a son mot à dire². » La figure 2 montre les liens entre le monde des affaires et le gouvernement au milieu des années soixante-dix.

Après l'élection du Parti québécois en 1976, la communauté francophone des affaires, craignant fort de perdre ses liens privilégiés avec le gouvernement, exerça des pressions plus ouvertes et plus directes sur le régime que cela n'avait été nécessaire sous le gouvernement pro-entreprise de Bourassa. Le président du Bureau de commerce de Montréal (BCM) notait que « avec les gouvernements précédents, des négociations plus discrètes constituaient la règle. Jamais le président du Board of Trade n'avait eu à formuler des déclarations publiques³ ». Quoique les personnages clés des cabinets péquistes ne se soient jamais opposés foncièrement aux gens d'affaires (dont certains étaient favorables à l'option du Parti québécois), le discours de certains membres du cabinet, ainsi que l'orientation social-démocrate du parti, contribua à refroidir les relations entre le gouvernement et la communauté d'affaires⁴.

Les relations tendues entre le Parti québécois et la majorité de la classe d'affaires francophone tenaient non seulement aux politiques traditionnelles du Parti québécois, qui avaient tendance à s'opposer ouvertement au secteur privé, mais également à l'incompatibilité entre l'objectif politique à long terme de souveraineté-association du gouvernement et les stratégies financières du nouveau secteur des affaires. À compter des années soixante-dix, le nouveau secteur privé francophone, financièrement et commercialement, opta carrément pour une démarche pancanadienne, continentale et internationale. Pour ce groupe, la souveraineté-association signifiait l'instabilité politique et économique. En fait, même si initialement certains éléments du Parti québécois

¹ Pierre Fournier, *Le patronat québécois au pouvoir : 1970-1976*, Montréal, Hurtubise HMH, 1979, p. 80.

² *Ibid.*, p. 81

³ Cité dans Raymond Hudon, « The Parti Québécois in Power : Institutionalization, Crisis Management and Decline », dans Hugh Thorburn (dir.), *Party Politics in Canada*, 5^e ed., Scarborough (Ont.), Prentice-Hall, 1985, p. 227.

⁴ Voir Richard D. French, « Governing Without Business : The Parti Québécois in Power », dans V. V. Murray (dir.), *Theories of Business-Government Relations*, Toronto, Trans-Canada Press, 1985, p. 165 et suiv.

étaient prêts à remettre fondamentalement en question le système capitaliste, le caractère illusoire d'une telle opposition devint évident à mesure que le parti poursuivait son mandat. Au milieu des années soixante-dix, une idéologie favorable aux entreprises commença à émerger sur la scène québécoise. Des leaders du monde des affaires amorcèrent une analyse économique du Québec qui entraîna l'apparition d'une contre-idéologie s'opposant au consensus nationaliste. En fin de compte, cette idéologie allait à l'encontre de la stratégie étatiste qui avait marqué les années soixante et le début des années soixante-dix. De plus, le statut des gens d'affaires s'améliora au sein de la société québécoise. Les sondages Gallup effectués depuis 1973 montrent que les gens d'affaires sont devenus les personnes les plus « respectées et crédibles » de la province, davantage même que les médecins et les prêtres ¹.

Le changement de statut des gens d'affaires s'est aussi reflété dans l'attitude des jeunes Québécois. Dès 1978, plus du tiers des élèves des écoles de commerce au Canada fréquentaient des institutions d'enseignement québécoises. Cette même année, l'École des hautes études commerciales (HEC), l'institution la plus renommée du Québec dans ce secteur, devait refuser mille cent cinquante demandes d'admission. En 1979, ce nombre augmentait à deux mille. L'École des HEC est actuellement la plus importante école de commerce au pays ². Au milieu des années quatre-vingt, les six plus importantes écoles de commerce du Québec ne suffisaient plus à la tâche, décernant plus de quatre cents maîtrises en administration publique, un tiers des diplômes canadiens dans ce domaine. En outre, ces diplômés optèrent dans l'ensemble pour le secteur privé. En 1985, seulement 5 % des diplômés de l'École des HEC acceptèrent des postes dans le secteur public, comparativement à 90 % en 1970 ³.

¹ M. Clugston, « Going Flat Out », *op. cit.*, p. 23.

² Graham Fraser, *Le Parti québécois*, Montréal, Libre Expression, p. 237 ; Judy Steed, « The Unquiet Revolution », *Report on Business Magazine*, mai 1985, p. 19.

³ Norman Provencher, « Third of all MBAS to Graduate from Quebec Schools », *The Gazette*, 27 août 1985, p. B-5.

FIGURE 2
Réseau des relations du patronat
avec le gouvernement du Québec

[Retour à la table des tableaux et des figures](#)

Source : Bernard Pratte, *Le Conseil du patronat du Québec : rôle et idéologie, 1963-1976, mémoire de maîtrise en histoire, Université de Montréal, 1985.*

À la fin des années soixante-dix, et de plus en plus au début des années quatre-vingt, les tensions s'atténuèrent entre le PQ et le secteur francophone des affaires en pleine expansion. De fait, au milieu des années quatre-vingt, les relations entre le Parti québécois et le monde des affaires s'améliorèrent de façon spectaculaire. L'adhésion du Parti québécois à l'idéologie de la classe d'affaires était formulée dans ses énoncés de politique, *Bâtir le Québec* (1979) et *Le virage technologique* (1982). Le coût prévu de la politique industrielle énoncée dans ces documents fut mentionné au cours d'une conférence de presse de Bernard Landry, alors ministre responsable du développement industriel : 1 milliard de dollars annuellement jusqu'en 1986. Cette dépense qui consistait pour une grande part en une aide directe et indirecte au secteur privé témoignait du nouveau pouvoir de la classe d'affaires et tranchait sur les allégations du gouvernement du Parti québécois selon lesquelles l'état des finances l'obligeait à remettre en question les conventions collectives des enseignants et des employés du secteur public ¹.

Il ne faudrait toutefois pas déduire de tout cela que la nouvelle classe d'affaires en vint à soutenir les objectifs politiques à long terme du Parti québécois. En fait, et bien que certains groupes de gens d'affaires soutenaient le Parti québécois, l'amélioration des relations entre le gouvernement et les milieux d'affaires était due davantage à l'acceptation par le PQ des orientations du secteur privé que l'inverse. Et quoique l'attitude du Parti québécois envers la classe d'affaires québécoise devint de plus en plus favorable, le secteur privé québécois n'a jamais favorisé majoritairement l'option du Parti québécois ². Le Conseil du patronat du Québec, l'association d'employeurs prédominante de la province, a fait campagne contre l'option constitutionnelle du Parti québécois durant le référendum, et le mouvement anti-souverainiste a bénéficié de contributions financières importantes accordées aux entreprises francophones, notamment des filiales de Power Corporation, Bombardier, Provigo, la Banque Canadienne nationale ^{*} et la Banque Provinciale ³.

¹ Bernard Bonin, « U.S.-Quebec Economic Relations », dans Alfred O. Hero Jr et Marcel Daneau (dir.), *Problems and Opportunities in U.S.-Quebec Relations*, Boulder et Londres, Westview Press, 1984, p. 36.

² R. D. French, « Governing Without Business », *op. cit.*, p. 170.

^{*} La Banque Canadienne nationale et la Banque Provinciale ont fusionné en 1980 pour former la Banque Nationale. (N.D.A.)

³ J. Niosi, *La bourgeoisie canadienne*, *op. cit.*, p. 83.

TABLEAU 29
Répartition professionnelle des ministres dans les cabinets
d'après-guerre au Québec (en pourcentage)

[Retour à la table des tableaux et des figures](#)

Groupe professionnel	Duplessis 1944-1966	Lesage 1960-1966	Johnson 1966-1968	Bourassa 1970-1976	Lévesque 1976-1985	Bourassa 1985-
Agriculture	10,9	1,9	4	—	1,9	—
Gestion d'entreprise	39,1	25,9	44	38,5	20,4	34,6
Finance/Entrepreneur						
Domaine juridique	25	48,1	22	34,3	20,4	26,9
Journalisme	1,6	11,1	—	2,9	9,3	3,8
Éducation	6,2	7,4	12	10	25,9	11,5
Médecine	7,8	3,7	10	2,9	5,5	—
Génie	—	1,9	4	4,2	1,9	7,7
Administration publique	—	—	—	—	—	3,8
Autres	9,4	—	4	7,2	14,7	11,5

Tableau fondé sur une évaluation subjective des professions. Un demi-point est accordé si la personne exerce deux professions (c'est-à-dire un demi-point pour chaque profession). On ne tient pas compte des carrières politiques. Données compilées par Colin Stewart et Roger Butt ; inspiré de Gouvernement du Québec, Répertoire des parlementaires québécois, mise à jour 1978-1987, Québec, Assemblée nationale du Québec, 1987

Au début des années quatre-vingt, la classe d'affaires francophone avait obtenu l'appui de membres influents des deux partis politiques adverses. À partir du référendum et particulièrement après la baisse de la cote de crédit du Québec en 1982, la politique du gouvernement péquiste n'eut de cesse de répondre aux demandes du secteur privé. Les enjeux de la campagne électorale de 1985 reflétaient le pouvoir grandissant des entreprises québécoises, alors que les deux partis les plus importants tentaient de gagner l'appui du puissant secteur privé. Le Parti québécois comme les libéraux élaborèrent des politiques attrayantes pour les petites et moyennes entreprises et déployèrent beaucoup d'énergie pour recruter des candidats parmi les chefs de file du secteur des affaires ¹. Un sondage d'opinion réalisé avant les élections de 1985, que les libéraux remportèrent aux dépens des péquistes, indiquait que le gouvernement du Parti québécois avait fait des gains considérables dans la communauté des affaires ².

¹ « Business Issues Central in Quebec Election », *The Globe and Mail (Report on Business)*, 12 novembre 1985, p. B-8.

² Jean-Paul Gagné, « Sondage exclusif auprès de 200 abonnés du journal », *Les Affaires*, 16 novembre 1985.

Le programme néo-conservateur économique qui a permis aux libéraux de se faire élire, et les premiers discours de personnages bien en vue du gouvernement libéral, dont plusieurs avaient occupé des postes importants dans le secteur privé (par exemple, le président du Conseil du trésor, Paul Gobeil, qui avait été cadre chez Provigo), illustre bien le statut dominant de la nouvelle classe d'affaires québécoise. L'importance de cette classe au sein du gouvernement Bourassa, illustrée au tableau 29, témoigne d'une consolidation du pouvoir du secteur des affaires au Québec.

À l'été de 1986, le gouvernement Bourassa publia trois rapports de comités d'étude institués au début de son mandat. La composition de ces comités de même que le contenu des rapports attestent d'un important virage à droite. Les rapports sur la privatisation (connu sous le nom de rapport Fortier), la déréglementation (le rapport Scowen) et l'efficacité administrative au sein du gouvernement (le rapport Gobeil) reflétaient les demandes de la communauté des affaires francophone du Québec, ainsi que les liens intimes qu'elle entretenait avec le gouvernement Bourassa. Faut-il s'en étonner, considérant que tous les membres des comités en question provenaient de la communauté des affaires, ou lui étaient ouvertement favorables ? Comme l'a écrit Donald Savage : « Les rapports traduisaient clairement les désirs du monde des affaires. Le premier ministre peut difficilement les ignorer puisque c'est lui-même qui en a recruté les auteurs et fait appel à des gens d'affaires chevronnés pour joindre les rangs de son parti avant les élections ¹. » Ce qu'indiquent clairement les rapports est un rejet de l'interventionnisme des années soixante et soixante-dix. Pierre Fortier, ministre responsable du rapport sur la privatisation, résume ainsi la nouvelle vision gouvernementale :

Une nouvelle classe de gestionnaires francophones a pris sa place dans de nombreux secteurs de l'économie. Il devient en conséquence de plus en plus difficile de justifier l'intervention gouvernementale en raison d'un manque d'entrepreneurs au Québec ².

Dans un texte datant de 1981, Dominique Clift semble voir poindre à la fois des relations politiques changeantes au sein de la province et le début d'une ère nouvelle en politique québécoise :

Les réalisations [du secteur privé] seront déterminantes pour l'avenir, de la même façon que la création de l'appareil bureaucratique francophone à Québec l'aura été pour la période qui se clôt actuellement. L'État, les hommes politiques et les gestionnaires des administrations publiques devront

¹ Donald C. Savage, « Québec : La démolition tranquille », *Bulletin de l'Association canadienne de science politique*, vol. XVI, n° 2, novembre 1986, p. 12.

² Michel Cormier, « Quebec Plan on Privatization is a Hot Potato », *The Globe and Mail*, 27 mai 1986, p. A-7.

inévitavelmente se rapprocher de ceux qui font carrière dans l'entreprise et les soutenir socialement et moralement au moyen de politiques adaptées à leurs besoins et à la situation de concurrence dans laquelle ils se trouvent ¹.

À la lumière des changements spectaculaires qui ont touché le secteur privé depuis 1960, il ne fallait pas s'étonner de la mise en sourdine de l'option indépendantiste, de la position de plus en plus favorable à l'économie à la fois du Parti québécois et du gouvernement libéral, et de l'attitude défensive tant de la classe ouvrière que de la classe moyenne du secteur public. Non seulement le Québec se voit aux prises avec une restructuration du capital (au détriment de la classe ouvrière et du secteur étatique, comme dans pratiquement tous les régimes occidentaux), mais aussi, pour la première fois de son histoire, avec un secteur privé francophone vital, se situant à l'avant-scène des aspirations des Québécois en quête d'épanouissement, ce qui amène un changement global du discours social et politique dans la province.

Il ne faudrait toutefois pas exagérer l'importance de la remontée du monde des affaires. Malgré la confiance renouvelée de tous les secteurs de la société dans l'économie québécoise, celle-ci reste fragile. Dès 1987, le gouvernement fédéral subissait des pressions pour mettre en place des mesures de rétablissement du rôle historique de Montréal au sein de l'économie canadienne. Une importante étude réalisée pour le compte du gouvernement Mulroney sur le statut de Montréal mettait en lumière le recul au cours des dernières décennies ². De plus, les deux tiers des exportations actuelles du Québec sont dirigées vers les États-Unis ³ et l'économie québécoise reste à la fois sensible et vulnérable aux difficultés de l'économie américaine (cela est particulièrement vrai pour le secteur des matières premières ⁴). Si des segments de l'économie américaine continuent de décliner et que les Américains recourent de plus en plus à des mesures protectionnistes pour résoudre leurs problèmes économiques, cela pourrait avoir de sérieuses répercussions sur l'économie québécoise. Par ailleurs, les problèmes structurels du Québec persistent. Nombre d'industries traditionnelles au Québec, comme le textile, demeurent non concurrentielles sur le plan international, et le succès de la transition de l'économie québécoise vers la haute technologie reste mitigé ⁵. Les industries traditionnelles qui procurent environ la moitié de tous les

¹ D. Clift, *Le déclin du nationalisme au Québec*, op. cit., p. 167.

² *Rapport du comité consultatif au comité ministériel sur le développement de la région de Montréal*, Ottawa, ministère des Approvisionnements et Services Canada, 1986.

³ Harvey Enchin, « Economic Tidings are Encouraging », *The Globe and Mail (Report on Quebec)*, 18 septembre 1986, p. C-1.

⁴ B. Bonin, « U.S.-Quebec Economic Relations », op. cit., p. 20.

⁵ Robert Gibbens, « Signs of Revival Appear in Most Industrial Sectors », *The Globe and Mail (Report on Quebec)*, 18 septembre 1986, p. C-6.

emplois manufacturiers au Québec sont très dépendantes des mesures protectionnistes canadiennes ¹.

En somme, malgré la persistance de la situation marginale du Québec au sein de l'économie canadienne, la nature du secteur privé provincial a radicalement changé depuis 1960. Mais, fait plus important, les conséquences de ce changement se sont fait sentir fortement dans le champ politique au Québec. Aujourd'hui, nombreux sont ceux qui parlent d'une nouvelle Révolution tranquille, une révolution menée par le secteur privé francophone. Qu'une nouvelle Révolution tranquille soit en cours ou non, les réformes amorcées en 1960 ont porté fruit et ont mis un terme à la tendance à l'immobilisme dans la province. Si le Québec n'est pas entré dans une « nouvelle » Révolution tranquille, il a, à tout le moins, été au-delà de son objectif initial et permis à sa communauté d'affaires francophone d'accroître comme jamais son influence.

¹ B. Bonin, « U.S.-Quebec Economic Relations », *op. cit.*, p. 20.

TROISIÈME PARTIE

Les relations intercommunautaires Et les négociations constitutionnelles

CHAPITRE VI

Les relations Québec-Canada avant 1960

[Retour à la table des matières](#)

L'attitude du Québec à l'égard du reste du Canada a toujours été dynamique et évolutive, se modifiant en fonction des événements tant à l'intérieur qu'à l'extérieur de la province. Avant les années soixante, cependant, le rôle du Québec au sein du Canada était souvent flou et peu articulé. La période d'avant 1945, en particulier, ne fut marquée ni par les prises de position officielles dans le cadre des conférences constitutionnelles régulières des premiers ministres ni par la routine bureaucratique que supposait, pour les provinces, l'élaboration de ces positions. Encore moins donna-t-elle lieu à des révisions constitutionnelles majeures ou fréquentes. De 1867 à la fin des années cinquante, seuls deux amendements constitutionnels qui modifiaient le partage des compétences entre les gouvernements fédéral et provinciaux furent adoptés : l'un permettait au gouvernement fédéral d'instituer l'assurance-chômage (1940), l'autre les pensions de vieillesse (1951 ¹). Et pourtant, ce sont ces premières expériences du Québec au sein du fédéralisme canadien qui ont façonné son comportement après 1960.

¹ En outre, le gouvernement fédéral, en 1949, obtint le pouvoir d'amender la Constitution dans ses domaines de compétence exclusive. Bien qu'il ait été contesté par le premier ministre Duplessis, on ne considère généralement pas que cet amendement soit une atteinte directe à la répartition des pouvoirs.

La Confédération constituait la sixième tentative (et la plus persistante) visant à assurer la coexistence pacifique des francophones et des anglophones au Canada ; aucun des accommodements précédents — la Conquête et le Régime militaire de 1760, la Proclamation royale de 1763, l'Acte de Québec de 1774, l'Acte constitutionnel de 1791 et l'Acte d'union de 1841 — n'avait permis, en effet, d'assurer la stabilité politique. L'impossibilité croissante pour les francophones du Bas-Canada de s'entendre avec la population anglophone prédominante du Haut-Canada, selon les termes du règlement politique de 1841, l'établissement d'un gouvernement responsable et la popularité du principe de la représentation proportionnelle dans l'Ouest canadien furent tous des éléments déclencheurs fondamentaux de la Confédération. La scission de l'Est (Québec) et de l'Ouest (Ontario) canadiens constituait un enjeu majeur, particulièrement pour ceux qui s'opposaient au système confédératif. Bien que ce fût en majeure partie l'Ouest qui proposa l'établissement de la Confédération, l'initiative fut aussi appuyée dans l'Est en raison de l'échec de l'union politique entre les deux communautés et parce que l'adhésion d'autres provinces au pacte confédératif allait sans doute mettre un terme aux affrontements entre ces deux territoires tout en garantissant l'autonomie du Québec.

Au Québec, l'attrait majeur de l'entente constitutionnelle de 1867 résidait dans l'autonomie politique qui serait accordée à la majorité francophone du Québec ¹ pour la première fois dans l'histoire canadienne. En d'autres mots, le Bas-Canada serait libéré de l'emprise du Haut-Canada et son autonomie lui serait accordée, lui permettant de sauvegarder le caractère distinct de sa population à l'intérieur d'un système politique décentralisé et peu contraignant. Parmi les Canadiens français, le débat concernant les avantages de la Confédération tournait autour de l'étendue de l'indépendance offerte. Comme le note A. I. Silver :

[...] L'Union canadienne allait se briser, et les Canadiens français prendraient possession d'une province bien à eux, une province qui jouirait d'une grande autonomie. En fait, la *séparation* (du Haut-Canada) et l'*indépendance* (du Québec dans ses champs de compétence) constituaient les thèmes majeurs de la propagande des Bleus ².

¹ F. R. Scott, « French Canada and Canadian Federalism », dans A. R. M. Lower *et al.*, *Evolving Canadian Federalism*, Durham (N.C.), Duke University Press, 1958, p. 57 ; Susan Mann Trofimenkoff, *The Dream of Nation*, Toronto, Macmillan of Canada, 1982, p. 100.

² A. I. Silver, *The French Canadian Idea of Confederation, 1864-1900*, Toronto, University of Toronto Press, 1983, p. 41.

Les premières années de la Confédération

[Retour à la table des matières](#)

L'élite canadienne-française s'entendait sur les avantages à retirer de la Confédération mais divergeait quant à savoir si l'entente allait permettre d'atteindre vraiment les objectifs communs recherchés par les Canadiens français. Même le journal montréalais pro-confédératif *La Minerve*, associé aux « bleus » (conservateurs) de Georges-Étienne Cartier, affirmait : « Si le projet nous paraît sauvegarder les intérêts particuliers du Bas-Canada, sa religion et sa nationalité, nous lui accorderons notre appui ; sinon, nous le combattons de toutes nos forces ¹. » Les « rouges » (libéraux de gauche) et les conservateurs étaient en désaccord sur la protection du caractère distinct du Canada français qu'offrait le projet d'entente. Les bleus, sous le leadership incontesté de Cartier, étaient convaincus de cette protection et, curieusement, ne supputaient aucune menace à l'autonomie provinciale dans le fait de céder au gouvernement fédéral des pouvoirs extraordinaires comme celui de désavouer les lois provinciales. Les rouges, au contraire, rejetaient l'entente proposée, alléguant qu'elle mènerait ultimement à la domination et à l'assimilation de la nation canadienne-française par les anglophones protestants.

Malgré leur acquiescement apparent aux objectifs de la Confédération, et bien qu'ils exprimassent ouvertement leur foi dans l'autonomie provinciale, les bleus acceptaient le centralisme qu'allait défendre John A. Macdonald dans les premières années de la Confédération ². À l'époque, la domination du gouvernement provincial par le gouvernement fédéral était chose courante, probablement en raison des liens étroits d'intérêts unissant les conservateurs fédéraux et provinciaux autour de la question du chemin de fer ³. Quoi qu'il en soit, durant la période qui précéda la Confédération, tous les segments de l'élite politique québécoise défendirent le besoin de sauvegarder l'autonomie des Canadiens français au sein de la Confédération. Arthur Lower explique comme suit l'acceptation de la Confédération par la majorité des francophones : « Ils l'acceptèrent parce que Cartier fut à même de leur assurer que les garanties

¹ *La Minerve*, 9 septembre 1864, cité dans A. I. Silver, *The French Canadian Idea of Confederation*, op. cit., p. 33.

² Brian Young, « Federalism in Quebec : The First Years after Confederation » dans J. M. Bumsted (dir.), *Interpreting Canada's Past*, Toronto, Oxford University Press, 1986, t. 1, p. 17-27 ; A. R. M. Lower, « Theories of Canadian Federalism – Yesterday and Today », dans A. R. A Lower et al., *Canadian Federalism*, op. cit., p. 3-53.

³ Paul-André Linteau, René Durocher et Jean-Claude Robert, *Histoire du Québec contemporain : De la Confédération à la crise (1867-1929)*, Montréal, Boréal Compact, 1989, p. 327-328.

offertes dans l'entente, au sujet de la langue et de la religion, étaient adéquates ¹. »

Dans les débats sur la Confédération, le futur premier ministre John A. Macdonald se montrait favorable à l'entente parce qu'elle permettait au gouvernement fédéral de centraliser plusieurs des pouvoirs qui auraient été dévolus à l'union législative si elle avait pu être réalisée. Comme on pouvait s'y attendre, nombre de Canadiens français critiquèrent les termes de l'entente en raison de son trop grand centralisme et pressentirent plusieurs des différends qui allaient opposer le Québec et le gouvernement fédéral. Un des critiques des rouges, Jean-Baptiste-Éric Dorion, affirmait dans une allocution prononcée le 9 mars 1865 :

Ce n'est donc pas une confédération qui nous est proposée, mais une union législative déguisée. Le fédéralisme est totalement éliminé de ce projet, qui centralise tout au Gouvernement Général [*sic*]. [...] Dans le projet actuellement à l'étude, tout est force et pouvoir pour le gouvernement Fédéral ; tout est faiblesse, insignifiance, anéantissement pour le gouvernement local ² !

Malgré les mises en garde des libéraux sur les dangers que présentait l'entente pour l'autonomie des Canadiens français, les bleus réussirent à l'emporter. Cartier, l'allié francophone de Macdonald, affirmait que les importants pouvoirs fédéraux ne s'exerceraient que rarement et que l'entente assurait une grande autonomie au Québec. Les bleus de Cartier, forts du soutien stratégique du haut clergé catholique québécois ³, arrivèrent à convaincre une faible majorité de parlementaires francophones que la Confédération était à la fois indispensable et peu susceptible de mettre en danger leurs privilèges ⁴. Les bleus minimisèrent la menace que représentait un gouvernement central fort pour la spécificité québécoise, arguant que le nombre de députés québécois au cabinet et au Parlement allait assurer qu'aucune loi contraire aux intérêts francophones ne puisse être votée. En fin de compte, au Québec, les défenseurs de la Confédération l'emportèrent de peu avec 26 * députés francophones en faveur de l'entente et 22 contre ⁵.

¹ A. R. M. Lower, « Theories of Canadian Federalism », *op. cit.*, p. 16.

² Cité dans P. B. Waite (dir.), *The Confederation Debates in the Province of Canada, 1865*, Toronto, University of Toronto Press, 1963, p. 147-148.

³ P. B. Waite, *The Life and Times of Confederation 1864-1867*, Toronto, University of Toronto Press, 1962, p. 137-138.

⁴ P. B. Waite (dir.), *The Confederation Debates*, p. VI. Il est intéressant de noter que, lors de la campagne électorale de 1872, Cartier allait perdre son siège dans sa circonscription montréalaise au profit d'un candidat qui se présentait comme le champion des intérêts francophones.

* La répartition du vote des députés anglophones fut de 11 voix en faveur de l'entente et de 3 voix contre. (N.D.A.)

⁵ Ramsay Cook, *Canada and the French Canadian Question*, Toronto, Macmillan of Canada, 1966, p. 46.

Depuis le début de la Confédération, les gouvernements québécois ont fait leur la cause de l'autonomie provinciale. Dans les années 1860, environ 85 % des francophones de l'Amérique du Nord britannique habitaient au Québec ; les petites communautés francophones hors Québec se trouvaient ignorées. Au Québec, le fédéralisme canadien était perçu comme très décentralisé, et ce pour le plus grand bien de tous. Afin de préserver en partie sa propre autonomie, le Québec respectait l'autonomie des autres provinces et s'attendait à la réciproque. Si elle avait agi autrement, la province se serait trouvée à la merci de la majorité anglophone et protestante du pays, une situation qu'elle désirait éviter. Les autorités québécoises hésitèrent donc au début à défendre la cause des minorités francophones ou catholiques à l'extérieur du Québec, se contentant de défendre le principe de l'autonomie provinciale.

Au Québec toutefois, des privilèges furent accordés à la minorité anglophone et en grande partie protestante. Même si des francophones s'opposèrent à ces concessions, elles étaient inévitables¹. La minorité anglophone était numériquement trop importante et trop puissante pour qu'on se permette de l'ignorer. D'après le recensement de 1851, seulement 45 % des Montréalais étaient francophones. De plus, les Québécois anglophones jouissaient d'un pouvoir politique et économique disproportionné par rapport à leur nombre. En fait, cette minorité, qui craignait la séparation politique de l'Est et de l'Ouest canadiens et la majorité francophone que cela amènerait au Québec, fut à l'origine des garanties d'enseignement (par exemple, l'article 93) inscrites dans l'Acte de l'Amérique du Nord britannique de 1867².

Malgré les assurances d'autonomie pour le Québec de la part des défenseurs de la Confédération, les dirigeants provinciaux étaient officiellement mais aussi officieusement soumis au gouvernement fédéral en raison de deux facteurs : en premier lieu, le système de double mandat (aboli en 1873) offrait aux députés la possibilité d'occuper simultanément des postes aux deux ordres de gouvernement, ce qui amena la domination des conservateurs provinciaux par l'aile fédérale du parti. Dans la période post-confédérative, le pouvoir politique était concentré de façon disproportionnée à Ottawa. Bien peu de ce pouvoir se trouvait exercé par le Québec, étant donné que la plupart des positions occupées par les députés francophones dans le cabinet fédéral étaient de moindre importance³. Alors que les politiciens québécois évoluant à Ottawa, et qui souvent étaient étroitement associés au projet de chemin de fer pancanadien, exerçaient de fortes pressions sur le gouvernement québécois, l'alliance entre les ailes fédérale et provinciale du Parti conservateur (qui occupa le pouvoir à Ottawa de 1867 jusqu'à 1873, et encore de 1878 à 1896 —

¹ A. I. Silver, *The French Canadian Idea of Confederation*, op. cit., p. 54.

² *Idem*.

³ P.-A. Linteau et al., *Histoire du Québec contemporain*, op. cit., p. 339-342.

et au gouvernement provincial jusqu'en 1886) assura la domination fédérale. La dépendance économique du Québec envers le gouvernement fédéral contribua également à son asservissement. Dans les premières années de la Confédération, plus de la moitié des revenus du Québec provenaient des subsides fédéraux¹. Bien que cela fût attribuable en partie aux importantes dépenses du Québec pour la construction du chemin de fer, le phénomène illustre la situation financière précaire dans laquelle la Confédération plongea la plupart des provinces et les restrictions que cette dépendance économique imposait à leur autonomie².

Les premiers conflits Québec-Canada

[Retour à la table des matières](#)

Des tensions et des désaccords apparurent très tôt entre le gouvernement du Québec et le gouvernement fédéral. Au cours des premières années de la Confédération, Macdonald imposa au Québec comme aux autres provinces sa perception d'une souveraineté provinciale limitée, récrivant lui-même des lois provinciales qu'il réprouvait³. Dès 1869, le lieutenant-gouverneur du Québec se plaignait dans une lettre adressée à Hector Langevin de l'interprétation qu'Ottawa donnait à l'Acte confédératif et reprochait au gouvernement fédéral de « tenter de s'arroger des pouvoirs dont l'exercice est mis en doute⁴ ». L'inquiétude de Québec concernant le centralisme croissant d'Ottawa fut exacerbée par l'établissement de la Cour suprême du Canada en 1875. Les politiciens québécois francophones en poste à Ottawa s'étaient opposés à sa création, alléguant que la majorité écrasante d'anglophones siégeant à la Cour suprême allait faire peu de cas des traditions civilistes du Québec⁵.

Le Québec n'était pas la seule province à s'inquiéter des tendances centralisatrices du gouvernement fédéral. L'interprétation fédérale de l'Acte de l'Amérique du Nord britannique et la tendance centralisatrice de John A. Macdonald étaient contestées encore davantage par le gouvernement libéral ontarien de Oliver Mowat, qui fut premier ministre de 1872 à 1896⁶. Et cette

¹ B. Young, « Federalism in Quebec », *op. cit.*, p. 23.

² Ramsay Cook, *L'autonomie provinciale, les droits des minorités et la théorie du pacte, 1867-1921*, Ottawa, Imprimeur de la Reine, 1969.

³ B. Young, « Federalism in Quebec », *op. cit.*, p. 21.

⁴ A. I. Silver, *The French Canadian Idea of Confederation*, *op. cit.*, p. 119.

⁵ Les francophones n'étaient pas les seuls à s'opposer à cette initiative ; John A. Macdonald lui-même s'y opposait.

⁶ A. K. McDougall et M. W. Westmacott, « Ontario in Canadian Confederation », dans Donald C. Macdonald (dir.), *Government and Politics of Ontario*, Toronto, Macmillan, 1975 ; Christopher Armstrong, « The Mowat Heritage in Federal Provincial Relations », dans Donald Swainson (dir.), *Oliver Mowat's Ontario*, Toronto, Macmillan of Canada,

opposition aux manœuvres fédérales ne se limitait pas non plus aux provinces centrales. Au cours des dix premières années de la Confédération, trente-neuf lois adoptées par différentes provinces ne furent pas sanctionnées et vingt-neuf furent carrément désavouées. Après trente ans, cinquante et une lois n'avaient pas été sanctionnées et soixante-cinq avaient été désavouées.

Initialement, le mouvement d'opposition provincial au centralisme d'Ottawa n'était soutenu par aucune théorie du fédéralisme : les manœuvres d'Ottawa étaient perçues simplement comme des abus répétés de l'autorité fédérale. Mais peu à peu, l'opposition ne s'élabora plus simplement sur les violations des compétences fédérales-provinciales, mais à partir d'une vision de la Confédération qui rejetait fondamentalement la domination fédérale. Adoptée d'abord par Oliver Mowat et invoquée par l'Ontario qui connut un succès considérable dans sa contestation judiciaire (particulièrement dans les années 1880), cette vision faisait du gouvernement fédéral une créature des provinces. Ainsi, par le biais d'un « pacte », d'une confédération entre des provinces souveraines, le gouvernement fédéral se voyait conférer des pouvoirs qui lui étaient spécifiquement accordés par les provinces dans l'entente de 1867. Implicitement, les pouvoirs résiduels appartenaient aux gouvernements provinciaux (malgré le discours centralisateur de l'Acte de l'Amérique du Nord britannique), de sorte que les provinces étaient à même de modifier le pouvoir fédéral.

Cette interprétation de la Confédération s'opposait de plein fouet à la conception de Macdonald qui voyait les provinces comme des entités à peine plus importantes que de grandes municipalités. L'idée d'un « pacte » entre des provinces fut systématiquement développée dès 1883 par le juge T. J. Loranger dans ses *Lettres sur l'interprétation de la Constitution fédérale dite de l'Acte de l'Amérique britannique du Nord, 1867* :

En se constituant en confédération, les provinces n'ont pas entendu renoncer et de fait n'ont pas renoncé à cette autonomie ; cette autonomie, leurs droits, leurs pouvoirs et leurs prérogatives, elle les ont expressément conservés, pour ce qui est du ressort de leur gouvernement interne ; en formant entre elles une association fédérale sous les rapports politiques et législatifs, elles n'ont formé un gouvernement central que pour des fins interprovinciales et loin d'avoir créé les pouvoirs provinciaux, le gouvernement fédéral, auquel les provinces ont cédé une partie de leurs droits, de leurs propriétés et de leurs revenus, a été formé de ces pouvoirs ¹.

D'après la *théorie du pacte*, les provinces devaient être considérées comme le palier gouvernemental supérieur avec le pouvoir de donner forme ou de

1972 ; P.-A. Linteau *et al.*, *Histoire du Québec contemporain*, *op. cit.*, p. 338 ; R. Cook, *L'autonomie provinciale*, *op. cit.*, p. 20 et suiv.

¹ Cité dans R. Cook, *L'autonomie provinciale*, *op. cit.*, p. 30.

mettre un terme aux compétences fédérales. Si cette vision peut sembler historiquement erronée, notamment aux yeux des Canadiens anglophones d'aujourd'hui, elle émerge de nombreuses déclarations et événements entourant l'avènement de la Confédération, y compris la propre allusion de John A. Macdonald à un « traité ¹ ». Il est intéressant de noter toutefois dans l'argumentation de Loranger l'absence de toute notion de statut particulier pour le Québec, celle-ci n'étant pas exprimée (ou apparemment conçue) au début de la Confédération. Dans son exposé convaincant du fédéralisme en tant que produit d'un pacte entre des provinces souveraines, le document de Loranger invitait le Québec à se joindre à l'Ontario dans une campagne d'opposition au fédéralisme centralisateur ². Cette contestation n'était d'ailleurs pas particulière au Québec. À la fin des années 1880, note Ramsay Cook, « la majorité des provinces étaient en pleine rébellion contre le paternalisme du gouvernement fédéral ³ ».

Les tenants de la théorie du pacte confédératif et les opposants au pouvoir fédéral s'unirent au Québec après 1887 tandis que le libéral Honoré Mercier, ex-conservateur qui avait quitté son parti en raison d'un désaccord sur la question confédérative, était élu en prenant la défense des droits des provinces. Ces droits étaient devenus un enjeu électoral majeur en raison des doléances du Québec à l'endroit du gouvernement fédéral, mais aussi des événements qui avaient entouré la pendaison de Louis Riel en 1885. À la suite de son élection, Mercier forma rapidement une coalition avec d'autres tenants de l'autonomie provinciale et, en 1887, il organisa avec Mowat, à Québec, la première conférence interprovinciale.

Cette conférence, à laquelle participèrent tous les premiers ministres provinciaux à l'exception de deux, permit d'orchestrer l'opposition des provinces à la vision centralisatrice de Macdonald, en concentrant les débats sur les demandes provinciales pour de meilleurs termes d'entente économique avec le gouvernement fédéral et des changements constitutionnels visant à restreindre le pouvoir d'Ottawa ⁴. Le préambule des résolutions adoptées à la conférence affirmait de façon catégorique : « La sauvegarde de l'autonomie provinciale est indispensable au bien-être futur du Canada » et « si une telle autonomie doit être maintenue, il est devenu évident que l'Acte constitutionnel doit être révisé et amendé ⁵. » Même si peu de résultats concrets émergèrent de cette conférence, qui constituait un précédent, elle confirma en Mercier un ardent défenseur des intérêts québécois. En outre, et comme l'ont exprimé

¹ A. R. M. Lower, « Theories, of Canadian Federalism », *op. cit.*, p. 21.

² *Idem.*

³ R. Cook, *L'autonomie provinciale*, *op. cit.*, p. 37.

⁴ *Ibid.*, p. 41.

⁵ Cité dans F. R. Scott, « French Canada and Canadian Federalism », *op. cit.*, p. 68.

Paul-André Linteau, René Durocher et Jean-Claude Robert, grâce à Mercier, « l'autonomie provinciale devient l'expression politique du nationalisme ¹ ».

À cette même époque, les relations entre les francophones et les anglophones commencèrent à se détériorer. En même temps que les Canadiens français, dirigés par Mercier, prenaient les devants avec leurs demandes pour sauvegarder leur caractère distinct, les Canadiens anglais, qui craignaient de plus en plus le nationalisme canadien-français, durcissaient leur attitude envers eux à l'extérieur du Québec. Cela attisa à la fois le nationalisme des Canadiens français et la nécessité pour eux de se défendre à l'intérieur du système fédéral. Silver décrit en ces termes l'appréhension croissante du Canada anglais :

Il ne fallut pas longtemps pour constater où la réaction anglophone allait être dirigée. Convaincus que le Canada ne pourrait survivre que s'il y avait « unité nationale » et un canadianisme unique, et que seuls ces éléments pourraient contrecarrer l'influence néfaste des idées de Mercier, plusieurs Canadiens anglais se mirent à exercer des pressions pour l'instauration de mesures unificatrices. Et comme le maintien du français et d'un système scolaire catholique autonome semblait encourager le séparatisme canadien-français et empêcher le développement d'un sentiment d'appartenance chez les Canadiens, ces institutions devinrent plus que jamais l'objet de critiques. En Ontario, on s'opposa à l'usage du français dans les écoles et au système des écoles catholiques. Une opposition identique commença à se manifester au Manitoba à l'été de 1889 ².

La mobilisation de l'opinion au Québec sur la question des droits des francophones habitant ailleurs au pays fut grandement influencée par les événements qui se produisirent dans le Nord-Ouest. Après la ratification, en 1870, de la Loi du Manitoba, qui garantissait le bilinguisme institutionnel, les Québécois francophones vinrent à considérer le Manitoba comme un allié potentiel au sein du système fédéral, en grande partie parce que les autres provinces, et notamment l'Ontario, considéraient que le soulèvement du Nord-Ouest constituait une « tentative des francophones catholiques pour renverser les institutions britanniques ³ ». Toute atteinte apparente aux droits des Métis (et des Acadiens des provinces maritimes) était considérée par les Québécois francophones comme une atteinte directe à la communauté canadienne-française.

Les passions furent exacerbées par la pendaison de Louis Riel. Mis à part l'opinion répandue de la folie et de l'inaptitude de Riel à répondre de ses actions, les circonstances de sa condamnation et l'échec des pressions des députés francophones dans le cabinet fédéral pour empêcher son exécution

¹ P.-A. Linteau et al., *Histoire du Québec contemporain*, op. cit., p. 340.

² A. I. Silver, *The French Canadian Idea of Confederation*, op. cit., p. 184.

³ *Ibid.*, p. 79.

renforcèrent, au Québec, l'opinion que les Canadiens français composeraient toujours une minorité exposée aux caprices des Canadiens anglais, et que ni les autres gouvernements provinciaux ni le gouvernement fédéral n'étaient disposés à protéger le caractère distinct des francophones. Seul le Québec était en mesure de protéger ce caractère distinct. Les assauts contre les minorités francophones hors Québec s'intensifiant après 1870, le Québec se perçut de plus en plus comme la terre d'accueil et le berceau des francophones en Amérique du Nord, s'attachant particulièrement à défendre la cause de ces minorités.

Tout au long des années 1890 et au début du XX^e siècle, les provinces autres que le Québec essayèrent de porter atteinte aux institutions canadiennes-françaises et catholiques. En 1890, le Manitoba fit voter une loi abolissant le financement public des écoles catholiques et françaises et, en dépit des garanties constitutionnelles de la Loi du Manitoba de 1870, abolit l'usage du français à la législature et dans les tribunaux de la province. À la fin de 1912, l'Ontario supprima les écoles françaises par l'adoption du règlement 17¹. De tels gestes, associés à la suppression des écoles catholiques au Nouveau-Brunswick en 1871, renforcèrent la perception des habitants du Québec que le reste du pays était anti-francophone et anti-catholique.

Le concept des deux nations

[Retour à la table des matières](#)

Réagissant à ces initiatives anti-francophones, l'opinion publique québécoise commença à changer à l'égard du système fédéral. Alors que l'idée sous-jacente des vingt-cinq premières années du Québec dans la Confédération avait été l'entente entre les provinces, on allait voir émerger au cours des vingt-cinq années suivantes la notion de la Confédération en tant que « pacte » entre deux peuples fondateurs. Le concept des deux nations se trouvait à la base de cette conception selon laquelle la Confédération constituait une entente morale entre deux peuples égaux, et comportait des garanties linguistiques et culturelles s'appliquant de droit à travers tout le pays.

Le concept des deux nations s'écartait considérablement de la vision des années 1860, alors que le Québec ne semblait guère se préoccuper des minorités francophones hors de ses frontières, mettant plutôt l'accent sur la protection des francophones par la défense de sa propre autonomie. Or le

¹ Pour des éléments de base, voir M. Barber, « The Ontario Bilingual Schools Issue », dans Ramsay Cook *et al.* (dir.), *Minorities, Schools and Politics*, Toronto, University of Toronto Press, 1969.

nouvel intérêt du Québec pour les francophones ailleurs au pays évoquait une sorte de pan-canadianisme. Ce nationalisme canadien naissant, qui se définissait par le bilinguisme et le biculturalisme, renforçait plutôt qu'il ne l'atténuait l'accent mis sur l'autonomie provinciale. Ce double accent — sur le caractère distinct du Québec garanti par l'autonomie provinciale et sur le concept des deux nations au sein de la Confédération — sous-tend toutes les orientations subséquentes du nationalisme canadien-français. Le premier témoigne du besoin de protéger les francophones du pays par la séparation ; l'autre lie leur survivance à l'établissement d'institutions bilingues et biculturelles partout au Canada. Comme les événements d'après 1960 le démontreront, chacune des positions mène à des conclusions radicalement différentes sur le régime politique au Canada et la place du Québec en son sein.

En plus des événements affectant les relations Québec-Canada, comme toutes les autres provinces, le Québec fut touché par deux tendances qui conduisirent à la décentralisation du système politique canadien à la fin du XIX^e siècle. D'abord, la cour de dernière instance, le Comité judiciaire britannique du Conseil privé, manifestait constamment — particulièrement après les années 1890 — dans ses décisions un penchant pour les provinces. Les litiges entre les deux ordres de gouvernement, ainsi qu'entre des personnes qui cherchaient à affaiblir l'influence gouvernementale en alléguant que certaines lois étaient inconstitutionnelles, donnèrent lieu à des décisions judiciaires qui élargissaient le champ des compétences provinciales, restreignant du même coup celles du gouvernement fédéral. La notion de fédéralisme (défendue avec acharnement par Macdonald) selon laquelle les gouvernements provinciaux sont plus ou moins des « colonies » du gouvernement fédéral céda progressivement la place à l'idée d'une répartition coordonnée des pouvoirs au sein du système fédéral¹. En partie à cause des décisions judiciaires, on en vint à percevoir les sphères provinciale et fédérale comme souveraines à l'intérieur de leurs responsabilités propres, perception qui se démarquait au départ considérablement des prétentions fédérales. En deuxième lieu, peu après la mise en place du système fédéral, l'économie canadienne dans son ensemble se trouva plongée dans une récession mondiale qui se prolongea presque jusqu'au tournant du siècle et qui affecta la confiance des citoyens envers le nouveau pays.

L'accent croissant mis sur l'autonomie au Québec tout au long des trente premières années du XX^e siècle est attribuable non seulement à la direction politique assumée par des premiers ministres québécois comme Gouin (1905-1920) et Taschereau (1920-1936), mais également à la crise de la conscription et à la législation sur l'enseignement aux minorités — par exemple, le règlement 17 de l'Ontario — dans les autres provinces. Pourtant, aucun des

¹ Voir Edwin R. Black, *Divided Loyalties : Canadian Concepts of Federalism*, Montréal, McGill-Queen's University Press, 1975, chapitre 4.

gouvernements québécois de l'époque ne remet fondamentalement en question le système fédéral. Cela est dû en partie à Henri Bourassa qui joua un rôle de plus en plus important dans l'évolution de l'attitude politique canadienne-française, et en particulier québécoise, envers le système fédéral. Tout comme d'autres libéraux qui dominèrent la scène politique au début du XX^e siècle, Bourassa appuyait l'autonomie provinciale pour le Québec tout en exprimant en même temps un vif intérêt pour la politique fédérale. Tribun et journaliste, Bourassa jouissait d'un prestige considérable tant comme parlementaire que comme directeur-fondateur du quotidien *Le Devoir*. Il usa de son influence pour diffuser sa théorie du dualisme culturel comme fondement de la vie francophone au Canada. Nationaliste de la culture, Bourassa était aussi un nationaliste canadien ; il prônait la persistance d'une culture francophone distincte mais, convaincu que celle-ci pouvait s'accomplir au sein du Canada, il s'opposait à l'idée de souveraineté politique pour le Québec. Fondamentalement persuadé que la Confédération englobait à la fois légalement et moralement le biculturalisme¹, Henri Bourassa élaborait à l'intention des Canadiens anglais une vision des relations Québec-Canada qui s'opposait, du moins en partie, à la conception de Jules-Paul Tardivel, précurseur du séparatisme québécois². En 1904, dans des propos typiques, Bourassa affirmait dans *Le Nationaliste* :

La patrie, pour nous, c'est le Canada tout entier, c'est-à-dire une fédération de races distinctes et de provinces autonomes. La nation que nous voulons voir se développer, c'est la nation canadienne, composée des Canadiens français et des Canadiens anglais c'est-à-dire de deux éléments séparés par la langue et la religion, et par les dispositions légales nécessaires à la conservation de leurs traditions respectives, mais unis dans un sentiment de confraternité, dans un commun attachement à la patrie commune³.

Les relations du Québec avec le gouvernement fédéral furent influencées, outre par la vision biculturelle canadienne de Bourassa, par la notion de fédéralisme coordonné qui se développa en réponse aux décisions judiciaires, ainsi qu'aux changements dans les attitudes politiques⁴. D'après cette vision du fédéralisme, les gouvernements fédéral et provincial étaient égaux et détenaient la prérogative absolue à l'intérieur de leurs compétences respectives, telles que définies pour l'essentiel dans les articles 91 et 92 de l'Acte de l'Amérique du Nord britannique. En outre, l'importance économique croissante des ressources

¹ Joseph Levitt, *Henri Bourassa on Imperialism and Bi-culturalism, 1900-1918*, Toronto, Copp Clark, 1979, p. 101.

² Voir « J.-P. Tardivel and Henri Bourassa : A Controversy », dans Ramsay Cook (dir.), *French Canadian Nationalism : An Anthology*, Toronto, Macmillan of Canada, 1972, p. 147-151.

³ Henri Bourassa, « Réponse amicale à *La Vérité* », *Le Nationaliste*, 3 avril 1904.

⁴ Il peut en fait exister un lien entre les deux. Voir Alan C. Cairns, « The Judicial Committee and its Critics », *La Revue canadienne de science politique*, vol. IV, n° 3, 1971, p. 301-345, et A. R. M. Lower et al., *Canadian Federalism, op. cit.*, p. 39-40.

naturelles — de compétence provinciale — augmentait le pouvoir des gouvernements provinciaux. Au moment du déclenchement de la Première Guerre mondiale, les dépenses des provinces étaient la moitié de celles du gouvernement fédéral, un changement significatif, comme nous allons le voir, par rapport aux premières années de la Confédération ¹.

La Première Guerre mondiale eut un double effet sur les relations fédérales-provinciales, et plus particulièrement sur les relations Québec-Canada. D'abord, l'entrée en vigueur de la Loi des mesures de guerre et d'autres lois d'urgence provoqua une centralisation importante permettant, une fois de plus, au gouvernement fédéral d'exercer des pouvoirs économiques et politiques majeurs. En deuxième lieu, la conscription et le débat qu'elle souleva, en particulier à la suite du règlement 17 en Ontario, aggravèrent grandement les tensions ethniques au pays et eurent pour effet de réduire de nouveau le Québec au statut de « minorité » distincte. Les députés francophones dans le cabinet fédéral n'eurent guère d'influence sur le gouvernement d'Union (1917-1921). En conséquence, à compter des années vingt, les francophones optèrent une fois de plus pour l'autonomie provinciale. Des penseurs isolationnistes, comme l'abbé Lionel Groulx et le mouvement de l'Action française, plus tard de l'Action nationale, qu'il dirigeait, influaient de plus en plus sur l'opinion publique. Préoccupé d'indépendance provinciale, ce mouvement mettait en outre l'accent sur ce qu'il considérait comme des injustices commises par le système fédéral envers les Canadiens français : l'étouffement des minorités francophones hors Québec, l'absence de bilinguisme aussi bien à Ottawa qu'à Québec et la faible représentation de francophones dans la fonction publique fédérale.

Après la guerre et jusque dans les années trente, la tendance centralisatrice du gouvernement fédéral s'estompa et, grâce en partie à l'importance croissante des ressources naturelles déjà évoquée, les provinces firent le gain d'une force économique. Alors qu'en 1874, le gouvernement fédéral avait financé 57,7 % des dépenses du Québec grâce à des subsides statutaires, en 1930, l'aide du gouvernement fédéral avait chuté à 10,3 % ². À compter des années vingt, par ailleurs, le premier ministre Taschereau du Québec s'opposa à la centralisation et aux intrusions fédérales dans les champs de compétence des provinces ³. Le Québec s'opposa à la seule initiative sociale majeure du gouvernement fédéral au cours de cette période — la mise sur pied en 1927 du programme fédéral-provincial de pensions de vieillesse — parce que cela constituait une intrusion dans un champ de compétence provinciale. Le Québec adhéra enfin au programme en 1936 (il fut la dernière province d'ailleurs à le faire), à la suite de pressions croissantes de la part de l'opposition parlementaire provinciale et

¹ P.-A. Linteau et al., *Histoire du Québec contemporain*, op. cit., p. 680-681.

² *Ibid.*, p. 682.

³ *Ibid.*, p. 682-684.

de l'opinion publique ; il avait refusé jusque-là l'offre fédérale de financement de 50 à 75 % du programme ¹. L'opposition que suscita l'initiative fédérale annonçait déjà la réaction du Québec aux tentatives du gouvernement fédéral pour répondre à la Grande Dépression et maintenir sa prépondérance dans certains champs après la Deuxième Guerre mondiale. Le Québec, tout comme l'Ontario, s'opposa à la législation du *New Deal* du premier ministre canadien Bennett, votée en 1935, et qui était perçue comme une violation des compétences provinciales.

L'interventionnisme fédéral et l'opposition du Québec

Le différend Québec-Canada s'aggrava après l'arrivée au pouvoir, en 1936, de l'Union nationale dirigée par Maurice Duplessis, à la suite d'une élection axée une fois de plus sur les pouvoirs provinciaux. Tout le temps qu'il fut premier ministre (de 1936 à 1939 et de 1944 jusqu'à sa mort, en 1959), Duplessis s'opposa avec force aux interventions fédérales de plus en plus fréquentes. De fait, le premier ministre du Québec forma une coalition anti-fédérale avec le premier ministre libéral ontarien, Mitch Hepburn, coalition qui rappelle l'alliance antérieure Mowat-Mercier. Duplessis s'opposa régulièrement aux arrangements fiscaux d'après-guerre ² (se retrouvant finalement seul parmi les premiers ministres provinciaux ³), et à l'élaboration d'une politique de subventions conditionnelles aux provinces, tout en se réclamant avec vigueur de la vision du fédéralisme fondé sur le pacte. Ne s'écartant jamais de l'idée que toute modification fondamentale du fédéralisme canadien nécessitait l'accord unanime des provinces, Duplessis repoussa par ailleurs le keynésianisme d'après-guerre et la venue d'un gouvernement interventionniste ; de même, il s'opposa à la primauté fédérale de l'après-guerre et aux ambitions fédérales d'élaborer un vaste régime fiscal et politique. L'opposition du Québec à l'interventionnisme d'Ottawa était cependant de nature défensive, n'impliquant pas de contre-attaque provinciale comme ce sera le cas après 1960. Sa résistance reflétait plutôt la théorie du pacte entre les provinces, défendue passionnément au début par Honoré Mercier, et l'opposition à l'interventionnisme fédéral, exprimée par les premiers ministres québécois comme Gouin et Taschereau. Malgré sa passivité, le gouvernement québécois accomplit des actions qui, symboliquement et matériellement, affirmaient à la fois le caractère distinct du Québec et son opposition aux visées centralisatrices du gouvernement fédéral : il proposa la création de Radio-Québec (1945), se

¹ Paul-André Linteau, René Durocher, Jean-Claude Robert et François Ricard, *Histoire du Québec contemporain : Le Québec depuis 1930*, Montréal, Boréal Compact, 1989, p. 160-161.

² Voir Conrad Black, *Duplessis, Le pouvoir*, Montréal, Éditions de l'Homme, 1977, le chapitre 4, « Le pouvoir de taxer est le pouvoir de gouverner », p. 189-237.

³ Quoique l'Ontario s'y opposât aussi à l'origine, cette province accepta ces arrangements en 1952.

donna un drapeau provincial (1948) et institua un impôt provincial sur le revenu (1954).

L'opposition acharnée de Duplessis à l'interventionnisme fédéral s'exprima systématiquement à l'occasion d'une commission royale d'enquête mise sur pied par le Québec. La commission Tremblay (1953) constituait une réponse éloquente et philosophiquement fondée au centralisme exprimé par la commission Rowell-Sirois (1939¹). Le rapport Tremblay s'attaquait au fondement de l'interventionnisme, le qualifiant de socialiste, ce qui rejoignait l'anti-étatisme traditionnel du Québec². Le ton de la commission Tremblay avait été donné par Duplessis qui demanda spécifiquement à la Commission de se pencher sur les empiétements fédéraux dans les domaines de compétence provinciale.

Comme il a été dit, tout au long de la période d'après-guerre, le Québec s'opposa aux arrangements fiscaux proposés par le gouvernement fédéral et acceptés par les autres provinces ; de la même façon, il témoigna de son désaccord avec la plupart des programmes fédéraux-provinciaux à frais partagés. Au détriment du trésor public, le Québec refusa après 1953 les subventions fédérales aux universités, affirmant qu'Ottawa n'avait aucun droit d'accorder de tels subsides (voir la déclaration de juillet 1951 du premier ministre Louis Saint-Laurent), étant donné que l'éducation était incontestablement un domaine de compétence provinciale. De telles positions ont coûté cher à l'économie québécoise. En 1959-1960 seulement, le refus des subventions fédérales aux universités priva la province de 82 millions de dollars³. Voici ce que dit J. A. Corry de l'opposition de Duplessis à l'intervention fédérale et de son refus des subventions d'Ottawa :

Depuis 1951, cela a diminué considérablement les revenus qu'il aurait pu utiliser à des fins provinciales. Il ne veut pas des subventions d'Ottawa. Il ne désire pas qu'Ottawa supporte les coûts de services qui relèvent du pouvoir législatif provincial, comme les subventions aux universités. Tout ce qu'il désire du gouvernement fédéral est qu'il s'écarte de son chemin, le laisse libre de taxer lourdement les revenus des particuliers, des entreprises et des successions, et lui permette de supporter entièrement les coûts de tout service considéré adéquat pour le Québec. Il veut assumer seul cette tâche et jusqu'à

¹ Voir le *Rapport de la Commission royale d'enquête sur les problèmes constitutionnels* (le rapport Tremblay), Québec, Éditeur officiel, 1956.

² Voir ; notamment Jean Beetz, « Les attitudes changeantes du Québec à l'endroit de la Constitution de 1867 », dans P.-A. Crépeau et C. B. MacPherson (dir.), *L'avenir du fédéralisme canadien*, Montréal, Les Presses de l'Université de Montréal, 1965, p. 113-138.

³ Kenneth McRoberts et Dale Posgate, *Développement et modernisation du Québec*, Montréal, Boréal Express, 1983, p. 107.

présent, il s'est montré prêt à affronter les risques et à payer le prix de l'autonomie provinciale ¹.

Ironiquement, Pierre Elliott Trudeau, à l'époque pilier de *Cité libre* et adversaire farouche du régime duplessiste, apporta de l'eau au moulin du premier ministre québécois en soutenant qu'il aurait été anti-démocratique et inconstitutionnel d'accepter l'aide financière d'Ottawa dans le domaine de l'éducation ².

À la fin des années cinquante, certaines règles s'étaient fermement implantées dans les relations Québec-Canada. La tradition d'acceptation de la théorie du pacte entre les provinces et l'aversion pour la primauté fédérale étaient devenues des vérités quasi sacrées au Québec. Certains premiers ministres du Québec, de Mercier à Duplessis, avaient recherché l'autonomie du Québec par le biais d'une interprétation plutôt large des compétences provinciales et s'étaient résolument opposés à la primauté fédérale à la fois sur le plan pratique et sur le plan philosophique. Quoique les gouvernements du Québec se fussent opposés à la primauté fédérale, deux éléments changeants étaient absents des négociations Québec-Canada. D'abord, les gouvernements québécois n'avaient pas encore adopté la notion d'État interventionniste ; en fait, l'État était perçu comme grandement inactif. En deuxième lieu, bien que l'on adhérât de plus en plus aux idées séparatistes au XX^e siècle et que, dans les années cinquante, des intellectuels influents y fissent écho, les gouvernements québécois n'avaient pas brandi la menace sécessionniste, réelle ou fictive, dans leurs relations avec le gouvernement fédéral.

Après 1960, ces deux caractéristiques fondamentales changèrent. En effet, au moment de la Révolution tranquille, les négociations Québec-Canada entrèrent dans une nouvelle phase avec la montée de l'étatisme et la volonté grandissante de s'opposer au système fédéral. Comme le montre le chapitre VII, l'époque d'après 1960 en fut une de confrontations croissantes entre Québec et Ottawa sur les questions constitutionnelles. Depuis 1960, les régimes gouvernementaux québécois ont cherché, conformément à une stratégie globale, à élargir leur champ d'intervention dans la plupart des secteurs et à augmenter leurs pouvoirs de taxation. Réagissant aux effets de la périphérisation économique, le Québec a continuellement cherché à augmenter l'étendue de ses compétences afin d'accroître ses possibilités d'agir à la fois sur l'économie et sur la société.

¹ J. A. Corry, ((Constitutional Trends and Federalism » dans A. R. M. Lower *et al.*, *Canadian Federalism*, *op. cit.*, p. 103.

² Pierre Elliott Trudeau, *Le fédéralisme et la société canadienne-française*, Montréal, HMH, 1967, p. 84-92, 98-99.

TROISIÈME PARTIE

Les relations intercommunautaires Et les négociations constitutionnelles

CHAPITRE VII

La question constitutionnelle : de Lesage à Bourassa

[Retour à la table des matières](#)

Depuis le début des années soixante, tous les gouvernements québécois, contrairement à la plupart des autres gouvernements provinciaux, ont continuellement cherché à conclure des ententes particulières sur la Constitution, la fiscalité et les programmes gouvernementaux ¹ Tandis qu'avant 1960, l'accent était mis sur l'opposition aux intrusions fédérales au nom de l'autonomie des provinces, comme on l'a évoqué au chapitre VI, les gouvernements plus récents ont cherché à obtenir, avec plus ou moins de succès, des pouvoirs, des ressources, des mandats particuliers et finalement, une certaine forme de statut particulier au sein de la fédération canadienne. L'élaboration des projets d'entente du lac Meech et de l'édifice Langevin en 1987, qui auraient pu permettre au gouvernement Bourassa d'obtenir d'importantes concessions de la part des autres gouvernements provinciaux sur les réformes constitutionnelles, est le résultat — mais bien loin d'être final — des inlassables demandes du dernier quart de siècle.

¹ Ce chapitre s'inspire de Alain-G. Gagnon et Joseph Garcea, « Quebec and the Pursuit of Special Status », dans R. D. Olling et M. W. Westmacott (dir.), *Perspectives on Canadian Federalism*, Scarborough, Prentice-Hall, 1988, p. 304-325.

Les gouvernements québécois ont revendiqué l'autonomie politique en tant que moyen de sauvegarder l'héritage culturel et linguistique unique du Québec, mais aussi pour donner à la province le pouvoir fiscal et politique de contrecarrer la périphérisation. Les demandes du Québec ont généralement porté sur :

1. une réforme constitutionnelle qui offrirait à l'État québécois les compétences les plus vastes possible dans la plupart des domaines politiques, et qui restreindrait les compétences du gouvernement fédéral ;
2. une répartition plus équitable pour le Québec des revenus fédéraux-provinciaux et, conséquemment, une réduction du pouvoir fédéral dans la conception, la mise en place et le financement des programmes provinciaux ;
3. un rôle décisionnel accru du Québec quant au contenu et au fonctionnement des institutions fédérales, mais aussi dans la conception, l'exécution et le financement de programmes fédéraux ;
4. une présence internationale accrue.

Étant donné que le premier objectif du Québec a été d'obtenir le maximum d'autonomie culturelle, fiscale et politique, les initiatives constitutionnelles de la province doivent être analysées dans le contexte des problèmes structurels posés par la périphérisation de l'économie québécoise. Depuis les années soixante, le Québec poursuit une politique étatique destinée à contrecarrer les problèmes créés, ou accentués, par la périphérisation économique¹. Dans sa quête d'une plus grande autonomie, le Québec a obtenu une forme de statut particulier au sein de la fédération canadienne (quoique dans une moindre mesure qu'on ne l'imagine et pour des raisons autres que celles que l'on présume).

L'adoption d'une position autonomiste dans les relations fédérales-provinciales a été accompagnée d'une politique plus interventionniste et de tentatives d'accroissement du rôle de l'État provincial dans l'économie québécoise au profit des intérêts francophones. Le fait que certaines contraintes fédérales doivent disparaître pour que les pouvoirs provinciaux puissent s'accroître met en lumière les initiatives québécoises dans les relations fédérales-provinciales. Le Québec a cherché à éliminer les contraintes fédérales, particulièrement dans le domaine fiscal et dans celui, stratégique, des dépenses et des investissements d'importants fonds provenant des transferts

¹ Pour un point de vue différent, voir les livres de Claude Morin, *Le combat québécois*, Québec, Boréal Express, 1973, particulièrement p. 136, et *Le pouvoir québécois... en négociation*, Québec, Boréal Express, 1972, p. 188-189.

fiscaux fédéraux. Le contrôle de ces sources de revenus est essentiel pour le financement de l'expansion de l'État provincial.

Lesage, 1960-1966 : la quête du statut particulier

[Retour à la table des matières](#)

Le passage de l'ère duplessiste à l'ère Lesage signifiait le changement d'une autonomie isolationniste à une autonomie ouverte, enracinée dans un nationalisme progressiste plutôt que réactionnaire¹. Lesage remplaça le penchant de Duplessis pour un fédéralisme dualiste, dans lequel chaque ordre de gouvernement évoluait à l'intérieur de champs de compétence scrupuleusement définis, par un fédéralisme de coopération dont l'idée était issue en partie de son expérience politique sur la scène fédérale. Ce qui n'avait pas changé, cependant, était l'engagement de rechercher le maximum d'autonomie pour le Québec par rapport au gouvernement fédéral, ce dont témoigne le slogan politique de Lesage lors de la campagne électorale de 1962 : « Maîtres chez nous », qui faisait écho à celui de Duplessis : « Maître chez Soi² ».

Duplessis soutenait que la culture québécoise avait de meilleures chances de survivre et de se développer sans l'ingérence du gouvernement fédéral et du reste du Canada³. Sa politique gravitait autour de deux axes apparentés : l'affaiblissement des liens constitutionnels, fiscaux et de programmes avec le gouvernement fédéral par la non-participation du Québec, et l'opposition à l'établissement de liens additionnels quel que soit leur attrait économique⁴. Pour le régime de Duplessis, cette stratégie comprenait premièrement le refus répété de consentir aux réformes constitutionnelles proposées par le premier

¹ Pour un document de base qui compare la position des libéraux de Lesage avec celle de l'Union nationale avant l'élection de 1960 : Jean Lesage, *Lesage s'engage : Libéralisme québécois d'aujourd'hui*, Montréal, Les Éditions politiques du Québec, 1959 ; pour un aperçu de diverses formes de nationalisme québécois et de perspectives sur le fédéralisme de cette époque, voir Michael D. Behiels, *Prelude to Quebec's Quiet Revolution : Liberalism Versus Neo-Nationalism*, Montréal, McGill-Queen's University Press, 1985, p. 37-60, 185-219.

² Dès la campagne électorale de 1945, Duplessis popularisa le slogan « Maître chez soi ». Voir Herbert F. Quinn, *The Union Nationale : A Study in Quebec Nationalism*, Toronto, University of Toronto Press, 1963, p. 191.

³ Pour une étude des discours de Duplessis, voir Gilles Bourque et Gilles Duchastel, *Restons traditionnels et progressifs : pour une analyse du discours politique. Le cas du régime Duplessis au Québec*, Montréal, Boréal Express, 1988 ; voir aussi des extraits des discours de Duplessis dans Kaye Holloway, *Le Canada, pourquoi l'impasse*, Montréal, Éditions Nouvelle Optique, 1983, p. 361.

⁴ Pour des analyses du développement social, économique et politique au Québec à l'époque de Duplessis, voir H. F. Quinn, *The Union Nationale*, *op. cit.*

ministre Louis Saint-Laurent dans les années cinquante et, deuxièmement, la non-participation aux arrangements fiscaux proposés en 1947, 1952, 1957, ou aux programmes à frais partagés dans des domaines comme la santé, les services sociaux et l'enseignement postsecondaire. Ce n'est qu'après la mort de Duplessis, en 1959, que le gouvernement québécois signa une entente fédérale-provinciale sur le financement de l'enseignement postsecondaire ; première « entente de retrait » signée au Canada, cette formule fut davantage utilisée par le Québec dans les années subséquentes que par toute autre province ¹. L'exception la plus perceptible à cette politique de non-coopération fut l'acceptation par le Québec du programme de péréquation, non assujetti à des conditions, institué en 1957.

Se démarquant de la philosophie de l'ère duplessiste, l'administration Lesage était décidée à entreprendre constructivement un vaste programme de réformes à l'échelle provinciale, ainsi que dans ses relations avec les gouvernements fédéral et provinciaux. Sa stratégie impliquait une intervention soutenue dans les relations intergouvernementales afin d'accroître son pouvoir et son prestige politiques et d'obtenir les ressources fiscales nécessaires à la réalisation de programmes provinciaux destinés à contrer la périphérisation économique. Ainsi, de l'idée d'un État minimal, la stratégie du gouvernement Lesage a évolué vers un programme de construction de l'État donnant naissance à l'État-architecte. En outre, cette transformation marqua le début d'une évolution qui s'étendit sur deux décennies au cours desquelles l'État provincial élaborait de nombreux programmes sociaux nécessitant une intervention accrue dans les relations fédérales-provinciales afin d'élargir le champ d'activité de la province. Les six ans de pouvoir du gouvernement Lesage commencèrent avec un appel à l'égalité (mais pas nécessairement à l'uniformité), et se terminèrent par la demande d'un statut particulier pour le Québec. Toute cette démarche visait à créer un Québec fort dans une Confédération renouvelée ².

Durant ses deux mandats, l'administration Lesage ne put définir une position claire concernant la réforme constitutionnelle, ce qui engendra des divisions à la fois à l'Assemblée législative et au sein du Parti libéral du Québec. Ces divisions forcèrent Lesage à rejeter en 1961 la formule d'amendement Fulton, en raison du refus du gouvernement fédéral de limiter ses pouvoirs, acquis en 1949, et de sa volonté d'amender unilatéralement les articles constitutionnels relatifs à sa compétence exclusive et à certains aspects touchant les institutions fédérales telles que la monarchie, le Sénat et la Cour suprême.

¹ Donald V. Smiley, *Constitutional Adaptation and Canadian Federalism since 1945*, Ottawa, Information Canada, 1970, p. 69-80.

² Jean Lesage, *Un Québec fort dans une nouvelle Confédération*, Québec, 1965.

En 1966, l'administration Lesage rejeta la formule Fulton-Favreau, qui contenait deux procédures d'amendement. D'abord, la formule proposait l'approbation du gouvernement fédéral et des deux tiers des provinces comprenant 50 % de la population (sauf dans les domaines touchant aux droits et pouvoirs provinciaux, et aux droits linguistiques, où l'unanimité était requise). Ensuite, elle proposait l'adjonction d'une clause autorisant la délégation de pouvoirs entre les gouvernements fédéral et provinciaux ; pour que cette délégation de pouvoirs s'applique, cependant, quatre provinces devaient donner leur assentiment, ce qui empêchait toute entente bilatérale Québec-Ottawa. Lesage rejeta la formule Fulton-Favreau parce que des modifications au partage des pouvoirs nécessitaient le consentement unanime du gouvernement fédéral et des provinces¹. À l'époque, le principe de l'unanimité était fortement contesté au Québec parce qu'il allait à l'encontre des ententes bilatérales concernant la délégation des pouvoirs dans des domaines comme la politique linguistique, qui était alors à l'étude devant la Commission royale d'enquête sur le bilinguisme et le biculturalisme. Ni l'une ni l'autre des formules proposées ne garantissait au Québec les pouvoirs lui permettant de participer à l'élaboration de politiques et de programmes pancanadiens, de collaborer à la réforme des institutions fédérales, de promouvoir la langue et la culture des Canadiens français et, ultimement, d'accroître son autonomie.

Ainsi, afin d'éviter d'être pris de vitesse par l'Union nationale revivifiée de Daniel Johnson, le gouvernement Lesage céda aux pressions des puissantes factions nationalistes et autonomistes québécoises. En rejetant la formule Fulton-Favreau, le gouvernement affirma que le Québec n'allait accepter ni rapatriement ni formule d'amendement jusqu'à ce que les questions portant sur les pouvoirs et le statut de la province, ainsi que la sauvegarde des droits des minorités, aient été réglées à la satisfaction du Québec. Cela devint, en gros, la position des gouvernements québécois subséquents.

Afin de retrouver le soutien des libéraux perdu au cours des négociations sur la formule d'amendement, le gouvernement Lesage s'écarta de sa position antérieure qui prônait l'égalité des provinces pour se limiter à revendiquer un statut particulier pour le Québec. Dès 1964, à l'issue des négociations sur le régime des rentes, Lesage affirma qu'il avait obtenu un « statut spécial » pour le Québec². Des divisions au sein du cabinet, du caucus et du Parti libéral témoignèrent d'une forte contestation et du caractère litigieux de ce changement de position. La critique la plus virulente fut formulée par René

¹ Edward McWhinney, *Quebec and the Constitution, 1960-1978*, Toronto, University of Toronto Press, 1979, p. 47. En 1978, la Cour suprême statua qu'une réforme majeure du Sénat qui empiéterait sur les droits de représentation des provinces nécessitait le consentement de ces dernières.

² Les propos de Lesage à l'Assemblée législative sont cités dans Richard Simeon, *Federal-Provincial Diplomacy : The Making of Recent Policy in Canada*, Toronto, University of Toronto Press, 1972, p. 59.

Lévesque, qui adhéra à la formule des « États associés », le précurseur de la « Souveraineté-association », et qui quitta plus tard le Parti libéral du Québec.

La politique du gouvernement Lesage prônant le statut particulier fut énoncée au cours de sa dernière année de pouvoir dans un document politique intitulé « Un Québec fort dans une nouvelle Confédération », de même qu'au cours des allocutions du premier ministre Lesage et de celles de Paul Gérin-Lajoie, ministre de l'Éducation. Ce dernier présenta la nouvelle position du gouvernement sous une forme rhétorique en suggérant qu'elle exprimait l'idée initiale de la Confédération, vue comme une « alliance dualiste » :

Jusqu'à présent, le Québec n'a rien exigé qu'il ne serait prêt à accorder aux autres provinces. Mais on peut se demander si cette attitude est celle à prendre ! [...] Quelle objection y aurait-il à ce que le Canada adopte un régime constitutionnel qui prendrait en compte l'existence de deux « nations » ou « sociétés » au sein d'un même Canada ¹ ?

Durant ses deux mandats, l'administration Lesage s'efforça de mettre pleinement de l'avant le rôle du Québec dans les relations interprovinciales, fédérales-provinciales et internationales ². Son initiative la plus notable dans les relations interprovinciales fut la convocation d'une conférence des premiers ministres en 1960, devenue depuis un événement annuel. Le but évident de Lesage dans ces conférences était d'établir une coopération entre les provinces afin d'harmoniser les politiques et d'élaborer des points d'entente en vue de négociations avec le gouvernement fédéral. Dans le cadre des relations fédérales-provinciales, le Québec contribua à augmenter le nombre de conférences officielles des premiers ministres et à mettre sur pied un secrétariat des conférences interprovinciales financé et géré par les deux ordres de gouvernement.

En matière de relations internationales, Lesage établit le droit du Québec de participer directement, et sans contrôle fédéral, dans des domaines en tout ou en partie de compétence provinciale. Pour le Québec, la participation aux rencontres de la francophonie (l'équivalent francophone du Commonwealth) et le pouvoir de conclure des ententes avec les pays membres dans les domaines culturel et économique étaient d'importance primordiale. À cette fin, et avec l'autorisation des autorités fédérales et françaises, le Québec ouvrit un consulat général à Paris en 1961 et conclut des ententes avec le gouvernement français

¹ Paul Gérin-Lajoie, Allocution prononcée à l'Université Carleton en avril 1965, citée dans D. V. Smiley, *Constitutional Adaptation*, op. cit., p. 124 et 158 ; voir aussi Paul Gérin-Lajoie, « Canadian Federalism and the Future », dans Cordon Hawkins (dir.), *Concepts of Federalism*, Toronto, Canadian Institute of Public Administration, 1965, p. 62-68, et l'allocution du premier ministre Lesage devant la chambre de commerce de Sainte-Foy, le 14 décembre 1965, reproduite dans *Le Devoir* des 23 et 24 décembre 1965.

² Voir l'excellente étude de Claude Morin, *L'art de l'impossible : La diplomatie québécoise depuis 1960*, Montréal, Boréal, 1987.

entre 1964 et 1966 concernant la jeunesse et les échanges culturels. De telles ententes constituaient une initiative provinciale sans précédent ¹.

L'administration Lesage cherchait en outre à tirer le maximum de programmes provinciaux et de son autonomie fiscale en tenant compte de trois objectifs apparentés : 1) le droit de se retirer des programmes fédéraux-provinciaux à frais partagés, 2) le droit d'instituer des programmes d'assistance sociale et de développement, indépendamment du gouvernement fédéral, et 3) une plus grande autonomie financière par l'occupation d'un plus grand champ d'imposition, l'abolition des subventions conditionnelles et davantage de paiements inconditionnels par le biais de la péréquation ². Cette façon de procéder se fondait en partie sur les valeurs politiques et symboliques des Québécois pour qui le principal bienfaiteur était le gouvernement provincial plutôt que le gouvernement fédéral. Mais plus important encore, le contrôle des ressources fiscales sans l'imposition de contraintes par Ottawa permettrait à l'État du Québec de contrecarrer la périphérisation de l'économie provinciale et d'offrir au capital francophone de nouvelles possibilités. Afin de poursuivre la construction de l'État et de mieux adapter les programmes gouvernementaux aux besoins de la province, le gouvernement du Québec cherchait à se dissocier davantage des programmes fédéraux. Politique symbolique et stratégie étatique se complétaient donc admirablement au cours de cette période.

Le gouvernement Lesage exerça son droit de retrait de divers programmes fédéraux-provinciaux à frais partagés grâce auquel il put instituer des programmes sociaux provinciaux comme le régime des rentes du Québec et jeter les bases d'autres programmes sociaux. Le point le plus notable est peut-être que le Québec força le gouvernement Pearson à lui accorder, comme à toutes les provinces, le droit de retrait de tous les programmes sociaux, et ce avec une certaine forme de compensation. En 1965, quand la législation eut force de loi, le Québec se retira de tous les programmes importants en échange d'une augmentation substantielle de points d'impôt sur le revenu des particuliers ³. À l'époque, aucune des autres provinces ne manifesta d'intérêt pour ce type d'arrangement, malgré les incitatifs du gouvernement fédéral pour qu'elles donnent rapidement leur accord afin de faire disparaître tout ce qui pouvait ressembler à un statut particulier pour le Québec ⁴.

¹ C. Morin, *Le pouvoir québécois... en négociation*, op. cit., p. 69-83 ; voir aussi John Fitzmaurice, *Quebec and Canada : Past, Present and Future*, London, Hurst, 1985.

² D. V. Smiley, *Constitutional Adaptation*, op. cit., p. 69-80, 103-109 ; et *The Canadian Political Nationality*, Toronto, Methuen, 1967, p. 59-78.

³ Garth Stevenson, *Unfulfilled Union : Canadian Federalism and National Unity*, édition revue, Toronto, Gage Publishing, 1982, p. 163-164.

⁴ R. Simeon, *Federal-Provincial Diplomacy*, op. cit., p. 76-77.

Finalement, le régime Lesage tenta d'infléchir les programmes et les politiques d'Ottawa ayant un effet direct ou indirect sur le Québec. Il s'intéressa particulièrement à la nature et à la portée du programme d'assistance publique du Canada, aux allocations familiales, au développement régional, à la politique linguistique, à la politique étrangère, à la politique d'immigration et même aux politiques économiques pancanadiennes. Ainsi, le discours du budget fédéral de 1966 revendiquait pour le Québec, et dans une certaine mesure pour les autres provinces, un rôle formel quant à la conception et à l'implantation des politiques fiscales, monétaires et commerciales du Canada ¹. Les gouvernements québécois qui ont succédé à Lesage ont continué de revendiquer un rôle semblable dans ces mêmes secteurs, ainsi que dans des secteurs relevant traditionnellement du gouvernement fédéral ².

Johnson et Bertrand, 1966-1970 : « Égalité ou indépendance »

[Retour à la table des matières](#)

Les changements sous l'Union nationale s'expriment dans le slogan de la campagne électorale de Daniel Johnson : « Égalité ou indépendance ». Ce slogan révèle deux différences majeures entre les régimes Johnson-Bertrand et Lesage. Tout d'abord, malgré des tentatives pour accroître les compétences du Québec, Lesage n'avait jamais menacé Ottawa du spectre de l'indépendance comme choix possible ou désirable pour sa province. En outre, aux yeux de Lesage, l'« égalité » signifiait habituellement l'égalité des provinces, même si, durant sa dernière année au pouvoir, il a bifurqué vers le concept des « deux nations » et le projet de statut particulier. Pour Johnson et Bertrand, l'« égalité » signifiait l'égalité entre les représentants des deux groupes linguistiques fondateurs.

La position de Johnson constituait une réaffirmation péremptoire de la conception de l'« alliance dualiste » formulée par la commission Tremblay, qui considérait le Québec comme le protecteur des droits et des intérêts des Québécois et, dans une moindre mesure, des francophones hors Québec. Cette perspective amena Johnson à exiger, à la fois dans son premier discours du trône et lors de diverses conférences fédérales-provinciales, des réformes constitutionnelles reflétant le caractère binational du régime politique

¹ Cité par D. V. Smiley, *The Canadian Political Nationality*, op. cit., p. 68-70.

² Pour un aperçu de l'influence du Québec sur l'élaboration et l'application de politiques et de programmes fédéraux, voir C. Morin, *Le pouvoir québécois... en négociation*, op. cit., p. 117-131.

canadien¹. Johnson affirma que le Québec ne voulait plus accepter les restrictions qui découlait du partage des pouvoirs de 1867². Son vœu de réforme constitutionnelle se démarquait fortement du conservatisme constitutionnel traditionnel de l'Union nationale qui s'appuyait sur l'inviolabilité du pacte fédéral-provincial original. Tout comme le gouvernement Lesage, l'Union nationale sous Johnson ne consentirait à aucune formule d'amendement ni de rapatriement de la Constitution à moins qu'une révision en profondeur ne soit conclue sur un nouveau partage des pouvoirs.

Jean-Jacques Bertrand fit écho au thème de l'autonomie des deux nations de son prédécesseur. Durant les négociations constitutionnelles de 1969, il mit de l'avant l'importance pour le Québec d'un statut particulier enchâssé dans la Constitution et d'une réforme portant sur les droits collectifs plutôt qu'individuels, y compris le droit des peuples à l'autodétermination³. Tout cela allait évidemment à l'encontre de la position depuis longtemps soutenue par le premier ministre Trudeau sur l'orientation générale de la réforme constitutionnelle, le statut du Québec dans la Constitution et le rôle des gouvernements québécois au sein de la Confédération⁴.

Concernant l'autonomie fiscale et politique, son deuxième objectif majeur, le régime Johnson-Bertrand eut moins de succès que l'administration Lesage. Contrairement au gouvernement Lesage qui se contenta de se retirer des programmes fédéraux-provinciaux d'envergure canadienne, le gouvernement Johnson-Bertrand voulait que ce soit le gouvernement fédéral qui se « retire ». Quoique cela reflétait sans doute la position de plus en plus affirmée de la « nouvelle classe moyenne » et son désir de voir des emplois être créés par la mise sur pied de programmes provinciaux, le discours de Johnson, destiné au grand public, dépassait souvent les demandes formulées au cours des négociations. Johnson et Bertrand réitérèrent leurs demandes de recueillir 100 % de toute taxe directe d'importance majeure perçue dans la province, de restreindre le droit d'Ottawa de dispenser des fonds aux personnes par le biais

¹ Voir le *Rapport de la Commission royale d'enquête sur les problèmes constitutionnels* (rapport Tremblay), Québec, Éditeur officiel, 1956.

² Voir Daniel Johnson, *Égalité ou Indépendance*, Montréal, Les Éditions de l'Homme, 1965, p. 120. Il reprit cette position à la conférence de la « Confédération de demain » de novembre 1967, et de nouveau à la Conférence constitutionnelle des premiers ministres, soit en février 1968, quelques mois avant sa mort.

³ Pour un aperçu succinct des positions autonomistes de Jean-Jacques Bertrand, particulièrement dans les domaines de la politique culturelle et sociale, voir des extraits de son allocution à la Conférence constitutionnelle du 8 au 10 décembre 1969, dans J. M. Beck (dir.), *The Shaping of Canadian Federalism: Central Authority or Provincial Rights ?*, Toronto, Copp Clark, 1971, p. 227-229. Pour un compte rendu des négociations constitutionnelles de la fin des années soixante, voir R. Simeon, *Federal-Provincial Diplomacy*, *op. cit.*, chapitre 5.

⁴ Pierre Elliott Trudeau, *Le fédéralisme et la société canadienne-française*, Montréal, HMH, 1967.

de divers programmes sociaux canadiens financés par Ottawa ou à frais partagés et d'obtenir le contrôle provincial absolu des programmes tels les régimes de retraite, la formation de la main-d'œuvre, les allocations familiales, la santé et l'assistance sociale.

Johnson affirmait que, dans tous ces domaines, les ententes négociées entre Ottawa et Québec ne devaient pas être tributaires des accords conclus entre Ottawa et les autres provinces ; après tout, le Québec n'était *pas une province comme les autres*. Le gouvernement Trudeau réitéra toutefois sa position selon laquelle il ne négocierait avec le Québec aucun accord lui donnant une apparence de statut particulier, comme cela s'était produit avec le droit de retrait de l'entente de 1959 sur les subsides à l'enseignement postsecondaire, et lors de l'entente de 1964 sur le régime des rentes¹. Malgré ces prises de position, le fait est que le gouvernement Trudeau fit certaines concessions aux gouvernements Johnson et Bertrand (et aux administrations suivantes) dans des secteurs aussi divers que les relations internationales et l'immigration — concessions qui équivalaient à la reconnaissance d'une certaine forme de statut particulier.

Le troisième objectif majeur du régime Johnson-Bertrand était un rôle accru pour le Québec dans les relations internationales et l'immigration. Plus dynamique et ambitieux dans ces domaines que ses prédécesseurs, le gouvernement provincial arracha d'importantes concessions tant au gouvernement Pearson qu'à celui de Trudeau. Son but principal consistait à élargir le statut déjà concédé à l'administration Lesage au sein de la francophonie². Dans le secteur de l'immigration, le régime Johnson-Bertrand transforma un service restreint d'immigration créé par le gouvernement précédent en un ministère à part entière et conclut un accord verbal avec le gouvernement fédéral qui accordait des pouvoirs accrus au Québec et un rôle plus déterminant dans ce domaine³. Succédèrent ensuite en 1971 et 1975, sous le régime Bourassa, puis sous celui de Lévesque en 1978, et encore à l'occasion des négociations du lac Meech, une série d'accords formels bilatéraux Québec-Ottawa. Tous ces accords ont augmenté les pouvoirs et le rôle du Québec pour ce qui est du recrutement et de la sélection des immigrants.

¹ Concernant l'opinion de Trudeau sur la reconnaissance d'un statut particulier au Québec, voir R. Simeon, *Federal-Provincial Diplomacy*, *op. cit.*, p. 90, 96, 99, 261, 284. Pour un compte rendu des négociations entre Québec et Ottawa sur la fiscalité et leurs objectifs réciproques, voir R. Simeon, *ibid.*, p. 67-87, 111-115 ; et C. Morin, *Le pouvoir québécois... en négociation*, *op. cit.*, p. 9-65.

² Voir Louis Sabourin, *Canadian Federalism and International Organizations : A Focus on Quebec*, Ottawa, Institute for International Cooperation, 1971 ; voir aussi C. Morin, *L'art de l'impossible*, *op. cit.*

³ Freda Hawkins, *Canada and Immigration : Public Policy and Public Concern*, Montréal, McGill-Queen's University Press, 1972, p. 213-234.

Bourassa, 1970-1976 : « souveraineté culturelle » et « fédéralisme rentable »

[Retour à la table des matières](#)

Comme ses prédécesseurs, Robert Bourassa souhaitait un fédéralisme décentralisé et économiquement « rentable » au sein duquel le Québec pourrait acquérir les pouvoirs et les ressources financières lui permettant d'atteindre un maximum d'autonomie dans les sphères sociale et culturelle. En 1973, Bourassa et son ministre particulièrement autonomiste des Affaires sociales, Claude Castonguay, conclurent une entente avec Ottawa sur l'instauration d'un régime d'allocations familiales permettant une contribution pondérée du gouvernement fédéral¹. Ottawa fit la même offre aux autres provinces mais, jusqu'à présent, seuls le Québec et l'Alberta ont conçu et instauré leur propre régime et ont modifié la contribution financière du gouvernement fédéral². Voilà un bon exemple de concession arrachée au gouvernement fédéral qui, pour diverses raisons politiques, s'est senti forcé d'en offrir autant aux autres provinces afin de ne pas se faire accuser de reconnaître un statut particulier au Québec.

Se démarquant du régime Johnson-Bertrand, le gouvernement Bourassa n'avait pas pour objectif primordial l'implantation d'un État binational, mais plutôt une réforme constitutionnelle du système fédéral pouvant donner au Québec des pouvoirs particuliers et les ressources nécessaires à la « sauvegarde et au développement du caractère biculturel de la fédération canadienne³ ». Les besoins culturels des Québécois allaient primer l'émancipation politique de la « nation canadienne-française » et seraient comblés par le biais de réformes constitutionnelles fondées sur l'idée de l'alliance dualiste sous-tendant la Confédération.

Parmi les propositions du gouvernement Bourassa se trouvait une formule d'amendement qui obligeait à un « consensus national » pour modifier le partage des pouvoirs entre le gouvernement fédéral et les provinces. Ce consensus exigeait l'approbation du Parlement fédéral et d'une majorité de

¹ Pour un excellent résumé des négociations entre Québec et Ottawa sur ce sujet, voir John Saywell, 1972 *Canadian Annual Review of Politics and Public Affairs*, Toronto, University of Toronto Press, 1974, p. 88-119.

² Santé et Bien-être social Canada, *Précis sur les programmes de sécurité sociale*, Ottawa, ministère des Approvisionnements et Services Canada, 1987, p. 17-20.

³ Allocution du premier ministre Bourassa à la Conférence constitutionnelle des premiers ministres, les 14 et 15 septembre 1970, cité par Jean-Louis Roy, *Le choix d'un pays : le débat constitutionnel Québec-Ottawa, 1960-1976*, Ottawa, Leméac, 1978, p. 205.

gouvernements provinciaux. La majorité provinciale devait comprendre les provinces qui, à un moment ou un autre de leur histoire, avaient compté 25 % et plus de la population canadienne (ce qui donnait en fait un droit de veto au Québec et à l'Ontario), ainsi que deux provinces de l'Atlantique et deux provinces de l'Ouest comptant ensemble au moins 50 % de la population de l'Ouest. Les libéraux insistèrent en outre sur l'enchâssement de certains droits de la personne et des droits linguistiques (y compris l'usage tant du français que de l'anglais au Parlement fédéral et dans tous les autres corps législatifs à l'est de la Saskatchewan), sur l'usage du français dans les tribunaux fédéraux et ceux de certaines provinces et sur des mesures de consultation des provinces lors de la nomination des juges à la Cour suprême du Canada.

Parmi les autres changements recherchés par le gouvernement Bourassa dans les négociations amorcées en 1968 et qui ont conduit à la Charte de Victoria en 1971, il y avait l'amendement à l'article 94A de la Constitution, qui allait accorder aux provinces la prépondérance en matière de régimes de rentes et dans d'autres secteurs de la politique sociale. Le refus du gouvernement fédéral d'accéder aux demandes du Québec mit en colère les factions tant nationalistes qu'autonomistes évoluant dans le Parti libéral provincial et à l'extérieur du parti. Ces factions exercèrent des pressions sur Bourassa pour qu'il rejette la Charte de Victoria après qu'il l'eut acceptée en principe, prétendument parce que ni la Constitution ni la formule d'amendement proposée n'offrait un cadre adéquat et des garanties de sauvegarde de la souveraineté culturelle du Québec. Le gouvernement Bourassa fut aussi amené à adopter une position autonomiste à la suite de la création et de la montée du Parti québécois, un parti prônant l'indépendance du Québec. Ainsi, de la même manière qu'en 1961 et 1966, se manifesta une importante opposition de la part de forces autonomistes et nationalistes à l'intérieur et à l'extérieur du parti gouvernemental combinée à la perspective d'une défaite électorale, ce qui amena en 1971 le gouvernement de Robert Bourassa à rejeter la formule d'amendement de la Constitution.

En 1975, le gouvernement fédéral rouvrait les pourparlers constitutionnels avec un document d'étude qui portait essentiellement sur une formule d'amendement et le rapatriement de la Constitution. La délégation de pouvoir dans les secteurs de la politique sociale, des communications et de l'immigration devait être déterminée lors des négociations ultérieures par le biais d'ententes fédérales-provinciales bilatérales et multilatérales plutôt que par une réforme constitutionnelle en bonne et due forme. Le document d'étude contenait en outre une version révisée de la Charte de Victoria, reflétant l'importance — position adoptée par Bourassa en 1971 — que revêtaient la sauvegarde et l'épanouissement complet de la langue française et de la culture québécoise pour le maintien et l'équilibre de la fédération canadienne. D'après Garth Stevenson, le document « agitant le spectre de la « délégation »

unilatérale de pouvoirs et en fait, du statut particulier pour le Québec ¹ ». Le régime Bourassa accepta à contrecœur, sans qu'il y ait eu au préalable d'entente sur le partage des pouvoirs, de considérer le rapatriement de la Constitution avec formule d'amendement, pour autant qu'il y eût des « garanties constitutionnelles » suffisantes pour sauvegarder la culture et la langue françaises ². Au moment de solliciter un nouveau mandat, les libéraux firent de la réforme constitutionnelle leur cheval de bataille, affirmant dans les documents qui ont servi à leur campagne électorale que l'appui au processus de rapatriement serait conditionnel à l'inclusion des demandes traditionnelles du Québec dans toute nouvelle Constitution. Parmi ces demandes, on note :

- 1) le droit de veto du Québec sur les amendements constitutionnels ;
- 2) la participation provinciale au processus de nomination des juges à la Cour suprême du Canada ;
- 3) la prépondérance provinciale dans les domaines de la culture et de l'éducation ;
- 4) le droit de retrait avec compensation des programmes fédéraux ;
- 5) la participation provinciale au recrutement et à la sélection des immigrants et la prépondérance en ce qui concerne leur intégration à la société québécoise et leur *insertion sur le marché du travail* ;
- 6) des restrictions au pouvoir de dépenser et au pouvoir déclaratoire du gouvernement fédéral dans les champs de compétence provinciale ³.

Ces propositions, qui reflétaient clairement la position de Bourassa et son objectif double de souveraineté culturelle et de fédéralisme rentable, ne suffirent pas à lui assurer une victoire électorale ; en fait, et malgré ses efforts, la réforme constitutionnelle ne devint en aucun temps un enjeu majeur de la campagne. En novembre 1976, le gouvernement libéral fut supplanté par le Parti québécois ; il ne reprendrait le pouvoir qu'en 1985. Dans l'intervalle, le Parti québécois affronta Ottawa avec sa propre vision d'une plus grande autonomie pour le Québec.

¹ G. Stevenson, *Unfulfilled Union*, *op. cit.*, p. 210.

² Voir, du premier ministre Pierre Elliott Trudeau, « 1976 Correspondence to all Provincial Premiers », dans Peter Meekison (dir.), *Canadian Federalism : Myth or Reality ?*, Toronto, Methuen, 1977, p. 140-169.

³ Voir J. Saywell, *1976 Canadian Annual Review*, *op. cit.*, p. 43, 93-94.

Levesque et Johnson, 1976-1985 : la « souveraineté-association » et le « beau risque »

[Retour à la table des matières](#)

Dirigé par René Lévesque, et durant une courte période par Pierre-Marc Johnson en 1985, le gouvernement du Parti québécois n'acceptait le statut particulier que dans la mesure où il ouvrait la voie à la souveraineté-association, qui incorporait le double principe de la souveraineté politique et de l'association économique. En fait, la souveraineté-association devait donner naissance à un Québec souverain associé au reste du Canada par une entente de marché commun économique, comprenant des domaines d'intérêt commun — la monnaie, les tarifs douaniers, etc. — négociés entre un Québec politiquement indépendant et le gouvernement fédéral¹. À cet égard, le programme du Parti québécois se distinguait à la fois de ceux des régimes libéraux de Bourassa et de Lesage pour qui la souveraineté-association et l'indépendance n'étaient ni réalisables ni désirables, et du programme de l'Union nationale de Daniel Johnson pour qui l'indépendance représentait une formule de dernier recours. Ironiquement, même si la souveraineté-association constituait la pierre angulaire de l'administration du Parti québécois, celui-ci relégua en quelque sorte cette option aux oubliettes, au cours des trois campagnes électorales qui eurent lieu entre 1976 et 1985, pour ne pas s'aliéner une certaine partie de l'électorat. C'est d'ailleurs le risque qu'impliquait la tenue d'une élection sur cet enjeu qui poussa l'administration Lévesque à organiser un référendum pour permettre aux Québécois de se prononcer sur la souveraineté-association.

Le Parti québécois et son projet de souveraineté-association ajoutèrent, entre 1976 et 1985, de nouvelles exigences et d'autres dimensions aux relations Québec-Ottawa. Avant le référendum de mai 1980 sur la souveraineté-association, le gouvernement du Parti québécois se contentait de réagir aux événements plutôt que de les provoquer. Il s'opposa aux initiatives fédérales de rapatriement de la Constitution et de réforme constitutionnelle contenues dans le Livre blanc de 1978, *Un temps pour agir*, et au projet de loi correspondant qui reprenait plusieurs dispositions de la Charte de Victoria. De plus, le Parti québécois refusa d'évaluer les mérites du renouvellement de la Confédération,

¹ Voir Douglas V. Verney, *Three Civilizations, Two Cultures, One State*, Durham, N. C. Duke University Press, 1986, p. 373-377, pour une explication de l'option de la souveraineté-association. Aussi, Jean-Pierre Charbonneau et Gilbert Paquette, *L'Option*, Montréal, Les Éditions de l'Homme, 1978.

privilégiant plutôt ce qu'il considérait être le droit du Québec à l'autodétermination ¹.

Le gouvernement Lévesque rejeta au moins quatre aspects majeurs du projet fédéral de rapatriement de la Constitution et de réforme constitutionnelle. D'abord, et suivant en cela d'autres gouvernements postérieurs à 1960, le Parti québécois s'opposa à la proposition fédérale de reporter les négociations sur la réforme complète du partage des pouvoirs jusqu'à ce qu'une entente soit conclue sur le rapatriement, accompagné d'une formule d'amendement et, peut-être, d'une charte des droits et libertés. La position du Parti québécois s'appuyait sur le fait qu'en acceptant la démarche fédérale, le Québec allait perdre une carte maîtresse dans les négociations sur le partage de pouvoirs, et ce parce que le gouvernement fédéral serait moins enclin à faire des compromis une fois qu'il aurait atteint ses principaux objectifs. C'était également la raison derrière la forte opposition du Parti québécois à la proposition fédérale de rapatriement unilatéral, auquel le Québec, à l'instar d'autres provinces, s'opposa devant les tribunaux avec un succès mitigé. Le premier ministre Lévesque s'écarta toutefois de cette position gouvernementale traditionnelle ² au cours des négociations constitutionnelles post-référendaires, étant contraint d'agir ainsi en raison principalement des victoires politiques et légales du gouvernement fédéral durant cette période.

En deuxième lieu, le gouvernement Lévesque s'opposa à toute formule d'amendement ne reconnaissant pas au Québec un droit de veto étendu et un droit de retrait des programmes fédéraux jugés essentiels à la sauvegarde des intérêts et du caractère distinct de la province.

En troisième lieu, le gouvernement Lévesque s'opposa à l'enchâssement d'une charte des droits et libertés de portée pancanadienne. Sans certaines dispositions qui limiteraient son application au Québec, le gouvernement du Parti québécois estimait qu'une telle charte empêcherait non seulement l'expression des variantes provinciales au chapitre des droits et libertés, mais qu'elle circonscrirait les pouvoirs provinciaux et empiéterait sur les lois provinciales comme celle portant sur la politique linguistique au Québec (la loi 101). Ultimement, la charte allait accroître au Canada l'importance des tribunaux au détriment des législatures et écarter le fédéralisme administratif et de concertation à la faveur d'un « fédéralisme judiciaire » qui restreindrait l'autonomie de l'État québécois en déterminant par des recours judiciaires des

¹ Le Parti québécois, *Programme officiel du Parti québécois*, édition 1978, p. 7-8. Pour une excellente analyse des aspects politiques et légaux du droit du Québec à l'autodétermination, voir Jacques Brossard, *L'accession à la souveraineté et le cas du Québec*, Montréal, Les Presses de l'Université de Montréal, 1976.

² Gérard Boismenu, « Backing Down or Compromising the Future : Quebec's Constitutional Proposals », dans Peter M. Leslie (dir.), *Canada : The State of the Federation, 1985*, Kingston, Institute of Intergovernmental Relations, 1985, p. 59-60.

obligations qui s'appliqueraient sans distinction à l'ensemble du pays. Les craintes du Parti québécois n'étaient pas sans fondement. Ainsi, en 1986, la Cour d'appel du Québec statua que certaines clauses de la législation linguistique québécoise limitant l'usage des langues autres que le français dans l'affichage étaient inconstitutionnelles puisqu'elles violaient la Charte canadienne des droits et libertés ¹.

En quatrième lieu, le gouvernement Lévesque s'opposa aux propositions fédérales d'en arriver à des amendements mineurs sur le partage des pouvoirs avant de procéder au rapatriement de la Constitution. Fidèle là encore à la position de ses prédécesseurs, il affirma que les amendements proposés par Ottawa ne répondaient pas aux demandes du Québec pour une décentralisation significative des pouvoirs et des ressources financières, un plus grand pouvoir décisionnel quant aux institutions fédérales, aux politiques gouvernementales et aux programmes touchant le Québec, la reconnaissance d'un statut particulier dans la Constitution et, finalement, une autonomie provinciale maximale. En 1979, le gouvernement québécois fut soutenu dans ses revendications par les recommandations de la Commission de l'unité canadienne (commission Pepin-Robarts ²). Le gouvernement fédéral, cependant, rejeta l'orientation générale de ces recommandations et continua sur sa lancée.

L'échec de la première ronde des négociations constitutionnelles poussa l'administration Lévesque à continuer de promouvoir l'idée de la souveraineté-association d'une façon plus directe et dynamique par le biais d'un référendum. En juin 1979, un mois après l'élection du gouvernement progressiste-conservateur de Joe Clark avec sa vision du Canada en tant que « communauté des communautés », le premier ministre Lévesque annonça qu'un référendum sur la souveraineté-association allait se tenir le printemps suivant. Subséquemment, il déposa le Livre blanc sur la souveraineté-association, *La nouvelle entente Québec-Canada*, et rendit publique la question référendaire ; tous deux furent largement discutés par l'ensemble de la société québécoise ³.

Au moment où les préparatifs référendaires s'achevaient, le Parti québécois dut faire face au retour inattendu de Pierre Elliott Trudeau. Celui-ci contribua à la victoire du « non » au référendum, plus déterminé que jamais à mettre à exécution son projet constitutionnel, avec ou sans l'accord du Québec. Au cours de la campagne référendaire, des parlementaires libéraux fédéraux

¹ Aileen McCabe, « Court Victory of Bilingualism Puts Bourassa on the Spot », *The Ottawa Citizen*, le 22 décembre 1986, p. A-3.

² La Commission de l'unité canadienne, *Se retrouver*, Ottawa, ministère des Approvisionnement et Services Canada, 1979, p. 90-93.

³ Gouvernement du Québec, *La nouvelle entente Québec-Canada*, Québec, Service des publications officielles, 1979 ; voir aussi l'énoncé de politique du Parti québécois, *D'égal à égal* (février 1979).

influent entreprirent une lutte acharnée au Québec en faveur du « non » en promettant un fédéralisme renouvelé, tandis que le gouvernement fédéral et certains gouvernements provinciaux argumentaient que le Québec profitait économiquement de son appartenance à la fédération canadienne. À la suite d'une campagne émotive, le « non » l'emporta à 3 contre 2 et le gouvernement du Parti québécois fut forcé de retourner à la table constitutionnelle.

Les négociations constitutionnelles qui suivirent le référendum étaient fondées sur l'idée partagée par Québec et Ottawa que le résultat (60 % de « non », 40 % de « oui ») reflétait le désir des Québécois de voir instituer le nouvel ordre constitutionnel proposé par les fédéralistes au cours de la campagne référendaire. Peu après le référendum, l'administration Lévesque se contenta de réagir aux initiatives fédérales visant à rapatrier et à réformer la Constitution. Le gouvernement fédéral, quant à lui, se sentait motivé par 1) ce qu'il percevait comme un mandat des Québécois, ou une obligation morale envers les Québécois, de réaliser la réforme constitutionnelle, 2) le fait qu'il ne devait pas affronter un gouvernement libéral au Québec, réduisant d'autant les risques de confrontation entre les ailes québécoise et fédérale du Parti libéral, et 3) le fait de savoir que le parti au pouvoir à Québec était manifestement séparatiste, et qu'au cours de la campagne référendaire, il avait perdu de ses appuis et de son unité ¹ ce qui constituait un net atout pour Ottawa, tant au Québec que dans le reste du pays.

Les tentatives de Lévesque pour former et conserver un front provincial uni avec le « groupe des huit », c'est-à-dire l'ensemble des provinces sauf l'Ontario et le Nouveau-Brunswick, afin de faire obstacle aux propositions fédérales au cours des négociations constitutionnelles de novembre 1981 se révélèrent vaines. À la dernière minute, les sept autres premiers ministres abandonnèrent Lévesque, malgré leur « position commune » établie à la suite de plusieurs concessions importantes (bien que souvent contradictoires) arrachées à la fois au Québec et aux autres provinces. Le premier ministre du Québec concédait en principe l'égalité de toutes les provinces et, contrairement à sa position antérieure, consentait au rapatriement constitutionnel avec formule d'amendement, sans revoir au préalable le partage des pouvoirs ni s'assurer d'un droit de veto pour le Québec. Quant aux autres premiers ministres, ils reconnaissaient que le Québec forme une société linguistique et culturelle distincte avec un rôle et un statut particuliers, dont le droit de maintenir ou de couper ses liens avec la fédération canadienne ².

¹ La perte d'appui populaire ne sera pas immédiatement perçue en raison de la campagne référendaire, qui donna lieu à la création des comités du « oui » et du « non ». Ainsi, bien qu'ils n'étaient pas tous en faveur du Parti québécois à ce moment-là, les syndicats se rangèrent derrière l'idée de l'indépendance.

² Gil Rémillard, *Le fédéralisme canadien : Le rapatriement de la Constitution*, Montréal, Québec/Amérique, 1985, p. 115-117.

Le gouvernement Lévesque considérait que ces dernières concessions étaient particulièrement importantes, non seulement parce qu'elles ouvraient la voie à une plus grande autonomie au sein du fédéralisme canadien, mais aussi parce qu'elles permettaient de faire un pas important vers la souveraineté, en vertu du droit international. Le refus de Trudeau d'accorder au Québec un rôle et un statut distincts dans la Loi constitutionnelle de 1982 était fondé sur son opposition de longue date à élargir le statut du Québec. En fait, même quand il cherchait à trouver des accommodements aux demandes du Québec, Trudeau faisait tout en son pouvoir pour éviter tout semblant de statut particulier, ce dont témoignent ses efforts pour encourager la signature par toutes les autres provinces d'ententes sur l'immigration comparables, sinon identiques, à celle qui avait été signée par le Québec en 1978 ¹.

La ronde suivante des négociations constitutionnelles s'amorça après les élections fédérales de 1984, alors que les conservateurs avaient chassé du pouvoir les libéraux. Le premier ministre Lévesque déclara que les négociations avec le nouveau gouvernement représentaient un « beau risque » tant pour le Parti québécois que pour le Québec. En mai 1985, il présenta au gouvernement de Brian Mulroney un « projet d'accord constitutionnel » comprenant les vingt-deux conditions posées par le Québec pour parvenir à un accord constitutionnel ². Dans l'introduction du projet d'entente, le gouvernement du Parti québécois faisait part de sa stratégie qui consistait à obliger le gouvernement Mulroney à se conformer à son engagement électoral de 1984 de tout faire pour permettre au Québec de signer un accord constitutionnel. Les propositions contenues dans le projet d'accord constitutionnel reprenaient les positions soutenues depuis 1960, visant à donner le plus d'importance possible au Québec à l'intérieur du système fédéral. Afin de réaliser cet objectif, le projet d'accord préconisait :

- 1) la reconnaissance constitutionnelle de l'existence du peuple québécois et de la responsabilité première du Québec dans les domaines social, culturel, linguistique, de l'éducation et de la santé ;
- 2) la limitation de l'application de la Charte canadienne des droits et libertés dans le cas du Québec, où elle ne comprendrait que les droits démocratiques (articles 3-5) ;
- 3) la reconnaissance de la responsabilité première du Québec dans les domaines de l'emploi, des politiques et des programmes de développement économique et de développement régional ;

¹ Joseph Garcea, « Provincial Initiatives in Immigration 1966-1986 : Asymmetry and Special Status », texte présenté à la rencontre annuelle de l'Association canadienne de science politique, Winnipeg, juin 1986, p. 10.

² Gouvernement du Québec, *Projet d'accord constitutionnel : propositions du Gouvernement du Québec*, mai 1985.

- 4) un accroissement significatif des pouvoirs pour le Québec en matière de communications, la compétence exclusive en matière de mariage et de divorce, la compétence prépondérante en matière de sélection et d'établissement des immigrants, un rôle et un statut accrus dans les relations internationales « en tout ce qui touche à ses compétences et à son identité, notamment dans le cadre de la francophonie » ;
- 5) la reconnaissance du droit du Québec d'opposer son veto non seulement aux amendements constitutionnels mais également à la création de nouvelles provinces et à la réforme des institutions fédérales ;
- 6) le droit du Québec de nommer les trois juges chargés des causes de droit civil à la Cour suprême du Canada, ainsi que ceux des cours supérieures du Québec ;
- 7) la reconnaissance du droit du Québec de se retirer avec compensation de certains amendements constitutionnels ainsi que de programmes de subventions conditionnelles ;
- 8) l'abolition des pouvoirs du gouvernement fédéral de réserve et de désaveu, et une limitation importante de l'étendue de son pouvoir de dépenser en assujettissant l'octroi des subventions conditionnelles au consentement de la majorité des provinces ¹.

La proposition d'obtenir pour le Québec un droit de veto et d'accroître ses pouvoirs laisse entendre notamment que le gouvernement du Parti québécois avait temporairement opté pour un statut particulier, position qu'il avait critiquée six ans auparavant en affirmant qu'elle constituait une dangereuse illusion tant pour le Québec que pour le reste du Canada ². La souveraineté-association était singulièrement absente du projet d'accord constitutionnel alors qu'elle constituait l'objectif final du Parti québécois. Malgré une forte opposition au sein du parti, la notion de souveraineté-association fut mise en sourdine dans les programmes électoraux de 1976, 1981 et 1985.

De profondes divisions au sein du Parti québécois et du cabinet au sujet de la réforme constitutionnelle et de l'inclusion de la question de la souveraineté dans le programme de la prochaine élection empêchèrent l'élaboration d'une position concertée dans les négociations. Des conflits internes avaient déjà frappé le Parti québécois ; ainsi, en 1979, 1981 et 1984, le premier ministre Lévesque dut convaincre son parti de se rabattre sur la souveraineté-association plutôt que de faire porter la campagne sur la question plus délicate de

¹ *Idem.*

² Gouvernement du Québec, *La nouvelle entente Québec-Canada*, op. cit., p. 45.

l'indépendance pleine et entière, ce qui aurait représenté un sérieux risque électoral. En 1981, le PQ organisa un vote spécial interne qualifié de « Renérendum » en raison de la menace de Lévesque de démissionner si on ne révoquait pas une décision antérieure proposant l'indépendance complète comme élément central du programme électoral. Finalement, en 1985, cette question, ajoutée à d'autres, entraîna la démission de plusieurs ministres importants, dont Jacques Parizeau, Camille Laurin et, plus tard, du premier ministre lui-même¹. Ironiquement, certains ministres démissionnaires joignirent une coalition prônant l'indépendance, comme Lévesque l'avait fait presque deux décennies auparavant.

La tâche de négocier une entente constitutionnelle et d'unifier les rangs du parti, du caucus et du cabinet du Parti québécois fut confiée à Pierre-Marc Johnson, successeur de Lévesque, qui lança le parti dans une élection provinciale peu après son accession au poste de premier ministre. Cherchant à trouver une position de compromis qui satisfasse à la fois toutes les factions du parti et tous les segments de la population québécoise, Johnson déclara que l'option souveraineté-association n'était pas abandonnée, mais que son objectif immédiat était d'obtenir des concessions d'Ottawa en vue d'accroître au maximum le statut et l'autonomie du Québec au sein de la fédération canadienne. À cette fin, au cours de la campagne électorale de 1985, et au cours de son bref mandat de premier ministre, il fit siennes les propositions du projet d'accord constitutionnel sur lesquelles se fondait sa politique dite « d'affirmation nationale ».

Certaines propositions furent aussi endossées par le Parti libéral du Québec au cours de la campagne électorale provinciale de 1985. Depuis cette élection, en fait, les deux principaux partis ont adopté des positions très proches l'une de l'autre sur la réforme constitutionnelle et sur d'autres questions de relations fédérales-provinciales, la différence majeure résidant dans les perspectives d'avenir de la souveraineté-association. Pour le Parti québécois, cela demeure l'objectif principal, mais son importance est momentanément atténuée ; par contre, le Parti libéral du Québec, d'après l'un de ses documents politiques, préfère conserver les liens actuels avec le reste du Canada et « adopter essentiellement une approche pragmatique et procéder par étapes » dans le domaine des relations fédérales-provinciales². Les divergences majeures sur le plan de la réforme constitutionnelle se situent surtout dans l'application de la

¹ Pour un aperçu de cet événement, voir Graham Fraser, *Le Parti québécois*, Montréal, Libre Expression, 1984 ; Alain-G. Gagnon et Mary Beth Montcalm, « The Global Economic Crisis and Quebec's Peripheral Position in the Capitalist Economy », dans Colin Leys et John Holmes (dir.), *Frontyard/Backyard : The Americas in the Global Crisis*, Toronto, Between the Lines, 1987, p. 131-133 ; Lawrence Martin, « Voters Facing Crowded Field in Quebec's Political Arena », *The Globe and Mail*, le 9 mars 1985, p. A-8.

² Parti libéral du Québec, *Maîtriser l'avenir*, p. 45.

Charte canadienne des droits et libertés au Québec et dans l'étendue des pouvoirs du Québec dans une Constitution refondue ¹.

Bourassa : le retour à la « souveraineté culturelle » et au « fédéralisme rentable »

[Retour à la table des matières](#)

Le retour au pouvoir du régime Bourassa en 1985 marque une réaffirmation des objectifs de souveraineté culturelle et de fédéralisme rentable défendus à la fois par les gouvernements Lesage et Bourassa au cours des dernières décennies. Cette élection a aussi créé un fossé entre les libéraux et le Parti québécois qui, depuis que Jacques Parizeau en assume la direction, soit depuis 1988, est résolu à mettre davantage en évidence la question de la souveraineté. Le Parti libéral a continué de mettre de l'avant ses objectifs traditionnels de souveraineté culturelle et de fédéralisme rentable, tant à la Conférence des premiers ministres sur l'économie, en novembre 1986, alors que le premier ministre Bourassa exigeait une plus grande part de l'assiette fiscale fédérale dans le but d'accroître la souveraineté culturelle du Québec et son pouvoir politique au sein de la Confédération, que lors des négociations constitutionnelles du lac Meech en 1987 et de celles devant mener à l'entente de principe plus détaillée du 3 juin 1987, approuvée à l'édifice Langevin.

Avant d'amorcer des négociations avec le gouvernement fédéral sur la réforme constitutionnelle, l'administration Bourassa révisa attentivement deux politiques majeures relativement aux questions constitutionnelles, politiques adoptées par le gouvernement du Parti québécois. En premier lieu, il revint sur la décision de faire respecter la loi sur la langue d'affichage et, en deuxième lieu, il cessa de se prévaloir automatiquement de la « clause dérogatoire » de la Constitution (article 33) dans l'application de toutes les lois provinciales, apparemment parce que, selon Gil Rémillard, ministre des Affaires intergouvernementales, cette clause prive les Québécois de droits constitutionnels fondamentaux. D'après lui, le gouvernement du Québec « n'a pas le droit de prendre les Québécois, les Québécoises en otages pour ses négociations constitutionnelles ² ». Ces mises au point constitutionnelles faites, le gouvernement Bourassa se tourna vers la question des négociations avec Ottawa et les autres provinces.

¹ G. Boismenu, « Backing Down or Compromising the Future : Quebec's Constitutional Proposals », *op. cit.*, p. 57.

² Allocution prononcée à l'occasion d'un séminaire au mont Gabriel, organisé conjointement par l'Institut des relations intergouvernementales et l'École nationale d'administration publique du Québec, le 9 mai 1986, p. 7, texte polycopié.

L'objectif principal du gouvernement Bourassa concernant la réforme constitutionnelle a été présenté dans divers programmes politiques publiés par le Parti libéral du Québec à la fin des années soixante-dix et au début des années quatre-vingt ¹. Particulièrement significatif à cet égard, le programme politique intitulé *Maîtriser l'avenir* fait écho aux Perspectives et aux grandes orientations des gouvernements libéraux québécois précédents, critique l'approche du Parti québécois dans les relations intergouvernementales et les négociations constitutionnelles, et fixe cinq conditions majeures d'une réforme constitutionnelle qui serviront de base de négociation dans les pourparlers du lac Meech et de l'édifice Langevin :

- 1) la reconnaissance explicite du Québec comme « société distincte » et patrie des francophones au sein de la dualité canadienne ;
- 2) des garanties fermes pour la sauvegarde culturelle par l'augmentation des droits constitutionnels du Québec de recruter et de sélectionner des immigrants pour la province ;
- 3) l'obtention par le Québec d'un rôle important dans la nomination des trois juges de la Cour suprême spécialisés dans le droit civil québécois ;
- 4) la limitation du pouvoir de dépenser du gouvernement fédéral dans les domaines de compétence provinciale ;
- 5) l'obtention d'un droit de veto absolu, enchâssé dans la formule d'amendement, sur les réformes constitutionnelles ².

Tant au lac Meech qu'à la rencontre constitutionnelle qui se tint à l'édifice Langevin d'Ottawa, Bourassa a pu convaincre les premiers ministres provinciaux et le premier ministre canadien d'accepter ces cinq conditions, après que de légères retouches eurent été faites au libellé. L'entente de principe de l'édifice Langevin prévoyait une modification constitutionnelle donnant au Québec :

- 1 une reconnaissance constitutionnelle comme « société distincte » dont le caractère doit être sauvegardé et promu par le gouvernement du Québec ;

¹ Parti libéral du Québec, *Une nouvelle fédération canadienne*, 1980 ; *Un nouveau leadership pour le Québec*, janvier 1984 ; *Maîtriser l'avenir*, 1985.

² Parti libéral du Québec, *Maîtriser l'avenir*, op. cit.

- 2) le droit d'obliger le gouvernement fédéral à nommer les trois juges « québécois » de la Cour suprême du Canada à partir d'une liste de candidats soumise par le gouvernement du Québec ;
- 3) le droit de soumettre une liste de candidats à partir de laquelle le gouvernement fédéral devra choisir les sénateurs québécois, jusqu'à ce qu'il y ait une réforme plus complète du Sénat ;
- 4) un droit de veto sur les modifications constitutionnelles concernant tous les sujets mentionnés à l'article 42 de la Loi constitutionnelle de 1982, qui nécessitaient l'approbation des deux tiers seulement des provinces comprenant 50 % de la population, pour déterminer le nombre de sénateurs et de députés de chaque province, les pouvoirs et le mode de sélection des sénateurs, les changements à la Cour suprême, la création de nouvelles provinces et l'expansion de provinces existantes dans les territoires. Le droit de veto n'était cependant pas exclusif puisque Bourassa avait concédé aux autres provinces que, dans ce cas, la règle de l'unanimité s'appliquerait ;
- 5) le droit de se retirer avec compensation de programmes fédéraux à frais partagés dans les secteurs de compétence provinciale exclusive, pourvu que la province mette en place un programme « compatible avec les objectifs nationaux » ;
- 6) l'enchâssement dans la Constitution des ententes Québec-Ottawa sur l'immigration qui a) incorporeraient les éléments essentiels de l'entente Cullen-Couture (1978), donnant entre autres au Québec le pouvoir exclusif de sélectionner les immigrants « indépendants », b) garantiraient au Québec un nombre d'immigrants proportionnel à sa population au sein du Canada et le droit de dépasser ce nombre de 5 %, et c) reconnaîtraient au Québec le droit de se substituer au gouvernement fédéral pour ce qui est des services d'accueil et d'établissement (sauf les services de citoyenneté) offerts à tout citoyen étranger désirant s'établir au Québec, et le droit d'obtenir, à cet égard, une compensation juste ¹.

Les dispositions des ententes de principe du lac Meech et de l'édifice Langevin sont significatives à plusieurs égards. Ainsi, la disposition du retrait avec compensation, invoquée occasionnellement au cours des décennies précédentes, aurait été élargie si l'amendement avait été adopté. Alors que la

¹ Voir le « Communiqué du lac Meech » de la rencontre des premiers ministres sur la Constitution, le 30 avril 1987 ; voir aussi l'« Accord constitutionnel de 1987 » (l'accord Langevin), le 3 juin 1987. Ces textes sont reproduits dans Alain-G. Gagnon et Daniel Latouche, *Allaire, Bélanger, Campeau et les autres : les Québécois s'interrogent sur leur avenir*, Montréal, Québec/Amérique, 1991.

Loi constitutionnelle de 1982 limite les compensations aux domaines de responsabilité provinciale concernant l'éducation et les questions culturelles, l'amendement proposé aurait étendu le principe de la compensation à tous les secteurs de compétence provinciale, un changement qui s'inscrivait manifestement dans la stratégie québécoise d'édification de l'État. Le droit de veto sur les amendements constitutionnels, comme proposé, n'était cependant pas accordé exclusivement au Québec. Le principe d'unanimité, qui ne s'appliquait dans le passé qu'à l'article 41, s'appliquerait dorénavant à toutes les questions mentionnées à l'article 42. Mais l'obligation d'obtenir l'appui de sept provinces comptant 50 % de la population canadienne continuait de s'appliquer à la plupart des autres amendements constitutionnels.

En 1987, les partis d'opposition, les nationalistes et les autonomistes du Québec optèrent pour l'attitude traditionnelle de critiquer le gouvernement qui négociait à la baisse ses demandes concernant l'autonomie provinciale et l'intégrité culturelle. Le chef du Parti québécois, Pierre-Marc Johnson, qualifia la proposition d'entente de « pas en arrière pour le Québec », tandis que le chef du Nouveau Parti démocratique du Québec, Jean-Paul Harney, affirma qu'elle allait « hypothéquer l'avenir de la province » et la laisser plus faible ¹.

Johnson et Harney critiquèrent l'administration Bourassa pour ne pas avoir réussi à obtenir un droit de veto exclusif, affirmant que ce droit était amoindri du fait qu'il avait été étendu aux autres provinces. Toute province pourrait désormais s'opposer aux réformes constitutionnelles et institutionnelles proposées soit par le Québec, soit par le gouvernement fédéral, soit par la majorité des provinces. Quant à Bourassa, il insista pour dire que les concessions faites aux autres provinces n'enlevaient rien aux gains du Québec.

L'opposition affirma en outre que la clause concernant la « société distincte » était trop équivoque, pouvant donner lieu à des interprétations diverses par les tribunaux, ce qui risquait de mettre en péril la compétence pleine et entière du Québec quant à la question de la langue. Le chef de l'opposition, Pierre-Marc Johnson, affirma pour sa part que la formulation de la clause de la société distincte dans l'entente de principe ne faisait qu'enchâsser le *statu quo* et réitérer la prépondérance de la Charte canadienne des droits et libertés. Le premier ministre Bourassa et son ministre des Affaires intergouvernementales, Gil Rémillard, affirmèrent avoir « obtenu une protection absolue pour la culture » et que le pouvoir de l'Assemblée nationale de légiférer en matière de langue était « étanche à 100 % ». Bourassa ajouta que si les tribunaux s'opposaient à cette interprétation, le gouvernement

¹ Ken MacQueen, « Quebec NPD Leader Condemns Meech Accord », *The Ottawa Citizen*, le 20 mai 1987, p. A-4 ; « PQ Attacks Bourassa Over Accord », *The Ottawa Citizen*, le 5 juin 1987, et « Meech Lake Dangerous to Quebec Warns Parti Québécois », *The Ottawa Citizen*, le 2 juin 1987.

pourrait invoquer la clause dérogatoire de la Constitution, qui lui permettrait de se soustraire à l'application de la Charte canadienne des droits et libertés. Il insista également pour dire qu'aussitôt l'entente conclue, il serait possible de faire d'autres gains ¹.

La signature de l'entente de principe est significative à plusieurs égards. D'abord, elle rappelle le rôle majeur du Québec dans les relations fédérales-provinciales. Ensuite, nombre d'éléments présents dans l'entente confirment la tendance historique d'Ottawa à accorder aux autres provinces les mêmes droits qu'au Québec, dans le but d'obtenir un large soutien des provinces tout en évitant d'être accusé d'accorder un statut particulier au Québec ². Troisièmement, on s'éloigne de la position traditionnelle fédérale de non-reconnaissance explicite du Québec en tant que société distincte ou unique dans la Constitution (même si, dans certains cas, cette reconnaissance était accordée dans les faits par le gouvernement fédéral). Finalement, l'entente marque un renversement de la pratique fédérale établie d'élargir son pouvoir de dépenser dans les secteurs de compétence provinciale.

Plusieurs facteurs politiques se combinèrent favorablement pour permettre la signature de l'entente de principe, le plus important étant un changement majeur des priorités et des personnalités politiques à Québec et à Ottawa et, jusqu'à un certain point, dans d'autres provinces. Bourassa et Mulroney avaient pris l'engagement électoral de réintégrer le Québec dans la Constitution, et le non-respect de cet engagement aurait pu avoir des conséquences fâcheuses sur l'avenir politique de leur parti respectif.

En outre, les différences idéologiques n'étaient pas aussi grandes entre Bourassa et Mulroney qu'entre Trudeau et Lévesque. Contrairement à Lévesque, dont le projet souverainiste s'opposait fondamentalement à la réforme constitutionnelle visant à sauvegarder le système fédéral (sous une forme ou une autre), Bourassa cherchait à étendre les pouvoirs et le statut politique du Québec dans le cadre fédéral existant. Tandis que Trudeau avait envisagé un système fédéral centralisé, refusant toute concession constitutionnelle particulière, Mulroney, lui, était prêt à répondre aux demandes de la province, par le biais notamment d'une reconnaissance constitutionnelle du Québec comme société distincte. Notons à cet égard que l'intervention de Trudeau au cours des négociations du lac Meech était en grande partie motivée par sa farouche opposition à l'enchâssement constitutionnel de certaines pratiques courantes dans les relations fédérales-

¹ Voir les articles dans *The Ottawa Citizen*, 2 et 5 juin 1987, cités à la note 51.

² La notion de « statut particulier » est discutée en détail dans A.-G. Gagnon et J. Garcea, « Quebec and the Pursuit of Special Status », *op. cit.*, p. 318-320.

provinciales, ce qui, d'après lui, transformerait des « concessions fédérales » en « droits provinciaux ¹ ».

Les autres provinces avaient leurs raisons bien à elles d'endosser l'entente de principe. En appuyant les demandes du Québec, elles pouvaient arracher au gouvernement fédéral des concessions sur les réformes constitutionnelles et institutionnelles qu'elles n'auraient pu obtenir seules. Contrairement à la situation de 1982, tout amendement en 1987 devait être approuvé à l'unanimité, de sorte que le désaccord du Québec pouvait mettre en péril les objectifs des autres provinces. L'accord donné par les premiers ministres à l'entente fut sans doute facilité par l'absence momentanée d'antagonismes sérieux au pays. De plus, la réforme constitutionnelle représentait un champ d'activité où les gouvernements pouvaient paraître efficaces et dynamiques sans avoir à débours des sommes importantes, dépenses qui, dans le contexte économique de la fin des années quatre-vingt, leur étaient difficiles, voire impossibles. Agir sur le front constitutionnel était donc pour les deux ordres de gouvernement un moyen commode de marquer des points politiques.

Depuis le début des années soixante, les gouvernements québécois ont été à l'avant-garde du mouvement de revendication des droits des provinces. Ils ont contribué non seulement à étendre le domaine des responsabilités provinciales dans la plupart des champs politiques et à accroître la part provinciale de l'assiette fiscale, mais également à empêcher ou à freiner l'intrusion du gouvernement fédéral dans des champs de compétence provinciale. Quoique toutes les administrations québécoises n'aient pu atteindre la totalité de ces objectifs, elles ont exercé, l'une après l'autre et de façon cumulative, une action déterminante sur les pouvoirs, les ressources, le rôle et le statut du Québec au sein de la fédération et, en dernier ressort, sur la structure de la fédération canadienne ainsi que sur la dynamique des relations intergouvernementales.

Dans le système fédéral actuel, le Québec s'est en général orienté vers un fédéralisme de nature « interétatique » dans les secteurs de compétence provinciale, et vers un fédéralisme à la fois de concertation et « intraétatique » dans les secteurs traditionnellement de compétence fédérale. Cependant, ce ne sont pas tous les gouvernements québécois qui ont accepté des ajustements à la marge aux termes du pacte de la Confédération ou au rôle que le Québec doit y tenir. Ainsi, l'administration du Parti québécois soutenait que le Québec ne pouvait se réaliser pleinement, que ce soit avec la formule d'amendement actuelle ou avec une formule partiellement modifiée. Pour le Parti québécois, les changements envisagés pour le Québec dans le cadre de la Confédération

¹ Voir la déclaration de Pierre Elliott Trudeau reproduite dans *The Ottawa Citizen*, le 27 mai 1987, p. A-9.

ne constituaient que des mesures temporaires en attendant la souveraineté-association, voire l'indépendance complète. C'est ainsi que le Parti québécois adopta une politique étapiste, qui n'allait ni mettre en péril sa position en tant que gouvernement ni soulever des conflits graves au Québec.

Lorsque l'on discute de la place du Québec à l'intérieur de la fédération canadienne, on doit tenir compte aussi bien du partage des ressources que des questions fondamentales. Pour ce qui est de la question du partage des ressources, il importe peu pour les gouvernements québécois que la Confédération soit issue d'un pacte entre provinces ou d'une alliance de deux groupes linguistiques ; dans les deux cas, ces gouvernements s'attribuent des pouvoirs, des fonctions et un statut important, que ce soit comme premiers signataires du « pacte provincial » ou représentants légitimes du groupe francophone faisant partie de l'« alliance linguistique ¹ ». Là où ils divergent, c'est sur la nature précise des relations que le Québec entretient avec le reste du pays, ce qu'illustrent des slogans comme « égalité », « statut particulier », « États associés », « souveraineté culturelle », « souveraineté-association » et « indépendance ».

Les recommandations de la Commission de l'unité canadienne (1979) et, par la suite, de la commission Macdonald (1985) visant à accorder au Québec une certaine forme de statut particulier permettent de croire que plusieurs des demandes du Québec sont de plus en plus considérées comme légitimes et raisonnables aux yeux d'éminentes personnalités associées de près au gouvernement fédéral ². La reconnaissance du Québec comme société distincte dans l'entente de principe du lac Meech constitue quand même un pas en avant dans sa quête d'un statut particulier. Les tentatives du gouvernement fédéral pour obtenir l'accord du Québec relativement à l'entente constitutionnelle de 1982 indiquent que l'on est conscient de ne plus pouvoir ignorer ni repousser indéfiniment ses aspirations. Après tout, la sécession avec ou sans association économique, même limitée, n'est plus considérée comme un choix radical ou déraisonnable. C'est d'ailleurs cette possibilité de sécession, plus forte aujourd'hui au Québec que dans toute autre province, qui donne espoir au Québec d'obtenir une reconnaissance particulière au sein de la fédération canadienne.

¹ Pour un résumé des notions d'alliance confédérale et du pacte confédératif, voir Richard Arès, *Dossier sur le pacte fédératif de 1867*, Montréal, Les Éditions Bellarmin, 1967, p. 17-45. Pour la notion des « deux communautés » ou des « deux nations » au Québec, voir Peter Leslie, « Le Canada en tant qu'entité politique abritant deux collectivités », *Les dossiers permanents du fédéralisme canadien*, coordonnateur de la recherche : Clare Beckton et A. Wayne Mackay, t. 57 des Études de la commission Macdonald, Ottawa, ministère des Approvisionnements et Services Canada, 1986, p. 117-150.

² Voir Canada, Commission royale sur l'union économique et les perspectives de développement du Canada, *Rapport final*, Ottawa, ministère des Approvisionnements et Services Canada, 1985, t. 3, p. 272-274, p. 545-547, et La Commission sur l'unité canadienne, *Se retrouver*.

Ironiquement, alors que la dynamique du système politique québécois donnait l'élan et l'impulsion permettant aux gouvernements du Québec de négocier une meilleure entente, cette même poussée a à son tour engendré des forces qui ont divisé la province et diminué son influence dans le processus de négociation avec les autres gouvernements. Malgré que les Québécois s'entendent en général sur la nécessité d'une autonomie accrue, des divergences persistent entre les partis et même au sein de ces partis au sujet de la forme précise que l'autonomie provinciale devrait revêtir, et de la façon la plus pratique et raisonnable de la réaliser.

Quoi qu'il en soit, depuis 1985, les grands partis politiques au Québec s'accordent de plus en plus sur la question de la réforme constitutionnelle. Aux opinions convergentes du Parti libéral et du Parti québécois au cours de la campagne électorale de 1985 est venue se joindre en janvier 1987 la position autonomiste de l'aile québécoise du Nouveau Parti démocratique. Dans le but de devenir un grand parti au Québec, le NPD a adopté les propositions suivantes (qui, en ce qui concerne le droit à l'autodétermination du moins, dépassent celles de l'actuel gouvernement libéral) : le droit de veto dans tous les secteurs où la compétence provinciale est menacée, le droit de se retirer avec compensation des programmes fédéraux, la compétence exclusive en matière linguistique et, finalement, la reconnaissance du droit à l'autodétermination du Québec ¹.

Ces propositions reflètent les impératifs politiques qui mènent à la réussite électorale au Québec, de même que les tentatives des gouvernements successifs visant à procurer le maximum d'autonomie à la province. Il ne fait pas de doute qu'aucun gouvernement ou grand parti politique évoluant au Québec ne peut se permettre d'accepter une entente constitutionnelle qui, comme l'ont démontré les événements politiques du dernier quart de siècle, restreindrait le degré d'autonomie déjà existant. Et ils ne peuvent non plus ignorer les pressions en faveur de la primauté du français au Québec. Tout comme la périphérisation économique a entraîné au Québec la revendication de champs de compétence plus étendus, elle a tracé la voie et mis en contexte les demandes linguistiques répétées des Québécois francophones, tel que nous le verrons dans le prochain chapitre.

¹ « Provincial NPD Seeks Special Role for Quebec », *The Ottawa Citizen*, le 12 janvier 1987, p. A-5, et « Vive la différence », *Le Droit*, le 12 janvier 1987, p. 4.

TROISIÈME PARTIE

Les relations intercommunautaires Et les négociations constitutionnelles

CHAPITRE VIII

LA QUESTION LINGUISTIQUE

[Retour à la table des matières](#)

Comme nous le verrons dans ce chapitre, la politique linguistique au Québec a évolué depuis le début de la Révolution tranquille. Le changement récent d'une attitude de confrontation à une attitude plus conciliante entre Québécois francophones et anglophones gagne à être regardé sous l'angle de la périphérisation économique du Québec et, plus spécifiquement, de la réaction provinciale à ce phénomène ainsi que de l'exode croissant des Québécois anglophones.

La profonde scission entre les deux principales communautés linguistiques du Québec a pour raison historique la situation prédominante des anglophones en dépit de leur nombre inférieur (*voir le tableau 30*) et la position de subordination des francophones dans l'économie québécoise pendant une très longue période. Durant la Révolution tranquille, les chefs politiques québécois assurèrent la communauté francophone que l'intervention de l'État mettrait un terme à la division culturelle du travail. Cependant, les espoirs et les aspirations contenus dans le slogan « Maîtres chez nous » ne furent pas comblés. En dépit de la réforme de l'éducation, les francophones continuèrent à être exclus des échelons supérieurs des grandes sociétés et relégués à une position économique secondaire dans leur propre province ¹.

¹ John Porter, *The Vertical Mosaic*, Toronto, University of Toronto Press, 1965 ;
Gouvernement du Canada, Commission royale d'enquête sur le bilinguisme et le

TABLEAU 30
Répartition régionale des Québécois anglophones en
pourcentage de la population, 1931, 1971 et 1981

[Retour à la table des tableaux et des figures](#)

Région	1931	%	1971	%	1981	%
Montréal	282 456	25	587 095	22	514 195	18
Estrie	57 993	18	57 830	11	55 275	9
Vallée de l'Outaouais	35 561	23	50 525	18	51 075	16
Québec	12 084	7	16 005	4	13 195	3
Gaspésie	18 037	12	13 880	6	12 475	6

Source : Ronald Rudin, Histoire du Québec anglophone, Québec, Institut québécois de recherche sur la culture, 1986, p. 189.

Les observateurs de la scène québécoise attribuent à trois facteurs principaux la décision des chefs politiques du Québec d'intervenir dans le champ linguistique : la question de l'assimilation des immigrants à la communauté anglophone par le biais du système d'enseignement, le déclin du taux de natalité des Québécois francophones et l'affaiblissement des communautés francophones hors Québec ¹ et, le facteur le plus important, la situation prédominante des intérêts anglo-canadiens dans les affaires et dans le secteur industriel ².

biculturalisme, Livre III, *Le monde du travail*, Ottawa, Imprimeur de la Reine pour le Canada, 1969 ; Gouvernement du Québec, *Rapport de la Commission d'enquête sur la situation de la langue française et sur les droits linguistiques au Québec*, Commission Gendron, Québec, Éditeur officiel, 1972.

¹ Richard J. Roy, « Canada's Official Language Populations, as shown by the 1981 Census », *The American Review of Canadian Studies*, vol. XV, n° 1, 1985, p. 90-96.

² Alison d'Anglejan, « Language Planning in Quebec : An Historical Overview and Future Trends », dans Richard Y. Bourhis (dir.), *Conflict and Language Planning in Quebec*, Clevedon, Multilingual Matters Ltd., 1984, p. 31.

Historique de la question linguistique

[Retour à la table des matières](#)

Dans le Québec d'avant la Révolution tranquille, la survivance s'était depuis longtemps imposée comme l'idéologie dominante. Et l'idée de l'interventionnisme étatique en tant que solution viable prenait du temps à émerger, de sorte qu'aucune initiative réelle de l'État en matière linguistique n'a été prise avant 1960¹. Dans les faits, entre 1867 et 1956, aucun programme politique québécois ne faisait mention de la question linguistique² : même les programmes des partis les plus nationalistes, comme le Parti national d'Honoré Mercier, l'Action libérale nationale ou le Bloc populaire ne proposaient aucune intervention étatique dans le domaine de la langue. Ce laisser-aller pourrait être en partie le résultat des divergences d'aspirations entre francophones et anglophones. Tout au long de leur histoire, les Québécois francophones se sont abstenus d'exiger un usage plus étendu du français, notamment dans le commerce. Avec la Révolution tranquille toutefois s'amorcèrent des pressions en faveur de politiques linguistiques qui, jointes à l'intervention de l'État, allaient amener une politisation des questions linguistiques dans la construction d'un nouveau *modus operandi*. La création de sociétés d'État, affirmait-on, allait mettre fin à la domination anglophone dans les affaires et l'économie en général.

De plus, le capital francophone allait être appuyé par des fonds rendus disponibles par la Société générale de financement (SGF) et la Caisse de dépôt et placement, dont les rôles ont été analysés au chapitre III. On croyait qu'une réforme majeure du secteur de l'éducation favoriserait une augmentation du nombre de francophones dotés de connaissances techniques et de talents de gestionnaires qui leur permettraient de devenir des intervenants de premier plan au sein de l'économie québécoise. Cette réforme fut présentée comme une tentative en vue d'accélérer le développement socio-économique des francophones et de leur offrir un niveau de vie comparable à celui des Anglo-Canadiens. Kenneth McRoberts résume ainsi cette réforme :

¹ Il existe deux exceptions : la loi Lavergne de 1910 contraignait les entreprises de services publics à joindre à leurs documents imprimés en anglais une version française alors que la loi Duplessis de 1937 accordait la priorité au texte français dans l'interprétation de certaines lois. Voir Guy Bouthillier, « Aux origines de la planification linguistique québécoise », dans André Martin (dir.), *L'État et la planification linguistique*, Montréal, Office de la langue française, Montréal, Éditeur officiel, 1981, t. 1 ; Guy Bouthillier et Jean Meynaud, *Le choc des langues au Québec, 1760-1970*, Montréal, Les Presses de l'Université du Québec, 1972.

² Jean-Louis Roy, *Les programmes électoraux du Québec ; un siècle de programmes politiques québécois, 1931-1966*, Montréal, Leméac, 1970, t. 2.

[...] la réforme de l'enseignement au cours de la Révolution tranquille réussit avec brio à créer un nouveau groupe de francophones parfaitement capables d'occuper des postes de direction, et qui pouvaient devenir politiquement hostiles si leurs aspirations ne trouvaient pas d'aboutissement. À court terme, le secteur public rapidement croissant pouvait absorber nombre d'entre eux, mais cette mesure ne pouvait qu'être temporaire. Les années soixante-dix virent le gouvernement utiliser une des seules interventions qui n'avaient pas été tentées durant la Révolution tranquille : l'intervention directe dans les opérations des sociétés anglo-canadiennes et américaines afin de promouvoir l'avancement des francophones ¹.

Avant les années soixante, les organismes religieux et patriotiques avaient assuré le maintien et la sauvegarde de la qualité et de la situation de la langue française ². Le premier indice de l'intention gouvernementale d'intervenir dans le domaine linguistique fut la création, en 1961, de l'Office de la langue française. Le gouvernement souligna les dangers engendrés par la coexistence des langues française et anglaise en faisant la promotion de l'idée que le français constituait une caractéristique essentielle de l'identité québécoise. En 1965, le ministre des Affaires culturelles, Pierre Laporte, déposa un Livre blanc sur la politique culturelle dans lequel il est écrit que le français devrait être reconnu comme langue prioritaire, et que le Québec devrait présenter un visage français ³. Divers partis politiques *indépendantistes*, créés à la fin des années cinquante et dans les années soixante, participèrent également au débat linguistique. Pour la première fois, en 1966, la place du français dans l'économie québécoise était abordée dans le programme du Parti libéral du Québec dans les termes suivants :

Des mesures seront prises qui assureront au Québec un visage français et à la langue française la place prioritaire qui lui revient dans l'administration et les services publics, dans les relations industrielles, le commerce et, de façon générale, dans tous les secteurs de l'activité humaine.

Donc, sans porter atteinte aux droits indéniables de la minorité anglophone, la langue française deviendra au Québec la principale langue de travail et de communication ⁴.

Le Parti libéral du Québec conserva cette position dans les campagnes électorales de 1970 et 1973, au moment où le Parti québécois cherchait à

¹ Kenneth McRoberts, *Québec : Social Change and Political Crisis*, 3^e éd., Toronto, McClelland and Stewart, 1988, p. 180-181.

² Pierre-Étienne Laporte, « Status Language Planning in Quebec : An Evaluation », dans R. Y. Bourhis (dir.), *Conflict and Language*, op. cit., p. 53-80, et Marcel Rioux, *Les Québécois*, Paris, Éditions du Seuil, 1974.

³ G. Bouthillier et J. Meynaud, *Le choc des langues au Québec*, op. cit., p. 692-693.

⁴ J.-L. Roy, *Les programmes électoraux du Québec*, op. cit., p. 433.

utiliser la question linguistique pour courtiser les francophones, proposant la notion de « souveraineté culturelle », abordée au chapitre VII.

Ce qui était en jeu dans la bataille politique sur la langue était l'emprise des intérêts anglophones sur l'économie québécoise ¹. Le rapport de la Commission royale d'enquête sur le bilinguisme et le biculturalisme (1969) — aussi connue sous le nom de commission Laurendeau-Dunton — soulignait que les francophones se concentraient dans les postes peu rémunérés alors que les postes de direction étaient occupés majoritairement par des anglophones. Cette constatation est confirmée dans le rapport de la Commission d'enquête sur la situation de la langue française et sur les droits linguistiques au Québec (1972), aussi connue sous le nom de commission Gendron. D'autres études, notamment celles de Raynauld ², Morris et Lanphier ³, Sales ⁴, SECOR ⁵, et Champagne ⁶, révèlent de même qu'à la fin des années soixante-dix, les francophones dans le secteur privé se confinaient plutôt dans les postes peu rémunérés même si, comme l'indique le tableau 31, il y eut une certaine amélioration au cours de cette décennie.

Les années soixante et le début des années soixante-dix se caractérisent par une croissance rapide du secteur étatique provincial et par une continuelle périphérisation de l'économie québécoise. Ces deux phénomènes portèrent la population francophone à une reconnaissance accrue de sa dépendance envers l'État provincial et de la précarité de sa position au sein de l'économie continentale et internationale. Ainsi, tandis que le secteur étatique croissant appuyait la montée d'une bourgeoisie québécoise francophone, qui occupait de plus en plus les places laissées vacantes par le départ de la haute bourgeoisie anglophone, il ne réussit pas à renverser le processus de périphérisation. Lun des objectifs économiques du Québec était de substituer au capital anglo-canadien et américain le capital québécois sans nuire à l'économie capitaliste, l'accent étant mis sur le maintien de la structure économique et la sauvegarde de la place du Québec dans l'économie mondiale.

¹ Richard Breton et Gail Grant, *La langue de travail au Québec : synthèse de la recherche sur la rencontre des deux langues*, Montréal, L'Institut de recherches politiques, 1981, p. 33-34.

² André Raynauld, *La propriété des entreprises au Québec*, Montréal, Les Presses de l'Université de Montréal, 1974.

³ R. N. Morris et C. M. Lanphier, *Three Scales of Inequality : Perspectives on French-English Relations*, Toronto, Longman, 1977.

⁴ Arnaud Sales, *La bourgeoisie industrielle au Québec*, Montréal, Les Presses de l'Université de Montréal, 1979.

⁵ SECOR, *Le processus de francisation dans 10 grandes entreprises établies au Québec*, Montréal, Office de la langue française, 1980.

⁶ René Champagne, *Évolution de la présence francophone parmi les hauts dirigeants des grandes entreprises québécoises entre 1976 et 1982*, Québec, Éditeur officiel, 1983.

TABLEAU 31
Présence francophone au sein du personnel de
direction selon le niveau hiérarchique dans les
entreprises commerciales anglophones, 1964, 1979

[Retour à la table des tableaux et des figures](#)

Direction	Présence francophone	
	1964	1979
Siège social		
Personnel cadre et de direction	18 %	30 %
Personnel de direction subalterne	22 %	45 %
Succursales locales		
Personnel de direction	71 %	78 %
Personnel de direction subalterne	73 %	84 %

Sources : Société d'études et de changement organisationnel (SECOR), Le processus de francisation dans 10 grandes entreprises établies au Québec, Montréal, Office de la langue française, 1980 ; Pierre-Étienne Laporte, « Status Language Planning in Quebec », dans Richard Y. Bourhis (dir.), Conflict and Language Planning in Quebec, Clevedon, Multilingual Matters Ltd., 1984, p. 64.

La situation économique difficile dans la plupart des pays industrialisés eut un effet direct sur les politiques linguistiques du Québec. Comme l'affirme William Coleman :

Le premier objectif de la politique économique québécoise après 1960 fut la création d'institutions économiques sous contrôle francophone capables de concurrencer les institutions capitalistes dominantes en Amérique du Nord. Pour atteindre cet objectif, on s'appuya sur les sociétés d'État et on fit des pressions pour obtenir une plus grande participation francophone dans les plus grandes sociétés établies au Québec. La réforme du secteur de l'éducation, amorcée dans les années soixante et complétée au début des années soixante-dix, permit de former les cadres nécessaires à cette croissance et une main-d'œuvre francophone disposant de la connaissance indispensable à une telle expansion économique. La politique établissant le français comme langue d'usage au Québec complète les autres politiques dans la mesure où elle fait disparaître la barrière linguistique s'opposant à la poursuite de cet objectif dans le secteur privé ¹.

¹ William D. Coleman, *The Independence Movement in Quebec, 1945-1980*, Toronto, University of Toronto Press, 1984, p. 189-190.

Au cours des vingt dernières années, une série de lois linguistiques ont été adoptées et amendées : les lois 63 (1969), 22 (1974), 101 (1977), 57 (1984) et la loi 178 (1988), qui fut la plus controversée. Les fréquents changements dans les initiatives gouvernementales soulignent la difficulté de la planification linguistique au Québec. La langue est devenue une source majeure de conflits entre francophones et anglophones, ainsi qu'entre francophones et allophones c'est-à-dire non-francophones et non-anglophones), au Québec. Dans *Le fait anglais au Québec*, Sheila Amopoulos et Dominique Clift notent ceci :

[...] la langue, devenue le principal point de différenciation entre les deux communautés linguistiques de Montréal, devint aussi le principal point de rivalité et de mésentente entre les deux [...] Les exigences et les résistances manifestées de part et d'autre démontrèrent que l'on approchait rapidement du cœur du débat : l'imposition du français comme langue de l'économie québécoise ¹.

Dans les années soixante, la langue s'est substituée à la religion comme élément majeur d'identification des Québécois et est devenue depuis lors une source importante de conflits entre la majorité francophone et les minorités anglophone et allophone du Québec.

Polarisation et convergence : les lois 63, 22, 101, 57 et 178

[Retour à la table des matières](#)

Au cours des dernières années, la vie sociale et politique québécoise s'est moins caractérisée par la polarisation que par la convergence. Reflétant la situation changeante, des efforts ont été tentés afin d'atténuer les tensions entre les communautés anglophone et francophone. Ainsi, à partir des derniers mois de 1982, le gouvernement du Québec a-t-il cherché dans ce but à apporter des modifications à sa politique linguistique.

Au début des années soixante, la législation linguistique devenait pour les francophones le moyen d'accroître leur mobilité sociale, mais son application souleva des conflits assez importants entre les communautés linguistiques de la province. À ces conflits entre anglophones et francophones s'ajoutait la question des immigrants dont une forte majorité avait tendance à envoyer leurs enfants dans les écoles anglaises et à s'assimiler à la minorité anglophone. Comme le français n'était pas la langue d'usage prédominante au travail dans la province, et que l'anglais constituait la langue de travail partout ailleurs au

¹ Sheila M. Arnopoulos et Dominique Clift, *Le fait anglais au Québec*, Montréal, Libre Expression, 1979, p. 88-89.

Canada, le choix de l'école anglaise s'imposait en raison de la mobilité économique et sociale offerte par l'anglais. Les francophones désiraient par contre faire du français la langue de travail et des affaires au Québec afin d'accroître leurs possibilités socio-économiques et leurs chances d'avancement.

La loi 63

La loi 63 ne visait pas à imposer le français comme langue de travail au Québec. Déposée par le gouvernement de l'Union nationale de Jean-Jacques Bertrand en 1969, cette première législation linguistique venait appuyer la demande de la Commission des écoles catholiques de Saint-Léonard selon laquelle les enfants allophones devaient fréquenter l'école française¹. La loi mit en opposition la communauté majoritairement italienne de Saint-Léonard, qui résistait à l'école française obligatoire, et les nationalistes francophones qui y étaient favorables. La loi 63 semblait d'autant plus injuste aux yeux de la communauté italienne que la Commission des écoles catholiques de Montréal avait plus tôt adopté une politique de laisser-aller à l'égard de la forte proportion (85 %) d'élèves italiens fréquentant les écoles anglaises². Il y eut, en septembre 1969, une série d'affrontements qui opposèrent francophones et italophones à propos de la question des écoles anglaises à Saint-Léonard et qui donnèrent lieu à des confrontations avec la police, à des actes de vandalisme et à l'usage de cocktails Molotov³. Au même moment, la communauté anglophone exigeait pour la communauté allophone l'accès à l'école anglaise⁴.

Le gouvernement de l'Union nationale chercha à atténuer les tensions qui divisaient les Montréalais, polarisaient les factions autour de la question linguistique et provoquaient des remous dans la population. L'Union nationale, soutenue traditionnellement par l'électorat rural, voulait intensément établir des liens solides avec la nouvelle classe moyenne urbaine, qui était le moteur politique de la réforme des libéraux de Lesage⁵. Incapable de résister aux pressions qui l'assaillaient de toutes parts, Bertrand essaya de trouver un compromis en proposant le projet de loi 63. La loi laissait les parents libres d'opter pour l'anglais ou le français comme langue d'enseignement pour leurs enfants, tout en proposant que les nouveaux immigrants acquièrent une certaine connaissance du français. Malgré une forte opposition des groupes

¹ Voir John Parisella, « Pressure Group Politics : A Case Study of the Saint-Leonard School Crisis », mémoire de maîtrise, Université McGill, 1972.

² Claude Painchaud et Richard Poulin, *Les Italiens au Québec*, Hull, Asticou, 1988, p. 151.

³ *Ibid.*, p. 155-156.

⁴ Voir Richard Jones, « Politics and the Reinforcement of the French Language in the Province of Quebec : 1960-1986 », dans Michael D. Behiels (dir.), *Quebec since 1945 : Selected Readings*, Toronto, Copp Clark Pitman, 1987, p. 228-229.

⁵ Voir Kenneth McRoberts et Dale Posgate, *Développement et modernisation du Québec*, Montréal, Boréal Express, 1983, p. 176-178, et R. Jones, « Politics and the Reinforcement of French Language », *op. cit.*, p. 229.

francophones, qui voyaient dans cette loi une trahison devant mener à une anglicisation croissante du Québec, et une manifestation de cinquante mille personnes devant l'Assemblée nationale exigeant son retrait, la loi controversée prit effet en 1969. William Coleman affirme que l'opposition à la loi 63 est à l'origine de la formation d'une coalition des éléments nationalistes de la bourgeoisie francophone traditionnelle et des travailleurs syndiqués¹ une alliance qui allait se maintenir jusqu'à la ratification du projet de loi 101.

La loi 22

La majorité des appuis du Parti libéral à l'élection de 1973 provenaient de l'électorat francophone plus âgé, de travailleurs du secteur privé et de la communauté non francophone². Le Parti québécois s'accapara près du tiers des suffrages (exposant les libéraux aux critiques de leur aile nationaliste s'ils défendaient trop vigoureusement la position de leurs militants anglophones³), mais, contrairement aux libéraux, il tirait ses appuis presque exclusivement de la communauté francophone, notamment des jeunes, de la population instruite et de la nouvelle classe moyenne d'employés de l'État, des enseignants et des journalistes. Ainsi, outre la polarisation des deux grandes communautés linguistiques, les affrontements sur la politique linguistique provoquèrent une scission au sein de la communauté francophone québécoise.

Instituée après l'adoption de la loi 63, la commission Gendron préconisait dans son rapport des mesures vigoureuses de promotion du français au Québec. À l'été de 1974, le gouvernement Bourassa déposa le projet de loi 22 faisant du français la seule langue officielle du Québec. Même si la loi assurait la primauté du français au travail, elle maintenait la dualité linguistique dans plusieurs secteurs. En raison de ses ambiguïtés, cette loi ne satisfaisait aucune des deux communautés. Au gouvernement provincial, tous les organismes devaient adopter le français comme langue de travail, mais les personnes pouvaient communiquer avec le gouvernement dans la langue de leur choix. Tous les documents officiels et toutes les lois au Québec devaient être obligatoirement rédigés en français, et des versions anglaises seraient disponibles.

Fait révélateur, la loi 22 donnait aux institutions municipales et locales une certaine latitude linguistique : si au moins 10 % de leur clientèle était anglophone, elles pouvaient rédiger leurs documents dans les deux langues. En outre, et bien que le droit fût reconnu aux Québécois de travailler et d'être servis en français dans le secteur privé, les services en français n'étaient obligatoires que pour les entreprises privées faisant affaire avec le

¹ William D. Coleman, « From Bill 22 to Bill 101 : The Politics of Language under the Parti Québécois », dans M. D. Behiels, *Quebec Since 1945*, *op. cit.*, p. 252.

² *Ibid.*, p. 243-244.

³ R. Jones, « Politics and the Reinforcement of French Language », *op. cit.*, p. 230.

gouvernement provincial¹. Conformément à cette loi, la Régie de la langue française fut instituée afin de surveiller l'évolution de la situation et d'encourager le secteur privé largement dominé par les anglophones à embaucher davantage de francophones. On encouragea l'usage du français au travail dans le secteur privé (voir les articles 24 à 29 de la loi 22) en incitant les entreprises à se conformer à des exigences leur permettant d'obtenir un certificat de francisation — l'absence d'un tel certificat empêchait l'entreprise d'obtenir des permis, des licences ou des contrats du gouvernement provincial. L'article 29 stipulait :

Les programmes de francisation que doivent adopter et appliquer les entreprises désireuses d'obtenir le certificat susdit doivent, compte tenu de la situation et de la structure de chaque entreprise, de son siège social et de ses filiales et succursales, porter notamment sur :

- a) la connaissance de la langue officielle que doivent posséder les dirigeants et le personnel ;
- b) la présence francophone dans l'administration ;
- c) la langue des manuels, des catalogues, des instructions et des autres documents distribués au personnel ;
- d) les dispositions que doivent prendre les entreprises pour que les membres de leur personnel puissent, dans leur travail, communiquer en français entre eux et avec leurs supérieurs ;
- e) la terminologie employée².

Ces entreprises devaient obtenir un certificat de francisation attestant la présence d'employés francophones comme gestionnaires et une connaissance suffisante du français par la direction et les employés. Quoique l'on exhortât les employeurs à communiquer en français avec le personnel, on permettait que les documents rédigés en français soient accompagnés d'une version anglaise dans les entreprises où une certaine partie du personnel était anglophone³. De telles imprécisions dans la loi firent douter de ses possibilités d'application.

Quant au droit des parents allophones de choisir la langue d'enseignement de leurs enfants, le gouvernement tergiversa, ne permettant aux enfants de fréquenter l'école anglaise que s'ils démontraient une « connaissance suffisante » de l'anglais dans un test d'aptitude. Ce faisant, le gouvernement refusait de céder aux pressions des nationalistes qui voulaient que seuls les

¹ Kenneth McRoberts, « Bill 22 and Language Policy in Canada », *Queen's Quarterly*, vol. LXXXIII, 1976, p. 472-473.

² Jean-Claude Gémard, *Les trois états de la politique linguistique du Québec : D'une société traduite à une société d'expression*, Québec, Éditeur officiel du Québec, 1983, p. 167.

³ Conseil de la langue française, *Les enjeux actuels de la francisation des entreprises*, Québec, 1986, p. 14-15.

enfants dont la langue maternelle était l'anglais puissent fréquenter l'école anglaise et transformait une question éminemment politique en un problème technique d'aptitude linguistique. Le gouvernement freina par ailleurs la croissance du secteur scolaire anglophone au Québec en exigeant l'approbation du ministre de l'Éducation pour tout projet d'expansion, ce qui permettait de limiter l'inscription des allophones dans les écoles anglaises en raison d'un manque de ressources ¹.

Les nationalistes francophones s'opposèrent à la loi 22 en alléguant qu'elle n'était pas assez restrictive. Mais ce qui choqua le plus la communauté francophone fut ce que plusieurs considérèrent comme une réaction hystérique et rétrograde de la part des anglophones ². Ainsi, une émission radiophonique de la station CFCF fut à l'origine d'une pétition signée par six cent mille personnes, qui demandait au gouvernement fédéral de désavouer la loi ³. Les anglophones s'adressèrent de plus aux tribunaux pour faire déclarer la loi inconstitutionnelle. Bref, la loi 22 eut l'effet d'une douche froide sur les anglophones qui, à la suite de ce dur coup psychologique, changèrent la perception qu'ils avaient d'eux-mêmes ⁴. La communauté anglophone se voyait forcée pour la première fois de reconnaître la perte de son statut en tant que groupe majoritaire et d'accepter de se considérer comme une minorité au Québec. Fait révélateur, la loi 22 donna lieu à un plus grand tollé de la part des anglophones que ne le fera la loi 101 dont les implications étaient pourtant plus étendues, sans doute parce qu'à l'époque, une certaine résignation s'était déjà installée dans la communauté anglophone.

Le gouvernement Bourassa ne pouvait toutefois aller au-delà d'un certain seuil sans risquer de s'aliéner le monde des affaires anglophone, américain et même francophone, ce qui aurait marginalisé davantage l'économie québécoise et aurait accru les dépenses du gouvernement qui, déjà, déployait beaucoup d'efforts pour contrecarrer la périphérisation par les forces capitalistes ; or une telle réaction politique pouvait sans doute exacerber la périphérisation économique qu'elle cherchait justement à endiguer.

L'élection de 1976 vit resurgir la question de la langue d'enseignement, particulièrement chez les immigrants et les anglophones. Ces deux groupes manifestèrent leur insatisfaction face à la loi 22 et le Parti libéral en paya le prix au scrutin populaire. Les allophones concentrés à Montréal votèrent pour

¹ K. McRoberts et D. Posgate, *Développement et modernisation du Québec*, op. cit., p. 191-193.

² William Tetley, « Les anglophones et la législation sur les langues : une histoire vécue », dans Cary Caldwell et Éric Waddell (dir.), *Les anglophones du Québec, de majoritaires à minoritaires*, Québec, Institut québécois de recherche sur la culture, 1982, p. 391-411.

³ *Ibid.*, p. 408.

⁴ Michael Stein, « Changement dans la perception de soi des Anglo-Québécois », dans G. Caldwell et É. Waddell, *Les anglophones du Québec*, op. cit., p. 122-123.

l'Union nationale sur la base de promesses formulées par son chef. Les libéraux perdirent dans la circonscription de Jeanne-Mance 13,1 % des suffrages remportés en 1973, et 14,1 % dans Viau (les deux circonscriptions où l'électorat italien était le plus concentré) alors que le nombre de votes en faveur de l'Union nationale augmentait et que les votes favorisant le Parti québécois passaient de 15 à 24 % ¹.

Les lois 101 et 57

La loi 101 fut ratifiée par le gouvernement du Parti québécois sous la gouverne de René Lévesque qui, de tous les partis politiques québécois, a toujours été le moins équivoque au sujet de la question linguistique. Le Parti québécois envisageait un Québec séparé doté d'une personnalité distincte : « Au cœur de cette personnalité se trouve le fait que nous parlons français ². » Effectivement, la première tentative du Parti québécois en matière de langue, le projet de loi 1, s'écarterait radicalement des compromis contenus dans les deux lois linguistiques précédentes.

Cependant, la situation de l'économie québécoise et sa périphérisation croissante limitaient les possibilités de légiférer sur la langue, particulièrement eu égard au monde des affaires. Les entreprises anglophones et américaines affirmaient que les mesures rigoureuses concernant l'usage du français dans le milieu de travail augmenteraient le coût de leurs activités au Québec et les désavantageraient sur le marché nord-américain. La communauté des affaires s'opposa en outre à l'élargissement des droits que le projet de loi 1 était censé accorder aux travailleurs et aux syndicats. Quant aux multinationales, elles étaient convaincues que les restrictions à l'accessibilité de l'école anglaise allaient diminuer les possibilités de recrutement et de transfert de personnel cadre ; si leurs enfants ne pouvaient s'inscrire à l'école anglaise, affirmait-on, les cadres visés refuseraient d'être transférés au Québec. Une fiscalité provinciale plus lourde et des lois plus favorables aux travailleurs encourageaient déjà le déplacement de sièges sociaux hors de la province. De plus, le déplacement vers l'Ouest de l'axe principal de l'économie nord-américaine marginalisait fortement l'économie québécoise, tandis que des entreprises se « rapprochaient des lieux de l'action » à Toronto, à Calgary ou aux États-Unis ³. Réagissant à ces pressions, la loi 101 (promulguée en 1977 après le retrait du projet de loi 1) exemptait les sièges sociaux et les centres de recherche de l'obligation de se plier à plusieurs de ses dispositions.

Même si la loi 101 — la Charte de la langue française — allait beaucoup plus loin dans la promotion du français et la restriction de l'utilisation de

¹ C. Painchaud et R. Poulin, *Les Italiens au Québec*, *op. cit.*, p. 159-160.

² René Lévesque, *Option Québec*, Montréal, Les Éditions de l'Homme, 1968, p. 19.

³ R. Jones, « Politics and the Reinforcement of French Language », *op. cit.*, p. 232-233.

l'anglais, elle suscita moins d'amertume que la loi 22, en raison sans doute de la résignation des anglophones, mais aussi du discours du Parti québécois qui avait préparé l'opinion publique à une législation linguistique sévère et explicite et aboli les tests d'aptitude linguistique. De toute évidence, la loi 101 était plus sévère que la loi 22 : certaines institutions locales telles que des municipalités et des conseils scolaires, à qui on avait accordé le droit d'utiliser en partie l'anglais, se voyaient forcées dorénavant d'utiliser exclusivement le français. L'embauche et l'avancement allaient dépendre d'une connaissance « suffisante » du français.

Pour assurer l'application de la loi, la Régie de la langue française fut remplacée par le Conseil de la langue française, qui avait pour mandat de conseiller le ministre de l'Éducation sur toute question touchant à l'interprétation de la loi. On mit également sur pied une commission de surveillance chargée de faire respecter la loi et de transmettre les cas d'infraction directement au procureur général afin qu'il puisse éventuellement intenter des poursuites après consultation avec les contrevenants.

La loi 101 limitait l'accès à l'école anglaise 1) aux élèves dont au moins un des deux parents avait suivi la totalité de son cours primaire en anglais au Québec, 2) aux enfants de nouveaux arrivants dont les parents habitaient le Québec au moment où la loi avait été promulguée mais qui avaient été éduqués en anglais hors de la province, et 3) aux enfants dont le frère aîné ou la sœur aînée fréquentait déjà l'école anglaise. Les résidents temporaires devaient obtenir une autorisation du ministère de l'Éducation, renouvelable après trois ans, pour pouvoir étudier en anglais. Ces dispositions s'appliquaient tant aux écoles publiques qu'aux écoles privées subventionnées par le gouvernement du Québec. Les professionnels anglophones ayant moins de trois ans d'étude à plein temps en français au niveau secondaire devaient réussir un test d'aptitude en français pour pouvoir exercer leur profession au Québec.

Parmi les aspects les plus controversés de la loi 101 figurent les mesures destinées à faire du français la langue du commerce et des affaires. L'affichage commercial ne serait autorisé que dans la langue officielle¹. Les communications internes et externes des commerces et des établissements anglophones devaient être rédigées en français (y compris les conventions collectives, les documents d'arbitrage et les décisions relatives aux griefs). De plus, à moins de démontrer qu'une tâche nécessitait la connaissance d'une

¹ La Commission de surveillance de la langue française (devenue depuis la Commission de protection de la langue française [N.D.T.]) fut instituée en 1977 pour veiller à l'application de la Charte de la langue française. En 1983, seulement 23 des 14 500 cas de présumées violations (la plupart concernant l'affichage) avaient été soumis au ministère de la Justice, qui a porté des accusations dans 11 cas et obtenu 9 condamnations. Voir l'article de Peter Woolfson, « Language in Quebec : Legal and Societal Issues », *The American Review of Canadian Studies*, vol. XIII, n° 2, 1983, p. 48.

langue autre que le français, l'employeur ne pouvait invoquer ce motif pour refuser de l'avancement à un employé. Les entreprises de plus de cinquante employés devaient obligatoirement soumettre à l'Office de la langue française une analyse détaillée de l'usage du français dans leurs activités pour ensuite se voir décerner un certificat permanent de francisation ou être contraintes de mettre sur pied un programme de francisation¹. La non-possession du certificat rendait inapte une entreprise qui voulait obtenir un contrat, une licence ou un permis du gouvernement provincial ; ainsi, aucune entreprise d'une certaine envergure ne pouvait fonctionner sans se plier à la francisation. Tout comme avec la loi 22 cependant, les sièges sociaux et les instituts de recherche pouvaient négocier leurs conditions d'adhésion à la loi en établissant un « lien particulier » avec l'Office (une façon pour le gouvernement de se conformer aux impératifs de l'économie continentale).

Les effets de la loi 101 se firent attendre. Une étude de SECOR réalisée en 1981 résume la situation à Montréal : « Aux échelons inférieurs, les anglophones sont forcés de démontrer qu'ils peuvent travailler en français ; aux échelons supérieurs les francophones sont forcés de démontrer leur aisance en anglais². » En 1982, le pourcentage de personnel cadre francophone travaillant dans des sièges sociaux d'entreprises anglophones se situait à 44,7 %, tandis que les entreprises étrangères comptaient 52,4 % d'employés francophones dans leurs sièges sociaux³. Même si ces données reflètent un gain significatif par rapport aux années soixante, elles mettent en évidence la position toujours prédominante du groupe anglophone dans le milieu des affaires au Québec.

Le premier indice de la volonté gouvernementale de résoudre (ou du moins d'atténuer) le conflit linguistique apparut en 1982, alors que le premier ministre Lévesque lança un appel au dialogue sur la loi 101, en exprimant l'espoir que les parties en cause fassent preuve de raison et de bonne foi. Les changements d'attitudes au sein des deux communautés linguistiques semblaient d'ailleurs justifier cet espoir. Ce ne fut pas un hasard si le dialogue s'engagea en 1982, au plus fort de la pire récession depuis de nombreuses années. Aux prises avec de sérieuses difficultés économiques, le Québec était de plus en plus intéressé à attirer des capitaux, de sorte que le gouvernement du Parti québécois dut faire des compromis sur la législation linguistique, malgré l'importance qu'elle avait pour le parti. Au plus fort de la récession du début des années quatre-vingt, les passions s'atténuèrent aussi chez les francophones relativement à la loi 101. Au printemps de 1983, un sondage réalisé par Sondagex inc. pour le Conseil de la

¹ W. D. Coleman, « From Bill 22 to Bill 101 », *op. cit.*, p. 254.

² Cité dans Marc Levine, « The « Reconquest » of Montreal : Public Policy, Language and Economic Change », *Québec Studies*, vol. VI, 1988, p. 47.

³ Arnaud Sales et Noël Bélanger, *Décideurs et gestionnaires : étude sur la direction et l'encadrement des secteurs privé et public*, Québec, Éditeur officiel, 1985, p. 187-188.

langue française conclut qu'une proportion importante de francophones désiraient voir amender la Charte de la langue française ¹ (voir le tableau 32).

TABLEAU 32

Opinion des francophones sur les modifications à la loi 101, 1983

[Retour à la table des tableaux et des figures](#)

Aucune modification	30%
Veulent l'adoucir	30%
Veulent la renforcer	5%
Indécis	30%
Autres réponses	5%

Source : Daniel Monnier, « Francisation apparente ou francisation réelle », dans L'état de la langue française au Québec, bilan et perspective, Gouvernement du Québec, Conseil de la langue française, 1986, coll. « Notes et documents », vol .I, n° 58, p. 336.

Si l'on présume que la catégorie « autres réponses » comprend les personnes qui auraient désiré l'abolition de la loi et que les « indécis » se partagent également entre les options opposées, on peut dire qu'il y a un partage presque égal parmi les francophones entre partisans et opposants voulant apporter des amendements à la Charte.

Le sondage Sondagex fait également état des réactions des francophones et des anglophones à des applications particulières et aux objectifs généraux de la Charte, en les comparant sur une base temporelle (voir le tableau 33). Sur la question de l'affichage en français seulement, le soutien francophone est passé des deux tiers (66 %) en 1979 à moins de la moitié (46 %) en 1985. Le nombre de personnes croyant que le français se prête mal à la technologie moderne et que l'anglais reste la langue des affaires et de la finance a presque doublé parmi les francophones au cours de cette même période. On peut noter que seulement 11 % des répondants anglophones comparativement à 38 % des francophones pensent que le français se prête mal à la technologie moderne. Quant aux objectifs plus généraux de la Charte, le soutien francophone à l'obligation d'apprendre le français pour les immigrants qui s'établissent au Québec a considérablement diminué depuis 1979, alors que l'opinion selon laquelle la langue courante de travail doit être le français a fait un léger progrès ².

¹ Daniel Monnier, *Francisation apparente ou francisation réelle*, Québec, Conseil de la langue française, 1983, p. 18.

² Daniel Monnier, *La question linguistique l'état de l'opinion publique*, Québec, Conseil de la langue française, 1983, p. 16.

TABLEAU 33
Réaction des francophones et des anglophones
à des dispositions spécifiques de la Charte
de la langue française, 1979, 1983 et 1985

[Retour à la table des tableaux et des figures](#)

Dispositions de la Charte	Francophones			Anglophones		
	1979	1983	1985 (a)	1979	1983	1985(a)
Les affiches extérieures des commerces doivent être uniquement en français	66 %	48 %	46 % (b)	7 %	5 %	5 % (b)
Le français ne se prête pas aux exigences de la technologie moderne	20 %	42 %	38 %	33 %	30 %	11 %
Il est inévitable que l'anglais reste la langue des affaires et de la finance	23 %	48 %	38 %	40%	62%	57%
Les enfants d'immigrants doivent apprendre le français d'abord	92 %	89 %	67 % (c)	62 %	59 %	20 % (c)
Le français doit être la langue de travail	78%	80%	82 %	20 %	26 %	27 %

(a) Contrairement à 1979 et 1983, la catégorie « indécis » en 1985 est comprise dans le calcul des pourcentages.

(b) En 1985, la question portait spécifiquement sur l'opportunité de maintenir l'obligation légale de se conformer à la Charte.

(c) En 1985, la question demandait si l'on devait obliger les enfants nouvellement immigrés à fréquenter l'école française (tenant compte de la forte décroissance de ce groupe entre 1983 et 1985).

Sources : Daniel Monnier, La question linguistique : l'état de l'opinion publique, Québec, Conseil de la langue française, 1983, p. 16 ; Daniel Monnier, La perception de la situation linguistique par les Québécois, Gouvernement du Québec, Conseil de la langue française, coll. « Documentation du Conseil de la langue française », 1986, p. 78.

Évoquant les motifs de l'attitude plus nuancée au sein de la communauté francophone, une étude du Conseil de la langue française note :

Il se peut aussi que l'opinion publique soit influencée par les débats qui, depuis deux ans, ont été engagés dans la presse notamment sur l'affichage, les tests linguistiques et la langue d'enseignement. La crise économique et une certaine distanciation par rapport au Gouvernement actuel peuvent être d'autres facteurs d'influence ¹.

En 1983, l'année du sondage Sondagex, la communauté anglophone, représentée par Alliance Québec ², demanda à SORECOM de réaliser un

¹ D. Monnier, *Francisation apparente ou francisation réelle*, op. cit., p. 24.

² Alliance Québec est une organisation qui chapeaute un certain nombre de groupes et de regroupements ethniques, scolaires, sociaux et communautaires. Elle cherche à promouvoir

sondage auprès des anglophones pour connaître leurs opinions sur la langue française, et auprès des francophones pour connaître leurs vues quant aux droits linguistiques des anglophones. De nouveau, les résultats indiquèrent une tendance à la modération dans les deux communautés. Une vaste majorité d'anglophones étaient conscients de l'importance de parler français, à la fois pour eux (94 %) et pour leurs enfants (96 %). Presque les trois quarts (74 %) des répondants anglophones considéraient, que dans l'ensemble, les anglophones de langue maternelle anglaise cherchaient davantage à apprendre le français. De plus, quatre anglophones sur cinq considéraient qu'« il [était] légitime que le gouvernement du Québec protège la langue française ¹ ».

Quant à l'opinion des francophones concernant les droits des anglophones, 66 % d'entre eux considéraient que les personnes de langue anglaise devraient pouvoir communiquer en anglais avec les services gouvernementaux québécois ; 89 % étaient d'avis que les institutions de langue anglaise devraient pouvoir utiliser l'anglais dans leurs communications internes (à la condition d'assurer des services en français), et 72 % étaient d'avis que les personnes de langue anglaise venant s'établir au Québec, quel que soit leur pays d'origine, devaient pouvoir inscrire leurs enfants à l'école anglaise. Ce qu'il y a de remarquable sans doute dans ce sondage, ce sont les réponses, résumées au tableau 34, aux mêmes questions — les services gouvernementaux, les communications internes et la « clause Canada ² » — données par des répondants ayant voté « oui » au référendum de 1980, et par d'autres affirmant

de meilleures relations entre les communautés anglophones et francophones et compte plus de 40 000 membres. Alliance Québec est reconnue comme le plus important porte-parole de la communauté anglophone au Québec par les gouvernements fédéral et provincial qui la subventionnent. Outre les pressions qu'elle exerce, Alliance Québec fournit des conseils légaux aux personnes accusées de violation des dispositions de la loi 101 sur l'affichage et guide des requêtes en appel concernant des décisions sur l'admissibilité à l'école et les tests d'aptitude en français. Elle fait la promotion du bilinguisme et a déjà défendu les intérêts des minorités francophones hors Québec. La direction d'Alliance Québec est assurée non pas par des représentants de l'élite politique ou d'affaires anglophone, mais plutôt par une classe de professionnels. Parmi les candidats aux 40 postes du comité exécutif et du conseil d'administration lors du congrès annuel de 1985, on comptait 16 personnes travaillant dans le secteur de l'éducation, 11 avocats, 5 travailleurs de la santé, 2 comptables agréés et 1 représentant de l'industrie privée. Les liens étroits qu'elle entretient avec les institutions de la communauté anglophone québécoise font d'Alliance Québec le porte-parole le plus représentatif de cette collectivité.

¹ Alliance Québec, « Opinions sur la langue et les droits », analyse de sondage, premier communiqué, 24 octobre 1983, p. 2.

² La « clause Canada » ne permet l'inscription à l'école anglaise qu'aux enfants dont au moins un des deux parents a fréquenté une école anglaise au Canada ; la « clause Québec » ne donne accès à l'école anglaise qu'aux enfants dont au moins un des deux parents a fréquenté l'école anglaise au Québec. La loi 101 s'appuie sur la clause Québec. En 1978, le premier ministre Lévesque échoua dans sa tentative de négocier cette clause dans les pourparlers sur la « réciprocité » lors de la conférence des premiers ministres provinciaux, tenue à St. Andrews, au Nouveau-Brunswick.

qu'ils auraient voté pour le Parti québécois si on avait tenu une élection au moment du sondage.

TABLEAU 34
Degré d'appui chez les francophones
à certains droits des anglophones, 1980 et 1983

[Retour à la table des tableaux et des figures](#)

	« Oui » en 1980	PQ en 1983
Services	63 %	84 %
Communications	86 %	89 %
Clause Canada	61%	59 %

Source : Sondage SORECOM, 1980 et 1983.

Le résultat du sondage SORECOM fut rendu public au moment où Alliance Québec présentait son mémoire devant le Comité permanent des communautés culturelles et de l'immigration du Québec qui, à l'automne 1983, était chargé de faire des recommandations sur des amendements à la loi 101 ¹. Alliance Québec réussit à obtenir des modifications qu'elle considérait comme minimales à la Charte de la langue française ². Promulguée en janvier 1984, la loi 57 offrait des garanties fermes de sauvegarde des institutions anglophones. Au lieu d'être simplement définie comme une minorité ethnique parmi d'autres dans le préambule de la Charte, la communauté anglophone se voit reconnue explicitement ³; le nouveau préambule reconnaît non seulement les institutions de la communauté anglophone, mais aussi le caractère hétérogène de celle-ci.

Avant l'adoption du projet de loi 57, les Québécois anglophones désirant être embauchés, promus ou transférés à un autre poste dans une institution anglophone se devaient d'être bilingues, des tests de connaissance générale du français pour le personnel anglophone devant être institués le 1^{er} janvier 1984. Un amendement disposa de cette obligation, stipulant que c'était

¹ Alliance Québec, « Opinions sur la langue et les droits », analyse de sondage, deuxième communiqué, 25 octobre 1983, p. 3.

² On peut consulter un compte rendu des changements apportés à la Charte de la langue française dans *The Quebecer*, été 1984.

³ Le troisième paragraphe, qui se lisait comme suit : « L'Assemblée nationale entend poursuivre cet objectif dans un climat de justice et d'ouverture à l'égard des minorités ethniques, dont elle reconnaît l'apport précieux au développement du Québec », devint : « L'Assemblée nationale entend poursuivre cet objectif dans un esprit de justice et d'ouverture, dans le respect des institutions de la communauté québécoise d'expression anglaise et celui des minorités ethniques, dont elle reconnaît l'apport précieux au développement du Québec. »

l'établissement et non la personne qui devait fournir des services en français. La loi allait exiger la présence d'un personnel suffisamment bilingue (par exemple, dans un hôpital ou une municipalité anglophone) pour servir une éventuelle clientèle francophone.

Pour ce qui est des institutions, la loi 101 exigeait que les communications internes des commissions scolaires anglophones, des établissements de santé et de services sociaux et des municipalités se fassent en français bien qu'il soit possible d'y joindre une traduction anglaise. La loi 57 disposa aussi de cette restriction afin que deux employés puissent communiquer entre eux dans leur langue. Les échanges entre établissements, qui devaient se faire exclusivement en français, pouvaient dorénavant être accompagnés d'une version anglaise.

Dans son énoncé de principe de 1984, Alliance Québec, tout comme le Conseil de la langue française, associa l'atténuation des conflits linguistiques à la situation économique :

L'économie de Montréal, qui constitue le pivot de l'économie québécoise, a souffert ces dernières années de la réaction de la communauté des affaires à l'application rigide et sans imagination de diverses dispositions de la loi 101. Nombre de sièges sociaux, de centres de recherche et de centres de services de grandes sociétés notamment ont quitté Montréal, et très peu de sociétés étrangères désirent s'implanter à Montréal en particulier, et au Québec en général ¹.

Le gouvernement du Québec prit cette déclaration très au sérieux : la loi 57 étendit aux centres de recherche l'exemption permettant aux sièges sociaux de négocier des ententes particulières avec l'Office de la langue française concernant leur programme de francisation dans le but d'éviter des conséquences économiques néfastes. Mais pourquoi alors les sièges sociaux de grandes sociétés ont-ils continué à quitter le Québec, d'autant plus que cette clause « d'entente particulière » leur avait été accordée ? La réponse réside dans le processus de périphérisation, un processus explicitement décrié par le Parti libéral du Québec pendant qu'il était dans l'opposition entre 1976 et 1985. Dans un rapport intitulé « Business Departures from Quebec », le député libéral Reed Scowen affirme ceci :

Certains croient que le départ d'entreprises du Québec fait partie d'un vaste « mouvement vers l'Ouest », d'un phénomène inéluctable. Sans nier l'attraction que représente l'économie croissante de l'Alberta pour certains secteurs, et sans mettre en doute que les sociétés financières continuent à se concentrer à

¹ Alliance Québec, « A Policy for the English-Speaking Community of Quebec », Montréal, juin 1984, p. 17.

Toronto, le « facteur péquiste » ressort davantage que tout autre motif dans les explications des gens d'affaires ¹.

Malgré la tendance persistante à la périphérisation du Québec, le facteur *péquiste* fut « décelé » peu après l'arrivée au pouvoir du Parti québécois, et au moment où la compagnie d'assurances Sun Life annonça sa décision de transférer son siège social de Montréal à Toronto. Tom Naylor explique de façon plus juste les raisons de ce transfert :

Le départ de la Sun Life me paraît avoir été inévitable. C'était l'une des plus grandes sociétés financières qui aient grandi à Montréal dans le contexte d'un axe de développement transcontinental qui n'existe tout simplement plus. Il n'y a aucune raison de croire que pour décider d'élire domicile ailleurs elle avait des motifs autres que les dizaines de sociétés qui l'ont fait avant elle, sauf, peut-être, à un détail près : en posant ce geste inévitable, la Sun Life a choisi de créer une tempête, dans un effort simpliste et manifeste pour discréditer encore le gouvernement ².

Dans une large mesure, les politiques linguistiques du Québec ont été déterminées par des nécessités économiques. Malgré des accusations voulant que la législation linguistique québécoise « crée des barrières indues empêchant le commerce et la communication entre le monde économique québécois et l'économie nationale, continentale et internationale ³ », les mesures visant à respecter la langue de communication des sièges sociaux de grandes sociétés, à éliminer les obstacles à la liberté d'entreprise et à permettre l'usage de l'anglais dans les centres de recherche et les centres d'exploitation font foi de la ferme intention du gouvernement de s'opposer à l'exode des sociétés. D'après Coleman :

¹ Reed Scowen, « Business Departures From Quebec », troisième rapport, décembre 1982, p. 7 (document fourni par Alliance Québec).

² Tom Naylor, « Kierans contre Brecher : un troisième point de vue », dans G. Caldwell et É. Waddell (dir.), *Les anglophones du Québec*, op. cit., p. 259.

³ Une préoccupation identique se manifeste dans le deuxième chapitre du rapport de la commission Gendron : « Il faut souligner que la question des incidences linguistiques de l'intégration de l'économie québécoise à l'économie canadienne et nord-américaine n'a pas encore été traitée de façon systématique [...] Non seulement les entreprises québécoises participent-elles à des échanges financiers, commerciaux et techniques à l'échelle mondiale, mais d'une façon beaucoup plus immédiate, l'économie industrielle du Québec entretient une relation de complémentarité et de dépendance avec l'économie canadienne et nord-américaine. D'une part, l'économie québécoise entretient avec le reste des économies du continent une relation qui en fait une région aux fonctions spécialisées et donc en situation d'interdépendance ; d'autre part le Québec dépend de l'économie canadienne et américaine pour des capitaux, des techniques et une partie de sa main-d'œuvre hautement spécialisée. » Rapport de la Commission d'enquête sur la situation de la langue française et sur les droits linguistiques au Québec, Livre I, *La langue de travail*, Québec, Gouvernement du Québec, 1972, p. 128-129. Voir aussi P. E. Laporte, « Status Language Planning in Quebec », op. cit., p. 67-68.

Les secteurs les plus importants de l'économie dans les pays industriels avancés, c'est-à-dire les sièges sociaux et les établissements de recherche, furent beaucoup moins poussés à se franciser. La loi 57 évitait de s'immiscer dans le fonctionnement des centres de pouvoir de l'économie québécoise, ses auteurs se satisfaisant de favoriser la présence de francophones aux paliers intermédiaires de direction. En privilégiant cette approche, le Parti québécois s'engageait dans une voie politique prudente qui satisfaisait la petite bourgeoisie et les syndicats tout en n'offensant pas outre mesure la classe d'employeurs francophones ¹.

La loi 178

Le rapprochement amorcé par le gouvernement du Parti québécois se poursuivait sous Bourassa qui, le 13 décembre 1985, émit une directive ajournant toute poursuite contre des individus ou des établissements qui auraient contrevenu à la Charte de la langue française jusqu'à ce que les tribunaux rendent un verdict sur la validité de la Charte. En 1986, dans une tentative sans précédent de conciliation, les libéraux promulguèrent la loi 142 qui permettait de dispenser des soins de santé et des services sociaux essentiels en anglais dans les régions où la population anglophone était en nombre suffisant. La loi stipulait que toute personne de langue anglaise avait le droit de recevoir des soins de santé et de bénéficier de services sociaux en anglais, selon la disponibilité des ressources et le mode de fonctionnement de l'établissement dispensateur. Bourassa trancha par ailleurs le cas de mille cinq cents élèves inscrits illégalement à l'école anglaise en vertu de la loi 58, et qui violaient la Charte de la langue française, en leur accordant l'amnistie ². Cette mesure suscita beaucoup de mécontentement chez les francophones, particulièrement chez les militants du Parti québécois, qui perçurent ce geste comme un retour en arrière et une répudiation des objectifs nationalistes de maintien du français comme langue officielle au Québec. Ainsi, la question centrale devint : comment concilier le statut du français comme langue de travail avec le projet de loi des libéraux, qui cherchait à assurer des services en anglais dans les secteurs de la santé et des services sociaux ? Durant la session d'automne 1986, le gouvernement invoqua la motion de clôture pour mettre un terme au débat et adopter la loi 58.

Un sondage du quotidien *La Presse* réalisé en décembre 1986 montra que l'appui de la population à la loi 101 avait très peu diminué. Parmi les partisans libéraux, 44,9 % affirmèrent que la loi devait rester telle quelle, en

¹ William Coleman, « Social Class and Language Policies in Quebec », dans R. Y. Bourhis (dir.), *Conflict and Language*, op. cit., p. 144.

² Voir Alain-G. Gagnon, « Quebec », dans R. B. Byers (dir.), *1986 Canadian Annual Review of Politics and Public Affairs*, Toronto, University of Toronto Press, 1990, p. 266-267, et Michel Plourde, *La politique linguistique du Québec, 1977-1987*, Québec, Institut québécois de recherche sur la culture, 1988, p. 68-72.

comparaison de 17,1 % qui pensaient qu'elle devait être renforcée, tandis que chez les partisans péquistes, 59,9 % des personnes interrogées considéraient que la loi devait être maintenue alors que 27,7 % favorisaient des mesures plus rigides. Chez les anglophones, 48,4 % des répondants affirmèrent que la loi 101 devait être adoucie. Quant à la question du français comme seule langue officielle au Québec, 81,8 % des francophones exprimèrent leur accord, en comparaison de 38 % chez les anglophones ¹. En décembre 1986, estimant que la « trêve linguistique » était fragile et que le consensus obtenu précédemment était important pour l'équilibre économique de Montréal, la Chambre de commerce de Montréal demanda à Robert Bourassa de dévoiler ses intentions concernant la loi 101 ².

Juste avant que ne soit rendu public un jugement de la Cour d'appel du Québec, le gouvernement abandonna son attitude attentiste pour poursuivre vingt-sept commerçants montréalais accusés d'avoir enfreint les dispositions sur l'affichage de la loi 101. À la fin de décembre 1987, la Cour d'appel du Québec statua, dans un jugement de soixante et onze pages, que les dispositions de la loi 101 relatives à l'affichage unilingue français étaient inconstitutionnelles puisqu'elles violaient les clauses à la fois de la Charte canadienne et de la Charte québécoise des droits et libertés qui garantissent la liberté d'expression. En décembre 1988, la Cour suprême du Canada maintint le jugement de la Cour d'appel du Québec sur l'affichage unilingue français.

Réagissant au jugement de la Cour suprême et en dépit de sa promesse électorale de permettre l'affichage bilingue, le gouvernement Bourassa déposa aussitôt le projet de loi 178, qui continuait d'interdire l'affichage à *l'extérieur* des établissements commerciaux en toute autre langue que le français, mais qui permettait l'affichage en d'autres langues et en français à *l'intérieur* des commerces, à la condition que le français prédomine. Le gouvernement Bourassa évoqua l'article 33 de la Charte canadienne des droits et libertés, communément appelé « clause dérogatoire », qui avait été imposé au Québec lors du rapatriement de la Constitution en 1982.

De nouveau, les tentatives de Bourassa pour trouver un compromis soulevèrent la colère des communautés linguistiques tant du Québec que des autres provinces : il fut critiqué par les nationalistes francophones pour avoir abdicqué en permettant l'usage de langues autres que le français dans les commerces. Trois des quatre ministres anglophones du gouvernement Bourassa démissionnèrent en guise de protestation, et le Manitoba et le Nouveau-Brunswick déclarèrent tous les deux que la nouvelle politique québécoise sur l'affichage unilingue français, et les mesures adoptées pour la mettre en application, les empêchaient de donner leur assentiment à l'entente

¹ *La Presse*, 4 décembre 1986, p. B-7.

² *La Presse*, 2 décembre 1986, p. B-3.

du lac Meech. Ainsi, la politique linguistique québécoise se révèle non seulement un baromètre des relations entre les diverses communautés au Québec mais aussi un point de mire partout au Canada.

□

Le relâchement des tensions entre les deux principales communautés linguistiques et les accommodements recherchés par le gouvernement du Québec dans sa politique linguistique furent dictés par l'effet négatif de la périphérisation économique. C'est ce phénomène qui, historiquement, est à l'origine du transfert de l'activité économique vers l'Ouest du Canada, indépendamment de l'attitude de la communauté des affaires concernant la législation linguistique. Le gouvernement du Parti québécois fit une tentative désespérée au milieu de son deuxième mandat pour éliminer toute barrière aux investissements en adoucissant sa politique linguistique, en offrant aux sociétés un climat économique favorable et en fournissant des possibilités d'emploi aux diplômés universitaires francophones dans les grandes sociétés anglophones. En réponse aux difficultés économiques de la fin des années soixante-dix et du début des années quatre-vingt, le gouvernement québécois n'avait guère d'autre choix que de réduire sa fonction publique imposante et de faire appel à l'entreprise privée. On ne doit donc pas se surprendre si « la communauté anglophone est en voie de devenir un important dispensateur d'emplois et d'avancement pour les francophones ¹ ».

Le gouvernement péquiste répondit aux besoins du monde des affaires en touchant peu à la structure de la propriété. L'industrie resta dans l'ensemble sous contrôle des employeurs anglo-canadiens et américains. L'argument de Coleman selon lequel les politiques linguistiques ont été « conçues pour mieux intégrer dans le tissu social québécois les grandes corporations majoritairement anglophones dominantes ² » est intéressant mais trop général. Si le Parti québécois appliqua des politiques économiques destinées à sauvegarder la position du Québec au sein de l'économie capitaliste, il favorisa aussi l'affermissement d'une bourgeoisie francophone québécoise, qui occupe de plus en plus la place laissée vacante par la haute bourgeoisie anglophone. Ce phénomène n'a pas réussi toutefois à renverser le processus de périphérisation du Québec ; il a plutôt provoqué un rapprochement entre le capital et le gouvernement de la province — un mouvement peut-être inévitable si l'on se fie à l'affirmation de Clift selon laquelle : « [...] le secteur privé sera appelé à devenir le secteur le plus dynamique de la société québécoise, celui dont les réalisations seront déterminantes pour l'avenir ³ ... »

¹ A. D'Anglejan, « Language Planning in Quebec », *op. cit.*, p. 47.

² W. Coleman, « Social Class and Language Policies in Quebec », *op. cit.*, p. 134.

³ Dominique Clift, *Le déclin du nationalisme au Québec*, Montréal, Libre Expression, 1981, p. 167.

L'élection du Parti libéral du Québec et l'établissement de priorités mieux définies, comme la déréglementation, la privatisation et une participation plus importante du secteur privé, vont toutes dans ce sens. De fait, comme on l'a vu au chapitre V, des compagnies telles que Bombardier, Provigo et SNC-Lavalin ont atteint une envergure pancanadienne et internationale tandis que, parmi les institutions financières, la Banque Nationale, le Mouvement Desjardins et la Banque Laurentienne se démarquent par leur importance. Le caractère de plus en plus dynamique et colossal du capital francophone au cours des dernières années a rendu la communauté des affaires moins dépendante de l'État et lui a donné la confiance nécessaire pour qu'elle cherche à se dégager de l'emprise de son « créateur ». En somme, on peut dire que si la politisation de la question linguistique a permis jusqu'à un certain point le rapprochement actuel entre les communautés linguistiques du Québec, de la même façon la périphérisation économique de la province a encouragé la recherche d'accommodements ¹.

¹ Alain-G. Gagnon, « The Politics of Rapprochement in the Context of Quebec Economic Peripheralization : Intercommunal and Intergovernmental Considerations », exposé présenté à la table ronde sur l'expérience des sociétés multiethniques, Israël-Canada : enjeux et politiques, Jérusalem, du 30 juin au 4 juillet 1985.

CONCLUSION

[Retour à la table des matières](#)

Le Québec d'aujourd'hui diffère beaucoup de ce qu'il était avant 1960. Autrefois embourbés dans un anti-étatisme persistant, aux prises avec une agitation ouvrière tenace et une division culturelle du travail endémique, les Québécois ont vécu au cours des vingt-cinq dernières années une série de transformations qu'on peut qualifier de véritablement révolutionnaires.

Comme on l'a vu, les stratégies changeantes dans les divers secteurs de la vie québécoise — des politiques gouvernementales à la politique constitutionnelle et de la politique ouvrière à la législation linguistique — ont répondu aux besoins conjoncturels et ont été inspirées par la périphérisation du Québec. Nous avons d'ailleurs fait ressortir que le cours des événements dans l'histoire du Québec a été largement déterminé par la périphérisation.

Dans les années soixante et jusque dans les années soixante-dix, le climat politique au Québec se caractérisait par de fréquents conflits ouvriers, mais aussi par l'importance et le pouvoir croissants de la nouvelle classe moyenne qui émergeait de l'étatisme de la Révolution tranquille. Cependant, il a aussi été démontré que l'objectif principal des réformes de la Révolution tranquille n'était pas de renforcer le mouvement ouvrier ou la nouvelle classe moyenne, mais plutôt de stimuler le secteur privé francophone afin de revitaliser l'économie du Québec affectée par la périphérisation économique. Les efforts déployés au cours de la Révolution tranquille ont de toute évidence porté fruit puisque le paysage politique québécois est présentement dominé par une nouvelle classe d'affaires francophone. Contrastant avec les années soixante et soixante-dix, le mouvement ouvrier et la nouvelle classe moyenne livrent une bataille d'arrière-garde en tentant de sauvegarder les avantages acquis au cours de ces décennies. Ironiquement, le succès relatif des tentatives gouvernementales pour renforcer la présence francophone dans le secteur privé québécois et l'acceptation générale tout au long de la Révolution tranquille de la logique capitaliste ont court-circuité l'étatisme des années soixante et soixante-dix qui a donné leur élan initial au mouvement ouvrier et à la nouvelle classe moyenne. En fait, l'idée d'un État québécois interventionniste et dynamique, reflétant autrefois l'identité québécoise, a été supplantée par un engouement, partagé par l'État et la communauté des affaires, pour les vertus

du marché, et surtout pour la délivrance de l'entrepreneur de la complexité de l'appareil gouvernemental.

Deux facteurs méritent notre attention alors que le Québec entre dans les années quatre-vingt-dix. D'abord, le Québec continue de se trouver en périphérie de l'économie continentale et mondiale. Si l'on fait abstraction de l'optimisme manifesté par son secteur privé, la province possède nombre d'industries peu rentables qui risquent d'être affectées par la continentalisation de l'économie, particulièrement sous le régime du libre-échange. Ainsi, étant donné la fragilité de l'économie québécoise, on ne devrait pas exagérer les attentes face à la reprise économique.

D'autre part, en écartant l'étatisme (pour adhérer en partie à la stratégie du secteur privé), le Québec abandonne les outils qui lui ont justement permis de contrecarrer avec un certain succès sa périphérisation. Comme on l'a vu aux chapitres III et V, c'est l'interventionnisme des années soixante et soixante-dix qui a enclenché l'actuel dynamisme économique de la province. Ainsi, nombre de représentants de la nouvelle classe d'affaires francophone ont été considérablement soutenus par la mise en chantier de travaux publics de grande envergure sur l'initiative du gouvernement. En tournant le dos à une intervention étatique autrefois privilégiée (et à cet égard, les Québécois ne sont guère différents de la plupart des Nord-Américains et des Européens), le Québec pourrait se priver des moyens mêmes qui lui ont permis d'atteindre son niveau actuel d'épanouissement.

On ne peut douter que la Révolution tranquille ait atteint plusieurs de ses objectifs qui ont modifié la politique québécoise d'une manière inattendue. Qui aurait prévu, par exemple, que l'étatisme des années soixante et soixante-dix allait donner naissance au climat d'anti-étatisme qui a cours présentement ? Quoi qu'il puisse advenir toutefois pendant les années quatre-vingt-dix, le Québec a dépassé la Révolution tranquille et est même rendu bien au-delà.

CHRONOLOGIE 1960-1988

[Retour à la table des matières](#)

1960

2 janvier Le premier ministre Paul Sauvé meurt d'une crise cardiaque. Antonio Barrette est nommé premier ministre du Québec.

18 avril Le général Charles de Gaulle est de passage à Ottawa.

22 juin

Les résultats du scrutin provincial au Québec :

	Sièges	% des suffrages
Parti libéral	52	51,3
Union nationale	42	46,6
Autres	1	2,1

Jean Lesage forme un gouvernement libéral majoritaire.

25-27 juillet Conférence fédérale-provinciale à Ottawa. Jean Lesage propose de reprendre les discussions sur la formule de rapatriement et d'amendement de l'Acte de l'Amérique du Nord britannique, qui mènera à la formule Fulton-Favreau.

10 septembre Naissance du Rassemblement pour l'indépendance nationale (RIN). André d'Allemagne en devient le président et Marcel Chaput, le vice-président.

5 octobre Création de la commission Salvas, chargée d'enquêter sur les politiques d'achat du ministère de la Colonisation et le Service d'achat du gouvernement dans les dernières années de règne de l'Union nationale.

1^{er}-2 décembre Conférence interprovinciale à Québec.

1961

12-15 janvier	Conférence constitutionnelle fédérale-provinciale.
24 mars	Mise sur pied par le gouvernement du Québec de la commission Parent sur l'enseignement.
4 avril	Le RIN tient sa première assemblée publique importante à Montréal.
14-15 août	La deuxième conférence interprovinciale se tient à Charlottetown.
11-12 septembre	Conférence constitutionnelle fédérale-provinciale.
18 septembre	Marcel Chaput lance son livre <i>Pourquoi je suis séparatiste</i> .
21-23 septembre	Congrès de l'Union nationale à Québec. Daniel Johnson est élu chef.

1962

18 juin

Les résultats des élections fédérales :

	Canada		Québec	
	Sièges	% des suffrages	Sièges	% des suffrages
Parti conservateur	116	37,3	14	29,7
Parti libéral	100	37,4	35	39,7
Crédit social	30	11,7	26	26
Nouveau Parti démocratique	19	13,4	0	4,4

John Diefenbaker forme un gouvernement conservateur minoritaire.

6-7 août	Troisième conférence interprovinciale.
----------	--

4 septembre « Retraite » du cabinet québécois au lac à l'Épaulé. René Lévesque propose l'achat de sept entreprises hydro-électriques produisant 68 % de l'électricité au Québec.

19 septembre Lesage annonce que la campagne électorale portera sur la nationalisation de l'électricité.

14 novembre Les résultats du scrutin provincial au Québec :

	Sièges	% des suffrages
Parti libéral	63	56,4
Union nationale	31	42,1
Autres	1	1,5

Jean Lesage forme un gouvernement libéral majoritaire.

17 décembre Marcel Chaput annonce la formation du Parti républicain du Québec (PRQ).

1963

8 mars Premières manifestations du Front de libération du Québec (FLQ)

28 mars À Québec, le monument de Wolfe est la cible de vandalisme.

8 avril Les résultats des élections fédérales :

	Canada		Québec	
	Sièges	% des suffrages	Sièges	% des suffrages
Parti Libéral	129	41,7	47	45,6
Parti conservateur	95	32,9	8	19,5
Crédit social	24	11,9	20	27,3
Nouveau Parti démocratique	17	13,1	0	7,1

Lester B. Pearson forme un gouvernement libéral minoritaire.

1^{er} mai Le gouvernement québécois nationalise les compagnies hydro-électriques.

27 juin	Parution du rapport de la commission Salvas.
22 juillet	Lester B. Pearson nomme André Laurendeau et Davidson Dunton à la tête de la Commission royale d'enquête sur le bilinguisme et le biculturalisme.
1 ^{er} octobre	Fondation de <i>Parti pris</i> .
16-17 novembre	Fondation du Parti socialiste du Québec.

1964

25-26 janvier	Le congrès du Ralliement créditiste approuve l'entrée du parti en politique provinciale.
5 février	L'Assemblée législative du Québec adopte la loi 60 créant le ministère de l'Éducation.
31 mars 1 ^{er} -2 avril	Tenue d'une conférence fédérale-provinciale à Québec.
20 avril	Une entente sur les programmes de retraite entre Ottawa et Québec donne à ce dernier le contrôle sur les fonds de la Régie des rentes du Québec, ce qui amène la création de la Caisse de dépôt et placement.
9 mai	René Lévesque endosse le concept d'État associé pour le Québec.
13 mai	Paul Gérin-Lajoie devient ministre de l'Éducation du Québec.
3 juin	Début de la grève à <i>La Presse</i> .
10 octobre	La police s'en prend aux manifestants séparatistes qui protestent contre la visite de la reine au Québec.
20 novembre	La Commission royale d'enquête sur l'enseignement au Québec propose une transformation radicale du système d'enseignement des collèges classiques.
23 décembre	<i>La Presse</i> reprend sa publication après 202 jours de grève.

1965

- 15 février Le nouveau drapeau canadien est hissé à Ottawa.
- 27 février Signature de l'entente culturelle entre la France et le Québec (première entente internationale signée par le Québec).
- 15 mars Le RIN s'oppose fermement à la formule Fulton-Favreau.
- 10 septembre Jean Marchand, Gérard Pelletier et Pierre Trudeau se présentent sous la bannière libérale lors de l'élection fédérale du 8 novembre.

8 novembre **Les résultats de l'élection fédérale :**

	Canada		Québec	
	Sièges	% des suffrages	Sièges	% des suffrages
Parti Libéral	131	39,8	56	45,6
Parti conservateur	97	32,0	8	21,3
Nouveau Parti démocratique	21	17,7	0	12,0
Crédit social	5	3,6	0	—
Ralliement créditiste	9	4,6	9	17,5
Indépendant	2	1,0	2	3,6

Lester B. Pearson forme un gouvernement libéral minoritaire.

1966

- 28 janvier Le gouvernement du Québec rejette la formule Fulton-Favreau.
- 13 mars Fondation du Ralliement national par la fusion du Regroupement national et du Ralliement créditiste. Le programme du parti prône l'indépendance du Québec.
- 9 mai Grève des fonctionnaires provinciaux du Québec.

5 juin

Les résultats du scrutin provincial au Québec :

	Sièges	% des suffrages
Union nationale	56	40,9
Parti libéral	50	47,2
RIN	0	5,6
Ralliement national	0	3,2
Autres	2	3,1

Daniel Johnson forme un gouvernement unioniste majoritaire.

- 15 juillet Quelque 32 500 employés d'hôpitaux et infirmières et infirmiers recourent à la grève au Québec.
- 29 juillet La grève des fonctionnaires provinciaux prend fin.
- 4 août La grève dans les hôpitaux se termine.
- 21 août Gilles Grégoire est élu chef du Ralliement national.
- 6 octobre Daniel Johnson annonce qu'une entente est intervenue entre Hydro-Québec et la British Newfoundland Corporation (Brinco) pour entreprendre le projet hydro-électrique de Churchill Falls.
- 6 novembre La commission Castonguay est chargée d'étudier tous les aspects de la politique de la santé et des affaires sociales au Québec.

1967

- 13 janvier Grève des enseignants catholiques.
- 3 février Pearson crée la Commission royale d'enquête sur la situation de la femme.

27 avril	Expo 67 ouvre ses portes à Montréal.
24 juillet	Charles de Gaulle lance son « Vive le Québec libre ! » du balcon de l'hôtel de ville de Montréal.
18 septembre	René Lévesque présente sa position constitutionnelle à l'Association libérale du comté de Laurier. Premier énoncé de la notion de souveraineté-association.
14 octobre	Lévesque quitte le Parti libéral du Québec.
18-19 novembre	Lévesque fonde le Mouvement souveraineté-association (MSA).
23-26 novembre	Les participants aux États généraux du Canada français se réunissent à la Place des Arts de Montréal. Deux mille cinq cents délégués demandent que l'on accorde au Québec tous les pouvoirs d'un État souverain.
7 décembre	Parution du premier volume du rapport de la Commission royale d'enquête sur le bilinguisme et le biculturalisme.
14 décembre	Le premier ministre Pearson annonce sa démission comme chef du Parti libéral du Canada.

1968

4 janvier	<i>Parti pris</i> cesse d'être publié.
6 janvier	Publication du livre de René Lévesque, <i>Option Québec</i> .
7 février	Conférence fédérale-provinciale. Daniel Johnson met de l'avant l'idée d'une nouvelle Constitution.
19 février	Le Canada rompt ses relations diplomatiques avec le Gabon à la suite de la participation du Québec à une conférence internationale sur l'enseignement sans qu'il y ait eu au préalable entente avec Ottawa.
22 février	Daniel Johnson annonce la création de Radio-Québec.
6 avril	Pierre Elliott Trudeau est élu chef du Parti libéral du Canada.

19-21 avril	Forum politique du Mouvement souveraineté-association au cours duquel on discute de la question de la langue.
20 avril	Pierre Elliott Trudeau est assermenté comme premier ministre du Canada.
24 juin	Une manifestation tourne à l'émeute lors du défilé de la Saint-Jean-Baptiste à Montréal.

25 juin

Les résultats de l'élection fédérale :

	Canada		Québec	
	Sièges	% des suffrages	Sièges	% des suffrages
Parti Libéral	155	45,5	56	53,6
Parti conservateur	72	31,4	4	21,4
Nouveau Parti démocratique	22	17,0	0	7,5
Ralliement créditiste	14	4,4	14	16,4
Indépendant	1	0,4	0	—

Pierre Elliott Trudeau forme un gouvernement libéral majoritaire.

26 septembre	Mort du premier ministre Daniel Johnson.
12-14 octobre	Le Mouvement souveraineté-association et le Rassemblement pour l'indépendance nationale font front commun pour former le Parti québécois. René Lévesque est élu président.
26 octobre	Un congrès extraordinaire du RIN vote en faveur de la dissolution du parti et invite les membres à se joindre au Parti québécois.
10 décembre	Création du réseau de l'Université du Québec.

1969

28 mars	Manifestation en faveur d'un « McGill français » à Montréal.
21 juillet	Jean-Jacques Bertrand est confirmé chef de l'Union nationale.

7 juillet	La Loi fédérale sur les langues officielles est sanctionnée.
22 juillet	Création des collèges d'enseignement général et professionnel (cégep).
28 août	Jean Lesage annonce sa démission comme chef du Parti libéral du Québec.
7 octobre	Le Canada et le Gabon rétablissent leurs relations diplomatiques.
17-19 octobre	René Lévesque est réélu à la présidence du Parti québécois lors de son congrès annuel.
23 octobre	L'Union nationale dépose à l'Assemblée nationale du Québec le projet de loi 63 qui permet aux parents de choisir la langue d'enseignement de leurs enfants.

1970

17 janvier	Robert Bourassa est élu chef du Parti libéral du Québec.
22 mars	Camil Samson est élu chef provincial du Ralliement créditiste.
15 avril	Le quatrième volume du rapport de la Commission royale d'enquête sur le bilinguisme et le biculturalisme est déposé à la Chambre des communes.

29 avril Les résultats du scrutin provincial au Québec :

	Sièges	% des suffrages
Parti libéral	72	45,5
Union nationale	17	19,6
Ralliement		
créditiste	12	11,2
Parti québécois	7	23,1

Robert Bourassa forme un gouvernement libéral majoritaire.

12 mai	Montréal obtient les Jeux olympiques d'été de 1976.
5 octobre	James Cross, commissaire britannique au commerce en poste à Montréal, est kidnappé par le Front de libération du Québec (FLQ).

10 octobre	Le FLQ enlève Pierre Laporte, ministre québécois du Travail et de l'Immigration.
16 octobre	Le gouvernement fédéral promulgue la Loi des mesures de guerre.
17 octobre	Le cadavre de Pierre Laporte est découvert à l'aéroport de Saint-Hubert.
1 ^{er} décembre	Les Communes approuvent la Loi sur l'ordre public qui se substitue à la Loi des mesures de guerre.
3 décembre	Cross est relâché. Ses ravisseurs obtiennent le droit de quitter le pays pour se rendre à Cuba.
7 décembre	Publication du rapport de la Commission royale d'enquête sur la situation de la femme.

1971

26-27-28 février	Congrès du Parti québécois. René Lévesque est réélu président.
29 avril	Profitant du premier anniversaire de son élection, Robert Bourassa annonce le « projet du siècle ». Évalué d'abord à 6 milliards de dollars, le projet hydro-électrique de la baie James coûtera finalement plus de 15 milliards de dollars.
30 avril	Le gouvernement fédéral retire la Loi sur l'ordre public.
14-15-16 juin	Une conférence fédérale-provinciale sur la Constitution se tient à Victoria. La rencontre prend fin sur un projet d'entente provisoire sur la « Charte de Victoria ».
19 juin	Gabriel Loubier est élu chef de l'Union nationale.
23 juin	À la suite d'une vigoureuse campagne auprès de l'opinion publique contre la Charte de Victoria, incluant les éditoriaux contestataires de Claude Ryan, Robert Bourassa annonce qu'il rejette la Charte de Victoria.
25 octobre	L'Union nationale devient temporairement Unité-Québec.
13 décembre	Pierre Vallières se dissocie du FLQ et invite la population à

appuyer le Parti québécois.

1972

28 mars	Plus de 200 000 employés de la fonction publique québécoise déclenchent une grève de 24 heures.
5 avril	Les négociations sont rompues entre le Front commun des syndicats du secteur public et le gouvernement Bourassa.
11 avril	Grève générale dans le secteur public québécois, impliquant les fonctionnaires, les enseignants et les employés d'hôpitaux.
21 avril	Les grévistes du secteur public sont forcés de retourner au travail en raison de la promulgation de la loi 19.
8 mai	Les chefs syndicaux Marcel Pepin, de la Confédération des syndicats nationaux, Louis Laberge, de la Fédération des travailleurs du Québec et Yvon Charbonneau, de la Centrale de l'enseignement du Québec, sont condamnés chacun à un an de prison pour avoir incité les travailleurs à désobéir aux injonctions des tribunaux.
9 mai	Au Québec s'amorce une série de manifestations des travailleurs qui protestent contre l'incarcération des trois chefs syndicaux.
1 ^{er} septembre	Le premier ministre Trudeau dissout le Parlement et annonce la tenue d'une élection générale le 30 octobre.

30 octobre

Les résultats de l'élection fédérale :

	Canada		Québec	
	Sièges	% des suffrages	Sièges	% des suffrages
Parti Libéral	109	38,5	56	49,1
Parti conservateur	107	35	2	17,4
Nouveau Parti démocratique	31	17,7	0	6,4
Crédit social	15	7,6	15	24,4
Indépendant	2	0,6	1	2,7

Pierre Elliott Trudeau forme un gouvernement libéral minoritaire.

15 novembre Près de 8 500 travailleurs d'Hydro-Québec, en grève depuis le 6 novembre, sont forcés de retourner au travail.

1973

29 octobre Les résultats du scrutin provincial au Québec :

	Sièges	% des suffrages
Parti libéral	102	54,5
Parti québécois	6	30,2
Ralliement créditiste	2	9,9
Union nationale	0	4,9

Robert Bourassa forme un gouvernement libéral majoritaire.

1974

28 février Un quotidien indépendantiste de format tabloïd, *Le jour*, est créé. Yves Michaud en est le rédacteur en chef.

21 mars Des actes de violence et de sabotage sont commis sur le site de LG 2 du projet de la baie James.

8 juillet Les résultats de l'élection fédérale :

	Canada		Québec	
	Sièges	% des suffrages	Sièges	% des suffrages
Parti Libéral	141	43,2	60	54,1
Parti conservateur	95	35,4	3	21,2
Nouveau Parti				

démocratique	16	15,4	0	6,6
Crédit social	11	5,1	11	17,1
Indépendant	1	0,4	0	—

Pierre Elliott Trudeau forme un gouvernement libéral majoritaire.

30 juillet La loi linguistique du gouvernement libéral de Bourassa, dite loi 22, est adoptée par l'Assemblée nationale.

19 octobre Quelque 10 000 manifestants, menés par le Mouvement pour un Québec français, marchent sur l'Assemblée nationale du Québec pour protester contre la loi 22.

15 novembre Le gouvernement du Québec signe une entente avec les autochtones de la baie James.

15-17 novembre Le Parti québécois tient un congrès de trois jours au cours duquel un projet de référendum est approuvé.

1975

26 septembre Jérôme Choquette démissionne de son poste de ministre de l'Éducation pour protester contre la loi 22 et fonde le Parti national populaire.

Octobre Un sondage CROP indique que, pour la première fois, le Parti québécois est en tête avec 29 % de la faveur populaire ; le Parti libéral obtient 24 % des intentions de vote alors que 33 % des répondants sont indécis.

12 novembre Grève et lock-out au quotidien *Le Devoir*.

11 décembre Fin du conflit de travail au *Devoir*.

1976

2 mars James Livingston, président de l'Association canadienne des contrôleurs de l'air, menace de recourir à la grève si le gouvernement du Québec persiste à vouloir introduire le bilinguisme dans le contrôle aérien.

13 avril	Les enseignants du Québec défient la loi ordonnant leur retour au travail en déclenchant une grève d'une journée.
23 mai	Rodrigue Biron est élu chef de l'Union nationale.
20 juin	Défiant une injonction, les contrôleurs aériens déclenchent un arrêt de travail, forçant la fermeture de huit aéroports importants.
21 juin	Menacés de poursuites judiciaires, les contrôleurs aériens retournent au travail, mais leur geste n'est pas imité par les membres de la Canadian Airline Pilots Association (CALPA).
30 juin	L'Assemblée nationale endosse à l'unanimité la position des Gens de l'air du Québec et demande l'implantation du bilinguisme dans le contrôle aérien.
17 juillet	Les Jeux olympiques s'ouvrent à Montréal.
24 juillet	L'Assemblée nationale du Québec légifère afin de forcer le retour au travail de 5 500 infirmières et infirmiers en grève.
24 août	Plus de 4 000 travailleurs de la construction déclenchent une grève à la baie James.
25 août	Le quotidien <i>Le jour</i> cesse de paraître.
18 octobre	Robert Bourassa annonce la tenue d'une élection le 15 novembre.

15 novembre Les résultats du scrutin provincial au Québec :

	Sièges	% des suffrages
Parti québécois	71	41,4
Parti libéral	26	33,8
Union nationale	11	18,2
Ralliement créditiste	1	4,6
Parti national populaire	1	0,9

René Lévesque forme un gouvernement péquiste

majoritaire.

- 19 novembre Robert Bourassa démissionne de son poste de chef du Parti libéral du Québec.
- 24 novembre À la télévision de Radio-Canada, Pierre Elliott Trudeau prononce un discours sur l'élection du Parti québécois et la sécession du Québec.
- 25 novembre René Lévesque devient premier ministre du Québec.
- 13 décembre Une conférence des premiers ministres se tient à Ottawa.

1977

- 25 janvier Le premier ministre René Lévesque prononce un discours devant l'Economic Club de New York.
- 1^{er} avril Camille Laurin, ministre d'État au Développement culturel, dépose un Livre blanc sur la langue.
- 15 avril Lise Payette, ministre de la Consommation, des Coopératives et des Institutions financières, dépose un projet de loi créant une régie de l'assurance-automobile.
- 27 avril Le ministre Camille Laurin dépose le projet de loi 1.
- 24 mai Le gouvernement du Québec organise une conférence économique de trois jours à Pointe-au-Pic.
- 26-28 mai Un congrès du Parti québécois se tient à Montréal. Le nombre de membres s'élève à 188 885.
- 12 juillet Le Parti québécois dépose le projet de loi 101 qui remplace le projet de loi 1.
- 21 juillet Le premier ministre René Lévesque écrit aux premiers ministres provinciaux pour leur proposer une entente négociée sur le droit des minorités à l'enseignement dans leur langue maternelle.
- 29 juillet Pierre-Marc Johnson rend public un projet de loi anti-briseurs de grève.
- 18-19 août René Lévesque propose une entente de réciprocité sur la

- langue d'enseignement des minorités à la conférence des premiers ministres de St Andrews, au Nouveau-Brunswick. Les provinces anglophones rejettent la proposition.
- 24 août Le Parti québécois dépose un Livre blanc sur les référendums.
- 26 août La loi 101, dite Charte de la langue française du Québec, est adoptée par l'Assemblée nationale.

1978

- 24 janvier Le juge Jules Deschênes de la Cour supérieure du Québec conclut que certains articles de la loi 101 contreviennent à l'Acte de l'Amérique du Nord britannique.
- 15 février Une conférence fédérale-provinciale se tient à Ottawa. René Lévesque quitte la conférence insatisfait.
- 20 février L'entente Couture-Cullen sur la politique de l'immigration donne au Québec le droit de sélectionner ses immigrants.
- 15 avril Claude Ryan est élu chef du Parti libéral du Québec.
- 6 juin Camille Laurin, ministre du Développement culturel, dépose le Livre blanc sur le développement culturel.
- 19 juillet Le gouvernement du Québec assouplit la réglementation linguistique en faveur des grandes corporations.
- 15 décembre Yves Bérubé présente la Loi sur l'expropriation d'Asbestos Corporation.

1979

- 25 janvier Jean-Luc Pepin et John Robarts déposent le rapport du groupe de travail sur l'unité canadienne.
- 5-6 février Une Conférence des premiers ministres sur la Constitution se

tient à Ottawa.

- 19 février La Cour suprême du Canada est saisie d'une requête en appel concernant la loi 101.
- 20 février Claude Ryan, chef du Parti libéral du Québec, rend public un document en faveur d'un fédéralisme renouvelé.
- 23 février Le Parti québécois présente un projet d'entente sur la souveraineté-association intitulé *D'égal à égal*.
- 30 mars Fabien Roy démissionne de son poste à l'Assemblée nationale pour devenir chef du Crédit social en prévision de l'élection fédérale.

22 mai

Les résultats de l'élection fédérale :

	Canada		Québec	
	Sièges	% des suffrages	Sièges	% des suffrages
Parti conservateur	136	35,9	2	13,5
Parti libéral	114	40,1	67	61,7
Nouveau parti démocratique	26	17,9	0	5,1
Crédit social	6	4,6	6	16,0

Joe Clark forme un gouvernement conservateur minoritaire.

- 1^{er}-3 juin Tenue d'un congrès du Parti québécois au cours duquel les délégués endossent la politique du « trait d'union » entre la souveraineté et l'association. Le Parti québécois compte un nombre record de plus de 200 000 membres.
- 21 juin René Lévesque annonce à l'Assemblée nationale la tenue d'un référendum au printemps 1980.
- 1^{er} novembre Le gouvernement péquiste dépose le Livre blanc sur la souveraineté-association intitulé *La nouvelle entente Québec-Canada*.
- 21 novembre Pierre Elliott Trudeau démissionne comme chef du Parti libéral du Canada.
- 13 décembre La Cour suprême du Canada annule à l'unanimité les

dispositions de la loi 101 restreignant l'usage de l'anglais devant les tribunaux et dans la législature du Québec.

17 décembre Pierre Trudeau annonce sa décision de revenir à la tête du Parti libéral.

20 décembre Le gouvernement du Québec présente le libellé de la question référendaire devant l'Assemblée nationale.

1980

9 janvier Claude Ryan dépose une proposition de réforme constitutionnelle intitulée *Une nouvelle fédération canadienne*.

18 février Les résultats de l'élection fédérale :

	Canada		Québec	
	Sièges	% des suffrages	Sièges	% des suffrages
Parti libéral	147	44,3	74	68,2
Parti conservateur	103	32,5	1	12,6
Nouveau parti démocratique	32	19,8	0	9,1
Crédit social	0	1,7	0	5,9

Pierre Elliott Trudeau forme un gouvernement libéral majoritaire.

3 mars Rodrigue Biron démissionne comme chef de l'Union nationale et donne son appui au camp du « oui ».

20 mai Au référendum, le camp du « non » récolte 59,56 % des suffrages alors que le « oui » obtient 40,44 % des votes. Le taux de participation s'élève à 85,56 %.

2 octobre Dans une allocution télévisée, le premier ministre Trudeau annonce son intention de procéder unilatéralement au rapatriement de la Constitution et de demander au Parlement britannique d'amender l'Acte de l'Amérique du Nord britannique en y enchâssant une Charte des droits et libertés.

3 octobre Rodrigue Biron se joint au Parti québécois.

14 octobre René Lévesque et d'autres premiers ministres entament les

premières démarches visant à empêcher le rapatriement unilatéral de la Constitution annoncé par Trudeau.

1981

- 9 janvier Roch Lasalle, seul député progressiste-conservateur fédéral du Québec, démissionne et devient chef de l'Union nationale.
- 18 janvier Les libéraux québécois déposent une proposition de réforme intitulée *La société libérale de demain*.

13 avril

Les résultats du scrutin provincial au Québec :

	Sièges	% des suffrages
Parti québécois	80	49,2
Parti libéral	42	46,1
Union nationale	0	4,0

René Lévesque forme un gouvernement péquiste majoritaire.

- 15 avril La Cour d'appel du Québec tranche en faveur d'Ottawa en ce qui concerne le rapatriement de la Constitution.
- 16 avril René Lévesque rencontre les premiers ministres provinciaux et signe une entente établissant les conditions à remplir pour le rapatriement de la Constitution.
- 6 juin Roch Lasalle démissionne de son poste de chef de l'Union nationale.
- 2-5 novembre Tenue à Ottawa d'une conférence constitutionnelle des premiers ministres. À la suite d'une rencontre privée qui a duré toute la nuit et dont le Québec a été exclu, une entente est conclue entre le gouvernement fédéral et neuf premiers ministres provinciaux. Le Québec refuse de signer l'entente.
- 2 décembre Le premier ministre Lévesque demande à la Cour d'appel du Québec de juger si l'accord du Québec est nécessaire pour modifier la Constitution.

4-6 décembre Au cours d'une assemblée du Parti québécois, Lévesque menace de démissionner.

13 décembre La direction du Parti québécois annonce la tenue d'un référendum interne.

1982

9 février Les résultats du « Renérendum » du Parti québécois sont rendus publics. Les membres endossent la position de Lévesque dans une proportion de 95 %. Lévesque décide de demeurer chef du parti.

7 avril La Cour d'appel du Québec rejette les prétentions du Québec quant à son droit de veto constitutionnel.

17 avril La reine Elizabeth II proclame la Loi constitutionnelle de 1982, sans le consentement du Québec.

29-30 mai Fondation d'Alliance Québec.

10 août Claude Ryan présente sa démission comme chef du Parti libéral du Québec.

8 septembre La Cour supérieure du Québec statue que les articles de la loi 101 sur la langue d'enseignement sont inconstitutionnels.

6 décembre La Cour suprême du Canada rejette à l'unanimité les prétentions du Québec quant à son droit de veto constitutionnel.

1983

26 janvier Déclenchement de grèves illégales dans le secteur public.

29 janvier Les employés du secteur public de la ville de Québec organisent des manifestations.

31 janvier Joe Clark démissionne de son poste de chef du Parti progressiste-conservateur.

15 février L'Assemblée nationale est convoquée pour la promulgation de la loi 111, forçant brutalement le retour au travail des

employés de l'État.

- 18 avril À la suite de séances parlementaires et de la publication d'un rapport de conciliation, les enseignants du secteur public signent une convention collective d'une durée de trois ans.
- 11 juin Brian Mulroney est élu à la tête du Parti progressiste-conservateur du Canada.
- 31 août-1^{er} sept. Au cours d'une réunion du caucus, le Parti québécois annonce son appui à un nouveau parti fédéral, le Parti nationaliste.
- 15 octobre Robert Bourassa est élu à la tête du Parti libéral du Québec.
- 19 octobre Début de la révision de la loi 101.

1984

- 29 février Le premier ministre Trudeau annonce sa démission comme chef du Parti libéral du Canada.
- 8-10 juin Congrès du Parti québécois.
- 16 juin John Turner est élu chef du Parti libéral du Canada.

4 septembre **Les résultats de l'élection fédérale :**

	Canada		Québec	
	Sièges	% des suffrages	Sièges	% des suffrages
Parti conservateur	211	50,0	58	53,9
Parti libéral	40	28,0	17	33,7
Nouveau parti démocratique	30	18,8	0	7,5
Crédit social	1	0,3	0	—

Brian Mulroney forme un gouvernement conservateur majoritaire.

- 6 septembre René Lévesque salue la victoire des conservateurs et met un

terme au boycottage des rencontres fédérales-provinciales.

- 19 novembre Lévesque annonce que le thème de la prochaine élection ne sera pas la souveraineté-association.
- 9 décembre Tenue de la première assemblée de la Coalition pour l'indépendance.
- 16 décembre Au cours d'une assemblée dans sa circonscription, Jacques Parizeau met en garde ses électeurs contre l'« unionisation » du Parti québécois.

1985

- 2 janvier Une décision des tribunaux rend caduc un article de la loi 101 interdisant l'usage d'une langue autre que le français dans l'affichage.
- 19 janvier Au congrès du Parti québécois, la souveraineté est écartée comme thème principal de la campagne du parti.
- 30 mars Fondation du Rassemblement démocratique pour l'indépendance.
- 21 juin René Lévesque annonce sa démission.
- 20 août Fondation du Parti indépendantiste sous le leadership de Denis Monière.
- 29 septembre Pierre-Marc Johnson est élu chef du Parti québécois.

2 décembre

Les résultats du scrutin provincial au Québec :

	Sièges	% des suffrages
Parti libéral	99	56,0
Parti québécois	23	38,7

Robert Bourassa forme un gouvernement libéral majoritaire.

1986

- 20 janvier Le premier ministre Bourassa remporte un siège à

l'Assemblée nationale.

17-19 février	Tenue du premier Sommet de la francophonie à Paris.
17 juin	Plus de 100 000 grévistes de la construction sont forcés de retourner au travail.
20 juin	Une loi oblige les infirmières et infirmiers à retourner au travail.
21 juillet	Le gouvernement du Québec vend Québécair.
8 septembre	Inauguration d'une aluminerie de 1,2 milliard de dollars à Bécancour.
11 novembre	Les libéraux adoptent une législation ouvrière plus sévère.
18 décembre	La loi 142 assurant des services sociaux et des services de santé en anglais est entérinée par l'Assemblée nationale.

1987

14 juin	Les participants au congrès du Parti québécois endossent la position de Pierre-Marc Johnson sur la souveraineté.
23 juin	Le gouvernement du Québec appuie l'entente de principe du lac Meech.
2-4 septembre	Tenue du deuxième Sommet de la francophonie à Québec.
1 ^{er} novembre	Mort de René Lévesque.
10 novembre	Pierre-Marc Johnson remet sa démission comme chef du Parti québécois.

1988

29 mai	Jacques Parizeau remporte la course à la direction du Parti québécois.
--------	--

21 novembre Les résultats de l'élection fédérale :

Canada		Québec	
Sièges	% des suffrages	Sièges	% des suffrages

Parti				
conservateur	169	43,1	63	52,7
Parti libéral	83	32,0	12	30,3
Nouveau parti				
démocratique	43	20,3	0	14,0
Autres	0	4,7	0	3,1

Brian Mulroney forme un gouvernement conservateur majoritaire.

25-27 novembre Congrès « extraordinaire » du Parti québécois au cours duquel les réformistes cèdent du terrain aux radicaux.

15 décembre La Cour suprême du Canada invalide l'article 58 de la Charte de la langue française ne permettant que l'affichage unilingue français au Québec.

19 décembre Le gouvernement du Québec dépose le projet de loi 178, restreignant l'affichage extérieur au français, mais autorisant l'usage de l'anglais ou d'autres langues dans l'affichage intérieur, pourvu que le français prédomine.

21 décembre La loi 178 est adoptée.

SOURCES CHRONOLOGIQUES

[Retour à la table des matières](#)

Robert Barberis et Pierre Drouilly, *Les illusions du pouvoir*, Montréal, Presses Sélect 1980.

Bureau du gouvernement du Québec à Toronto, *Quebec Update News*, années diverses.

Graham Fraser, *Le Parti québécois*, Montréal, Libre Expression, 1984.

Laurent Mailhot Gérard Boismenu et Jacques Rouillard (dir.), *Le Québec en textes, anthologie 1940-1986*, Montréal, Boréal Express, 1986.

John Saywell (dir.), *Canadian Annual Review of Politics and Public Affairs*, Toronto, University of Toronto Press, années diverses.

Robert Major, *Parti pris : idéologies et littérature*, Ottawa, Les Presses de l'Université d'Ottawa, 1977.

Rapport du directeur général des élections, Ottawa, Le directeur général des élections du Canada, diverses années.

Rapport du directeur général des élections, Québec, Le directeur général des élections du Québec, diverses années.